

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

LE COMMERCE DES VINS
ET DES EAUX-DE-VIE
EN LANGUEDOC
SOUS L'ANCIEN RÉGIME

THÈSE

présentée et publiquement soutenue
devant la Faculté de Droit de l'Université de Montpellier
pour l'obtention du grade de Docteur en Droit

par

Guillaume GERAUD-PARRACHA

Licencié en Droit

Diplômé d'Etudes Supérieures d'Economie Politique
Diplômé d'Etudes Supérieures de Droit Romain
et d'histoire du Droit

Président de Thèse :

M. TISSET, professeur d'Histoire du Droit.

Assesseurs :

M. GUENOUN, professeur de Droit romain.

M. MILHAU, professeur d'Economie politique.

MONTPELLIER, Décembre 1955.

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

LE COMMERCE DES VINS
ET DES EAUX-DE-VIE
EN LANGUEDOC
SOUS L'ANCIEN RÉGIME

THÈSE

présentée et publiquement soutenue
devant la Faculté de Droit de l'Université de Montpellier
pour l'obtention du grade de Docteur en Droit

par

Guillaume GERAUD-PARRACHA

Licencié en Droit

Diplômé d'Etudes Supérieures d'Economie Politique

Diplômé d'Etudes Supérieures de Droit Romain
et d'histoire du Droit

Président de Thèse :

M. TISSET, professeur d'Histoire du Droit.

Assesseurs :

M. GUENOUN, professeur de Droit romain.

M. MILHAU, professeur d'Economie politique.



MONTPELLIER, Décembre 1955.

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

Doyen : M. BECQUÉ Emile.

Assesseur : M. LÉGAL Alfred.

Professeurs :

MM. BECQUÉ Emile, professeur de Droit civil.

VIALLETON Henri, professeur de Droit civil.

GUENOUN Lucien, professeur de Droit romain.

LÉGAL Alfred, professeur de Droit criminel.

DEMONTÉS Emile, professeur de Droit civil.

DELBÈS Louis, professeur de Droit international public. Détaché comme membre de l'Assemblée Nationale.

TISSET Pierre, professeur d'Histoire du Droit.

CABRILLAC Henry, professeur de Droit commercial.

COMBY Jean, professeur d'Economie politique.

COSTE-FLORET Paul, professeur de Droit civil. Détaché comme membre de l'Assemblée Nationale.

MILHAU Jules, professeur d'Economie Politique. Membre du Conseil Economique.

PÉQUIGNOT Georges, professeur de Droit public.

BECCUÉ Jacques, professeur de Procédure civile et Voies d'exécution.

DESMOULIEZ Georges, professeur de Droit constitutionnel et de Sciences politiques.

Agrégés :

MM. DUFOUR Jean, agrégé d'Economie politique, détaché à Alexandrie.

GERVAIS André, agrégé de Droit public.

GARRISSON Francis, agrégé de Droit romain.

MARTIN DE LA MOUTTE Jacques, agrégé de Droit civil.

MAURY René, agrégé d'Economie politique.

Chargé de cours :

MM. BADOVIN Robert, chargé de cours d'Economie politique.

CABRILLAC Michel, chargé de cours de Droit civil.

Chargé d'un cours :

M. DIJOL Marcel, chargé d'un cours de Droit civil.

Assistants :

MM. CATALA Pierre, assistant de Droit privé.

ROMIEU Jean, assistant de Sciences économiques.

Secrétariat :

MM. ROUQUAIROL René, secrétaire.

BEGON Roger, rédacteur.

Honorariat :

MM. MORIN Gaston, Doyen honoraire, professeur de Droit civil.

COURTIN, professeur d'Economie politique.

ANTONELLI Etienne, professeur d'Economie politique.

DUBOIS, secrétaire.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

INTRODUCTION

LA VITICULTURE ET L'ÉCONOMIE DU LANGUEDOC SOUS L'ANCIEN RÉGIME

Les « Pays de langue d'Oc » du ^{xiv}^{me} au ^{xvii}^{me} siècle, la province de Languedoc des ^{xvii}^{me} et ^{xviii}^{me} siècles, s'étendaient sur 7 de nos départements actuels : l'Hérault, l'Aude, le Gard, l'Ardèche, une partie de ceux du Tarn, du Tarn-et-Garonne et de la Haute-Garonne. La province de Languedoc couvrait environ de 7 à 8 % du territoire français. Sa population, qui représentait, en 1939, 2 millions d'habitants (soit 5 à 6 % de celle de la France) était estimée au ^{xviii}^{me} siècle de 1.200.000 à 1.700.000 habitants, soit 5 à 7 % de la population française (1).

La prédominance viticole ne caractérisait pas la structure économique du Languedoc. Aux ^{xvii}^{me} et ^{xviii}^{me} siècles, la polyculture persistait. Champs de céréales, dont le rendement était en général faible, herbages et pâturages, jardins, olivaias et vignes coexistaient dans un ensemble agricole relativement équilibré (2). Vers 1780, les céréales occupaient encore plus de la moitié des terres cultivées (3).

(1) En 1700, 1.123.174. H. DUTIL. Ouv. cité, p. 164. ou 1.500.000, BASVILLE, p. 78 des mémoires. En 1788 1.732.632, France : 26 millions. BALLAINVILLIERS, dans DUTIL, p. 164.

(2) En ce sens, TUDEZ, ouv. cité, p. 93.

(3) DUTIL, p. 135.

Une industrie légère, des ateliers artisanaux et domestiques, des manufactures, apportaient au revenu de la province et au commerce des ressources non négligeables.

Les mémoires de l'intendant Basville résumaient ainsi, vers 1700, l'orientation du commerce languedocien (4) :

« Le commerce du Languedoc consiste en denrées et en manufactures. Il ne se fait point en Canada, aux Indes orientales, ni dans la Martinique, mais seulement en Italie, en Allemagne, sur les côtes d'Espagne et au Levant, fort peu en Angleterre et en Hollande. »

Sous l'Ancien Régime, la province de Languedoc entretenait des relations commerciales surtout avec l'Europe. A cette dernière elle vendait sans doute beaucoup plus qu'elle n'en recevait. En premier lieu venaient les produits agricoles, blés, vins, huiles, châtaignes et raisins secs ; mais la part des objets manufacturés était importante. Parmi ceux-ci il faut noter les draps et les étoffes de laine, les soieries, les cuirs, les verdets, les eaux-de-vie, etc... En 1700, la composition de ce commerce apparaît dans le tableau ci-dessous donné par l'intendant (5) (valeur en livres). Ce tableau s'avère imprécis, la production des vins, eaux-de-vie, verdet, huile d'olive notamment devait être supérieure à celle indiquée. Quoiqu'il en soit, les chiffres reflètent approximativement la structure de l'économie languedocienne :

COMMERCES DÉRIVÉS			
DE L'AGRICULTURE :		PRODUCTION	EXPORTATION IMPORTATION
Vins		830.000	830.000
Eaux-de-vie		440.000	440.000
Eau de la Reine de Hongrie		120.000	120.000
Liqueurs		150.000	100.000
Verdet		200.000	200.000

(4) Mémoires, p. 228.

(5) BASVILLE. Ouv. cité, p. 300.

COMMERCE DÉRIVÉS DE L'AGRICULTURE :			
	PRODUCTION	EXPORTATION	IMPORTATION
Huile d'olive	2.000.000	2.000.000	
Bêtes à laine	1.000.000	660.000	
Soieries	1.800.000	1.200.000	
Grains	1.200.000	400.000	
Plantes colorantes	165.000	120.000	
Châtaignes	150.000	60.000	
Bois	300.000	150.000	
Bestiaux : bœufs, moutons			1.240.000
Laines d'Afrique			400.000
INDUSTRIES :			
Tissus de laine.....	13.170.000	880.000	
Soieries	900.000	600.000	
Tissus divers	240.000	155.000	2.180.000
Dentelles du Puy.....	600.000	400.000	(Toiles)
Cuir, Peaux ouvrées	2.123.000	1.045.000	
Clouterie	140.000	60.000	
Verrerie	50.000		
Futailles	60.000	60.000	
Épicerie			471.000
Divers	1.110.000	4.558.000	851.000
TOTAL	26.738.000	14.038.000	5.140.000

A la fin de l'Ancien Régime, les exportations du Languedoc vers le Royaume et l'étranger représentaient environ un treizième du commerce français et se décomposaient ainsi (en livres) (6) :

(6) BALLAINVILLIERS d'après DUTIL, p. 879, 881.

1^o Produits agricoles :	36.450.000
Grains	17.910.000
Vins, eaux-de-vie et liqueurs...	18.000.000
Huile d'olive	240.000
Laine	300.000
2^o Objets manufacturés :	30.170.000
Textiles	28.810.000
dont laine	10.500.000
soie	7.800.000
Verdet	500.000
Total :	66.620.000

Les chiffres ne suffisent pas à connaître l'économie de la province ; il est bon aussi de présenter la localisation de ces diverses richesses, comme Basville le faisait vers 1700 (7) :

(7) BASVILLE, Mémoires, p. 244 et 245.

1^o *Beaucoup de blés* : Toulouse (hauts rendements), Saint-Papoul, Albi, Saint-Pons, Narbonne (grande abondance et important commerce), Béziers (excédent), Agde, Montpellier, Nîmes.

2^o *Beaucoup de millet* : Toulouse, Saint-Papoul, Saint-Pons.

3^o *Bestiaux* : Alet, Mirepoix, Castres, Albi (ovins), Saint-Pons, Vivarais, Velay.

4^o *Plantes tinctoriales* : pastel à Toulouse (en régression), à Albi ; tournesol à Nîmes ; vermillon à Montpellier.

5^o *Huile* : Narbonne, Béziers (beaucoup), Agde, Montpellier, Nîmes, Alès.

6^o *Forges, fers, aciers* : Toulouse, Limoux, Mirepoix, Graissessac (clouterie).

7^o *Commerce des laines* : Toulouse, Agde, Montpellier (2.000 personnes y sont employées), Nîmes, Uzès, Vivarais, Velay.

8^o *Manufactures de drap* : Toulouse, Limoux, Castres, Albi, Saint-Pons, Carcassonne (gros marchands), Bédarieux, Lodève, Nîmes, Gévaudan (serges, industrie domestique, produit 2 millions de livres par an), Alès (serges, 1.500.000 livres par an vendues au marché d'Anduze).

9^o *Sériciculture, soieries* : Agde, Nîmes, Uzès, Vivarais.

10^o *Verd de gris* : Montpellier (2.000 qx par an à 20 livres le quintal).

11^o *Peignes de buis* à Mirepoix.

12^o *Marbres* : Saint-Pons, Carcassonne, Béziers.

13^o *Sel* : Narbonne, Agde.

Agriculture et manufactures écoulaient à l'extérieur de la province leurs excédents, pour nourrir une population nombreuse. L'exportation procurait des revenus appréciables à cette économie languedocienne où s'équilibraient harmonieusement les industries, l'agriculture et l'élevage. Une activité commerciale importante régnait dans ces villes et ces ports, à Montpellier, Toulouse, Narbonne, Nîmes, Beaucaire, Agde, Béziers, Frontignan et beaucoup d'autres dont l'histoire demeure à faire.

A ces richesses variées, la viticulture et le commerce des vins et des eaux-de-vie ne cesseront d'apporter, notamment au cours des ^{xvii}^{me} et ^{xviii}^{me} siècles, un supplément croissant de revenus monétaires. Le commerce des grandes villes, les industries vinicoles, les transports et la tonnellerie, la paysannerie des divers terroirs en seront les bénéficiaires. Dans les côtes du Rhône et le Vivarais, à Gaillac et à Frontignan, à Béziers, Montpellier et Lunel, pour ne mentionner que ces localités, les vins « portent beaucoup d'argent » dès le début du ^{xvii}^{me} siècle (8).

Un ensemble de conditions favorisa l'essor du vignoble languedocien. Cette évolution enrichissait toute la province. On ne pouvait encore discerner clairement le déséquilibre créé dans l'économie régionale par le développement de la viticulture. Le commerce demeurait prospère ; beaucoup de ses crises étaient des crises de croissance.

Les ^{xvii}^{me} et ^{xviii}^{me} siècles ne marquent pas d'évolution nette vers la monoculture généralisée ; celle-ci sera le fait saillant du ^{xix}^{me} siècle, lié à de multiples causes, à des mouvements économiques et techniques massifs, notamment à la formation du marché intérieur, à l'expansion industrielle et à la révolution des transports.

La différence entre les deux époques ressort d'une comparaison des chiffres bornée aux trois départements de l'Aude, de l'Hérault et du Gard :

(8) BASVILLE. Ouv. cité, p. 244-245.

	Récoltes (1.000 hl)	Vignes (1.000 ha)	% par rapport à la France	
			Récoltes	Vignes
1788 (9)	2.422,4	144,1	9,6	9,3
1939 (10)	22.801	412	36	26

Les trois départements languedociens produisaient près de dix fois plus de vin en 1939 qu'en 1788. L'apport de la viticulture dans le revenu régional est passé de 1/3 à la fin de l'Ancien Régime à près des 3/4 au début du *xx^{me}* siècle.

La viticulture s'est donc concentrée en Languedoc. Mais les problèmes viticoles modernes sont-ils tellement différents de ceux de l'Ancien Régime ?

Dans l'étape historique du *xviii^{me}* siècle, les questions viticoles prennent un relief notable.

On réglementa les plantations de vignes dès 1731. A l'ordre du jour du commerce et de la viticulture, se trouvaient déjà au début du *xviii^{me}* siècle, les questions de l'assainissement du commerce, de la qualité des vins et eaux-de-vie, la fiscalité, le développement des débouchés et des exportations. A ces problèmes très actuels, l'Ancien Régime ajoutait les siens strictement particuliers.

Les sources du commerce, l'état de la viticulture et de la distillation, les conditions économiques et techniques, la protection de la qualité et la réglementation commerciale feront l'objet des deux premières parties de cette thèse. La troisième partie sera consacrée au fonctionnement du marché du vin, à la répartition du revenu viticole et aux rapports entre les diverses catégories sociales vivant directement ou non de la vigne. Ainsi le sujet de cette thèse se rattachera-t-il étroitement à l'histoire de la vie sociale d'une époque encore mal connue qui s'étend du *xv^{me}* au *xviii^{me}* siècle.

(9) DEGRULLY, p. 146-149.

(10) *Annuaire statistique*, 1943, p. 40.

PREMIERE PARTIE

LES SOURCES DU COMMERCE L'ÉVOLUTION DE LA VITICULTURE ET DE LA FABRICATION DES EAUX-DE-VIE

SECTION I

LA PROGRESSION DU VIGNOBLE ET DES RÉCOLTES LA MONOCULTURE LOCALISÉE

Le développement de la viticulture, activité traditionnelle du Languedoc, s'explique par un ensemble de conditions naturelles, des sols et un climat favorables, des voies de communication variées, l'existence de concentrations humaines remontant à une époque reculée.

L'étendue et le rendement des vignobles, l'existence d'excédents de récoltes conditionnèrent évidemment le développement des commerces vinicoles. C'est pourquoi, il paraît indispensable d'esquisser l'évolution économique et topographique du vignoble en Languedoc du ^{xiv}^{me} au ^{xviii}^{me} siècle, cadre historique du présent ouvrage.

1. — Avant le ^{xv}^{me} siècle :

Un vignoble gallo-romain se créa sur les bords du Rhône et de la voie Domitienne. Il se développera, par la suite, sur les terres de l'église, dans les *villae*, autour des ports et des voies d'eau, le long du Tarn, du Rhône, de l'Hérault, etc... L'influence des voies d'écoulement sur l'implantation du vignoble fut incontestable. Le canal Riquet et le port de Sète notamment faciliteront le développement de la viticulture languedocienne.

Un autre facteur de progrès viticole fut le défrichement et le dépierrement des garrigues par des petites gens, lorsqu'il y eut abondance relative de population ; la viticulture, activité minutieuse, exigeant peu de capital, se trouvait à la portée des classes pauvres et leur permettait d'accéder à la petite propriété. L'apparition du commerce renforça le mouvement et fit éclore une multitude de vigneron, dont beaucoup écoulaient la totalité de leur récolte, pour obtenir l'argent nécessaire aux impôts et à leur subsistance.

Du ^{xiv}^{me} au ^{xv}^{me} siècle, la viticulture en Languedoc paraît fort disséminée. Un grand nombre de communautés, au ^{xiv}^{me} siècle, récoltaient déjà en abondance du vin qui alimentait un petit commerce local et une exportation parfois suivie, mais très souvent intermittente et occasionnelle. Les communautés viticoles protégeront tôt leur production contre la concurrence des terroirs voisins. Les ^{xiii}^{me} et ^{xiv}^{me} siècles virent s'étendre les « privilèges du vin étranger » étudiés plus loin. Déjà à cette époque le vin était une matière imposable appréciée du fisc et taxée un peu partout. Le ^{xiii}^{me} siècle, période de prospérité et d'essor commercial, amena une extension des vignobles. Mais la guerre de Cent ans provoqua des troubles, la misère et la dépopulation du Languedoc.

Cependant, à la fin du ^{xiv}^{me} siècle, la viticulture semble encore florissante notamment à Gaillac (1), dans le biterrois, le Bas-Languedoc, les Côtes du Rhône. En 1383, Montpellier

(1) J. RIOL. Ouv. cité.

produisait 33.630 hl. de vin sur 1376 hectares de vignes. On y comptait 1.900 récoltants sur 2.100 chefs de famille. La récolte se décomposait ainsi (2) :

Quantité (Muids)	Nombre de récoltants
Plus de 20	5 (dont le plus important récolte 66 muids).
15 à 20	7
10 à 15	9
5 à 10	233
1 à 5	1122
moins de 1	504

Les neuf dixièmes des habitants possédaient leur vigne. Le rendement moyen atteignait 24 hl. 44 à l'hectare, beau résultat pour l'époque. Par souci de la qualité, les défenses de fumer les vignes et l'obligation des bans de vendanges se généralisaient. On les trouvait à Montpellier, dès le début du ^{xiv}^{me} siècle, à St-Georges-d'Orques, en 1369 (3).

Le compoix d'Uzès de 1346 atteste de nombreuses plantations de vignes et d'oliviers (4). En Vivarais, à la fin du ^{xv}^{me} siècle, la vigne cultivée à bail à mi-fruit, échalassée, treillée ou « hautaigne » constituait la culture principale de nombreux villages du rivage rhodanien : Tournon, Sarras, Aubenas, Ardoix, etc... (5). Ce vignoble disposait de bons moyens de communications, parmi lesquels le Rhône.

Dans les terroirs bien situés du point de vue des transports, l'évolution vers une quasi-monoculture fut rapide. Ailleurs, persistèrent les activités traditionnelles de polyculture et d'économie fermée. Vins des côteaux du Rhône, des terroirs voisins de Montpellier et proches des graus, muscats de Lunel, de Frontignan, de Béziers, etc..., vins blancs de Gaillac,

(2) Arch. Montpellier, inventaires T. IX, préface, p. 14.

(3) DELEUZE, p. 31.

(4) D'ALBIOUSSE. — Histoire d'Uzès. Malige à Uzès, 1903, p. 74.

(5) J. RÈGNE. Ouv. cité, p. 16.

de Limoux, vins de qualité et de degré élevé, supportant les transports, alimentèrent les commerces vinicoles d'exportation d'avant le ^{xvii}^e siècle.

2. — Quelques vignobles du ^{xvi}^e au ^{xvii}^e siècle : Gaillac, Frontignan, Côtes du Rhône

Des exemples de quasi-monoculture localisée existaient déjà au ^{xvi}^e siècle. A Frontignan, où la culture du muscat est prouvée déjà au ^{xiii}^e siècle, la vigne et l'olivier représentaient la seule ressource des habitants (6). La vigne s'étalait aussi sur les coteaux avoisinants de Vic et Mireval. Les muscats de Languedoc étaient appréciés notamment par les rois de France, par Rabelais (7) et Olivier de Serres (8). Le port de Frontignan exportait ces vins vers la Provence et l'Italie.

A St-Georges-d'Orques, en 1593, la vigne occupait sur un sol gréseux, particulièrement adapté, 103,74 hectares sur 415 hectares cultivés. La récolte s'élevait de 200 à 300 muids de bon vin. De très nombreux propriétaires ne possédaient que de un à deux hectares (9).

En 1605, à Murviel près de Montpellier, on comptait 37,75 hectares de vigne sur 529 hectares cultivés (10).

Aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles, dans de nombreuses communautés, le vignoble se développe en terrasses et sur les côteaux. Les plaines de l'Aude et du Languedoc occidental, les souberrgues semblent encore se consacrer, en très grande partie, aux cultures céréalières. Des terroirs firent exception cependant à cette règle. C'est ainsi qu'une étude de la topographie du vignoble de Boissières (Gard) a prouvé l'existence d'un

(6) PIQUET. Ouv. cité.

(7) PANTAGRUEL, IV^e livre, ch. XIII.

(8) Théâtre d'agriculture. Tome II, p. 222.

(9) DELEUZE, p. 59-63. TUDEZ, p. 77.

(10) DELEUZE, p. 59.

vignoble de plaine dominant en 1577 (11). Par contre, on constate qu'en 1682 le vignoble de cette localité a quitté la plaine pour s'implanter dans les collines. L'explication de ces mouvements reste obscure. Mais un fait demeure, vérifié à Boissières comme dans d'autres terroirs languedociens, c'est la progression des superficies plantées en vignes. Au ^{xvii}^e siècle et encore plus au ^{xviii}^e siècle, un bref tour d'horizon des terroirs permettra d'illustrer ce fait.

Le terroir de Gaillac, où au ^{xvi}^e siècle la viticulture dominait déjà et qui importait du blé, récoltait annuellement, de 1559 à 1595, un maximum de 18.000 pipes de 28 verges (36.000 hl. environ). De 1685 à 1694, la production annuelle atteignit 12.000 pipes de 32 verges (27.000 hl. environ) se décomposant ainsi : muscat blanc 600, vin blanc 5.000, rouge fin « grand cru » 3.000, rouge ordinaire 3.000 pipes (12).

Malgré les crises de surproduction du ^{xvi}^e siècle, le vignoble de Gaillac se maintint, tandis que ceux de Rabastens et de Lisle périlisaient au début du ^{xvii}^e siècle. Le vignoble gaillacois fut cependant éprouvé, au ^{xviii}^e siècle, par les guerres avec l'Angleterre et la Hollande, par les coupages qui faisaient des vins de Gaillac des auxiliaires de ceux du bordelais. En 1709, ce vignoble occupait les trois quarts de la surface cultivée (6.000 sétérées (13). Mais sa constitution fragile éprouva des vicissitudes naturelles nombreuses, gelées, grêles, maladies cryptogamiques mal combattues, « bestioles » dont on trouve mention au ^{xiv}^e siècle. Le vignoble fut, après chaque calamité, reconstitué avec acharnement. En effet, il représentait la grande source de richesse, tout au moins pendant les années où le vin se vendait bien. Dans le cas contraire, la misère régnait, car on ne pouvait payer les céréales étrangères nécessaires.

Quelques statistiques des récoltes existent au ^{xviii}^e siècle. Si l'on en juge par le produit des dîmes de l'abbaye, ces

(11) J. P. BARRY. Ouv. cité, p. 29 et annexes 10 et 11.

(12) J. RIOL, cité p. 53-55-56.

(13) Arch. Hérault, Etats 693.

récoltes auraient peu augmenté du ^{xvii}^{me} au ^{xviii}^{me} siècle (125 pipes en 1612, 96 de 1718 à 1727 ; 127 de 1748 à 1767 et 166 en 1789 (14). En 1708, Gaillac récoltait 13.000 pipes et en 1722, 6 à 8.000 seulement, à cause de la gelée. La récolte de 1726 s'élevait à 12.000 pipes. Après 1734, la production annuelle atteignit 20.000 pipes ; à la fin du ^{xviii}^{me} siècle, Gaillac récolta jusqu'à 50.000 hl. de vins de cargaison (15). La production viticole semble s'être donc accrue à la fin du ^{xviii}^{me} siècle.

Abrité des vents du nord par la Gardiole, le vignoble de Frontignan progressa encore au ^{xviii}^{me} siècle. Le souci de la qualité suscite des mesures strictes pour combattre les fraudes ou les empêcher (contrôle de l'entrée des vendanges, marques créées en 1665, etc...). Le compoix de 1622 indique une propriété viticole très morcelée ; 676 personnes, dont la plus importante possédait huit hectares et demi et la majorité moins de un hectare, se répartissaient les vignes qui toutes ne produisaient pas du muscat. Il y avait environ 31 hectares de « vigne de muscadelle » (260 hectares en 1941 (16). La récolte totale était évaluée, en 1731, à 450 muids de languedoc (de 685 litres) (16). En 1744, on recensait à Frontignan 600 sétérées de vignes (85 hectares environ) produisant 200 muids de vin rouge et 40 de muscat (1600 hl. environ) (17) contre 35 à 45.000 hl. de 1933 à 1941 (18).

Mireval récoltait aussi de bons muscats ; le compoix de 1623 indique 253 sétérées (40 hectares environ) de vignes à muscat, mais l'enquête de l'intendant en 1744, ne mentionne qu'une récolte de 87 muids de vin (19).

En 1777, les deux terroirs, Frontignan et Mireval, étaient cependant presque entièrement complantés en vignes. A Frontignan, Jefferson, en 1788, signalait une production annuelle

(14) E.A. ROSSIGNOL. Ouv. cité, p. 267.

(15) RIOL. Ouv. cité, p. 56.

(16) J.R. PIQUET, p. 40, 68.

(17) Arch. Hérault, C 1114.

(18) PIQUET, p. 60 et s.

(19) Arch. Hérault, C 1114.

de 1.000 pièces (de 250 bouteilles chacune) dont 600 de vin de première qualité ; 6 propriétaires produisaient à eux seuls 490 pièces (20).

A Saint-Georges-d'Orques, de 1593 à 1744, la surface du vignoble doubla (259 hectares contre 103) (21). La progression, sensible au XVIII^{me} siècle, est attestée par l'augmentation des tailles sur les vignes (22) :

1700.....	3.830 livres
1746.....	5.908 livres
1789.....	10.025 livres

Saint-Georges-d'Orques produisit 240 muids en 1744, 691 en 1774, 600 en l'an X et 1.200 en 1818 (23).

Le vignoble des Côtes du Rhône progressa notablement du XVII^{me} au XVIII^{me} siècle. Il bénéficiait de conditions naturelles propices, de voies de communication vers le Rhône, le Nord et la Méditerranée. La vigne empiétait de plus en plus sur la garrigue. A Uchaud, le vignoble passa de 47 à 266 hectares de 1630 à 1743 ; la période du demi-siècle, surtout après 1770, marquera un nouvel et important essor (24).

A la fin de l'Ancien Régime, les terroirs de Chuselan, Tavel, Roquemaure, Loudun, Saint-Laurent, Codolet, Orsan, Lirac, Montfaucon, Saint-Génies produisirent de 20 à 25.000 barriques de 5 barreaux (environ un demi-muid de l'époque). Les plus fins de ces vins étaient exportés à l'étranger ou dans le royaume (25).

Les vins de l'Hermitage se vendaient également à l'étranger. En 1788, JEFFERSON évaluait le rendement à l'hectare dans cette localité à 6 hl (4 pièces à l'arpent) (26).

(20) Ouvr. cité, p. 31, 32.

(21) DELEUZE, p. 39.

(22) A. FABRE. — Histoire de Saint-Georges-d'Orques, Nîmes, 1882, p. 52.

(23) DELEUZE, p. 33.

(24) A. BILLANGE. — La garrigue de Nîmes. *Bull. Soc. lang. Géog.*, T. XII à XIV, 1941-1943, p. 114.

(25) Arch. Gard, L. 474, mémoire de 1793 contre l'interdiction d'exporter les vins.

(26) Ouvr. cité, p. 45.

3. — Croissance du vignoble aux ^{xvii}^{me} et ^{xviii}^{me} siècles :

La vigne s'étendit non seulement sur quelques terroirs abrités, sites arides et bien exposés, mais encore sur les pentes des garrigues et les plaines. Les interdictions draconiennes réitérées, au ^{xviii}^{me} siècle, concernant les plantations nouvelles dans les plaines, n'arrêtèrent pas ce mouvement (27).

La physionomie agraire changeait partout insensiblement. Le ^{xvii}^{me} siècle vit un fort accroissement du vignoble. L'intendant Basville écrivait, en 1701, qu'il y avait en Languedoc six fois plus de vignes qu'en 1581 (28).

En 1626, un voyageur signalait à Pérols et Saint-Jean-de-Védas, près de Montpellier, des vignes fécondes ; il caractérisait Béziers comme « une colline fertile en vignes », mais constatait à Coursan, dans l'Aude, la prédominance de la culture du froment (29).

En 1653, Lansargues comptait 552 sétérées de vignes (114 hectares) morcelées en de très nombreuses parcelles. Les champs occupaient, dans cette localité, 4.000 sétérées et les prés 427. Le vignoble couvrait donc 10 % environ de la superficie cultivée (30).

Vers 1700, le vignoble de Lattes s'étendait sur 83 hectares (270 carterades, contre 4.000 consacrées aux champs et 944 aux prairies) (31).

Sur les flancs des basses Cévennes, dans les garrigues, le vignoble était déjà bien accroché dès le ^{xvii}^{me} siècle. Il y donnait même des vins de qualité. En 1567, Saint-Bauzille-du-Putois possédait 31 hectares de vignes et 20 hectares de champs et vignes sur 282 hectares de terres labourables (32).

(27) Ordonnances de 1731.

(28) Arch. Hérault, B. 94.

(29) L. MALLAVIALLE. *Bull. Soc. lang. Géogr.*, 1909, p. 129.

(30) TUDEZ, p. 68. MARRES. *Ouv. cité*, p. 122.

(31) TUDEZ, p. 64.

(32) P. MARRES. *Ouvr. cité*, p. 122.

Dans l'Escandorgue et le Lodévois la vigne se développa beaucoup de 1650 à 1730. En 1627, elle occupait un quart du terroir de Saint-André, de Nébian, de Saint-Félix-de-Lodez et 40,2 % à Jonquières. En 1728, elle représentait 18,1 % du terroir de Clermont et 20,1 % de celui de Lodève en 1633. A cette date, le vignoble couvrait 114 hectares à Pégairolles et 198 hectares à Soubès. Les récoltes étaient évidemment très variables. Mais les excédents vendables augmentaient d'année en année. En 1732, Saint-André disposait d'un excédent de 1/3 d'une récolte de 5.885 hl (rendement hectare : 14 hl 5). La récolte de 1733 dépassa 8.000 hl (33).

Le développement du vignoble dépendait naturellement des hauts profits réalisés au cours des périodes de prix avantageux. Il était aussi heureusement influencé par les débouchés créés par les besoins croissants des distilleries. La distillation orientée vers l'exportation stimula les cours du vin.

Les rares statistiques et études montrent une croissance générale assez sensible au XVIII^{me} siècle. Au Nord-Est de Montpellier, à Saint-Drezery, les vignes couvraient, en 1789, 1.075 sétérées, contre 68 en 1678 et 700 en 1744. A Poussan, en 1750, elles occupaient 1/5 du territoire, mais elles en occuperont 70 % en 1825 (34).

En 1750, des domaines proches de Montpellier consacraient à la vigne des surfaces de 12 à 14 hectares, donnant des rendements de 15 hl./hectare (35). La culture, souvent faite à bras, faute d'alignement des plantations, s'y avérait plus coûteuse que dans les terroirs où les mulets pouvaient être utilisés (36).

De 1744 à 1792, la production du vin augmenta énormément à St-Mathieu-de-Trévières (de 30 muids (210 hl.) à 1290 hl.) (37).

(33) APPOLIS, p. 417, 586, ouvr. cité.

(34) P. MARRES. Ouvr. cité, p. 123.

(35) Des Hours-Farel domaine de Méric. *Bull. Soc. Agric. Hérault*, 1865, p. 81 et suiv.

(36) Arch. Montpellier, H.H. 18 en 1730 et BASVILLE, Arch. Hérault, B. 93.

(37) A. BOUIS. — Un siècle d'histoire rurale à Saint-Mathieu-de-Trévières. Thèse Doctorat, Montpellier, 1951, p. 16, 17.

A St-Génès-des-Mourgues, la superficie du vignoble passa de 25 hectares en 1632 à 68 en 1785 (38). A Fabrègues, en 1743, la vigne occupait seulement 5 % du territoire (39).

A Montpellier aussi, la structure économique demeurait encore en 1790 orientée vers la polyculture : 3.000 muids de vin récoltés sur 15.000 sétérées, 900 sétérées d'olivettes (40). En 1744, le diocèse de Montpellier produisit selon les estimations de l'Intendant 27.000 muids (189.000 hectolitres environ) sur 82.000 sétérées de vignes (12.000 hectares) (41).

La vigne s'accroît au XVIII^{me} siècle dans l'ensemble du Bas-Languedoc, dans le Biterrois, les environs de Pézenas, l'Aude et la région toulousaine. Dans le Lunellois, la distillation créant un débouché relativement stable pour les vins ordinaires, les plantations augmentaient, sans cependant supplanter la culture des céréales, sauf dans certaines localités. Le vignoble représentait en moyenne, à la fin du XVIII^{me} siècle 10 à 20 % des surfaces cultivables, notamment à Marsillargues, Aumargues où les grains constituaient encore en 1766 la principale ressource (42).

Cependant à Valergues, Galargues, Saurargues, Vérargues, St-Christol, Lunel-Viel, St-Just, la vigne couvrait déjà les 2/3 ou les 4/5 de la superficie des terroirs (43). Les excédents de vins vendables s'accroissent malgré la faiblesse relative des rendements (10-12 hl. hectare dans la garrigue, 15 à 20 dans la plaine) et la culture assez peu soignée (44).

La viticulture formait le revenu d'une masse de petits propriétaires et « brassiers », possédant rarement plus d'un hectare. Moyenne et grosse propriété, toutes proportions restant en rapport avec l'époque, existaient cependant ça et là.

(38) *Idem*, p. 116.

(39) G. SARRAZIN, *ibid.*, 226.

(40) Arch. Montpellier G. H. 44.

(41) Arch. Béziers G. 46.

(42) Mss. Béziers, *ibid.*, p. 216.

(43) *Idem*, p. 214-215.

(44) *Idem*, p. 216.

Cette viticulture produisait déjà pour le marché ; elle constituait la grande source du revenu monétaire de milliers de familles. L'auto-consommation semble sévèrement contingentée par les nécessités de la vente, notamment chez les masses pauvres surtout lorsqu'il s'agit de vins de qualité, muscats ou blancs, ayant des débouchés assurés (45).

Une grande partie des défrichements effectués dans le Bas-Languedoc, dans la deuxième partie du XVIII^{me} siècle furent consacrés à la viticulture. Les interdictions de planter, d'ailleurs atténuées ou rapportées de 1750 à 1770, n'empêcheront pas l'extension du vignoble dans les diocèses de Castres, Narbonne, Toulouse (46). Ce mouvement deviendra général, malgré des crises plus fréquentes de mévente et de bas prix génératrices de misère.

4. — Structure de l'économie et des récoltes.

La production viticole globale à la fin du XVIII^{me} siècle

En l'absence de statistiques précises, il convient de s'appuyer sur des indices locaux pour saisir la croissance viticole en Languedoc. Même à la fin du XVIII^{me} siècle, la structure économique de la province ne semblait pas encore déséquilibrée. Ainsi, les ressources agricoles de la subdélégation de Pézenas, aujourd'hui consacrée uniquement à la viticulture, se composaient, en 1774, de la façon suivante : (communautés de Pézenas, Florensac, Montagnac, Mèze, Marseillan, Vias, Capeatang, Nissan, Quarante) (47).

Surface du vignoble, en arpents (48) :	13.951
Récolte de vin, muids de Paris (49) :	47.164
Récolte de blé, en boisseaux (50) :	279.640

(45) Arch. Hérault, C. 1114 et C. 2684.

(46) DUBIL, p. 160, 170. Arch. Hérault, C. 46.

(47) Arch. Hérault, C. 2846.

(48) Arpents de Paris, 34,18 ares.

(49) 260 litres environ.

(50) 13 litres environ.

Récolte d'avoine, en boisseaux	: 137.931
Récolte de seigle, en boisseaux	: 86.551
Nombre d'ovins	: 26.264

En 1774, l'élevage du mouton et les céréales tenaient une bonne place, mais la récolte de vin était déjà appréciable. La proximité de Sète, du canal royal et le commerce gènois stimulaient cette viticulture.

Ces vignes donnaient de bons vins. A Adissan, en 1778, 134 hectares étaient en vignes sur une surface totale de 390 hectares (51). Aux environs d'Agde, la viticulture avait une importance non négligeable (52). Tout ce vignoble demeurait un placement aléatoire, exposé aux risques de la conjoncture, encore plus dangereux que les calamités naturelles et les maladies cryptogamiques. Celles-ci, en effet, diminuaient l'offre et provoquaient la hausse des prix et du profit unitaire, du moins pour les gros vendeurs de vins.

Peu de renseignements existent sur la structure de la propriété viticole. Sans doute le nombre des viticulteurs parcel-laires était-il élevé, dans la plupart des régions. Mais déte-naient-ils la suprématie du point de vue des quantités récol-tées ? Voici le résultat d'un sondage effectué à Béziers en 1748, 1760 et 1772 à l'aide des registres d'entrée des vins récoltés par des habitants hors du terroir de la ville (53) :

Déclarants	1748			1760			1772		
	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)
plus de 40 muids	1	42	13,5 %				2	93	23,1 %
de 30 à 40 muids	1	38	12 %	5	116	23,2 %	3	103	25,5 %
de 20 à 30 muids				9	218	30,3 %	4	109,5	27,2 %
de 10 à 20 muids	10	128	40,7 %	17	220	30,6 %	4	61	15,1 %
de 5 à 10 muids	11	74	23,6 %	9	73	10,2 %	5	33	8,2 %
moins de 5 muids	11	32	10,2 %	18	41	5,7 %	1	3,5	0,9 %
<i>Total</i>	34	314		58	668		19	403	

(1) Nombre de déclarants — (2) Quantités en muids — (3) % de la récolte par catégorie de récoltants.

(51) R. BERTRAND. Ouvr. cité, p. 14, 15.

(52) RIGAUD. Ouvr. cité, p. 96.

(53) Arch. Béziers, sans cote.

Ces chiffres montrent l'importance des gros producteurs de l'époque. Quelques récoltants de plus de 30 muids chacun (200 hectolitres environ) produisaient une fraction importante de la récolte, non seulement des vins rouges, mais des vins blancs et des muscats. Gros et moyens producteurs dominaient les marchés par les masses récoltées, ils disposaient en général de caves et de futailles et étaient ainsi mieux placés pour défendre leurs prix de vente face au commerce.

Les petits récoltants, démunis d'avances et ne pouvant stocker, se trouvaient plus à la merci du négoce et de la conjoncture.

Cette petite viticulture souffrait davantage des crises et de l'avènement progressif de la monoculture (qui ne sera pourtant pas réalisée avant la deuxième moitié du ^{xix}^{me} siècle).

En 1774, la récolte estimée se répartissait ainsi, par ordre d'importance entre les divers diocèses du Languedoc (en muids) (54) :

Béziers	35.839
Nîmes	29.124
Agde	25.795
Toulouse	20.848
Narbonne	20.574
Montpellier	19.400
Uzès	17.356
Viviers	15.228
Albi	13.137
Carcassonne	11.867
Lodève	8.394
Montauban	6.576

Les 12 autres diocèses récoltaient de 2.000 à 4.000 muids chacun. La Généralité de Montpellier totalisait 181.614 muids, celle de Toulouse 80.095, soit pour la province le chiffre de 261.709 muids.

Ce dernier chiffre peut correspondre à 2.000.000 hl. environ, si l'on considère que ces états de récoltes, dressés

(54) Arch. Hérault, Etats 694.

en vue de percevoir un impôt royal de 20 sols par muid, sont au moins inférieurs de un quart à la réalité. Les récoltes des années 1775 à 1789 furent beaucoup plus abondantes. En 1788, 144.133 hectares de vignes produisaient 2.422.364 hl., dans l'aire des départements actuels de l'Aude, de l'Hérault et du Gard (55).

L'essentiel du vignoble méridional de 1788 représentait donc 10 % environ du vignoble français (1.675.000 hectares en 1760 et 1.546.616 en 1788) (55). Le vignoble héraultais doublera sa superficie de 1788 à 1849 (110.000 hectares) pour atteindre 220.491 hectares en 1874. Dans le Gard, en 1869, les vignes occupaient 90.000 hectares.

Ces chiffres montrent l'importance minime de la croissance viticole de l'Ancien Régime par rapport à l'évolution des ^{xix}^{me} et ^{xx}^{me} siècles. Ces cent-cinquante dernières années ont décuplé le rythme d'un mouvement qui s'accélérait déjà à la fin du ^{xviii}^{me} siècle. Les 2 ou 2,5 millions d'hl produits de 1774 à 1788, par la province de Languedoc, deviendront 15 et 20 millions, au ^{xx}^{me} siècle, dans les seuls départements de l'Hérault, du Gard et de l'Aude.

(55) DEGRULLY, p. 146-147, dont Hérault 63.500 hl., Gard 51.151 hl..

SECTION II

LE DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES DE LA DISTILLATION DU VIN

L'art de distiller le vin s'avère très ancien. Il ne fut pas une invention languedocienne. Egyptiens et Arabes l'ont pratiqué et perfectionné. En Languedoc, la fabrication artisanale des eaux-de-vie remonte au ^{xiii}^e siècle. Les chimistes de Montpellier contribuèrent à améliorer sa technique (56). Au ^{xv}^e siècle, il n'est pas rare de trouver dans les ventes à l'encan, des alambics de cuivre complets.

Au ^{xvii}^e siècle paraissaient des ouvrages sur la distillation (un de Brouant, en 1646). A l'époque, cette industrie commençait à progresser grâce à l'influence de la demande étrangère d'eaux-de-vie (hollandaise notamment). Cependant, les grands progrès de la masse distillée et du commerce des eaux-de-vie datent seulement du ^{xviii}^e siècle.

Néanmoins, les progrès techniques de la distillation au ^{xviii}^e siècle ne furent guère importants. Les rendements demeuraient faibles et les combustibles (bois et charbon de terre) rares et chers. Ballainvilliers reconnaissait en 1788 que la distillation restait « généralement vicieuse ». Elle était pratiquée encore individuellement par les propriétaires ou des fabricants de profession qui provoquaient « l'accaparement des vins, l'épuisement des combustibles et la ruine d'une foule de petits propriétaires qui, dans le temps mort de l'année

(56) CHAPTAL. Ouvr. cité, p. 35 s.

s'occupent de la distillation et trouvent une nouvelle ressource dans ce secours momentané » (57).

La structure des distilleries demeura artisanale et la classe des fabricants ne fut jamais très florissante. Le coût de la distillation ne pourra pas être sensiblement abaissé. Les études de Borchusen (1698), de Boërhave (1753) et Poissonnier (1770) ne détermineront pas de grands progrès techniques. La qualité du produit obtenu souffrait de cet état de choses.

D'après l'étude critique de Chaptal, le matériel de distillerie était imparfait et mal conçu. La capacité des chaudières atteignait de 5 à 6 quintaux de vin. La distillation (une chauffe) durait de huit à neuf heures et consommait 60 à 75 livres de charbon de pierre.

Les chaudières n'avaient pas une forme adaptée ; la surface de chauffe, trop faible, entraînait un gaspillage de chaleur, d'où la nécessité de recourir à des surchauffes nuisibles à la qualité des eaux-de-vie. Ce grief se retrouve souvent dans les doléances des marchands.

Ce matériel, mal agencé et vétuste, les fabricants n'avaient pas les moyens de le moderniser (58). Chaptal proposait des alambics mieux étudiés et à plus grand rendement basés sur une utilisation optimum de la chaleur.

Cela se passait en 1788, mais durant tout l'Ancien Régime, la distillation s'effectuera de la manière suivante, d'après Girardin (59) :

« Il ne fallait pas moins de six distillations successives pour enlever au produit obtenu, et qui n'était que de l'eau-de-vie preuve de Hollande, c'est-à-dire marquant 19° à l'aréomètre, la plus grande partie de l'eau qui l'affaiblissait, et pour l'amener à l'état d'esprit trois-six, ou d'alcool à 33 degrés. La perte de temps, de produits, les dépenses et les risques croissaient avec la multiplication des opérations, et

(57) Mémoires cités, voir aussi Mémoires Bories, 1772. Biblioth. de Montpellier, 14.929.

(58) CHAPTAL, mémoire de 1788, p. 35 et suiv.

(59) Notice historique sur Edouard Adam, Rouen, 1857.

ce n'était qu'avec peine que les eaux-de-vie fabriquées en France soutenaient la concurrence avec celles qui étaient préparées à l'étranger. »

La méthode décrite par Girardin ne permettait pas plus de deux distillations par 24 heures.

Les grands perfectionnements dans l'art de distiller ne furent réalisés qu'à la suite des travaux d'Edouard Adam (né en 1768). La qualité de l'alcool marchand augmenta et les coûts de production diminuèrent. Du vin, on réussit à extraire, en une seule opération, toutes les parties alcooliques et à fixer le titre des alcools selon les besoins du commerce.

Quel était sous l'Ancien Régime, le rendement du vin en eaux-de-vie ? Il fallait en mettre en œuvre 4 à 5 quintaux pour obtenir un quintal d'eau-de-vie titrant 22 degrés Cartier (ou 59 à 60 degrés Gay-Lussac).

Un muid de vin de Languedoc pesant environ 1.500 livres produisait 350 litres d'eau-de-vie à 19°, une deuxième distillation donnait 218 litres d'eau-de-vie trois-cinq, et après deux autres distillations successives, on obtenait finalement 100 litres d'esprit de vin. Ainsi, le muid de vin ordinaire, malgré les frais importants des distillations, n'en subissait pas moins une valorisation appréciable, qui réduisait l'incidence des frais de transport. En outre, les eaux-de-vie et esprits virent s'accroître leurs débouchés non seulement pour la boisson, mais pour les usages industriels (teinturerie, pharmacie, droguerie, vernis, etc...). Les alcools de vin souffraient peu de la concurrence des alcools provenant d'autres sources.

La distillation des vins jouait un rôle important dans l'utilisation des excédents et stabilisait même les marchés. Elle facilitait l'écoulement de sous-produits comme les lies, baissières de vins et mares. La distillation de ces produits, autorisée définitivement par arrêt du Conseil du 31 juillet 1784, remonte à une date ancienne et s'est effectuée malgré les interdictions royales (déclaration du 24 janvier 1713, arrêts du conseil du 28 septembre 1277 et de 1768 à l'encontre des brûleurs de Caunes (Hérault). Les alcools obtenus étaient payés de 25 à 30 % moins cher ; recherchés pendant les périodes

de pénurie des vins et dédaignés en période d'abondance, « sentant l'empyreume et le brûlé » on les soumit à une marque spéciale en cas d'exportation à l'étranger.

Cependant, il semble que la mauvaise qualité ne leur fut pas particulière, mais générale aux eaux-de-vie du Languedoc ; faiblesse du degré alcoolique, instabilité, puisqu'elles perdaient les premières années 15 % de leur titre, saveur de brûlé due à la surchauffe des alambics et coloration en étaient les principaux défauts dénoncés par les acheteurs. Pour les rendre « bien blanches et bien claires » divers procédés furent utilisés, vers 1780, sans trop de succès ; la coloration en diminuait la valeur et c'était un gros désavantage par rapport aux eaux-de-vie d'Espagne, très claires et plus appréciées peut-être aussi à cause de leur prix plus bas.

En Languedoc, les zones de production des eaux-de-vie étaient géographiquement aussi dispersées que celles des vins. Cependant deux régions, Béziers et Pézenas d'une part, Lunel et la Vaunage d'autre part, distillaient la majeure partie des vins. La distillation se répartissait en petites unités (60). En 1780, le Languedoc aurait produit 1/3 des eaux-de-vie de France (61). En 1782, la production s'établissait ainsi : (en pièces, par diocèses) (62).

Béziers	7.000
Agde	4 à 5.000
Lunel, Montpellier, Narbonne	7 à 8.000
Total de la province	20.000

En l'An III, les distilleries se localisaient ainsi dans le département de l'Hérault (63) :

(60) Arch. Hérault, C. 2686.

(61) CAZALET. Ouvr. cité, p. 104.

(62) Arch. Hérault, C. 2686.

(63) Arch. Hérault, L. 1282.

	Nombre de chaudières	Capacité (litres)
District de Lodève	214	52.371
Béziers	584	172.200
Canton de Montpellier	33	7 à 9.000
Communes de Sète	89	26.700
Lunel	48	20.000
Mauguio	14	
Pignan	22	
Cournonterral ...	18	
Poussan	16	

Les alambics avaient des formes et des contenances fort variées. Tous n'étaient pas propres à distiller les esprits. Leur capacité s'élevait à 300 litres environ, à Sète et Béziers ; Mèze, Mauguio et Celleneuve possédaient des appareils d'une capacité de 1 à 3 muids de vin. A Lunel la capacité moyenne atteignait 70 veltes (550 litres).

A Sète et Lunel comme en témoignent les chiffres suivants, la distillerie paraît assez concentrée. Certains fabricants exploitaient de nombreux appareils.

Sète		Lunel	
Nombre d'appareils possédés par chacun	Nombre de propriétaires	Nombre d'appareils possédés par chacun	
	Sète	Lunel	
12	2	1	12
10	1	1	5
9	1	3	4
8	1	2	3
Total	89	14	48

La part de vin distillée par rapport à la récolte totale, telle qu'elle sera évaluée plus loin de 1740 à 1770 sur la base des exportations d'eaux-de-vie par Sète, ressort environ de 50 à 70 %. En 1823, sur 2.077.552 hl. de vin récoltés, l'Hérault en distillera 1.280.000 soit 60 % et en 1847 2.200.000 hl (64).

(64) CREUZE DE LESSER. — Statistique de l'Hérault, 1824.

Vers cette date, les départements de l'Hérault, de l'Aude et du Gard convertissaient en alcool la masse énorme de 5.600.000 hl. (70 hl. de vin donnant 625 litres d'alcool trois-six à 86 degrés) (65).

Mais la part de la récolte distillée baissa rapidement avec l'extension du commerce des vins. En 1870, elle représentait 6,7 % de la récolte de l'Hérault (1 million d'hl. sur 14.800.000 hl. récoltés). En 1929, 958.259 hl. furent distillés sur une récolte de 12.017.146 hl. (66).

Ainsi, la distillation a contribué à créer, sous l'Ancien Régime, un commerce florissant d'eaux-de-vie et d'esprits. Ce commerce sera examiné en liaison avec le commerce des vins. Tous deux étaient étroitement interdépendants, assez substituables l'un à l'autre. Ils obéissaient, d'ailleurs, conditions techniques exceptées, aux mêmes lois générales.

(65) DEGRULLY. OUVT. cité par CAZALET, p. 188.

(66) Monographie agricole de l'Hérault, 1929.

DEUXIEME PARTIE

LE DEVELOPPEMENT HISTORIQUE DU MARCHÉ ET DES DEBOUCHES

La croissance de la viticulture languedocienne aux ^{xvii}^{me} et ^{xviii}^{me} siècles déterminait des actions multiples en vue de créer de véritables marchés vinicoles, des courants commerciaux, des débouchés permanents et sans cesse plus étendus.

En Languedoc, en effet, la viticulture s'est développée, pour une grande part, sous l'influence de conditions naturelles favorables. L'essor des récoltes semble avoir précédé les progrès du commerce. Aussi les cadres des échanges médiévaux protectionnistes constituèrent-ils de sérieux obstacles à l'écoulement de la production viticole et à l'enrichissement de la province.

La grande lutte pour la liberté du commerce, pour des règlements de qualité, les progrès des techniques commerciales et des transports, répondaient à la nécessité d'élargir les marchés.

La liberté de circulation des vins se trouvait liée au progrès des débouchés. Aussi, les autorités de la province, poussées et inspirées par les négociants, défendirent-elles avec persévérance des positions de plus en plus libérales. Tâche difficile et contradictoire, à cette époque historique où la France se présentait économiquement comme une juxtaposition de régionalismes jaloux et concurrents, isolés les uns des autres par

des barrières douanières élevées. Cependant, la classe marchande devait contribuer à réaliser l'unité économique du pays, car elle s'y trouvait directement intéressée.

D'autres problèmes, tels que la répression des fraudes, le contrôle de la qualité des vins et des eaux-de-vie, l'uniformisation des futailles et mesures, se rattachaient aussi à l'extension du marché et des débouchés. Le commerce imposa sur ces points des réglementations et des contrôles dont il était souvent le seul à tirer profit. Par contre, il en faisait supporter les charges aux vignerons et aux fabricants d'eau-de-vie.

On verra, en cette matière, le rôle important joué par la Chambre de Commerce de Montpellier. Créée en 1704, elle devint l'organisation professionnelle du négoce et le conseiller écouté des autorités. Son action, quoique basée sur de puissants intérêts corporatifs, servit néanmoins la prospérité de la province.

La multiplicité des courants commerciaux, leur volume croissant, constituent un témoignage de la vitalité des commerces vinicoles languedociens sous l'Ancien régime.

CHAPITRE I

LA LIBERTÉ DE CIRCULATION DES VINS ET DES EAUX-DE-VIE

Obtenir la liberté de circulation des vins et des eaux-de-vie, demeura le problème central posé aux milieux commerciaux du Languedoc du ^{xiv}^{me} au ^{xviii}^{me} siècle. Ce problème se liait étroitement à celui des moyens de communication. En effet, ces deux questions réagissent l'une sur l'autre. Tout progrès des voies de communication et des transports entraînera une recrudescence des actions pour la liberté du commerce qui, de ce fait, devenait beaucoup plus facile et rapide.

1^o Les voies de communication et les moyens de transport.

Le commerce des vins disposait en Languedoc d'un système varié de voies de communication. Dès le ^{xiii}^{me} siècle, les rivières (Tarn, Garonne, Lez, Rhône, etc...), furent couramment empruntées par les corporations marchandes, héritières des utriculaire du passé. Des voies d'eau spéciales, telles que les étangs littoraux et les « graus », passages reliant ceux-ci à la mer, connaissaient un grand trafic.

Au xvii^{me} siècle, les canaux des étangs de Thau, de Frontignan, de Mauguio, etc..., véhiculaient des quantités importantes de vins. Le transport par barques était, d'après l'intendant Basville, fort employé (1). Il le demeura au xviii^{me} siècle.

L'appareil portuaire languedocien, si divers, s'adaptait à l'ampleur des mouvements commerciaux de l'époque antérieure au xviii^{me} siècle. Les ports des étangs (Marseillan, Mèze, Mauguio, Pérols, etc...), les graus de Maguelonne (fermés au xii^{me} siècle) de Frontignan (fermé en 1623) et d'autres, les canaux des étangs, le canal du Lez, amélioré en 1675, le canal de Lunel à Mauguio conduisant à la mer ou le canal de la Radelle se dirigeant vers Aigues-Mortes, etc..., convenaient aux bateaux (à fond plat (fustes, gallées, tartanes, etc...).

Les ports de Lattes, Agde, St-Gilles, Aigues-Mortes, Frontignan, Sérignan, etc..., jouèrent un certain rôle dans le commerce extérieur languedocien orienté vers la Méditerranée.

Les transports terrestres des vins existèrent un peu partout. On ne peut citer tous les courants, ni les moyens utilisés, charrettes ou bêtes de somme. Dans les diocèses montagneux du Languedoc, les vins se transportaient à dos d'âne et de mulet, dans des outres de peau de bœuf ou de chèvre enduites intérieurement de poix.

A la fin du xvii^{me} siècle, se produisit une heureuse révolution des moyens de communication. Deux faits survinrent, l'aménagement du port de Sète et le creusement du Canal du Midi. Le système des transports au xviii^{me} siècle mérite donc d'être décrit.

En dehors de Sète, l'axe à circulation le plus intense devint celui qui relie le Rhône à la Garonne et à Bordeaux, en passant par le canal Riquet et le canal des étangs du littoral. Toutefois, le système demeura assez discontinu. Les travaux du canal des étangs, commencés en 1700, n'étaient pas encore terminés en 1751.

La liaison par voie d'eau entre le canal des étangs, Aigues-Mortes et le Rhône n'existait pas encore en 1789. Elle était

(1) Mémoires, p. 327.

projetée depuis 1752, pour écouler les vins des côtes du Rhône, dont « la plus grande partie est voiturée par terre jusqu'à Lunel, ce qui occasionne des pertes considérables ». Commencés en 1777, les travaux piétinèrent et, en 1789, seul le tronçon Saint-Gilles-Aigues-Mortes se trouvait réalisé.

Sur le canal royal la navigation resta irrégulière, en raison des engorgements ou des bas étiages causés par les crues (Orb, Fresquel) ou les sécheresses d'été. Sur la Garonne la navigation était gênée par des souches, des écueils, des moulins à nef, des barrages, l'absence de chemins de halage. De Toulouse à Bordeaux, on mettait six à huit jours à l'aller, dix à quinze au retour. Sur les canaux de Lunel à Sète le trafic connaissait des conditions précaires ; les trains de barques, exposés aux intempéries qui causent des coulages, étaient remorqués par des chevaux ou voguaient à la voile (2).

Très tôt, ce système transversal de voies d'eau se compléta par des voies adjacentes, des rivières (Hérault, Aude, Tarn, etc...), des canaux (Lunel, Lez, etc...) et des graus qui se creusaient et s'obturaient périodiquement. La navigation sur le Rhône était difficile à cause des courants, des vents contraires ; 400 à 500 tonnes mettaient quarante jours l'été et quarante-cinq l'hiver pour effectuer le parcours d'Arles à Lyon (3).

Sète, depuis 1650 détint le monopole des expéditions par mer ; de nombreux autres petits ports faisaient un trafic local.

Les transports par voies de terre demeuraient les plus chers. Rarement, routes et chemins sont en bon état. De nombreuses contrées devaient cependant les utiliser sur de longues distances, jusqu'au lieu d'embarquement au Sud de la province, et sur tout le parcours en direction du Nord vers les rebords montagneux. Ils s'effectuaient par charrettes, à dos de mulets, d'ânes. D'Est en Ouest une grande route de poste traversait la province, de Pont-St-Esprit à

(2) DUTIL. Ouv. cité, p. 687 et s.

(3) ROSTAING, v. Bibliographie.

Toulouse et Montauban, par Nîmes, Lunel, Montpellier, Pézenas, Béziers, Narbonne, Carcassonne. En 1789, le département de l'Hérault possédait 100 km. de routes de première classe et 300 km. de routes secondaires. De Narbonne, partait la route d'Espagne ; une autre route reliait Béziers à Lodève. Dans le Nord de la province les communications étaient défectueuses ; il n'y avait pas de voies d'Est en Ouest praticables aux charrois (4).

Les trajets par terre, comme par voie d'eau, n'étaient guère rapides. Deux exemples : de Montpellier à Sète ou à Lodève, Lunel ou Sommières, il fallait une journée de charrette, de Montpellier à Toulouse sept et de Montpellier à Paris seize. Un navire chargé de vins, parti de Sète en février 1771, arriva à Paris fin juin, quatre mois et demi après. Par le canal et la Garonne, le trajet vers Paris se trouvait relativement écourté, mais intermittent, à cause des restrictions à la circulation imposées à Bordeaux.

En résumé, le Languedoc disposait d'un système varié de voies de communication ; ses points faibles consistaient dans sa discontinuité, son état arriéré et son mauvais entretien. Sur ce point les doléances ne cessèrent pas ; elles étaient d'ailleurs sérieuses et justifiées. La Chambre de Commerce de Montpellier, les négociants de Lunel et des Côtes du Rhône les reprenaient la plupart du temps dans leurs revendications ou leurs suppliques.

2^o Les restrictions à la liberté de circulation.

Dans des mémoires de la Chambre de Commerce de Montpellier de 1786 et 1788 figuraient de nombreuses réclamations concernant le commerce des vins ; elles portaient sur des sujets aussi divers que la concurrence des eaux-de-vie d'Espagne, la cherté des futailles, des frets et des assurances, le taux excessif des droits de sortie, les vexations fiscales, les défauts dans la fabrication des tonneaux et l'octroi de primes à l'exportation des vins.

(4) DUTIL, p. 653 et suiv.

Ces questions ont préoccupé le commerce de tout temps.

Toutefois, à cette date, un point essentiel était acquis, celui de la liberté de circulation des vins et eaux-de-vie. Un arrêt du Conseil du 31 octobre 1781, reprenant les termes de l'Edit de Turgot de 1776 permettait (5) :

« de faire circuler librement les vins dans toute l'étendue du royaume, de les emmagasiner en tous lieux, en tous temps et de les exporter en toutes saisons par les ports, nonobstant tous privilèges particuliers locaux. »

Les obstacles séculaires mis à la circulation des vins s'expliquent facilement par les craintes réciproques de la concurrence entre les terroirs, dans un pays, tel que la France ou le Languedoc, où les vignes étaient disséminées, répandues un peu partout dans une plus grande mesure que de nos jours.

Les rivalités entre les provinces viticoles, quoique plus apparentes, ne peuvent cacher les multiples rivalités, luttes et protectionnismes dans la province même, entre des terroirs voisins les uns des autres, qui paralysèrent toute circulation des vins. Un certain nombre d'interventions royales pour y mettre fin eurent peu de succès pendant longtemps.

Le problème des échanges hors de la province se posait en des termes plus favorables.

Contrairement à ce qui avait lieu pour les grains, le commerce des vins de Languedoc vers l'étranger fut relativement libre, sauf pendant les périodes de grande pénurie. Ainsi, les Etats de Languedoc, en 1583, demandèrent l'interdiction d'exporter. En 1534, 1560 et 1579, on relève des autorisations expresses d'exporter émanant du Roi. Des lettres de Charles IX et de Henri III en 1565 et novembre 1574 autorisaient l'exportation des vins de Frontignan, en protégeaient la qualité et instituaient le certificat d'origine. En

(5) Voir ce texte important de Turgot : « Préambule de l'Edit d'avril 1776 sur la liberté de circulation des vins dans le royaume », dans « Théâtre d'agriculture, d'Olivier de Serres ». Ed. 1804, p. 389 et suiv.

outre, de nombreuses autorisations d'exporter étaient tacites et la circulation des vins vers l'étranger se faisait en général avec plus de facilité qu'à l'intérieur de la province.

Comme on le verra dans un premier paragraphe, c'est sur ce point que les difficultés renaissaient sans cesse. Une bonne récolte ou une suite de bonnes récoltes dans une communauté entraînaient le recours aux prohibitions, pour atténuer, croyait-on, les effets de la concurrence, la baisse des prix et la crise.

§ I. — *La circulation à l'intérieur de la Province. Les prohibitions d'entrée et de débit des vins « étrangers ».*

Le préambule de l'édit de 1776 sur la libre circulation des vins note que :

« Dans nos provinces méridionales, plus fertiles en vins, où cette denrée forme, en un grand nombre de lieux la production principale du territoire, la prohibition réciproque du débit des vins appelés « étrangers » est devenue d'un usage presque universel. »

Ces prohibitions entravaient la circulation entre les villes et cloisonnaient à l'extrême les marchés vinicoles de la province. Il faut y voir l'expression d'un souci prédominant de protéger la viticulture locale contre la concurrence. Très souvent les prohibitions s'accompagnaient de la fixation de droits élevés sur les vins dits « étrangers » pour en décourager l'entrée et la vente.

Ce protectionnisme local visait dans certains terroirs à la protection de l'appellation et de la qualité des vins. D'après un mémoire sur Gaillac en 1727 (6) :

« Les motifs de ces privilèges et de cet usage sont fondés sur les intérêts des habitants qui n'ont d'autres ressources pour le paiement de leurs charges que le

(6) Arch. Hérault, Etats 694.

débit de leurs vins qui sont d'une qualité propre à être transportés dans le Nord et autres pays étrangers ; en sorte, que si l'on tolérait l'entrée des vins d'une autre qualité dans ladite ville, il serait dangereux que les marchands et même les particuliers ne fissent un mélange de ces vins, qui, les discréditant, en ferait tomber le commerce. »

Malgré ces motifs plausibles, le privilège du vin étranger n'était particulièrement favorable qu'aux intérêts des propriétaires de vignes. Il obligeait, par contre, les consommateurs, non producteurs, à payer les vins au prix de monopole et gênait l'extension du commerce. Pour garantir la qualité des vins il existait d'autres moyens assez usités (certificat d'origine délivré par les consuls en général producteurs, marque de la ville). Cependant, ces moyens n'avaient pas la faveur des propriétaires de vignes et des consuls qui préféraient disposer des privilèges de prohibition. Une brève évolution historique de cette importante question s'impose.

Les privilèges locaux remontent pour la plupart, à une date ancienne, certains même au début du XIII^{me} siècle ; on les rencontre dans tous les coins de la province, dans des villes importantes et des bourgs. Les statuts d'Arles de 1162-1202, articles 169 et 170, contiennent le privilège de prohibition du vin et des raisins étrangers (7).

L'article 169 s'exprime ainsi :

« Item, statuimus quod nullus civis arelatis mittat vinum in arelatem, vel racemos ad vinum faciendum nisi illud haberet de vineis propriis. »

L'article 170 prévoit :

« Item, statuimus quod nullus extraneus mittat vel afferat vinum vel racemos ad faciendum vinum in arelatem nullo modo. »

Le privilège existait dès 1228 à Gaillac, où, sauf les années de disette, il fut appliqué jusqu'en 1789. Le vin du

(7) Ch. GIRAUD, tome II : Hist. droit du Moyen âge, statuts d'Arles.

cru devait entrer à Gaillac avant le 2 février et à Rabastens avant le 1^{er} janvier. Des précautions multiples étaient prises ; réquisition avant les vendanges des charpentiers pour réparer les murailles, désignation de gardes placés aux portes de la ville, contrôle tracassier des taverniers durant toute l'année.

Des procès nombreux se terminaient par de lourdes peines, saisie du vin que l'on distribuait en partie au dénonciateur, aux pauvres et lépreux, confiscation de l'attelage, combustion de la charrette et des fûts, incapacité d'être consul et exclusion de l'hôtel de ville lorsque le délinquant habitait Gaillac (8).

Le privilège fut accordé à la ville de Montpellier, pour la première fois semble-t-il en 1276 par Jacques, roi de Majorque.

Mais à Lattes il s'appliqua dès 1243, et aussi en 1271 et 1278 (9).

Ce privilège fut confirmé à la ville de Montpellier, par lettres royaux de 1316 et 1325. On défendit de faire entrer le vin et la vendange à Montpellier sans l'autorisation des consuls de la ville ; il existait des gardes du vin et « un serment du vin » que tous les habitants prêtaient solennellement (10). Le « *privilegi del vin e de la vendimia* », accordé le 11 avril 1276, disposait « qu'aucun habitant ni étranger ne pourra point apporter dans la ville ou faubourgs dudit Montpellier, vin ni raisins qui ne soient du propre fonds des habitants de ladite ville et faubourgs » (11).

Des exceptions à la prohibition étaient prévues en faveur du recteur, du juge et Garde du Petit Sceau, des « pauvres religieux ». Les maîtres, gardes, ouvriers et serviteurs des Monnaies voudront aussi en jouir, de même que les escoliers, qui, en 1326 et 1327, tentaient de faire entrer en franchise

(8) J. RIOL, p. 39 et suiv.

(9) Arch. Montpellier, C. 21, série HH.

(10) Texte de « *Aquest sagramen fan las gardas del vin* », dans Petit Thalamus. Copie. Tome I, p. 294-295.

(11) Arch. Montpellier. Le Grand Thalamus. Inv. Tome III, p. 797.

du vin pour leur consommation. Ils n'eurent pas semble-t-il gain de cause.

On peut affirmer qu'à Montpellier le privilège du vin étranger a été très souvent appliqué, avec des modalités diverses, prohibition pure et simple ou avec taxation fiscale, jusqu'au milieu du XVIII^{me} siècle. Le privilège entraînait en vigueur par délibération municipale, en période de récoltes abondantes ou pour d'autres raisons. Le 27 juin 1563, le vin étranger fut interdit « parce que en ladite ville y avait grand abondance de vins vieux, pour ce que aucuns n'en seraient sortis pour raison de troubles et que le trafic sur mer n'aurait pas été fait cette année ». En outre, on prévoyait pour 1563 une forte récolte. En 1610, en mai 1613 et avril 1617 le vin du cru devait entrer de septembre à novembre inclus (12). On considérait strictement comme du cru, le vin récolté par les habitants dans le terroir et taillable de la ville. Le vin récolté par les habitants hors du terroir était taxé à l'entrée à un taux moins élevé que les vins étrangers, qui payaient déjà en 1617, deux écus par muid, soit 16 % de la valeur du vin.

A l'entrée de leur vin les bénéficiaires du privilège devaient en affirmer solennellement la provenance et, en cas de fausse déclaration, ils étaient déchus du privilège. Mais l'application de ces prohibitions créait des protestations et même des émeutes. A Montpellier, en 1617, les plaintes contre la cherté du vin, qui se vendait de douze à treize écus le muid (36 à 39 livres) ce qui gênait la fabrication du verdet, obligèrent les consuls à laisser entrer le vin « étranger ». Les habitants purent acquérir dans les environs du vin gâté pour le verdet ou du vin pour leur consommation personnelle ; mais il fut défendu aux hôteliers et cabaretiers de faire des achats (13). Toujours à Montpellier, en 1618, 1646 et 1657, on retrouve le privilège, et un droit d'entrée de deux écus par muid de vin étranger.

(12) Arch. Montpellier. Inv. Tome VII, délibération des consuls.

(13) Arch. Montpellier. T. VII, délibération des consuls.

Dans de nombreuses autres villes de la province le privilège était appliqué couramment avant le début du xviii^{me} siècle. A Pézenas et Montagnac il date de juin 1473, et fut confirmé en 1612. Le 22 novembre 1620, le vin étranger fut interdit à Béziers ; les vins du cru devaient entrer avant la Saint-Martin (11 novembre) « à peine de distribution du vin à l'hôpital et de combustion du tonneau ». En 1660, lors d'une crise de mévente, la prohibition s'appliqua à Tournon, assortie de mesures draconiennes et d'amendes. Le 16 juillet 1671, le Parlement de Toulouse autorisait la prohibition du vin étranger à St-Chinian, quand le vin du cru n'excède pas quatre sols le pot. Le 8 mars 1678, la Cour des Aides de Montpellier l'accordait à la ville de Castres (14).

Ainsi, diverses autorités accordaient ces privilèges.

Un arrêt du Conseil du 10 juin 1704 décidait la prohibition d'importation en Vivarais des vins de Dauphiné, d'Avignon, Comtat Venaissin et Principauté d'Orange, depuis les fêtes de Noël jusqu'au temps des vendanges, sous peine de confiscation et de 1.000 livres d'amende. De la date des vendanges à Noël la circulation était libre, mais seulement pour les besoins familiaux des habitants du Vivarais. Cet arrêt étendit la prohibition qui n'existait qu'à l'encontre des vins du Dauphiné, depuis l'arrêt de 1605 et son interprétation par le Conseil d'état le 7 août 1620 (15).

Des villes prirent l'initiative d'interdire l'entrée des vins étrangers, par délibération des consuls : Annonay en 1707, Ganges et Chusclan en 1724. Mais ces délibérations furent cassées par des arrêts du Conseil qui autorisèrent les habitants à user seulement d'une marque à feu spéciale pour individualiser les vins de leur terroir.

Ces arrêts indiquaient un revirement de la politique royale, qui se précisa surtout après 1730. Les prohibitions soulevaient des contestations dans les villes et opposaient en deux clans les habitants, d'un côté les possesseurs de vignes dans

(14) Arch. Hérault, C. Inv. T. V.

(15) DEVIC et J. VAISSETTE, voir Bibliographie.

les limites du terroir taillable et de l'autre ceux qui en possédaient dans les terroirs voisins. A Gaillac, un procès qui dura de 1722 à 1728, opposa ces deux groupes et se termina par la confirmation du privilège le 30 décembre 1728. L'intendant de Bernage était, dans cette affaire, favorable à la liberté d'entrée du vin étranger contre paiement d'un droit de subvention (16). Cette solution déjà appliquée, le sera encore davantage, par la suite, dans de nombreuses villes.

Répondant aux protestations des Etats contre la généralisation des prohibitions, un arrêt du conseil du 6 janvier 1732 chargea l'intendant de Bernage de l'examen des titres justificatifs des privilèges (17). La révision des titres n'eut pas d'effet immédiat ; un nouvel arrêt du 18 octobre 1742, nommait pour y procéder, l'intendant Le Nain d'Asfeld. La solution définitive n'intervint que par l'arrêt du 10 mai 1757 fixant la liste des villes confirmées dans le privilège. Ce retard de 25 années provient-il des résistances nombreuses des bénéficiaires ? c'est probable, car même les Etats du Languedoc n'étaient pas d'avis de supprimer totalement les prohibitions, mais simplement de les aménager. En 1732, comme en 1755, les conclusions des Etats tendaient à faire casser et annuler :

« Toutes les délibérations qui ont été ou seront prises par les villes et communautés de ladite province pour la défense de l'entrée du vin étranger, quand même elles auraient été autorisées par des arrêts du Parlement de Toulouse et de la Cour des Aides de Montpellier, à l'exception néanmoins des villes qui ont été maintenues par des lettres patentes ou des arrêts du Conseil (18). »

L'arrêt de 1757 confirmait le privilège aux villes de Béziers où il remonte à 1331, Beaucaire où il fut confirmé en 1566 et 1583, mais où il existait depuis le début du ^{xiii}^e siècle.

(16) Arch. Hérault, Etats 698.

(17) Arch. Hérault, A. 94.

(18) Arch. Hérault, Etats 698.

Viennent ensuite, suivies de la date de création du privilège, les villes de Pézenas (1473), Narbonne (1272), Rabastens (1288), Gaillac (1228), Vias (1401), Castres (1370), Albi (1336, 1339 et 1355) (19).

A titre exceptionnel, le privilège fut maintenu à la ville d'Agde, bien que accordé par arrêt du Parlement de Toulouse de 1658 ; dans cette ville il fut appliqué, de 1639 à 1719, par 22 délibérations des consuls. L'interdiction du vin étranger, par délibération de la ville, était courante à Ganges depuis 1705, Clermont et Lodève en vertu des transactions et lettres de 1517, 1547 et 1580, Uzès depuis 1664, Sommières depuis 1614, Bagnols depuis 1684, Aubenas depuis 1671, St-Hypolyte et St-Ambroix depuis 1665, Chusclan depuis 1675, Lagrasse depuis 1680, Ste-Enimie depuis 1683, Ville-neuve-les-Avignon depuis 1664, Tournon depuis 1660, et enfin, ne pouvant mentionner tous les lieux, à l'autre bout de la province, Limoux depuis 1664, Castelsarrasin depuis 1614, Lavaur depuis 1665 et Villemur depuis 1616 (20).

Presque toutes ces villes perdirent leur privilège ; il y eut des protestations contre l'arrêt qui privait les propriétaires de vignes d'une « arme si utile », notamment à Aubenas en 1758. Des difficultés d'application surgirent dans les villes confirmées dans le privilège. En 1759, les consuls de Rabastens prétendaient juger, sommairement et sans appel, d'une saisie de vins « étrangers », mais leurs ordonnances furent cassées par le Parlement de Toulouse.

La prohibition s'appliqua sévèrement, en décembre 1761, à Vias, où un cabaretier était poursuivi. Vers cette date, de Pézenas parvenaient à l'intendant des réclamations d'une grande partie des habitants, possédant des vignes à l'extérieur de l'enceinte et du territoire de la ville, de simples consommateurs et plus de 200 travailleurs de terre, « qui ont acquis dans les territoires voisins quelques quartiers de vignes incapables pour la plupart de fournir leur boisson annuelle... Le

(19) Arch. Hérault, Etats 698.

(20) et (21) Arch. Hérault, Etats 698.

privilège profite, disent-ils, uniquement aux Maires et Consuls qui possèdent tous une grande quantité de vignes et de celles qui sont le plus illégitimement plantées, qui entendent user du privilège si tyranniquement que l'entrée de tout vin étranger sera défendue aux habitants même pour leur boisson... » (21).

Une ville privilégiée de longue date, Béziers, où les propriétaires de vignes exerçaient une grande influence, se servit intensément du privilège au cours du XVIII^{me} siècle. De nombreux procès furent intentés aux vendeurs de vins excrus hors du terroir et le contrôle des entrées des vins y demeura toujours rigoureux. Aussi, l'arrêt de 1776 fut-il ignoré pendant quelque temps. L'arrêt du 31 octobre 1781, révoquant celui de 1757, mit fin aux dernières résistances des viticulteurs.

En somme, le protectionnisme viticole, dans les terroirs importants, ne disparut qu'à la veille de la Révolution.

§ II. — *La circulation hors de la province.*

Les grands problèmes de circulation concernant surtout les vins, moins les eaux-de-vie, étaient au nombre de trois. D'abord le conflit séculaire entre Languedoc et Bordeaux, le plus tenace et le plus gênant. Ensuite les restrictions provenant de la prédominance commerciale très jalouse du port de Marseille, moins anciennes et moins graves. Le dernier problème est d'un ordre un peu différent ; il concerne surtout la concurrence entre alcools à base de vin et alcools d'importation ou de production nationale tirés de matières autres que le vin (tafias des colonies, eaux-de-vie de cidre). Cette question dénote l'instinct vivace de protectionnisme et de prohibition qui fait l'objet de ce chapitre.

1^o *Les difficultés de transit des vins de Languedoc par Bordeaux* (22).

L'histoire de la rivalité entre les deux provinces s'étend au moins sur six siècles. Elle commença avec la question des vins de Gaillac, puis avec les progrès du commerce aux ^{xvii}^{me} et ^{xviii}^{me} siècles, elle intéressera les autres vins languedociens.

Les vins de Gaillac, selon Columelle (23) et Pline l'Ancien (24) étaient déjà appréciés des Romains. Leur commerce, actif au début du ^{xiii}^{me} siècle, subit l'effet déprimant des guerres religieuses du ^{xiii}^{me} siècle, puis redevint prospère, grâce aux exportations vers Bordeaux et l'Angleterre (25).

Les terroirs de Rabastens, Moissac, Lisle exportèrent aussi leurs vins vers ce pays.

A la fin du ^{xiv}^{me} siècle, Charle s^{vi} encouragea, par des dégrèvements d'impôts, ce commerce déjà en butte aux vexations des jurats de Bordeaux, notamment les années d'abondance des récoltes dans la sénéchaussée.

Les Bordelais veillaient jalousement à leur monopole sur le marché anglais. Ils défendaient à leurs courtiers d'acheter des vins du Haut-Pays, sous peine de déchéance du droit de bourgeoisie (26). Au ^{xiv}^{me} siècle, ils obtinrent des anglais que la descente des vins de l'Agenais ne puisse avoir lieu avant le 11 novembre et celle des vins de Languedoc avant la Noël (27).

Mais le commerce de ces vins se maintint, à travers des procès multiples, grâce aux faveurs et interventions royales répétées.

(22) Arch. Hérault, Etats 693 à 699.

(23) De re rustica. L. III C. II Columelle vécut de 2 av. J.C. à 65 après J.C.

(24) Histoire Naturelle, L. XIV C. IV.

(25) J. RIOL. Ouvr. cité, p. 20 et s.

(26) Arch. Gironde, C. 1616.

(27) Livre des bouillons, fo 180.

Les lettres patentes de Louis XI en 1466, autorisaient la descente des vins de Gaillac, Lisle et Rabastens vers Bordeaux pendant toute l'année. Les vexations des Bordelais ne cessèrent cependant pas. Une petite guerre éclata entre Bordeaux et le Languedoc menée à coups de procès et d'ordonnances.

En 1486, Bordeaux obtint une ordonnance de Charles VIII, prescrivant la descente des vins languedociens après le 30 novembre et leur vente après la Noël. Les Gaillacois protestèrent et Louis XII leur accorda un arrêt provisionnel, du 17 octobre 1499, permettant la vente des vins après le 11 novembre. Enfin, survint un procès qui se termina le 2 décembre 1500 devant l'Archevêque d'Albi, par une transaction qu'avait confirmée un arrêt du Grand Conseil à Moulins le 23 mars 1500 (28). Ce texte, très favorable aux Bordelais, se résume ainsi :

- 1^o Les vins de Languedoc devaient arriver à Bordeaux après la St-Martin d'Hiver (11 novembre) ; ils étaient entreposés à part au lieu dit des Chartraux.
- 2^o Les vins ne pouvaient être vendus avant la St-André (30 novembre), à moins qu'ils ne fussent destinés aux provinces du Royaume de France. Défense de les charger pour l'Angleterre avant la fête de Noël.
- 3^o Ces dispositions s'appliquaient aux marchands de Bordeaux achetant des vins du Languedoc.
- 4^o Un certificat d'origine des vins était exigé.

Cette transaction n'apaisa pas les rivalités commerciales. Les Bordelais ne tardèrent pas à exiger pour chaque futaille le paiement d'un écu, dont les Etats de Languedoc, en 1514, demandèrent au Roi la suppression.

En 1517, des saisies de vins achetés par un marchand de Rouen, ne furent levées que sur l'intervention de François I^{er}. Des procès, dont un en 1519 entre marchands de Gaillac et

(28) RIOU, p. 27.

jurats de Bordeaux jalonnent le ^{xvi}^e siècle et le début du ^{xvii}^e siècle (29).

Par ailleurs, un arrêt du 14 février 1597 défendit aux non-ressortissants de Bordeaux de fabriquer des futailles de la jauge en usage dans cette ville. En 1590 et 1600, les Etats de Languedoc protestèrent contre l'augmentation indue des droits de sortie, de 30 sols par muid à un écu, et la non observation de la transaction de 1500.

Vexations et hausses incessantes des tarifs des droits se succédèrent au cours du ^{xvii}^e siècle. Le 17 octobre 1663, s'ouvrit une nouvelle phase de la rivalité séculaire. Cette aggravation des relations était sûrement liée à l'accroissement du commerce des vins du Languedoc ; le percement du canal royal et l'aménagement du port de Sète, tendaient à aviver les menaces de concurrence. Un arrêt de la Cour de Guyenne du 17 octobre 1663 interdit à nouveau de transporter du vin du Haut-Pays dans des futailles de mêmes jauge et forme que celles de Bordeaux.

De 1683 à 1685, la lutte s'envenima entre Gaillac et Bordeaux. Un arrêt du Conseil de 1683 défendit aux Gaillacois de changer la jauge des fûts, les cerceaux et les dimensions des ouvertures des barils, de transvaser et de couper les vins de Languedoc.

On verra plus loin, que la question des coupages n'était qu'un prétexte pour combattre efficacement la concurrence des vins languedociens. D'ailleurs, les marchands de Gaillac usèrent de leurs relations et obtinrent un arrêt du Conseil, le 5 octobre 1685, confirmé en 1687, qui anéantissait en partie les prétentions des jurats bordelais et qui permettait :

« Aux habitants de Gaillac, Rabastens et autres de la province de Languedoc de se servir de telles futailles, tonneaux et barriques que bon leur semblera, fait défense aux jurats de Bordeaux et tous autres de leur donner aucun trouble, ni empêchement à peine de 3.000 livres d'amende. »

La riposte des Bordelais fut vive. Une ordonnance du Maire et des Jurats de la ville du 31 octobre 1685, renouvela les anciennes interdictions quant à la jauge des futailles et à l'entreposage en commun des vins de Languedoc et de Bordeaux. Mais la concurrence déloyale et les violations des accords antérieurs continuèrent si bien qu'en 1690 commença une controverse qui devait durer jusqu'à l'arrêt de 1701.

Ces événements causaient le plus grand tort au commerce. D'après le mémoire des Syndics Généraux de Languedoc en 1701 :

« Le commerce des vins qui contribuent au paiement des charges, autant que les blés et autres grains, est si fort interrompu par les avanies que souffrent ceux de Languedoc qui font ce commerce par les jurats de Bordeaux, qu'il n'y a personne qui veuille le faire ; ce qui réduit le prix de la charge du vin de trois cent-soixante pesant à cinq livres, et on sera enfin obligé de la bailler pour moins que les travaux des vignes ne coûtent, où de les arracher » (30).

L'arrêt du Conseil de 1701, laissa subsister à peu près intacte la réglementation antérieure. L'article I défendait encore aux marchands de Languedoc de se servir de futailles semblables à celles de Bordeaux (contenance 32 verges). Voici les types de tonneaux prescrits pour les villes de Languedoc : Gaillac et Rabastens : pipes de 54 à 56 verges et demi-pipes de 27 à 28 verges. Carcassonne et Bas-Languedoc, muid de 90 verges, demi-muid de 45, tiercerolle de 30, double tiercerolle de 60 verges, quart de muid de 22 à 23 verges, ou autres futailles de plus grande contenance, mais différentes de celles de Bordeaux (31).

Les vins de Languedoc expédiés à destination du Royaume ou des pays étrangers devaient passer après le 11 novembre (St-Martin d'hiver). On ne pourra les expédier qu'après

(30) Arch. Hérault, C., 2684.

(31) Voir plus loin la contenance de ces futailles.

déchargement sur les quais, visite, marquage et paiement des droits de marque de quatre sols par tonneau contenant quatre barriques et des droits de foraine. Interdiction était faite d'entreposer les vins de Languedoc à Lormont ou à Blaye. Les lieux autorisés comprenaient seulement le Faubourg des Chartreux, de l'esplanade du Château Trompette à la rue St-Esprit.

Les vins restés invendus après les cargaisons et le 1^{er} mai, pouvaient être distillés, de même que les vins gâtés, sous réserve d'en faire la déclaration aux jurats de la ville. Les jurats devaient recevoir les déclarations à certaines heures fixes ; en aucun cas, ils n'auront le droit de prélever, à titre de présent, 48 bouteilles par bateau de vin blanc descendant à Bordeaux, comme ils le faisaient auparavant.

Toutes ces formalités, notamment le transbordement obligatoire, causaient des retards et des frais qui handicapaient les vins de Languedoc.

L'arrêt de 1701, s'appliqua pendant quarante ans, mais il n'établit pas la paix dans le commerce. En 1721, les bordelais voulurent soumettre les eaux-de-vie au même régime.

A l'encontre des vins de Gaillac, les jurats de Bordeaux multiplièrent les vexations. Ils prétendaient en interdire le transport dans des fûts appelés tierçons et les faisaient saisir lorsqu'ils restaient invendus après le 1^{er} mai. En outre, ils défendaient de les « rabattre » (remplir, recercler et renforcer les barriques pour l'embarquement) dans les chais où ils étaient déposés ; ils procédaient à des vérifications et dégustations continuelles, gênantes pour le commerce.

De 1715 à 1720, les marchands du Bordelais tentèrent d'accentuer la rigidité d'application de l'arrêt de 1701, à l'égard des vins de toutes les régions du Languedoc.

- 1^o Ils défendaient aux acheteurs de prendre livraison des vins du Languedoc dans les chais du Faubourg des Chartreux, pour les diriger autre part que sur les navires.

2^o Ils exigeaient déjà en 1715, malgré les protestations des commissionnaires des Chartreux, que le vendeur déclarât la sortie des vins dans les 24 heures, le nom de l'acheteur, le lieu de destination, le nom du navire. Les négociants jugèrent ces mesures contraires à l'arrêt de 1701, qui ne les obligeait qu'à une seule déclaration, lors de la descente des vins.

3^o Les jurats prétendaient enfin que les vins de Languedoc ne pouvaient descendre à Bordeaux après le premier mai ; ceux qui s'y trouvaient, après cette date, devaient être convertis en eaux-de-vie.

Les Bordelais interprétaient ainsi faussement, et à leur avantage, la transaction de 1500 et l'arrêt de 1701. Ils visaient tous les vins de Languedoc, y compris les muscats. Les négociants de Frontignan intéressés par le commerce de ces vins, exposaient ainsi leurs réclamations, en juillet 1721 (32) :

« Les vins qui peuvent sortir par Sète, ne feront jamais entrer dans la province la trentième partie de l'argent que ceux qui passeront par Bordeaux peuvent y faire venir..... de tous les vins qui sont en Languedoc, le muscat est le plus précieux et celui qui peut donner le plus de revenus ; ainsi s'il pouvait obtenir qu'il fut permis aux habitants de Languedoc de le descendre et vendre à Bordeaux d'abord après la récolte et avant la St-Martin d'hiver..... ce serait une affaire très considérable..... car les muscats doivent se consommer en hiver..... Les muscats ne peuvent pas porter de préjudice aux vins de Bordeaux... comme peuvent le faire les vins de Gaillac qui sont de la même qualité que ceux de Bordeaux. La transaction de 1500 ne leur est pas applicable parce que les muscats ne passent par Bordeaux que depuis l'ouverture du canal. »

(32) Arch. Hérault, Etats 696.

D'ailleurs, de 1720 à 1740, les négociants de Languedoc ne cessèrent de demander l'application des mesures suivantes (33) :

- 1^o La liberté de descente des vins de la Saint-Martin d'hiver (11 novembre) au 1^{er} août : « Attendu disent-ils que les vaisseaux en chargent toute l'année et surtout pour les îles françaises, où il faut que le vin soit fait clair, fin et bien épuré, à cause des chaleurs qui le gâteraient ».
- 2^o La liberté de chargement et de vente après le 1^{er} mai, sans obligation de convertir en eaux-de-vie les vins invendus.
- 3^o La restitution des amendes infligées par les jurats pour non-déclaration de vente.

A toutes ces doléances, les Bordelais répondaient par des saisies et des procès.

En 1739, des vins entrés après le 1^{er} mai furent saisis à Argellès de Frontignan et Causse de Gaillac (52 tonneaux). Les jurats de Bordeaux essayèrent d'appliquer leur ordonnance du 24 août 1738 prévoyant la distillation des vins invendus ou non chargés le 1^{er} mai. Outre les vins blancs et muscats, les litiges concernaient aussi des vins de Béziers, de Villemur, de Roquemaure et de l'Hermitage, dont 19 pièces furent saisies les 24 janvier et 4 mars 1739. Les eaux-de-vie expédiées vers les colonies d'Amérique faisaient aussi l'objet des tracasseries.

Le négoce languedocien réagit vivement et obtint, par arrêt du Conseil du 10 mai 1741 (34), un assouplissement sensible de la réglementation qui s'était maintenue depuis la transaction de 1500. La période de descente, de vente et de chargement des vins de Languedoc fut fixée du 11 novembre au 8 septembre suivant. Les vins invendus le 8 septembre ne pouvaient pas rester à Bordeaux, ils devaient être distillés ou

(33) Arch. Hérault, Etats 694.

(34) Arch. Hérault, Etats 696.

remontés en Languedoc dans un délai de huit jours. Les eaux-de-vie se trouvaient soumises au même régime. L'arrêt précisait que « les vins de muscat de Frontignan, Béziers et Lunel pourront rester à Bordeaux pendant toute l'année, y être vendus et chargés ».

L'arrêt de 1741 ne mit pas fin à la rivalité séculaire. 50 tonneaux de vins de Gaillac destinés aux colonies d'Amérique seront saisis en 1745 (35). Un mémoire bordelais de 1748 exprimait encore vivement la crainte d'une concurrence des vins languedociens (36).

En 1760, les Etats de Languedoc s'opposaient à l'imposition de 50 livres par barrique sur les vins muscats restés invendus le 7 septembre (37). Avant cette date, les droits de sortie et autres perçus à Bordeaux étaient de 53 livres par tonneau de muscat et 36 livres par tonneau de vin blanc. Les droits réclamés par les jurats de Bordeaux, en 1760, auraient eu pour effet de provoquer un tel renchérissement des vins muscats que leur écoulement en serait devenu plus difficile. En effet, leur prix de revient aurait atteint de 20 à 25 sols le pot, contre 5 à 6 sols le pot payés à l'achat.

En 1773, les vins de Gaillac invendus le 7 septembre ne pouvaient rester à Bordeaux qu'en violation de l'arrêt de 1741 : « On est obligé de les verser clandestinement en futailles de ville pour les y faire rester et on court le risque de la confiscation ».

Les Bordelais n'acceptèrent pas facilement l'application des textes sur la libre circulation des vins. Un arrêt du 25 août 1775 autorisant le séjour des vins après le 8 septembre et défendant les saisies ne fut pas admis. Par lettres patentes du 30 novembre 1776 (38), les négociants de Bordeaux obtinrent la remise en vigueur de leurs privilèges et de la prohibition du vin étranger. En 1777 ils estimaient rétabli l'ancien état de choses.

(35) Arch. Gironde, C. 1615.

(36) Arch. Gironde, C. 1614.

(37) Arch. Hérault, Etats 694.

(38) Procès-verbaux des Etats, 20 décembre 1777. Hérault, Etats 694.

Mais les entraves à la circulation s'atténuèrent notablement après l'arrêt du 31 octobre 1781 ; seuls subsistaient l'entrepôt séparé et les droits d'entrepôt de 30 à 40 sols par tonneau.

En 1788, l'intendant de Ballainvilliers signale encore l'existence de l'entrepôt spécial pour les vins de Languedoc. Dans cet entrepôt, trop exigü, on était contraint de placer les barriques les unes sur les autres, ce qui empêchait de soigner les vins, nuisait à leur bonne conservation et à leur réputation à l'étranger.

Comme en matière de protectionnisme local, il fallut donc attendre la Révolution pour libérer le commerce des entraves à la circulation.

2^o *La prohibition d'entrée et de transit des vins « étrangers » à Marseille.*

La prohibition fut instituée à Marseille par des conventions et accords de 1257, entre la Ville et le Comte de Provence, Charles d'Anjou, et confirmés par lettres patentes du 13 septembre 1616.

Entre temps, et postérieurement à cette dernière date, l'interdiction d'entrée et de transit fut appliquée d'une façon draconienne. Un règlement de la ville du 4 septembre 1610 ajouta aux sanctions déjà prévues, celle du fouet, pour les voituriers qui amèneraient du vin étranger. L'arrêt du 6 avril 1686 maintenait la ville dans « le droit et possession d'empêcher l'entrée et consommation des raisins et vins et aussi de l'eau-de-vie étrangère en ladite ville ». L'interdiction visait aussi le transit. Les vins ne pouvaient entrer : « pour y être consommés, ni pour les renverser (sic) sur des navires pour les pays étrangers ». Les échevins de Marseille invoquaient (39) :

(39) Placet du 22 avril 1687 à Mgr. Lamoignon de Baviile, des échevins de Marseille, signé La Reynarde et Rosset, pour faire rejeter la demande des négociants de Languedoc tendant à la création à Marseille d'un entrepôt de leurs vins. (Chroniques de Languedoc, tome IV).

« que le terroir de Marseille produit, à force de culture, une grande quantité de vin et beaucoup au delà de ce que les habitants en peuvent consommer ; que le principal débit s'en fait aux navires étrangers et français qui viennent dans le port de ladite ville durant le cours de l'année, pour y commercer. »

Mais les fraudes et la contrebande survenaient fréquemment de la part de « contrevenants qu'on a bien de la peine à contenir ». Elles étaient peut-être dues à quelques « permissions particulières des échevins ».

Le vin destiné aux galères royales pouvait entrer librement. Pour les eaux-de-vie, il existait un entrepôt spécial « permis aux lieux voisins de Marseille, et avec des précautions ».

Les marseillais s'opposèrent à la création d'un entrepôt de vins qui, selon eux, les aurait privés du débouché extérieur, de la vente aux navires de Hollande et d'Angleterre. Ils se prononcèrent souvent pour le maintien de leurs privilèges d'interdire l'entrée du vin forain (40).

Un édit de mars 1717 créa à Marseille un bureau particulier « Bureau du vin » chargé de veiller à l'exécution de la prohibition. L'article 14 de cet édit défendait aux capitaines de navire d'acheter pour la consommation des équipages d'autres vins que ceux du terroir de Marseille. Mais les propriétaires-viticulteurs de Marseille allèrent plus loin ; ils défendaient aussi aux équipages de consommer, pendant leur séjour dans le port, le vin ou la bière qu'ils avaient en réserve sur leur bâtiment, pour les contraindre à acheter une provision de vin du terroir.

Les choses en restèrent là jusqu'à un arrêt du Conseil (16 août 1740) permettant le transit des vins étrangers à Marseille moyennant certaines précautions. Mais, en 1772 un procès opposa le bureau des vins de Marseille et des capitaines de navires de Provence et Languedoc. Un arrêt du

(40) Placet du 22 avril 1687.

Conseil d'Etat du 14 juin 1774 repoussa les prétentions des échevins du bureau des vins. Cependant, les propriétaires de vignes de Marseille firent revivre leurs privilèges sous forme d'une taxation du vin étranger. Le 24 février 1777, ils demandèrent l'autorisation de lever une subvention sur le vin étranger consommé par l'habitant. La requête sera repoussée le 30 août 1779.

Entre temps, l'Edit de 1776, sur la libre circulation, fut appliqué avec réticences. En 1778, les communautés de Provence et les négociants de St-Malo réclamaient le droit de transit et d'entrepôt de leurs vins par Marseille. Même après l'abolition des privilèges de prohibition en 1782, la ville demandait l'établissement d'un droit sur le vin étranger qui souleva l'opposition des Etats de Languedoc, dans un mémoire de 1783 (41). Ici, comme ailleurs, l'habitude du protectionnisme viticole s'avérait extrêmement tenace.

3^o Sur quelques aspects de la concurrence qui opposait eaux-de-vie du Languedoc et alcools de Normandie, de Bretagne et des colonies d'Amérique (42).

La liberté de circulation des vins et eaux-de-vie était exigée avec rigueur lorsqu'elle servait les intérêts étroits du commerce d'une région, d'une localité, ou l'activité des commerçants et des propriétaires de vignes lésés par les prohibitions. En revanche, ces intéressés réclamaient les premiers la protection de leur commerce par de nouvelles prohibitions et restrictions imposées au commerce des provinces voisines considérées comme concurrentes.

En 1752, les Chambres de Commerce de Toulouse et de Bordeaux demandèrent l'interdiction d'entrée des talfias et eaux-de-vie de sucre parce que « ces qualités inférieures permettraient les tromperies et sont d'ailleurs préjudiciables

(41) Sur tout ceci, Arch. Hérault, Etats 694.

(42) Arch. Hérault, Etats 699.

au corps humain » (Chambre de Commerce de Toulouse, délibération du 18 mai 1752) (43).

Le 23 mars 1752, la Chambre de Commerce de Montpellier s'associait à la protestation des Bordelais. Par mémoire du 1^{er} juillet 1752, la Chambre de Commerce rappelait l'arrêt de janvier 1713 basé sur un arrêt du Parlement de Paris du 13 mars 1699, interdisant la fabrication d'autres eaux-de-vie que de vin, sous peine de confiscation et de 1.000 L. d'amende. Elle soulignait la mauvaise qualité et la nocivité de ces eaux-de-vie de sucre et insistait sur le tort fait à la province du Languedoc qui de « St-Esprit à Narbonne et au delà... n'a d'autres ressources que dans les vins et eaux-de-vie ». Une lettre de 1752 à l'Intendant et au Garde des Sceaux précisait que :

« Le Bas-Languedoc recueille une quantité considérable de vins et n'a pas d'autres moyens pour les évacuer que de les convertir en eaux-de-vie. Il n'y a presque point de ville, ni de village pour si petit qu'il soit, où il n'y ait plusieurs fabriques d'eaux-de-vie, qui consomment les bois du pays, et occupent nombre d'ouvriers, tonneliers, voituriers. Cette branche de commerce, l'une des plus considérables de la province, est la base qui soutient les peuples du Bas-Languedoc (44).

La question des eaux-de-vie de cidre et de poiré fabriquées en Normandie et en Bretagne s'est posée en 1764 (45). Les négociants des pays viticoles, en s'appuyant sur l'intérêt général, exigeaient qu'on interdise leur exportation. Sur ce point, les Directeurs du Commerce de la province de Guyenne et les marchands de Montpellier avaient des vues absolument identiques. L'affaire traînera en longueur. En effet, un arrêt du Conseil du 12 janvier 1765, toléra le commerce des eaux-de-vie de cidre et de poiré, en attendant un supplément

(43) et (44) Arch. Hérault, Etats 699.

(45) Arch. Hérault, 206.

d'information. C'était, en somme, une fin de non-recevoir déguisée opposée aux méridionaux (46).

Enfin, une déclaration royale du 16 mars 1777 permit l'entrée et l'entreposage en France des tafia des colonies (47).

(46) Arch. Hérault, Etats 699.

(47) Arch. Montpellier, HH. 139.

CHAPITRE II

LA RÉGLEMENTATION DE LA QUALITÉ, DES FUTAILLES ET DES MESURES

SECTION I

Les origines et les causes de la réglementation de 1729

En dehors des ordonnances sur la police locale de la circulation et de la vente, il n'y eut, en Languedoc, de réglementation d'ensemble du commerce des vins et eaux-de-vie, et des professions qui en constituent la source, qu'à une date assez tardive. Née de circonstances assez particulières, cette réglementation ne présente pas l'aspect systématique des règlements corporatifs ; elle resta très souple, parce qu'elle n'aurait pas été facilement acceptée.

La cause déterminante des règlements résidait dans les fraudes commerciales sur la qualité et la quantité des produits, fraudes qui se multiplièrent avec l'extension du commerce et le désir de profits rapides, vers la fin du xviii^e siècle.

Certes, les fraudes ne dataient pas de cette époque. Les mouillages, les coulages dus à la fabrication défectueuse des

futailles, l'absence de filtrage des vins causant les fermentations, la faiblesse du degré alcoolique des eaux-de-vie, etc..., donnaient lieu, depuis longtemps, à des procès longs et coûteux entre producteurs, marchands et clients.

Des réglementations locales de la qualité existaient cependant un peu partout ; certaines remontent à une date fort ancienne, d'autres seront créées après le règlement de 1729.

Gaillac connaissait, dès le ^{xii}^e siècle une sévère réglementation de la production et de la vente. L'interdiction de fumer les vignes, sauf avec du fumier de volaille, figurait déjà en 1288, dans la Charte de Rabastens. Elle persista jusqu'à la fin du ^{xviii}^e siècle, elle fut renouvelée notamment en 1688 et 1747. Chaque année les bans de vendanges étaient proclamés et observés (48).

Dès le ^{xiv}^e siècle, chaque année après les vendanges, les consuls procédaient, aux frais de la ville, à la contremarque des vins, après avoir reçu le serment qu'ils étaient bien du cru. Certaines années, on ajoutait le millésime à feu. Ensuite, par crainte des fraudes, les marques étaient détruites (49).

Après la vente, le corratier, qui était aussi adjudicataire du droit de marque, apposait sur les fûts d'autres marques à feu, après avoir goûté le vin et vérifié qu'il était contremarqué au marteau consulaire. Le corratier devait dénoncer tout vin étranger. Il percevait deux deniers par pièce payés par l'acheteur.

On connaît aussi à Gaillac le système des déclarations de récolte, de vente et de contrôle des stocks par les commissaires des quartiers. Les consuls avaient droit de visite jour et nuit dans les caves et chais (50).

Les communautés de Chusclan en 1666 (51) et de Lunel en 1663 (52) prirent des règlements pour la défense de la

(48) J. RIOU, p. 38 et suiv.

(49) J. RIOU, p. 43 et suiv.

(50) J. RIOU, p. 46-47.

(51) Arch. Chusclan, BB I, fo 486.

(52) Arch. Lunel, BB. 10, fo 125.

qualité des vins. A St-Georges-d'Orques, où les gardes-raï-sins et les bans de vendanges existaient depuis longtemps, une marque à feu avec millésime fut créée ou remise en vigueur en 1738, pour le vin du cru (53). Diverses communautés des côtes du Rhône suivirent ces exemples, mais ces initiatives restaient sporadiques.

L'obstacle majeur à l'application d'une réglementation provinciale d'ensemble consistait dans la grande dispersion des centres de production ; les contrôles auraient dû s'effectuer le plus près possible du stade de la production et du premier achat, contrôles multiples, générateurs de frais lourds et pratiquement impossibles.

On tenta sans succès, de réprimer les fraudes au stade commercial. En 1699 et 1700, les Etats élaborèrent des règlements dans ce but, avec des sanctions sévères, mais sans prévoir d'appareil propre de contrôle et de répression. Ces règlements restèrent lettre morte.

Puis on essaya de réprimer la concurrence déloyale et la fraude dans la vente. Une délibération des Etats en 1700 attribua aux maires et consuls des pouvoirs de police et de vérification, à l'occasion des ventes de vins, sur les lieux de la vente.

Un arrêt du 15 juillet 1710 réitéra l'interdiction contenue dans l'arrêt du 17 mai 1701, d'utiliser d'autres futailles pour les vins expédiés vers Bordeaux que celles prévues par cet arrêt.

En 1714, l'Intendant de Basville prit une ordonnance sur la vente des vins. Pour éviter les contestations, nées du fait que des marchands achetaient les vins sur souches et les refusaient lors de leur livraison, s'ils étaient gâtés, l'ordonnance fixe le moment où la vente sera réputée conclue :

« Les vins ne seront censés vendus que lorsqu'ils seront dans les tonneaux après qu'ils auront été goûtés et agréés par les acheteurs et que les tonneaux

(53) A. FABRE. — Saint-Georges-d'Orques, p. 56.

auront été par eux marqués, après quoi la vente sera réputée parfaite, sans que l'acheteur en puisse réclamer sous quelque prétexte que ce soit, sauf si les marchands justifient avant la livraison que les vins ont été falsifiés, et audit cas, les vendeurs seront condamnés à reprendre les vins, et en tous les dépens, dommages et intérêts des acheteurs, et au carcan... » (54).

Tous achats ne respectant pas ces conditions étaient réputés nuls.

En 1720, la question des fraudes vint au premier plan. La préface d'un projet de règlement établi par la Chambre de Commerce de Montpellier signala des abus multiples (55). La qualité défectueuse des futailles contenant les vins et eaux-de-vie provoquait des coulages et obligeait à des transvasements délicats et onéreux. Les tonneaux n'étaient pas conformes à la jauge prescrite ; ils contenaient de 40 à 42 verges pour un demi-muid au lieu de 45. Les barriques pour les eaux-de-vie, trop volumineuses, exigeaient pour être manipulées, trois ou quatre hommes. Les tonneliers, pour majorer la contenance de leur futailles, creusaient la douelle du fond vis-à-vis du trou de la bonde. Vins et muscats n'étaient pas tamisés ; on y laissait des grains de raisin, qui en fermentant les gâtaient ou bien on mélangeait ces vins. De leur côté, les fabricants d'eaux-de-vie ne respectaient pas les règles normales de la distillation :

« En faisant distiller leur eau-de-vie avec trop de feu, qui, en précipitant la distillation, la maintient pendant quelques jours de preuve de Hollande ; après quoi, cette eau-de-vie, perdant son feu, devient faible et conserve ordinairement un mauvais goût, en sorte que ceux qui ont le malheur de charger de ces eaux-de-vie y perdent ou font perdre aux

(54) Arch. Montpellier, HH., C. 21.

(55) Arch. Hérault, Etats 694.

étrangers... et les obligent d'en tirer des autres provinces de France où on a fait des règlements très sévères pour contenir les tonneliers et les fabricants » (56).

En face de cette énumération et de la multitude d'intérêts en jeu, on voyait bien que le règlement ne serait pas facilement réalisé. En fait, la Chambre de Commerce de Montpellier tenait son projet préparé depuis 1724, mais elle savait que les critiques ne manqueraient pas, et il lui fallut près de cinq années pour le faire aboutir dans des circonstances qui demeurent assez obscures.

Certes, chaque profession intéressée estimait la réglementation nécessaire, dans la mesure où son intérêt et sa tranquillité n'étaient pas mis en cause.

Ainsi, le 19 février 1725, les fabricants d'eau-de-vie donnaient leur accord aux dispositions du projet concernant la fabrication des futailles (57). Par contre, ils critiquaient vivement l'article qui leur imposait la responsabilité de suivre les eaux-de-vie qu'ils vendaient jusqu'aux ports des étangs. Ils proposaient que le contrôle de la qualité des alcools soit effectué sur les principaux marchés de vente. Les réticences étaient très fortes surtout de la part des fabricants de Pézenas, grand marché d'eau-de-vie.

Toutes ces critiques ne changèrent pas le cours des choses et le projet intégral de 1724 fut repris par l'arrêt du Conseil du 27 septembre 1729.

Comment la Chambre de Commerce réussit-elle à imposer ses vues ? On comprendra bien mieux cela, si l'on sait que les négociants en vins et en eaux-de-vie de Montpellier détenaient déjà à cette époque, et depuis peut-être avant le début du XVIII^{me} siècle, une réelle prédominance sur les commerces vinicoles du Languedoc. Des statistiques citées plus loin en font foi. Dans ces conditions, il était possible aux négociants de parler haut, de susciter et de faire approuver en haut lieu une réglementation qui servait le commerce.

(56) Arch. Hérault, Etats 694.

(57) Arch. Hérault, C. 2683.

mais ne se montrait pas équitable pour les artisans tonne-
liers, les fabricants d'eau-de-vie et les vendeurs de vin en
général.

Une section II traitera de l'arrêt du 27 septembre 1729
(58) et une section III, des résultats de son application.

SECTION II

Le règlement de 1729

L'arrêt du Conseil d'Etat du 27 septembre 1729 résul-
tait de l'action menée par la Chambre de Commerce de Mont-
pellier, depuis les années 1720. Il fut rendu sur le rapport
de Le Peletier, contrôleur général des Finances. L'enquête
menée à son sujet dura quatre à cinq années (59).

Excepté celui de Grangent qui sera le premier inspecteur
des eaux-de-vie, les noms des personnages ayant participé
aux discussions sur l'arrêt sont ceux de membres de la Cham-
bre de Commerce de Montpellier.

L'intendant De Bernage, de son côté, procéda à des enquê-
tes, mais dans l'ensemble, il paraît avoir suivi les propo-
sitions de la Chambre de Commerce. On possède de lui une
lettre du 12 juin 1728, qui résume l'enquête et se prononce
favorablement pour la nomination éventuelle de Grangent au
poste d'inspecteur (60).

L'arrêt s'insère dans la politique suivie en matière viticole
de 1729 à 1732. Le pouvoir royal se préoccupait, en effet,
des plantations de vignes, des vins «étrangers», et enfin
du commerce, de la tonnellerie, etc... Toutes ces mesures
découlaient du développement de la viticulture et des échan-
ges et aussi de la crise inévitable qui accompagne ces mou-
vements.

(58) Voir ce texte : Arch. Hérault, Etats 694.

(59) et (60) Arch. Hérault, C. 2683.

Le titre complet de l'arrêt indique sommairement son domaine d'application :

« Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, servant de règlement pour la fabrique des tonneaux, pour les vins et les eaux-de-vie. »

Le règlement visait à la protection de la qualité des produits et à la sincérité à atteindre dans la pratique commerciale. Il contient peu de chose sur la vinification si ce n'est l'obligation de tamiser les vins blancs et muscats.

Les 15 articles de l'arrêt peuvent se résumer ainsi :

Articles 1, 2, 6, 7, 8. — Contenance et fabrication des tonneaux.

Article 3. — Interdiction aux propriétaires de vignes de mettre dans les tonneaux des grains de raisin, de l'eau « ou autre liqueur ou matière ».

Article 4. — Obligation aux propriétaires de tamiser les vins blancs et muscats.

Article 9. — La verge-étalon pour le jaugeage des tonneaux sera conforme à celle de Bordeaux.

Article 10. — Sur la responsabilité des fabricants d'eaux-de-vie.

Article 11. — Saisie des futailles défectueuses et sanctions contre les tonneliers.

Articles 12 et 14. — Attributions de l'inspecteur des eaux-de-vie de Sète.

Article 13. — Sur le titrage des esprits de vin.

Article 15. — Attribution de compétence aux juges et consuls de Montpellier pour les litiges nés de l'application de l'arrêt.

Les dispositions essentielles et les difficultés auxquelles donna lieu leur application seront étudiées dans trois paragraphes. Le premier se rapporte à la fabrication et au jaugeage des tonneaux, le second au titrage des eaux-de-vie, le troisième à la protection de la qualité des eaux-de-vie et des vins.

§ I. — *La fabrication, le jaugeage des futailles et la responsabilité des tonneliers.*

L'arrêt de 1729 prenait des mesures pour uniformiser la contenance des futailles, assurer leur solidité et les rendre faciles à manipuler. L'article 2 définit ainsi les contenances prescrites :

Deux tiers de muid (douzain)	60 verges (61)	ou 456 litres
Tiers de muid	30 verges	ou 228 litres
Quart de muid	22,5 verges	ou 171 litres
Sixième de muid	15 verges	ou 114 litres

L'article 6 fixe à 60 verges (456 litres) la contenance maximum des barriques pour les eaux-de-vie. Des lettres patentes du 10 février 1724 fixaient des contenances de 50, 32, 8, 4 et 2 verges (62). Chaque tonnelier apposera sa marque individuelle au fer rouge, indiquant la contenance sur les tonneaux pour eaux-de-vie.

Une ordonnance de l'Intendant du 4 août 1731, sur la fabrication des tonneaux, reprit et compléta ces dispositions (63).

L'article 1 prévoit que le bois sera de chêne ou châtaignier bien sec, d'une bonne épaisseur, les cercles pour les barriques seront en châtaignier résistant.

Les articles 2 à 4 concernent la contenance des futailles et les marques de fabrique.

L'article 5 essaie de déterminer, dans des formules assez vagues, le gabarit des futailles : longueur égale, grosseur proportionnée, sans être rehaussées à la bonde ou creusées du côté opposé ; il prévoit que les tonneaux seront portefoncés.

(61) La verge est comptée 7 litres 60.

(62) Arch. Hérault, C. 2682.

(63) Arch. Hérault, C. 2683.

L'article 6 oblige les tonneliers à se servir de jauges conformes à la verge de Bordeaux, prise comme étalon, marquées par le maître-jaugeur de Montpellier.

L'article 7 énumère les sanctions : saisie, confiscation des futailles, amende de 100 livres par tonneau et par contre-vention. Un recours était prévu contre le vendeur de toute futaille défectueuse. Le profit des amendes se répartissait moitié au Roi et moitié aux hôpitaux.

La première conséquence de l'arrêt de 1729 et de l'ordonnance fut, on s'en doute, de soumettre les tonneliers à de multiples procès intentés par les fabricants d'eaux-de-vie, ce dont ils se plaignaient, déjà, dans un mémoire du 26 novembre 1731 (64).

En matière de jaugeage des tonneaux, le règlement n'apportait pas de grandes précisions. Il se bornait à prescrire l'usage de la verge-étalon, sans indiquer les façons de procéder au jaugeage et des difficultés allaient surgir.

En 1736, les fermiers de la foraine et les marchands tombèrent en désaccord sur les méthodes de jaugeage. L'affaire montre l'incertitude qui existait et continuera à exister, en ce domaine, jusqu'à la Révolution.

Avant l'arrêt du 5 décembre 1705 l'acquittement des droits de sortie sur les vins se faisait au poids de marc. Puis on se servit de la jauge en fer qui donnait ce même poids. Le calcul s'effectuait ainsi : longueur extérieure du tonneau multipliée par le diamètre du fond. Un mémoire de 1736 (65) décrit la pratique en usage à Agde, conforme d'ailleurs à la formule ci-dessus : Pour les futailles ordinaires non « ventreuses » on opérait de la même façon, mais en ajoutant à ce diamètre l'épaisseur de la douelle du dessus. Le résultat obtenu s'exprimait en pots et la jauge qui servait à prendre ces mesures devait donc être graduée en pots. Elle l'était aussi en verges, équivalant chacune à 6 pots $\frac{2}{3}$ (le pot étant représenté par un cube de 3 pouces, 11 lignes de côté, soit 1 litre 17 environ). La verge mesurait donc 7,6 à 7,8

(64) Arch. Hérault, C. 2683.

(65) Arch. Hérault, C. 1704.

litres théoriquement du moins. Mais il n'y avait aucune verge strictement construite, malgré le règlement de 1729 prescrivant l'utilisation de la verge de Bordeaux.

A cette méthode, les fermiers de Sète reprochaient son inexactitude qui avait pour effet de minorer la contenance des futailles. Ils proposaient donc de remplacer le diamètre du fond par la moyenne entre le diamètre extérieur du fond et le diamètre intérieur du milieu de la futaille, mesuré en introduisant la verge en fer par le trou de la bonde. Le litige fut instruit et arbitré par une commission composée de fonctionnaires et d'experts. On procéda à des mesurages de divers types de futailles qui donnèrent raison aux fermiers.

Les marchands convinrent de leur défaite, qu'ils prévoyaient, mais firent tous leurs efforts pour y échapper. L'enjeu en valait la peine, au prix où s'élevaient les droits de foraine. Ils invoquèrent divers arguments en faveur de la jauge (première méthode), qui les dédommageait des pertes subies par le coulage, l'existence des lies, etc... Ils estimaient cependant que la méthode des fermiers (verge) convenait mieux pour mesurer les eaux-de-vie et qu'elle pouvait être retenue, dans ce cas où les aléas et pertes propres au commerce des vins étaient plus rares. Un autre argument des marchands de vins, mais moins sérieux, était que l'introduction de la jauge en fer risquait de gâter les vins. Les fermiers proposèrent pour remédier à l'ouverture des tonneaux, de calculer le diamètre du milieu sans introduire la jauge dans le liquide. Ils proposaient même, pour avoir la mesure approchée de la longueur, d'en déduire, comme on le faisait à Marseille, l'épaisseur des deux fonds du tonneau.

On ne peut savoir exactement, comment se termina l'affaire, mais il est certain que l'opposition des marchands ne cessa pas. Ils restèrent sur leurs positions. Ce qui le prouve, c'est qu'en 1774 ils continuaient à jauger selon leur méthode traditionnelle. Un auteur signale qu'il y avait 20 % d'écart entre la façon de mesurer des fermiers et celle des marchands (66).

(66) Arch. Hérault, Etats 694.

Sur quelle base les marchands acquittaient-ils les droits de sortie ? On l'ignore. Mais dans leurs achats ils dupaient souvent les vendeurs, ce qui ne les empêchait pas de facturer à leurs clients la contenance exacte.

Il est connu qu'à cette époque, nombre de marchands savaient utiliser, au mieux de leurs intérêts, la multiplicité de mesures inexactes dont ils disposaient, et que, nombreux, ils s'opposaient aux tentatives de réforme. En matière de vins et d'eaux-de-vie, les tentations étaient peut-être plus fortes qu'ailleurs, grâce à la configuration de la vaisselle vinaire, aux vices inévitables ou aux fraudes voulues dans la fabrication des tonneaux.

En 1780, les questions de jaugeage des futailles se posaient toujours. On recherchait une jauge-étalon adaptée à tous les types de tonneaux, ceux de petite comme de forte contenance, au-dessus de 65 veltes.

La graduation de la jauge diagonale, connue sous le nom de verge de Bordeaux, se trouvait aussi contestée. Elle représentait, dit l'Inspecteur des eaux-de-vie Maclerc, un instrument de mesure incertain, et inexact ; le meilleur moyen de s'assurer d'une contenance était encore le dépotement (67). On avait recours à ce dernier dans les cas trop litigieux. Maclerc proposait de peser les eaux-de-vie et de garder la verge pour la mesure des vins et l'appréciation des droits de sortie. L'usage de peser les eaux-de-vie était d'ailleurs très répandu, puisque les prix en général, s'exprimaient à tant le quintal.

Le cas des Côtes du Rhône illustre la lenteur d'application des dispositions concernant le jaugeage. Il fallait une ordonnance de l'Intendant du 10 décembre 1744 pour que la communauté de Roquemaure fut tenue d'assujettir au serment les jaugeurs, à procéder à la vérification de leurs mesures, qui n'étaient ni marquées par le maître-jaugeur de Montpellier, ni conformes à la verge-étalon de Bordeaux. Roquemaure, était pourtant un centre important. On y jaugeait de 10 à 12.000 tonneaux par an, dit un mémoire du 30 octobre

(67) Arch. Hérault, C. 2686.

1744 (68) ; ces opérations se faisaient de novembre à janvier et les jaugeurs exigeaient depuis 1736, trois sols par tonneau, contre deux sols auparavant.

Les marchands des côtes du Rhône voulaient sur ce point, comme sur d'autres, conserver leurs traditions locales qui servaient leurs intérêts, du moins le croyaient-ils.

Les marchands, en général s'opposaient catégoriquement à toutes les réformes pour assurer la sincérité des mesures et garantir les producteurs, fabricants et viticulteurs, contre les pratiques arbitraires.

En 1752, un mémoire rédigé à l'instigation des distillateurs, proposait la création à Sète de vergeurs-jurés, comme il en existait à pareille date à Bordeaux, en vue de mettre fin aux abus des marchands dans le mesurage des eaux-de-vie. Le subdélégué de Sète, Pouget, lui donna son appui (69).

Selon le subdélégué le vergeage des eaux-de-vie était à la discrétion des marchands ; il ne pouvait y avoir de contrôle, de la part des fabricants, ou de leurs mandataires. Lorsque la mesure indiquée n'était pas réalisée, le marchand faisait « l'ouillage » de la barrique, c'est-à-dire qu'il la remplissait et informait le fabricant qu'il avait dû ajouter tant de pots. Qui pouvait contrôler son chiffre ? Personne répond Pouget. Qui pouvait savoir s'il s'était servi de la verge réglementaire, ou d'une des nombreuses verges en usage ? En tous cas, personne, même pas l'inspecteur qui n'avait en ce domaine nulle compétence en vertu de l'arrêt de 1729, ne pouvait savoir la vérité.

Le subdélégué se montrait favorable à la nomination de vergeurs-jurés. Mais les marchands étaient opposés à cette mesure contraire à leurs intérêts. Ils ne le disaient pas ouvertement, mais ils arguaient fermement du coût de l'entreprise que les fabricants s'offraient d'ailleurs à payer en partie. Ils faisaient valoir, en outre, que les lieux d'écoulement des eaux-de-vie étant très dispersés (Sète, Canal Royal, Rhône), il faudrait de multiples vergeurs ; ils prétextaient

(68) Arch. Hérault, Etats 694.

(69) Arch. Hérault, C. 2684.

aussi des retards que cela apporterait au commerce, par suite de la multiplicité des vergeages, deux au moins, l'un à la réception, l'autre après le rabattage, à la sortie du magasin. L'inspecteur y était lui-même opposé. Ainsi, jusqu'à la Révolution, continua de régner en matière de jaugeage une grande incertitude qui n'avait d'égale que la diversité des mesures et futailles.

Annexe à la section II

La diversité des mesures et des futailles pour les vins et eaux-de-vie

La multiplicité des mesures entravait le commerce, elle était aussi génératrice des fraudes citées plus haut. Ses inconvénients apparaissaient à l'Intendant de Basville au début du XVIII^{me} siècle, et il en proposa l'unification. Pour les vins et eaux-de-vie, la diversité atteignait des proportions énormes que le règlement de 1729 ne parviendra pas à réduire sensiblement : chaque localité, chaque terroir garderont leurs mesures propres adaptées à tel ou tel type de futailles, comportant des sous-multiples particuliers, portant souvent le même nom que dans la localité voisine, mais variant dans leur contenance. Il y avait par exemple diverses sortes de muids, de sétiers, de barrals, de cartons, pintes et pots, etc... On trouvera ci-dessous les mesures les plus courantes et les équivalences avec les mesures actuelles.

Les eaux-de-vie étaient jaugées ou pesées.

La verge et la velte, mesures de capacité utilisées, correspondaient respectivement à 7,60 - 7,80 litres et 7,45 - 7,50 litres. Jaugée en verges, une pièce de 60 verges contenait 456 litres, jaugée en veltes elle n'en contenait que 447.

Les eaux-de-vie se vendaient à la verge ou au quintal ; les droits de sortie étaient établis à tant par quintal. Un quintal d'eau-de-vie au poids de table (41 kgr. 465 d'après Fort) correspondait à 43 litres 80 et à 52 litres au poids de marc (48 kgr. 950). Une pièce d'eau-de-vie de 60 verges, à 20 litres et demi la verge, à cause du poids de la futaille, pesait 1230 livres soit de 500 à 600 kgr.

Contenances du muid et de ses sous-multiples dans quelques localités du Languedoc, exprimées en litres et en centilitres (70).

Localités	Muid	Pagelle	Sétier	Quarton	Feuillette
Cazouls-les-Béziers...	788,80	98,60		3,29	0,82
Cessenon.....	788,80	65,73		2,74	0,68
St-Martin-de-Londres	778,95		55,62		
Hérépiant.....	762,24				
Lodève, St-Jean-de-					
Fos, Bédarieux.....	740,52	61,71		2,47	0,62
Aniane.....	710,70	71,07		1,32	0,66
Montpellier.....	692,41		38,47	1,202	0,601
			(setier ou barral)	(pot)	
Gignac.....	692,41	57,70		1,202	
				(pot)	
Pézenas.....		57,70		2,404	0,601
		(leyran)			
Adissan, Agde, Cler-					
mont, Mèze, Monta-					
gnac, Mireval, Fron-					
tignan, Fabrègues, St-					
Georges - d'Orques,					
Murlès, St-Christol,					
Assas, Lunel, Marsil-					
largues, Mauguio, etc	692,41	(les sous-multiples sont très souvent différents)			
Béziers.....	659,86	65,99		2,20	0,55
		(idem barral)			
Vias, Caux.....	659,86	54,99			
Roujan.....	659,86		41,24		
Valros.....	649,13	54,10			
Servian.....	633,46		39,59	2,20	0,55

(70) FORT. — Table de comparaison des anciennes mesures dans l'Hérault, 1805.

Olonzac.....	591,63	73,95		2,06	0,51
Cruzy.....	591,63				
St-Chinian.....	idem	49,30	,	2,46	0,62
St-Pons, Riols.....				3,70	0,925

Contenance du muid de Montpellier et de ses sous-multiples
(en litres et centilitres) :

Muid	:	576 pots ou 18 setiers ou barrals	692 l. 41
Setier			38 l. 47
Hémine	:	2 hémines	19 l. 235
Cartal	:	2 cartals	9 l. 617
Pot	:	8 pots	1 l. 202
Feuillette	:	2 feuillettes	0 l. 601
Truquette	:	2 truquettes	0 l. 305

Le muid de Narbonne se composait de quatre charges de 94 litres, une charge contenait deux pagelles de 32 cartons chacune, un carton 2 pintes de Paris (1 litre 86).

Le tonneau de Toulouse comprenait quatre barriques de 90 pégas chacune (un péga pèse 6 livres et demi poids de marc, soit environ 3 litres), soit 270 litres ; la barrique se subdivisait en pièce, péga, quart et uchau (demi-litre environ).

Dans l'Albigeois, la contenance de la pipe et de ses sous-multiples variait selon les localités. De Santi a relevé au xvi^{me} siècle, 20 types de barriques contenant de 122 à 288 litres (71). La pipe contenait quatre barriques de 230 litres chacune à Moissac, en 1496 ; mais à Lisle, Gaillac, Rabastens, Cordes, elle n'en comprenait que deux. La contenance des sous-multiples variait. La barrique jaugeait d'ordinaire 120 pintes, parfois 125 ; la pinte comprend deux quarts, chacun subdivisé en deux uchaus (72).

Voici la contenance de ces unités pour quelques localités de l'Albigeois (en litres) (73) :

(71) Ouvr. cité, p. 288.

(72) Ouvr. cité, p. 288.

(73) DE SANTI, OUVR. cité, p. 288.

	Pipe	Barrique	Pinte	Quart	Uchau
Lisle et Gaillac...	407,8	203,9	1,70	0,85	0,425
Rabastens.....	377,4	188,7	1,51		
Cordes.....	577				
Moissac.....	920	230			

Deux pipes de Gaillac (quatre barriques) équivalant chacune à 28 verges de trois pots et demi mesure de Bordeaux (74) formaient un tonneau (820 litres environ).

La barrique contenait de 205 à 210 litres dans le Tarn et l'Ardèche. Mais les muscats de Lunel, Montbazin, Béziers, Frontignan se logaient dans des barriques plus petites ; à Frontignan trois de ces barriques composaient une tiercerolle de 230 litres (ou 30 verges de six pots 2/5).

Dans le Gard, les Bouches-du-Rhône et le Bordelais la barrique équivalait à 225 litres environ.

A Uzès, le muid (685 l. 52) contenait 18 setiers, un setier (38 l. 08) correspondait à deux hémines, une hémine (19 l. 04) à 2 quarts et une quarte (9 l. 52) à 2 quarterons de 2 l. 38 chacun (75).

Le barral dans le Gard équivalait à 45 litres 50 et à 49,50 litres dans le Vaucluse et l'Ardèche. A l'Hermitage 12 barrals formaient un muid.

La charge contenait 94 litres à Narbonne, 100 à Limoux, 118 dans les Pyrénées-Orientales, 143 à Carcassonne, 150 à 167 dans l'Ardèche. La demi-queue de St-Gilles jaugeait 289 litres, la millerolle 60 litres dans le Var, 64 à Marseille et 50 à Aix-en-Provence (76).

Comme la contenance, le poids du muid de vin variait : 18 quintaux à Aniane et Poussan, 16 à Pignan, 12 à Lodève, 8 (poids de marc) à Narbonne.

(74) J. RIOL, *ouvr. cité*, p. 55.

(75) P. D'ALBIOUSSE. — Uzès, p. 76.

(76) Voir DEGRULLY, *ouvr. cité*, p. 447.

Le muid de Languedoc était une unité de compte diversement évaluée et imprécise. Selon certains, il pèserait 1443 livres, soit environ 720 kgr. L'Intendant de Basville l'estimait à 576 pintes de 2 livres, 14 onces et à 1380 livres poids de marc net. Il était inexact, selon lui, de l'évaluer à trois fois celui de Paris ou 18 quintaux. Le muid de Paris contenait 280 pintes de 0 litre 937, soit 268 litres (77).

Pour convertir le muid en hectolitres, on peut se servir soit de la moyenne des muids de Montpellier et de Béziers (675 litres) qui étaient les plus répandus, soit de chiffres allant jusqu'à 700 litres. Des auteurs signalaient comme contenance moyenne du muid avant 1830, 685 litres, chiffre qui correspondait aux 90 verges fixées par l'arrêt de 1729.

§ II. — *Les différentes qualités d'eaux-de-vie. La détermination du degré alcoolique des vins et des eaux-de-vie.*

La mesure du degré alcoolique des vins et eaux-de-vie était le domaine de l'empirisme, de l'imprécision, et la source de multiples contestations entre propriétaires, fabricants et marchands, ou entre fermiers de la foraine et marchands.

Pour les vins, la dégustation demeurait le seul procédé, mais il convenait moins aux eaux-de-vie et alcools. On n'atteindra pas avant 1789 à l'uniformisation des procédés divers de dosage de l'alcool, soit du fait du retard des sciences chimiques, soit à cause de la lenteur des applications pratiques.

Le tableau suivant donne les principales appellations communes des eaux-de-vie et leur degré alcoolique moyen exprimé selon les notations Cartier et Gay-Lussac (78) :

Ces appellations demandent quelques éclaircissements extraits du mémoire écrit en 1772 par un docteur en médecine nommé Bories (79).

(77) Arch. Hérault, B. 94.

(78) Chiffres d'après R. PACOTTET, *Vinification, vins, eaux-de-vie, vinaigre*, p. 378, Baillière et Fils, Paris, 1904.

(79) Bibl. Montpellier, 14.929 ; aussi *Bull. Soc. d'Agriculture de l'Hérault*, 1847, p. 131.

	DEGRÉS CARTIER	DEGRÉS GAY-LUSSAC
Bouilli.....	au dessous de 16	40 à 42
Preuve de Hollande.....	18,5 à 19	47 à 50
Cinq-six.....	22 1/4 à 22 1/2	59 à 60
Preuve d'huile.....	22 1/2 à 22 3/4	60 à 61
Quatre-cinq.....	22 3/4 à 23	61 à 62
Trois-quatre.....	23 à 24 1/2	62 à 66
Trois-cinq.....	29 1/2 à 29 3/4	79 à 80
Trois-six.....	33 à 33,5	85 à 86
Trois-sept.....	35,5 à 36	89,5 à 90
Trois-huit ou pur esprit..	37 à 37,5	92 à 93

L'eau-de-vie preuve de Hollande était le premier produit marchand de la distillation du vin. Le trois-cinq était le second produit marchand. Le trois-six s'obtenait avec du trois-cinq passé pour la troisième fois dans l'alambic. En mélangeant trois parties de trois-six et trois parties d'eau pure on recueillait de l'eau-de-vie preuve de Hollande, de même qu'en mélangeant trois parties de trois-cinq et deux parties d'eau.

D'ailleurs, le prix de l'eau-de-vie preuve de Hollande déterminait le prix des deux autres qualités. Le trois-sept n'était pas commercialisé, mais servait à renforcer le trois-six reconnu faible. Les arrêts du conseil du 3 août 1771 et du 22 novembre 1772 introduisirent deux nouvelles variétés, degré 22 (Cartier) et degré 34 (Cartier) qui, d'après Bories, n'étaient pas généralement adoptées.

Comment dans la pratique commerciale, reconnaissait-on ces différents degrés alcooliques ?

L'article 13 ci-dessous du règlement de 1729 exposait deux procédés, celui de la poudre à canon et celui de l'huile d'olive :

« L'épreuve de l'esprit de vin se fera en mettant un peu de poudre à canon dans une cuillère, laquelle sera ensuite remplie d'esprit de vin, et, si après y avoir

mis le feu, le tout se consume, en sorte que la cuillère reste nette et sans aucune humidité, l'esprit de vin sera de bonne qualité. Cette épreuve se pourra faire aussi en remplissant d'esprit de vin la moitié d'un verre ordinaire, et si en y faisant tomber une goutte d'huile d'olive, elle se précipite à l'instant au fond du verre, l'esprit de vin sera de bonne recette. »

Le règlement de 1729 n'abrogea pas d'autres méthodes anciennes, telles que l'épreuve par l'air décrite plus loin, la distillation, l'épreuve par le sel de tartre bien sec (assez coûteuse) ou par la densité (balances, aéromètres).

Les termes de cet article 13 furent d'ailleurs discutés en 1742-1743, lors des litiges entre négociants et fermiers de la foraine (80). Rappelons que ces derniers prétendaient assujettir les alcools 3/5, donc ceux qui étaient éprouvés à la poudre à canon ou à l'huile d'olive, au tarif des esprits de vin. L'article 13 contient, en effet, le terme « esprit de vin ».

L'interprétation de la Chambre de Commerce de Montpellier était différente ; elle tendait à prouver que l'article 13 fondait esprit de vin et eaux-de-vie raffinées. S'il en avait été ainsi, les deux procédés d'épreuve indiqués ci-dessus se seraient appliqués seulement aux eaux-de-vie de degré alcoolique assez élevé, les eaux-de-vie les plus courantes étant titrées d'une autre manière, par l'épreuve de Hollande. Or cela n'est pas du tout certain.

Pour faire la preuve de Hollande, on observait, en définitive, la forme des bulles provoquées par l'agitation de l'eau-de-vie dans une éprouvette. Un mémoire de 1772 décrivait ainsi ce procédé, utilisé aussi pour les eaux-de-vie de fort degré alcoolique (81) :

(80) Arch. Hérault, Etats 694.

(81) Arch. Hérault, C. 2683.

« On se sert communément d'une éprouvette que l'on remplit un peu au-dessus de la moitié de l'eau-de-vie que l'on veut éprouver. On la ferme avec le pouce et on l'abat sur une table plusieurs fois avec force pour que l'air qui se trouve dans l'éprouvette qui n'est pas pleine puisse se mêler avec l'eau-de-vie et que trouvant dans ce fluide des parties qui lui sont analogues, il soit plus longtemps à s'en séparer ; à mesure qu'il s'en trouve davantage dans l'eau-de-vie, il se fait des bulles, plus grosses et plus luisantes qui se forment et qui se dissipent avec plus d'activité. C'est alors que l'eau-de-vie est bonne preuve de Hollande. Au contraire, lorsque l'eau-de-vie ne fait aucune bulle, elle a perdu sa preuve et il lui faut lui en donner, pour la rendre marchande, avec des esprits plus forts... »

« On fait la même épreuve à tous les esprits aux 3/5, 4/7, 6/9, 6/11 et aux 3/6, aux 3/7 après avoir souffert le mélange d'eau chacun suivant son tarif, il faut que dans l'éprouvette chacun fasse la preuve de Hollande... »

Ce procédé, qui s'effectuait « en mêlant aux esprits une certaine quantité d'eau pour les ramener à la preuve de Hollande », est appelé couramment « méthode de la sonde ». Il se substitue à ceux décrits par le règlement de 1729 peu après 1730 ; l'Inspecteur de Sète, affirmait, en effet, dans un mémoire de 1772, qu'il s'appliquait depuis quarante ans (82). Divers « trucs » étaient, en outre, utilisés par les fabricants et les marchands.

Jugée peu exacte par les Inspecteurs, la « sonde » était combinée avec l'aéromètre d'ivoire et le thermomètre, qui, à leur tour, ne donnaient pas des résultats exempts d'erreur. En effet, l'aéromètre dont la boule se composait d'ivoire,

(82) Mémoire de l'Inspecteur de Sète, 8 octobre 1772.

matière très poreuse à l'alcool, donnait des mesures approximatives. En voici la description (83) :

« Cet instrument, grossièrement imité de celui de Bayle, était formé d'une boule creuse un peu aplatie de 13 lignes de diamètre surmontée à l'un des endroits aplatis, d'une tige longue de 3,5 pouces, d'une ligne et demi de diamètre, laquelle correspondait verticalement un petit cylindre creux d'un pouce de long et de quatre lignes de diamètre qui se montait à vis et qui contenait de la grenaille de plomb pour laisser l'instrument se tenir debout dans la liqueur. La tige était graduée sans méthode et divisée en dix-huit parties égales. Ces divisions servaient à statuer (sic) l'état de la liqueur qu'on voulait soumettre à l'épreuve, en y plongeant l'aéromètre, et en s'arrêtant au degré où la tige était coupée par la surface de la liqueur. »

Tous ces procédés, et peut-être d'autres inconnus, furent simultanément usités. En 1772, la question du mesurage du degré alcoolique était mise au concours.

En effet, les marchands, les fabricants et les clients critiquaient unanimement les insuffisances de la « sonde », de l'aréomètre d'ivoire et des nombreux types de pèse-liqueurs en verre ou en métal. Ces critiques furent développées différemment par chacun des quinze spécialistes ou amateurs candidats au concours. La graduation des aréomètres s'avéra très incertaine (84). Le choix des termes fut débattu longuement et chaque candidat présenta un projet de pèse-liqueur.

Bories construisit une éprouvette utilisée par la suite à Pézenas, Lunel, Sète, Béziers, (mais le terme alcool pur retenu contenait encore, ainsi que le démontra Gay-Lussac, 5,5 % d'eau. Le titrage des alcools devenait donc plus approximatif. Cependant, l'écho de contestations fréquentes persistera jusqu'à la fin du XVIII^{me} siècle et même nettement plus tard.

(83) Mémoire de l'Inspecteur de Sète, 8 octobre 1772.

(84) Mémoires Bories, Poncelet, Pouget, etc... Bibl. Montpellier, 14.929..

§ III. — *La protection de la qualité des eaux-de-vie et des vins. — La rivalité entre fabricants et marchands.*

Le règlement de 1729 contenait des mesures pour remédier aux abus dans la fabrication et le commerce des vins et eaux-de-vie. Mais ces mesures étaient unilatérales, car leur application incombait essentiellement aux fabricants d'eaux-de-vie ou aux vendeurs de vin.

L'arrêt de 1729 demeurait un texte élaboré par les marchands et favorable à leur tranquillité et à leurs intérêts. Et il ne faut pas s'étonner si ce règlement a abouti, dès sa parution, à diviser la province en deux camps hostiles, dont l'opposition et les luttes rempliront le XVIII^{me} siècle.

Les régions productrices d'eaux-de-vie (Béziers, Pézenas) et les fabricants s'estimeront lésés par la volonté des négociants de la Chambre de Commerce de Montpellier qui dominaient le commerce sétois et leur imposaient un règlement conçu à leur avantage.

Cette lutte entre marchands, représentant un capitalisme commercial déjà puissant, et fabricants, classe relativement modeste, était, en Languedoc, un aspect de rapports économiques existant dans d'autres parties du royaume à pareille époque. Dans d'autres professions, en effet, les marchands tendaient à se subordonner les producteurs, artisans et fabricants. Ainsi, dans les industries textiles (à Lyon et ailleurs) les maîtres-ouvriers se virent imposer des règlements qui leur interdisaient de vendre eux-mêmes leur production sans passer par le marchand.

Le commerce assujettissait donc sous sa dépendance économique et financière les producteurs. De la même manière en Languedoc, le capitalisme commercial tenta de placer sous sa domination financière les fabricants d'eaux-de-vie dont l'existence était déjà précaire.

Toutes ces tentatives se traduisirent par des luttes entre les deux professions dont les principaux épisodes seront retracés ci-dessous :

Les fabricants d'eau-de-vie critiquèrent âprement les dispositions de l'arrêt de 1729, qui leur imposait des obligations lourdes et jugées arbitraires. Evidemment, les distillateurs de profession étaient au premier rang des actions entreprises. Ils se réunissaient en assemblées assez nombreuses, parfois d'une centaine de membres, discutaient et éalisaient des députés, choisis parmi eux, chargés de rédiger les doléances et de les transmettre aux pouvoirs publics. Les évêques de Béziers et de Narbonne appuyaient, en 1730-1731, les protestations des fabricants de leurs diocèses. Mais dans l'ensemble, l'action des fabricants, même si elle a été tenace, comme on le verra, semble ne pas avoir été coordonnée, ni assez fortement organisée.

Les distillateurs rejetaient l'article 10 du règlement de 1729 qui leur imposait la garantie de la qualité des alcools jusqu'au lieu d'embarquement. Ce texte prévoyait que :

« Ceux qui vendront les eaux-de-vie seront responsables envers les acheteurs des dommages qui leur seront causés, et de leur mauvaise qualité, jusqu'à ce qu'elles aient été livrées aux acheteurs dans les lieux où elles seront envoyées pour être embarquées, quand même ils les auraient agréées dans les magasins des vendeurs, à l'effet de quoi les acheteurs pourront les faire vérifier à leur arrivée dans les dits lieux, avant qu'elles soient embarquées. »

D'après un mémoire des fabricants de 1730, les achats s'effectuaient antérieurement (85) :

« Au domicile des fabricants où l'acheteur allait les acheter, verger et les agréer et en payer le montant ; puis les ayant reçues, elles étaient transportées jusqu'au lieu de l'embarquement aux risques de l'acheteur, sans qu'il puisse prétendre contre les vendeurs pour les fraudes qui pourraient être commises par ceux qui étaient chargés de les voiturier aux lieux de destination. »

(85) Arch. Hérault, C. 2683.

Le nouveau système était plus onéreux pour les fabricants, en raison des frais de déplacement jusqu'aux lieux d'embarquement. Ils proposaient donc de procéder à la visite des eau-de-vie sur les lieux de vente, ce qui aurait avantage les vendeurs et les acheteurs qui « sont obligés de courir la province d'un fabricant à l'autre, et faire plusieurs journées avant de pouvoir assembler le nombre de pièces d'eau-de-vie suffisant pour le chargement ».

Les fabricants accusaient les négociants de Sète et Montpellier de viser à :

« se rendre totalement maîtres du commerce des vins et à élever des fortunes brillantes sur les ruines des habitants de ces contrées » (mémoire des habitants de Béziers, août 1730) (86).

Si, proclamaient les biterrois, on appliquait le règlement aux vins muscats « qui sont la ressource de la ville et du diocèse de Béziers », la fixation du prix de ces vins serait entièrement à la discrétion des commissionnaires et marchands de Sète et Montpellier « qui font tout le commerce dans le port de Sète ». Les habitants de Béziers demandaient, en outre, la création d'un second Inspecteur à Béziers.

Des protestations semblables parvenaient aussi de Lunel et de la Vauvage, centres de production d'eaux-de-vie et de muscats.

Mais les marchands de Montpellier justifiaient l'application du règlement. Celui-ci, qui était leur œuvre et leur évitait la charge d'une lourde responsabilité, servait néanmoins les intérêts généraux et la prospérité de la province, malgré son caractère trop unilatéral.

Depuis le début du siècle, les abus s'étaient multipliés dans le commerce, la fabrication des eaux-de-vie, des vins, des futailles, mettant en péril l'essor considérable du commerce depuis la fin du ^{xvii}^e siècle. Dans un mémoire du 13 septembre 1730, les marchands soulignaient que (87) :

(86) Arch. Hérault, C. 2683.

(87) Arch. Hérault, C. 2683.

« Le Picardan (des diocèses de Béziers, Agde et Lodève) est connu en Hollande depuis environ trente-cinq ans, les muscats étaient connus auparavant, mais depuis cette époque la quantité en a augmenté au millième. La vente de ces deux sortes de vins (presque toujours faite à des prix exorbitants) était un Pérou pour les habitants du Bas-Languedoc. »

Les marchands faisaient ressortir le tort causé au commerce par les fraudes, notamment par le mouillage au préjudice d'une compagnie de Hambourg.

Les négociants montpelliérains se défendaient vigoureusement contre les allégations de leurs adversaires, prétendant qu'ils visaient à s'assurer le monopole, en rappelant qu'ils faisaient uniquement le commerce par commission. L'application de l'arrêt de 1729 leur paraissait nécessaire et ils en constataient avec satisfaction les premiers effets :

« des fabricants ont été condamnés à refaire leurs eaux-de-vie, les tonneaux frauduleux confisqués et brûlés à la place publique. »

Ils acceptaient cependant que l'Inspecteur eut un commis à Béziers pour vérifier les vins et eaux-de-vie expédiés par Bordeaux, à l'exclusion de ceux qui sortaient par Sète pour la Hollande et le Nord.

Mais ils n'admettaient pas l'attribution de la compétence en matière de litiges nés de l'application de l'arrêt à des juridictions comme l'Amirauté de Sète ou la Sénéchaussée de Béziers (88). La Bourse de Montpellier y suffisait et il était normal que le produit des amendes fut versé à l'Hôpital Général de Montpellier. Ces prises de position étaient particulièrement nettes et le demeurèrent jusqu'en 1789.

Les épisodes de cet antagonisme entre fabricants d'eau-de-vie et négociants tiennent une grande place dans la mise en pratique du règlement de 1729 et dans la vie économique et sociale de la province.

(88) Voir Mémoire non daté. Arch. Hérault, Etats 694.

Avec persévérance, les fabricants, dont beaucoup étaient de simples artisans, démunis de capitaux, vivant au jour le jour, tentèrent d'échapper à la domination des marchands, domination économique et financière dont on verra les détails. Ils utilisèrent divers moyens pour parvenir à leurs fins.

Toutefois, les fabricants admettaient la nécessité de la vérification des eaux-de-vie, mais ils voulaient qu'elle fut moins injuste et qu'elle puisse avoir lieu aux ports des Etangs, comme Lunel, Mèze, Bouzigues et autres ou à Béziers. Ils proposaient que la responsabilité incombât aux commissionnaires eux-mêmes. Les fabricants acceptaient de leur ris-tourner à cet effet 5 sols par pièce.

En 1766, les distillateurs de Lunel et de la Vaunage offraient à l'Inspecteur de Sète de payer 15 sols par tonneau d'eau-de-vie, à condition que la visite prévue par l'arrêté de 1729 fut effectuée sur le canal de Lunel. C'était en somme un repli par rapport aux propositions antérieures, notamment celle de 1744 (89), par laquelle les distillateurs exigeaient la nomination d'un Inspecteur à Lunel, même si cela devait atteindre « les intérêts particuliers de messieurs du commerce de Montpellier ». Ces derniers répondirent par la négative. Ils étaient les plus forts et les pouvoirs publics n'allèrent pas contre leur opinion. Dans leur lettre aux marchands de Lunel, et pour apaiser leurs craintes quant aux futurs progrès du commerce, ils ajoutaient que « le commerce de nos eaux-de-vie est bien établi et il n'y a que la guerre qui puisse le diminuer ou le suspendre » (lettre du Syndic Joubert, 9 juin 1745) (90).

Les plaintes des fabricants ne cessèrent pas ; elles étaient constamment axées sur l'idée que « les acheteurs font la loi ».

Deux faits émergent des rivalités entre distillateurs et marchands d'eaux-de-vie. Tous deux éclairent la puissance des intérêts professionnels étroits et les rapports entre vendeurs et acheteurs.

(89) Arch. Hérault, Etats 696.

(90) Arch. Hérault, C. 2684.

1^o *Les projets de création d'un entrepôt des eaux-de-vie et vins à Sète.*

L'idée de cet entrepôt était une conséquence du règlement de 1729 et un moyen utilisé par les fabricants pour y faire échec. Leur mémoire de 1732 (91), revêtu de l'avis favorable de l'Inspecteur de Sète, en réclamait la création.

Formulée en termes assez vagues, la demande ne fut pas prise au sérieux. Les choses devinrent plus claires en 1752 (92) : Nouvelles propositions des fabricants, suivies par un rapport d'enquête effectué par l'Inspecteur des eaux-de-vie, probablement en 1752.

La façon d'acheter les eaux-de-vie, écrit l'Inspecteur, occasionne des frais, dont une commission de 1,70 %, de longs retards dans la livraison,, des contestations entre fabricants, négociants et capitaines de navires. La création d'un magasin d'entrepôt à Sète, sur le modèle de celui qui existe à Toulon, supprimerait ces inconvénients.

Cependant les marchands de Montpellier demeurèrent tout aussi catégoriques, assurés qu'ils étaient de leur domination sur le commerce et aussi sur la distillation. « Si les fabricants ne rendent point les eaux-de-vie à Sète, disent-ils, on ne remédiera pas aux abus et aux fraudes, c'est là le sentiment de tous les marchands de Montpellier ».

Les marchands couvraient l'Inspecteur des accusations de malversation, de corruption et de partialité lancées par les habitants de Béziers ; ce dernier avait, disaient-ils, « pour prévenir toutes objections, fait nommer à Béziers un commis de religion catholique pour remplacer le précédent qui était protestant ».

La réponse du commerce de Montpellier fut donc prompte et rédigée avec habileté. Le projet d'entrepôt unique à Sète

(91) Arch. Hérault, États 694.

(92) Arch. Hérault, C. 2684.

s'avérerait impossible, car il imposait aux fabricants, qui souvent ont vendu avant de fabriquer, des conditions inacceptables. Sète n'était d'ailleurs pas la plaque-tournante du commerce des eaux-de-vie qui se fabriquaient « soit pour Sète, soit pour Béziers, soit pour Bordeaux, pour la montagne, les autres pour Beaucaire, Lyon et pour la consommation du pays » (93).

La question de l'entrepôt se pose, pour la dernière fois, après 1780, et alors d'une manière décisive. Fin 1783, 105 fabricants d'eaux-de-vie réclamaient l'établissement d'un entrepôt à Sète. L'Inspecteur des eaux-de-vie Grangent, fils du précédent, fut invité à donner son avis. Il indiqua brièvement ce que voulaient les distillateurs, appuyés d'ailleurs par quelques marchands de Sète (94). Il s'agissait en somme d'une ébauche d'organisation du marché, de centralisation des ventes et des achats d'eaux-de-vie. Un personnage central, une sorte de mandataire-vérificateur, serait l'agent des fabricants et des vendeurs de vin pour l'exportation. Cet agent, ajoute un mémoire anonyme, devrait être « aussi attentif aux intérêts des fabricants et vendeurs que l'Inspecteur des eaux-de-vie à ceux des négociants acheteurs ». Les frais de magasinage et de gestion auraient incombé à la province.

L'Inspecteur Grangent émit un avis favorable. Le subdélégué de Sète, consulté, se prononça dans le même sens, le 3 juin 1784 (95).

Mais parmi les fabricants, l'accord sur le marché unique et l'entrepôt n'était pas général. Les fabricants d'Aigues-Vives, de Florensac, de Marseillan, de Poussan, certains de Pézenas, de Vias, de Mauguio, de Calvisson, notamment, se montraient favorables. Les avis étaient partagés à Pézenas, et cela se comprend, car il y avait un grand centre d'affaires sur l'eau-de-vie ; même situation à Cournonterral, parce que les fabricants dépendaient étroitement des négociants de Montpellier. Enfin les fabricants de Saint-Gilles s'y opposaient ou s'en désintéressaient, car ils expédiaient leurs eaux-de-vie par le Rhône.

(93) Arch. Hérault, C. 2684.

(94) et (95) Arch. Hérault, C. 2686.

Les négociants de Sète et de Montpellier eurent beau jeu, devant ce manque d'unanimité (96), pour faire échouer un projet qui commençait à devenir menaçant pour eux. Ils insistaient, dans leurs mémoires, sur les désaccords existant entre distillateurs et sur la grande dispersion des lieux de fabrication. Ils utilisaient l'avis de nombreux fabricants qu'ils tenaient sous leur dépendance financière. Ils invoquaient aussi les craintes de malversation dans l'entrepôt, les retards dans la livraison, les frais occasionnés et les risques d'incendie... et enfin, motif magistral, la position prise par les Etats de la Province sur cette question. Cette position, identique aux vues du commerce, a le mérite d'éclairer un point essentiel du débat et situe les véritables raisons du commerce de s'opposer à l'entrepôt :

« Les Etats pensent qu'un particulier réunissant au moyen de cet entrepôt une très grande quantité d'eau-de-vie pourrait aisément établir une sorte de monopole, faire hausser ou baisser à volonté le prix, et aurait enfin la plus grande influence sur cette branche du commerce, ce qui serait certainement funeste » (session nov.-déc. 1784 à Montpellier) (97).

En somme, il s'agissait donc, en faisant échouer le projet, d'empêcher que les fabricants puissent, directement ou indirectement, être maîtres de leurs prix, éviter leurs fluctuations à la baisse et les imposer en quelque sorte aux négociants acheteurs. Le projet fut rejeté par l'Intendant le 12 janvier 1785 (98).

Notons qu'à l'origine de ce projet, il y avait un personnage de Sète qui, voyant le légitime mécontentement des fabricants (peut-être l'était-il lui-même), s'efforça de les réunir, de rédiger leurs mémoires et, évidemment, de se proposer pour exercer la surveillance de l'entrepôt.

Les abus ne cessèrent pas après le rejet de la proposition ; l'Inspecteur en signale encore le 2 décembre 1785, de très

(96) Arch. Hérault, C. 2686.

(97) et (98) Arch. Hérault, C. 2686.

nombreux commis au préjudice des distillateurs. Ils consistaient dans le jaugeage et l'ouillage (remplissage des barriques qui ne sont pas pleines) incontrôlés.

En effet, la visite des eaux-de-vie n'avait que rarement lieu en présence des fabricants, car l'usage veut qu'on les laisse reposer vingt-quatre heures pour s'assurer de leur limpidité, qualité essentielle.

En juillet 1785, les fabricants réclamaient toujours leur entrepôt. A un certain moment ils furent près du but. Un certain nombre de commerçants de Sète, inquiétés par les faillites de cinq commissionnaires locaux qui firent grand bruit, demandaient eux aussi la création d'un marché des eaux-de-vie à Sète. Leur thèse n'était pourtant pas celle de l'entrepôt, quoique assez voisine, mais elle fut combattue par la majorité du commerce et ne résista pas aux attaques. Il semble d'ailleurs que cette proposition de certains marchands soit une réaction passagère, causée par les abus des commissionnaires de Pézenas et les pertes sensibles d'argent que les faillites de certains d'entre eux leur firent subir.

2^o Les abus des commissionnaires de Pézenas et le projet de création d'un courtier royal.

Les faillites et les abus de certains commissionnaires de Sète et de Pézenas, qui provoquaient un certain regain en faveur du projet d'entrepôt à Sète, déterminaient une autre proposition, celle de la création d'un courtier royal des eaux-de-vie à Pézenas.

L'auteur du projet était un certain Boniol, de Valros, qui à coup sûr visait à occuper cet office de courtier à l'exemple du promoteur de l'entrepôt de Sète. Son mémoire n'est guère instructif.

Mais un autre mémoire, de novembre 1782 (99), rédigé par un auteur anonyme que le projet laisse assez tiède, apporte quelques éclaircissements dans cette affaire et analyse le mécanisme des abus incriminés.

1. Il arrivait que des propriétaires, ayant vendu leurs vins, ne pouvaient être payés par de petits fabricants, parce qu'ils étaient endettés ou que les commissionnaires ne leur avaient pas réglé leur dû.

2. Les ventes d'eaux-de-vie aux commissionnaires s'effectuaient selon une « police » qui accordait des avances de 100 livres par pièce d'eau-de-vie au fabricant qui s'engageait à rendre à Sète, à une date convenue, sa marchandise.

Tout cela était normal. Mais l'abus de confiance se glissait dans la manière de procéder à ces achats qui peut se résumer ainsi : Les commissionnaires, au cours du marché hebdomadaire, au lieu du domicile des fabricants, achetaient à des cours le plus bas possible la plus grande quantité d'eau-de-vie. Ensuite, comme ils étaient en fait maîtres du prix, ils provoquaient une hausse artificielle, nous dirions un « boom » et achetaient à ce prix quelques pièces d'eau-de-vie supplémentaires. Ils les joignaient au lot acheté précédemment, facturaient le tout aux commettants au prix le plus élevé et encaissaient la différence, en sus de leur commission évidemment.

Par ces agissements, ils trompaient leurs commettants et réalisaient des fortunes considérables. En outre, certaines faillites retentissantes de ces commissionnaires, dont trois à Sète qui étaient frauduleuses, avaient été supportées par les négociants-commettants de Sète.

Le « fléau des commissionnaires », « dont le nombre d'ailleurs diminue », sévissait non seulement à Pézenas, mais aussi à Lunel et dans la Vaunage.

L'auteur du mémoire de 1782 ne voyait pas de moyens décisifs pour guérir le mal, sauf peut-être grâce à la suppression des avances aux fabricants ou à l'entrepôt des eaux-de-vie à Sète.

Les détracteurs des commissionnaires étaient nombreux. Les fabricants, eux, unissaient dans leur réprobation commissionnaires et commettants et résumaient ainsi leur opinion : (100) (Mémoire Mauclerc, 28 octobre 1782) :

(100) Arch. Hérault, C. 2686.

« En un mot, le négociant a toujours fait la loi au fabricant, qui n'a cessé d'être opprimé et qui ne cessera de l'être. »

Mais les fabricants critiquaient surtout le système des avances que leur faisaient les commissionnaires et dont les conditions se révèlent très dures. Ces avances étaient aménagées selon la rapidité de la livraison des eaux-de-vie :

1° En cas de livraison rapide, l'avance ne portait pas intérêt ; elle se situait de 100 à 120 livres par pièce pesant 15 quintaux.

2° Si le délai de livraison n'était pas observé, les avances portaient intérêts moratoires à 1,5 % par mois ; en outre, au terme stipulé, l'eau-de-vie était payée au fabricant 5 ou 10 sols de moins par quintal que le prix du marché.

Evidemment, les commissionnaires de Pézenas, qui s'estimaient lésés par le projet, soutenaient le système des avances. Ils jugeaient modique la commission perçue par eux (1 à 1,50 % sur les achats effectués pour des commettants de Sète et de Montpellier). Enfin le courtier royal supprimerait, disaient-ils, la liberté si nécessaire aux transactions et à la prospérité de Pézenas, grand marché hebdomadaire des eaux-de-vie.

La réponse des marchands d'eau-de-vie de Sète et de Montpellier, datée du 26 octobre 1782 (101) fut foncièrement hostile au projet de courtier royal à Pézenas. Les marchands acceptaient les risques et les abus dont ils étaient victimes de la part des commissionnaires locaux plutôt que cette mesure qui ne résoudrait rien. Pas de gaieté de cœur cependant. Mais, après avoir tout essayé, notamment les services des commissionnaires étrangers, qu'ils envoyaient dans la région productrice, ils se résignaient au *statu quo*.

De leur côté, les fabricants d'eau-de-vie n'auraient retiré aucun profit de l'institution du courtier qui ne supprimait ni les vexations, ni l'exploitation dont ils souffraient. Ils étaient donc beaucoup plus attachés à la création de l'en-

(101) Arch. Hérault, C. 2686.

trepôt de Sète, à la solution de la question des avances et de la responsabilité que leur imposait l'arrêt de 1729. Outre le maintien des avances, ils demandaient :

« Que les marchands engageâssent leurs commissionnaires à répondre de la qualité des eaux-de-vie, comme ils faisaient autrefois au moyen de la grosse commission qu'ils leur payaient à chaque pièce. »

En effet, la qualité des eaux-de-vie continuait à provoquer des contestations et la méfiance des négociants.

« L'eau-de-vie, déclaraient-ils, peut être rendue de bonne preuve pendant quelques jours, mais elle ne sera pas claire, et suivant l'usage et les conditions, elle doit être claire et point farineuse, et il est à remarquer qu'une eau-de-vie claire, quoiqu'elle soutienne sa preuve, ne manque jamais et est toujours bonne » (Mémoire des marchands de 1782).

Les doléances, reflétant des abus, des malfaçons certaines et aussi la vieille rivalité entre négociants et fabricants, persistèrent jusqu'en 1789 et même pendant la Révolution. Un mémoire du 15 janvier 1791 signalait encore des fraudes diverses, sur la qualité et les mesures. Il renouvelait aussi l'hostilité des fabricants contre « l'usage vexatoire (depuis 18 ans ?) de n'inspecter et agréer les eaux-de-vie que 24 heures après leur arrivée ».

Les fabricants avançaient des projets de nouveaux règlements. Le Directoire du département de l'Hérault, dans une proclamation dithyrambique affichée à Sète, Pézenas et ailleurs, invita « négociants et fabricants à faire chérir et respecter la loyauté française » et à cesser leurs querelles. Comme mesures pratiques, il décida de maintenir en vigueur le règlement de 1729, mais de supprimer le délai de 24 heures imposé aux fabricants (102).

La persistance des abus et des doléances jusque sous la Révolution conduit à examiner les résultats du fonctionnement de l'Inspection de Sète sur les deux points importants, futailles et protection de la qualité des eaux-de-vie.

(102) Arch. Hérault, L. 1282 — 3271.

SECTION III

Les Inspecteurs des eaux-de-vie de Sète et les résultats de l'application de l'arrêt de 1729

§ I. — *Les attributions des Inspecteurs des eaux-de-vie de Sète.*

Le premier Inspecteur des eaux-de-vie installé à Sète, pour l'application de l'arrêt du 22 septembre 1729, fut le sieur Grangent, ancien receveur des tailles de Lodève. Selon son fils, qui d'ailleurs lui succèdera dans sa charge, après sa mort, il eut l'idée du règlement de 1729. Cette affirmation paraît exagérée ; son mérite consista à saisir l'occasion et à reprendre l'idée d'un règlement jugé nécessaire par les commerçants. Il rédigea quelques mémoires dans ce sens, et se proposa pour exercer les fonctions d'Inspecteur, en demandant des émoluments de 20 sols par pièce d'eau-de-vie vérifiée par ses soins. Cette somme fut estimée trop forte par les marchands (103).

Grangent fut tout de même agréé et nommé par les États de Languedoc le 11 janvier 1729 ; il en devint le fonctionnaire au traitement annuel de 2.000 livres. L'article 12 de l'arrêt de 1729 fixe ainsi ses attributions :

« Il vérifiera la qualité de tous les vins, des esprits de vin et des eaux-de-vie qui seront envoyés dans les ports de Cette, Béziers et de Beaucaire pour y être embarqués pour les pays étrangers ou pour les villes de Lyon, de Bordeaux, ou autres villes et lieux du Royaume, il fera l'épreuve de la qualité des vins ;

(103) Arch. Hérault, C. 2683.

esprits de vin et eaux-de-vie, saisira les vins, esprits de vin et eaux-de-vie qui n'auront pas les qualités requises, ensemble les tonneaux et futailles qui ne seront pas conformes au présent arrêt, dressera des procès-verbaux des différentes contraventions qu'il aura remarquées et poursuivra les contrevenants, de quelque qualité et condition qu'ils soient, et en quelque lieu qu'ils fassent leur demeure par devant les juges et consuls de Montpellier. »

L'Inspecteur devait donc appliquer le règlement de 1729. Il possédait ses bureaux principaux à Sète et pouvait installer des commis dans les centres importants. Obligé de faire des tournées dans la province, en plus des vérifications opérées à Sète, il paraît s'être déchargé de cette première tâche pour des raisons financières ; à toutes ses demandes de frais de tournée et de vacations, il était répondu défavorablement, de même qu'à ses demandes d'augmentation de traitement ou d'octroi de part dans le profit des saisies et confiscations effectuées par lui. Par contre, il devait suivre la procédure des saisies, ce qui l'amenait, en cas d'appel, à plaider devant le Parlement de Toulouse. L'article 15 de l'arrêt de 1729 fixait ainsi, avec une grande imprécision, les règles en matière de compétence :

« Veut Sa Majesté que les contestations qui pourront naître sur l'exécution du présent arrêt soient portées par devant les juges et consuls de Montpellier pour être par eux instruites et jugées sommairement et les jugements par eux rendus exécutés nonobstant opposition ou appellation et sans préjudice d'icelles. »

Dans un mémoire de 1753 (104), l'Inspecteur réclamera des mesures pour le dispenser de poursuivre l'exécution des procès-verbaux de saisie en appel ou prise à partie devant le Parlement de Toulouse. La Chambre de Commerce de Montpellier répondit évasivement et se borna à suggérer qu'il

(104) Arch. Hérault, C. 2685.

soit accordé aux juges consulaires de Montpellier de juger sans appel (délibération du 19 mars 1753).

En 1781, la question n'était encore pas résolue. Un mémoire de cette date, proposa même de distraire à la juridiction consulaire, la compétence en matière de litiges nés de l'application de l'arrêt de 1729.

§ II. — *L'application des dispositions concernant les futailles et les eaux-de-vie.*

L'application de l'arrêt de 1729 démarra par des mesures de répression effectives. En 1731, l'Inspecteur saisit 13 pièces d'eau-de-vie, dont les tonneaux furent brûlés (publiquement, en vertu d'un appointement de la Bourse de Montpellier).

Quelques années après, un rapport de l'Inspecteur Grangent (105) faisait un premier bilan des résultats. Les eaux-de-vie n'étaient pas de la meilleure qualité. On pouvait les classer en trois catégories :

1^o Eaux-de-vie à « raccomoder » : le raccomodage nuisait à la qualité, mais il s'était invéré indispensable ; la charge en incombait au négociant, sauf lorsqu'il avait un certificat de l'Inspecteur, à l'aide duquel il exerçait un recours contre le fabricant.

2^o Les eaux-de-vie faibles « à renvoyer » étaient la source d'abus. Nombre de ces renvois ne s'exécutaient pas et on exportait ces mêmes eaux-de-vie après raccomodage.

3^o Les eaux-de-vie faibles, c'est-à-dire ne faisant pas la preuve de Hollande, étaient saisies, lorsque l'une ou l'autre des solutions ci-dessus ne pouvait intervenir. Grangent proposait l'installation à Sète de deux chaudières pour rebrûler les eaux-de-vie faibles.

La contenance des futailles prévue par le règlement de 1729 n'était pas observée. L'Inspecteur signalait des vices dans la fabrication et le cerclage des futailles des Cévennes et Côtes

; (105) Rapport sans date, antérieur à 1738. Arch. Hérault, Etats 694.

du Rhône. D'après lui, une cause de ces vices résidait dans l'absence de règlement sérieux pour les détails de fabrication des tonneaux. Une autre cause consistait dans l'âpreté au gain des commissionnaires en vins qui réalisaient dans la vente des futailles aux propriétaires des bénéfices élevés (3 à 4 livres par tonneau), et les payaient à des prix dérisoires aux tonneliers, lesquels se désintéressaient de leur bonne fabrication.

A Gaillac aussi, des difficultés surgirent à propos des futailles. Leur contenance fixée de 30 à 32 verges par l'arrêt de 1729, était identique à celle des futailles en usage à Bordeaux. Or, la contenance habituelle s'élevait de 27 à 28 verges. Comme des critiques émanaient des bordelais, une ordonnance du 24 mai 1738 précisa que les futailles de Gaillac jaugeraient 30 à 32 verges, mais seraient d'une autre forme et cerclées différemment, pour les distinguer de celles de Bordeaux. La ville de Gaillac refusa de se soumettre à l'ordonnance jugée contraire à l'arrêt de 1701 (106). Cependant, en 1758 et 1759, les consuls de Gaillac saisirent des futailles non conformes aux contenances prescrites par l'arrêt de 1729.

La qualité des futailles demeura constamment à l'ordre du jour.

Le 22 janvier 1742, une délibération de la Chambre de Commerce de Montpellier examina les réclamations des négociants contre la qualité défectueuse des futailles des Côtes du Rhône (107). Ces futailles ne possédaient pas la contenance requise et n'étaient pas marquées par les tonneliers. Les vins blancs et muscats n'étaient pas tamisés. On relevait de nombreux cas de contrefaçon de marques et de falsification des vins, soit par des récoltants, soit par des rouliers. Les eaux-de-vie livrées par les fabricants ne possédaient pas le degré requis et il s'en suivait de multiples procès. La chambre de Commerce estimait que seule la stricte exécution de l'arrêt de 1729 pouvait mettre fin à tous ces abus.

(106) Il s'agit de l'arrêt réglant la descente des vins de Languedoc vers Bordeaux (voir plus haut).

(107) Arch. Hérault, Etats 696.

D'autres sources signalaient la persistance d'irrégularités ; par exemple, on appliquait la même jauge à des futailles de type différents. Les négociants faisaient des retenues incontrôlées aux distillateurs pour faiblesse du degré alcoolique, non contenance, etc... Ils se servaient de jauges donnant des contenances inférieures à la réalité, et à leur profit.

L'article 9 du règlement, prévoyant la marque à apposer par les fabricants sur les barriques d'eau-de-vie n'était pas toujours exécuté. Les tonneliers ne respectaient pas les règles de fabrication, ils rehaussaient la douelle de la bonde et creusaient celle immédiatement au-dessus (jable) pour que la jauge paraisse plus forte. Tels étaient les faits généralement constatés.

L'application de l'arrêt de 1729 s'avéra surtout difficile pour les futailles des Côtes du Rhône. La qualité et la contenance de ces futailles étaient constamment défectueuses. Les marchands de Roquemaure s'opposaient énergiquement à l'uniformisation de la contenance de leurs tonneaux. Dans une délibération du 14 octobre 1738, les consuls de Roquemaure reprochaient à l'arrêt de 1729 de ne pas assurer la protection de la qualité et l'origine des vins de leur terroir (108).

D'après un autre mémoire, hostile aux marchands, la mauvaise qualité des futailles des Côtes du Rhône était imputable à la qualité médiocre des bois que la pénurie contraignait les tonneliers à utiliser.

En outre, les commissionnaires qui faisaient fabriquer les tonneaux par police, en versant des avances dérisoires aux tonneliers, réalisaient par contre, de gros bénéfices en les revendant au détail aux propriétaires.

Après les dérogations accordées en 1742, la question de l'application de l'arrêt de 1729 aux futailles des Côtes du Rhône parut sur le point d'être réglée en 1744. Mais, seul le jaugeage fut uniformisé ; on en resta au même point au sujet de la contenance.

(108) Arch. Hérault, Etats 696.

En 1749, les marchands des Côtes du Rhône protestèrent à nouveau contre des tentatives de faire exécuter l'arrêt de 1729. Nouvelle ordonnance de l'Intendant le 29 novembre 1751 qui obligeait les communautés des Côtes du Rhône à apposer sur leurs tonneaux la marque à feu C. D. R. avec la lettre initiale de chaque communauté et le millésime. Les négociants contestèrent ces obligations qui avaient pour but de détruire « l'étiquette » (sic) à laquelle on reconnaît les vins du Rhône et les gains réalisés par la diversité des mesures.

Dans un rapport du 31 août 1752, l'Inspecteur Grangent promettait de faire quelques saisies exemplaires de futailles des Côtes du Rhône « sans gêner le commerce » (109). Il reçut l'avis favorable et l'entier appui de la Chambre de Commerce de Montpellier. Les saisies furent effectuées, mais avec peu d'effet, avouera l'Inspecteur en 1753. En 1754, 132 fûts étaient saisis à nouveau, à leur entrée à Sète. Les marchands des Côtes du Rhône protestaient contre ces mesures vexatoires, mais la Chambre de Commerce de Montpellier exigeait, avec plus de force que jamais, l'exécution de l'arrêt de 1729 (110).

Un mémoire des marchands du Rhône, daté de 1754, demanda la suspension de la prohibition des tonneaux de 5 barreaux (37,5 verges de Bordeaux) renouvelée par l'ordonnance de l'Intendant du 3 mai 1754. Les marchands proposaient toutefois, afin d'aboutir à l'uniformisation des futailles de cette contenance, que l'on fixât les mesures de construction : largeur, épaisseur, longueur des douves et diamètre des fonds. Mais en 1758, l'affaire restait toujours sans solution et la résistance des marchands continua (111). En 1771, les négociants des Côtes du Rhône utilisaient toujours leurs tonneaux de 5 barreaux.

Donc, en 1752, outre la question des futailles des Côtes du Rhône, le bilan d'application du règlement de 1729, était

(109) Arch. Hérault, Etats 696.

(110) Arch. Hérault, C. 3218.

(111) Arch. Hérault, Etats 696.

loin d'être positif. Bien des routines, des malfaçons, nées du désir de profit rapide, existaient encore, sans entraver toutefois les progrès du commerce. L'Inspecteur Grangent énumérant ces abus, tentait de les expliquer et proposait des remèdes (112) :

1^o Les commissionnaires étaient indirectement les responsables de la fabrication défectueuse des futailles. Ils exploitaient la misère des tonneliers : pour 8 à 9 livres le muid, dont ils avançaient une partie (alors que le prix normal est de 14 à 15 livres) ils faisaient signer des polices de fabrication de futailles, qu'ils revendaient ensuite avec de gros bénéfices. La responsabilité civile et pénale, mise pour moitié à la charge des commissionnaires, porterait remède à ces abus.

2^o Les cerclages des futailles restaient fragiles parce qu'on utilisait des bois trop jeunes, peu résistants et coupés à la mauvaise lune. L'Inspecteur proposait de faire supporter les frais de la saisie à celui auquel elle était faite, c'est-à-dire, souvent au marchand, sans recours possible contre le vendeur ou le tonnelier.

3^o Les futailles du Rhône demeuraient mauvaises, la contenance des barriques d'eau-de-vie de Lunel se trouvait en général minorée.

L'Inspecteur soulignait la mauvaise qualité de trop d'eaux-de-vie et leur « flegme ». Il ajoutait que la vérification qu'il faisait de chaque barrique exportée était très soigneuse ; « chaque futaille d'eau-de-vie est marquée à feu, après la vérification, aux armes de la province qui est comme la preuve et le sceau de la bonne qualité de la marchandise qu'elle renferme ».

La Chambre de Commerce de Montpellier répondit que les abus qui existaient, provenaient de la non exécution rigoureuse de l'arrêt de 1729, par l'Inspecteur. Il fallait que des saisies fussent effectuées à titre exemplaire. Sur ce terrain, l'Inspecteur s'aventurait assez prudemment, en raison des difficultés de procédure et des frais qui lui incombaient.

(112) Arch. Hérault, C. 2684.

Les remèdes proposés par l'Inspecteur dont certains gênaient le commerce, ne furent pas pris en considération. D'ailleurs, ils portaient parfois d'idées irréalisables, comme celle qui consistait, pour améliorer la qualité des futailles, à mettre fin à la pénurie des bois en s'adressant aux pays de montagnes, boisés certes, mais dépourvus de routes.

En juillet 1767, l'Inspecteur relevait encore la violation des prescriptions de l'arrêt de 1729 sur le tamisage des vins blancs et muscats (113).

En 1791, des fraudes et des vices de construction des futailles étaient encore signalés (114).

§ III. — *L'essor du commerce et l'extension de l'appareil de vérification.*

L'appareil de contrôle mis sur pied en 1729 n'était pas très lourd : Un Inspecteur à Sète, assisté de quelques commis à Béziers et Beaucaire, peut-être même pas à titre permanent dans ce second lieu, car les envois d'eau-de-vie y étaient moins importants.

La réglementation de 1729, n'eut, en général, que des effets limités, mais elle ne fut pas complètement négative. Les fraudes, les abus, la non exécution des règlements sur les futailles et sur la qualité des eaux-de-vie, ne provenaient pas de la négligence de l'Inspecteur de Sète. Ils résultaient aussi des retards techniques entraînant des vices dans la fabrication et la qualité des eaux-de-vie.

D'ailleurs, fraudes et abus étaient trop déterminés par la nature du commerce, par l'avidité au gain de nombreux intermédiaires. Comment les interventions d'un Inspecteur et les sanctions d'un règlement, contrecarrées par de nombreux obstacles, de procédure ou autres, auraient-elles pu mettre un peu d'ordre parmi tant d'intérêts opposés, générateurs de routine, d'incurie et d'inimitiés profondes ?

(113) Arch. Hérault, C. 3742.

(114) Arch. Hérault, L. 3271.

Lorsque le volume du commerce s'accrut, l'Inspecteur de Sète ne suffisait plus à l'exercice des fonctions prévues par l'arrêt de 1729 (115).

En 1752, il demandait la création à Sète d'un marqueur-juré, aux appointements de 400 livres ; il invoquait la lourdeur de sa tâche, qui l'obligeait aux vérifications à Sète, à des déplacements à Béziers, à Beaucaire et à supporter les frais de procès découlant de ses saisies. En temps de guerre, il précisait qu'il s'installait à Béziers, car c'est par le canal que s'effectuent alors les expéditions d'eau-de-vie et de vin.

La Chambre de Commerce de Montpellier saisie de cette demande, répondit qu'il appartenait aux Etats de prendre une telle décision. Le 19 décembre 1752, elle rejeta le projet de créer à Sète deux vergeurs-jurés, parce que le mesurage des eaux-de-vie ne donnait pas lieu à des contestations et que l'arrêt prévoyait d'ailleurs la saisie des futailles n'ayant pas la jauge requise (116).

Dès 1730, les fabricants avaient réclamé, sans résultat, la nomination d'un inspecteur à Béziers. Le refus venait de l'importance relativement faible du commerce s'effectuant par le canal vers Bordeaux. Mais le commerce s'accrut rapidement et nécessita non plus la présence d'un commis de l'Inspecteur de Sète, mais d'un véritable Inspecteur. Malgré les doléances répétées des fabricants et des marchands, il ne fut pas créé avant 1786, « le commerce ayant si fort augmenté, qu'il n'était plus possible à l'Inspecteur de Sète de procéder à une prompte et exacte vérification ».

Cet Inspecteur avait probablement le droit de vérifier les eaux-de-vie et vins se dirigeant tant vers Sète que vers Bordeaux. Or, en vertu de l'arrêt de 1729, le commis de l'Inspecteur ne vérifiait à Béziers que les vins et alcools à destination de Bordeaux. Les vérifications des eaux-de-vie à destination de Sète ne pouvaient se faire qu'à Sète, et les fabricants de Béziers étaient responsables de leur qualité jusqu'au moment de la vérification (article 10 de l'arrêt de

(115) Arch. Hérault, C. 2684.

(116) Arch. Hérault, B. 214.

1729, cité plus haut). Si la vérification se trouvait admise pour les eaux-de-vie envoyées à Sète et pour celles envoyées vers Bordeaux, c'était en somme gain de cause pour les fabricants qui avaient critiqué âprement depuis 1729 ce fameux article 10. De toute façon, la nomination en 1786 d'un Inspecteur à Béziers consacrait déjà à cette ville un rang de marché vinicole important, qu'elle avait en fait acquis.

Le 16 avril 1786, la Chambre de Commerce de Montpellier, se prononçait à son tour pour la création à Sète d'un sous-inspecteur et de deux maîtres-tonneliers, le trafic des eaux-de-vie s'étant élevé, en 1785 et au printemps de 1786, à 50.000 pièces.

L'alourdissement de l'appareil de vérification, d'ailleurs tout relatif, se traduisait-il par des progrès de la qualité des produits ? Il ne faut rien exagérer, mais celle-ci était certainement meilleure qu'au début du siècle et même qu'en 1729, point de départ de la réglementation du commerce.

Cependant les plaintes des acheteurs étrangers n'avaient pas cessé. En 1774, des correspondances entre Sète et Nantes faisaient état de la qualité médiocre des eaux-de-vie de Languedoc, et de celle supérieure des alcools de Catalogne, qui jouissaient d'une grande faveur.

En août 1780, des marchands de Brabant et de la Flandre Autrichienne, au nombre de 50, se plaignaient, au Consul de France à Ostende, de la fausse contenance des futailles ; sur ce point ou sur la coloration des eaux-de-vie, des réclamations parvenaient de divers pays étrangers en 1784 et de Russie en 1787 (117).

(117) Arch. Hérault, Etats 696 et Hérault C. 2685.

CHAPITRE III

LES COURANTS COMMERCIAUX

SECTION I

Centres de production, marchés et courants commerciaux à l'intérieur de la province et vers les provinces limitrophes

Le commerce intérieur des vins dans le cadre de la province, se heurtait à diverses restrictions ; obstacles à la libre circulation, prohibitions locales, barrières fiscales élevées s'opposaient à l'extension durable des échanges. En outre, l'autoconsommation des producteurs était répandue à cause de la dispersion géographique des vignes et de la structure rurale de la population.

Cependant, dans les communautés pauvres, on livrait la plus grande partie de la récolte au commerce, surtout lorsqu'il s'agissait de bons vins. Mais les piquettes, aygades, vins médiocres se consommaient familialement. La consommation des producteurs variait avec les prix du vin, qui constituait souvent la seule source de revenu monétaire (118).

Les propriétaires fonciers produisaient leur vin ; les métayers, fermiers et travailleurs de terre consommaient la

(118) Arch. Hérault, C. 1114.

part qui leur revenait à titre de portion ou de salaire en nature.

Au cours des années pléthoriques, les distributions gratuites de vins n'étaient pas rares au moment des vendanges, lorsque l'on avait peine à loger le vin nouveau dans des chais et caves exigus ou des futailles chères. De nombreux auteurs signalent des destructions de vins invendus, à l'époque où la distillation n'existe pas (119).

Les non producteurs, petits artisans, ouvriers, fonctionnaires, la population pauvre des villes s'approvisionnaient sur un marché étroit, fermé, sévèrement réglementé par les prohibitions d'entrée et de débit des vins « étrangers ». Ce commerce citadin ou local s'effectuait très souvent de la propriété au consommateur (vente en gros et demi-gros) et par l'intermédiaire des hôteliers, taverniers et cabaretiers à clientèle sédentaire ou passagère.

Les vins ordinaires, inférieurs ou qui menaçaient de se gâter étaient destinés à la distillation (brandevinage). L'écoulement s'en faisait sur les lieux mêmes de la production, ou dans les localités très voisines ; ces vins circulaient peu, ils étaient brûlés sur place (120).

Une partie de ces vins servait aussi à la fabrication des verts-de-gris, qui était importante, à Montpellier aux ^{xvii}^{me} et ^{xviii}^{me} siècles, et aussi à Gignac, etc... (121).

Dans de nombreuses localités, les vins médiocres tombés à vil prix n'avaient aucun débouché, même pas la distillation, car ils rendaient peu. Un mémoire sur Castres, écrit vers 1745, se plaignait de la baisse des prix du vin, dans les périodes d'abondance :

8 deniers la pinte pesant 12 livres et 12 onces poids de marc, contre 18 deniers à 2 sols en période normale. Le mémoire demandait le renouvellement de la prohibition d'entrée du vin étranger pour maintenir ou faire hausser le prix et pour atténuer l'alcoolisme.

(119) Arch. Hérault, A. 115.

(120) à Lunel. Mémoire de 1744, Arch. Hérault, C. 2684, aussi C. 1114.

(121) Arch. Hérault, C. 46.

« La fortune et la santé des habitants demanderaient que le vin soit à plus haut prix ; le bon marché engage les artisans à passer la journée à boire, et surtout aux jours de fêtes ils perdent leur temps, ruinent leur santé et enfin laissent après eux leurs femmes et leurs enfants dans l'extrême misère qui les rend à charge de la communauté » (122).

Une bonne partie de la récolte dans le Bas-Languedoc, se dirigeait vers les terres de l'intérieur, vers les montagnes et côteaux du Haut-Languedoc et les régions strictement limitrophes de la province.

Le Haut-Languedoc s'approvisionnait en vins dans les plaines, lorsque la production locale était de mauvaise qualité ou insuffisante.

Les terroirs du Haut-Languedoc envoyaient aussi leurs vins dans les régions pauvres des montagnes voisines (Massif central et Pyrénées).

Il en était ainsi des vins du Toulousain, de Lavaur « épais, colorés, qui ne supportent pas le transport par mer » ; d'ailleurs, même s'ils avaient supporté ce transport, ces vins n'avaient ni la qualité, ni le prix suffisant qui leur auraient permis de franchir les barrières des provinces, à cause des frais de route et des droits très élevés.

Seuls, des vins réputés, consommés par des classes riches, pouvaient garder leurs débouchés, même si leur prix initial augmentait plusieurs fois entre le stade de l'achat et celui de la consommation.

Ce commerce régional des plaines vers les zones montagneuses était gêné par la difficulté des moyens de transport, notamment dans le diocèse d'Alès, dans l'Albigeois, dans le Nord du département de l'Hérault. Le trafic devenait facile lorsqu'il y avait des rivières navigables.

En amont de Toulouse, les vins de la plaine remontaient vers le Comté de Foix, Pamiers, les montagnes d'Ariège et des Hautes-Pyrénées.

Les vins de Limoux, d'Alet et de Carcassonne se dirigeaient vers le pays de Sault, les Corbières, Mirepoix et la région de Foix. Les vins de l'Albigeois se consommaient aussi dans le Rouergue, dans les montagnes des diocèses de Castres, de Lavaur, de Rieux et du Cominges.

Par Bédarieux et Lodève s'effectuait un petit commerce de vins de la plaine et des côteaux vers le Rouergue, le Limousin et l'Auvergne (123).

Vers 1680 le diocèse de Lodève devait sa prospérité, non seulement à l'industrie drapière florissante, mais encore à un commerce du vin fort actif avec les provinces du Centre (124). Au XVIII^{me} siècle, l'excédent des récoltes sans cesse croissant conduisit à intensifier ces échanges Sud-Nord. Montpeyroux devint un centre de ce commerce des vins ordinaires, des muscats et vins blancs, qui alimentaient le Larzac, lequel, en contre-partie envoyait ses grains disponibles. De nombreux intermédiaires et voituriers vivaient de ce commerce direct ou de transit (125). Le lodévois écoulait aussi ses vins et eaux-de-vie vers Béziers et Sète.

Dans ces diocèses montagneux, le transport se faisait à dos de mulet et rarement au moyen de charrettes. Des convois de bêtes de somme, chargées d'outres («boutes») de vin portaient aussi les vins du Vivarais et des régions gardoises vers le Velay, le Forez, le Gévaudan, l'Auvergne (126). Au XVIII^{me} siècle, ce commerce se développa quelque peu, malgré des chemins défectueux. Des routes prévues en 1725, demeuraient encore à l'état de projet en 1748 (127).

Ce commerce entre les plaines, les côteaux d'une part et les montagnes d'autre part était fort ancien ; il faisait partie d'un système général d'échanges et prenait souvent

(123) Arch. Hérault, F., registre Lodève.

(124) Chroniques du Languedoc, T. II, 1876.

(125) M. APPOLIS, *ouvr. cité*, p. 586 et suiv.

(126) J. RÈGNE, *ouvr. cité*, p. 20.

(127) Arch. Hérault, C. 3140-3169.

des allures de troc. Ainsi les vins de l'Albigeois s'échangeaient contre les grains et les bois merrains du Rouergue (128).

Il est bien possible qu'on ait échangé les vins de la plaine contre des cuirs, des peaux et des draps produits dans la montagne. Le Velay et le Gévaudan pouvaient, d'après les règlements de l'Equivalent, s'approvisionner en franchise en vins de plaine. Ces vins complétaient donc la production locale des régions limitrophes. Ils étaient demandés et leur bas prix, certaines années, en activait la consommation dans les régions pauvres.

En 1788, les vins de Toulouse se consommaient en général dans le pays. Dans les côteaux du Rhône, non pas dans toutes les localités, mais à Ardoix, Limony, Secheras, Tournon, Cornus, St-Peray, Casemale, St-Marcel, Montréal, Cétras, près de Vogue, St-Privat, Beaume, Lambrazon, Vinezac, Mous-sen-Giraud, les 3/5 des vins étaient consommés localement (129).

Un mémoire de 1768 exposait ainsi les diverses utilisations et les courants commerciaux des vins de Montpellier (130) :

« La consommation du vin rouge du cru se fait par les artisans, les soldats, travailleurs et porteurs de chais. Ces sortes de gens, qui en boivent beaucoup, aiment qu'il soit plein, gros et se fasse sentir en raclant le gosier.

Le vert-de-gris en consomme aussi une grande quantité de celui du terroir (131).

Celui des villages qui n'a pas de réputation, est brûlé pour produire des eaux-de-vie.

(128) J. RIOL, p. 89.

(129) BOISSONNADE, art. cité, p. 329 et suiv.

(130) Arch. Montpellier, tome IV, inventaires P. 90.

(131) Quantité, impossible à évaluer, de vins ordinaires, gâtés ou aigres. En 1750, la fabrication du verdet rapportait à Montpellier 700.000 à 800.000 livres. Arch. Hérault, C. 46.

A l'égard de ceux qui sont bons et de la première qualité, ils sont ordinairement achetés par les marchands pour les embarquer. Les gens aisés en font leur approvisionnement.

Le vin blanc ou clairette est la boisson de plaisir des jeunes gens, étudiants, écoliers, garçons de boutiques et petites filles de la ville qui s'en régalaient l'hiver, surtout au temps du Carnaval, dans les bals. »

Ce vin est très souvent frelaté par les débitants qui « le fouettent avec de la colle de poisson et de la fiente de pigeon » (certainement pour le clarifier N. R.).

Le mémoire ajoute :

« Le muscat est presque tout embarqué ou envoyé par terre, soit à l'étranger, soit à Paris et dans les villes du royaume. Tout le monde convient que c'est le meilleur vin de liqueur que l'on connaisse ; cependant on n'en fait pas de cas dans cette ville. »

SECTION II

Les courants commerciaux vers l'étranger et les provinces françaises

Le Languedoc exportait ses vins et ses eaux-de-vie soit vers les provinces et les villes du Royaume, soit vers les pays étrangers. Pour la clarté de l'exposé le commerce des vins sera séparé de celui des eaux-de-vie.

1^o *Le commerce extérieur des vins.*

a) *Avant le xvi^{me} siècle*

Le commerce antique des vins devait être plutôt occasionnel et sporadique. A l'époque romaine, Pline et Martial signalent des envois de vins de Narbonne et de la vallée du Rhône vers l'Angleterre et la Germanie (132). Ceci prouve l'existence d'un certain développement viticole dans le Midi méditerranéen.

Avec la renaissance économique du xii^{me} siècle, ce commerce reparut dans diverses régions du Languedoc. Au Moyen âge, cette province apporta sa contribution au renom acquis par la France de « pourvoyeuse de l'alimentation de luxe de l'Europe » (133).

Le vin et aussi le sel, richesses naturelles de la France du Moyen âge, furent largement exportés. Des vins de la partie occidentale du Languedoc (Albigeois, Toulouse, Gascogne) figuraient, au xii^{me} siècle, parmi ceux que Bordeaux envoyait sur les marchés anglais, flamands, hollandais et allemands.

Renommés dans les Cours d'Europe, les vins fins de Languedoc ne l'étaient pas moins en France à la même époque. Le fabliau « Bataille des vins » composé sous Philippe-Auguste, mentionne, parmi une cinquantaine de crus français, les vins de Narbonne, Béziers, Montpellier, Carcassonne, Moissac et il en oublie, notamment ceux de Gaillac, Lisle, etc... (134).

Le commerce extérieur de ces vins, à commencer par ceux des environs de Montpellier, demeurerait cependant occasionnel. En 1298, une lettre du Roi permit de les vendre dans le Royaume et à l'étranger (135).

Le commerce montpelliérain du xii^{me} au xv^{me} siècle comprenait outre les huiles d'olive, les draps, soieries et cuirs.

(132) DEGRULLY, *ouvr. cité*, p. 3, 4 et suiv.

(133) H. PIRENNE, *ouvr. cité*, p. 299.

(134) CHAPTAL, *ouvr. cité*, p. 102.

(135) Arch. Montpellier, B. 20.

des vins fins et des muscats pour le Levant et les villes italiennes, des vins ordinaires pour Gênes et Livourne. Au ^{xiii}^{me} siècle, Marseille envoyait des vins de Languedoc et de Provence en Egypte, Syrie et Tunisie (136).

Cependant, ce commerce montpelliérain très actif, portait sur des produits plus précieux que les vins, provenant notamment de l'activité des manufactures de tissus. L'exportation des vins était envisagée néanmoins pour assurer une contre-partie aux importations nécessaires de blés et des mesures tendaient à l'encourager.

Une ordonnance du Duc d'Anjou, lieutenant général en Languedoc, du 15 octobre 1369 (137) prescrivait « de ne pas fumer les vignes trop souvent de peur que les vins ne soient moins propres à être exportés, soit par terre, soit par mer ».

Montpellier, centre commercial, était assez mal relié avec la mer par un système de canaux et de graus, où pouvaient cependant accoster les gros navires de l'époque. Mais le transport exigeait des transbordements, notamment à Lattes et des trajets par charrettes. Des ports, comme Aigues-Mortes, des graus s'ensablèrent vite et rendirent difficile le trafic.

Quel volume représentait ce commerce ? On ne saurait le dire ; il était certainement irrégulier et présentait un caractère d'appoint, mais on ne peut le considérer comme nul (138).

Les marchands génois, du ^{xiii}^{me} au ^{xv}^{me} siècle et même plus tard, s'intéressèrent aux vins du littoral languedocien ; ils y trouvaient un fret de retour et aussi la source de profits certains (139).

Les vins de l'Albigeois, des vallées du Tarn, de l'Ariège (Pamiers, Montesquieu) tenaient une certaine place dans le commerce du Languedoc aux ^{xii}^{me} et ^{xiii}^{me} siècles. Mais la suprématie revenait aux vins de Gaillac.

(136) GERMAIN, *ouvr. cité*, t. I, p. 299 et Arch. Montpellier, HH, B. 20.

(137) GERMAIN, *ouvr. cité*, p. 277.

(138) Comme le prétend G. DELMAS, *ouvr. cité*, p. 111.

(139) MARRES, *ouvr. cité*, p. 123 en ce sens.

Gaillac produisait des vins doux ou secs, blancs ou rouges. Les vins blancs doux, vins de « Coste » ou de côteaux se consumaient aussi en mousseux, notamment au ^{xvi}^e siècle, ou mêlés à des vins muscats.

Les bordelais utilisaient dans les coupages, pour améliorer les leurs, ces vins doux très sucrés.

Les vins secs avaient aussi bonne réputation.

Les vins blancs ordinaires se consumaient sur les lieux ou étaient distillés.

Parmi les vins rouges, le vin claret, prisé des Anglais, ainsi que le vin noir dit de « cargaison », qui bonifiait en vieillissant, se vendaient très cher en Angleterre, dans les pays nordiques, à la Cour des Rois de France et chez les grands seigneurs (140).

Les vins de Gaillac et de la vallée descendaient le Tarn dans des barques à fond plat, portant, au ^{xvi}^e siècle, de 20 à 22 pipes de vins (8 à 10.000 l.) (141). Ce mode de transport était le moins cher ; cependant la navigation s'avérait difficile, à cause de la pente, des bas étiages et des moulins ; les consuls de Gaillac, Lisle et Rabastens surveillaient attentivement, aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, l'entretien des chemins, des écluses, des chaussées et des quais par les seigneurs riverains, surtout lorsqu'ils percevaient des péages, mal vus des commerçants.

Au ^{xv}^e siècle une « Bourse des rivières », assemblée de marchands et de consuls locaux, fut chargée des questions de la navigabilité des rivières. Cette bourse disparut en 1664 et ses attributions passèrent à l'Intendant (142).

Aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, malgré les vexations des Bordelais, les vins de Gaillac, Moissac, Albi, Cahors, Toulouse, arrivaient en Angleterre. Les « Letter books » du Guildhall de Londres en font foi (143).

(140) J. RIOL, p. 50-52.

(141) Arch. Tarn, E. 35.47. J. RIOL, p. 83.

(142) J. RIOL, p. 97.

(143) J. RIOL, p. 33 et suiv.

Ces vins voyageaient par « flottes » escortées de vaisseaux de guerre, par crainte des pirates, nombreux sur les côtes de Bretagne.

La « flotte des vins » partait d'Angleterre en automne et y était de retour avant Noël ; elle repartait au début de l'année suivante et revenait après Pâques.

La première flotte transportait les vins les plus estimés, les plus chers, à l'époque les vins nouveaux « wines of the wintage » ; la deuxième flotte chargeait les vins vieux, moins chers « wines of rack ». Paradoxalement, la préférence allait aux vins nouveaux, frais et mieux conservés que les vins des récoltes antérieures qui, souvent mal soignés, se gâtaient vite ou étaient affectés par la traversée en mer.

Le décalage important dans les dates d'appareillage des deux flottes et les considérations de qualité et de conservation expliquent l'obstination des bordelais à empêcher l'arrivée des vins languedociens à Bordeaux avant Noël. De cette manière, ces vins ne pouvaient partir par la première flotte, mais devaient attendre la flotte de printemps et, à ce moment, ils se vendaient moins cher.

Les vins de Gaillac, Lisle, Rabastens, s'exportaient directement à l'étranger par l'intermédiaire de marchands gail-lacois, ou, sous l'occupation anglaise, de marchands de Toulouse, de Montauban, etc... Mais de plus en plus, dès le ^{xv}^{me} siècle, les marchands de Bordeaux achetèrent ces vins et s'en servirent pour « accomoder les leurs ». Ceci expliquerait la disparition, sur les documents étrangers du ^{xv}^{me} siècle, en Hollande, dans les villes hanséatiques, les « Pays du Nord » et la Russie, de la dénomination du cru, qui était remplacée par celle plus large de « vin de Gascogne » ou même « vin de Bordeaux » (144).

Les vins de Frontignan, surtout les muscats, acquirent une grande réputation au ^{xv}^{me} siècle parmi la clientèle riche du Royaume de France et des pays étrangers.

L'économie de quasi-monoculture semble dominer le territoire de Frontignan dès la fin du ^{xv}^{me} siècle. Un commerce

(144) J. RIOL, p. 69 et suiv.

assez actif de raisins secs (passerilles de muscat) existait dès le ^{xiv}^e siècle. Ces produits s'exportaient jusqu'en Hollande (145).

Mais au ^{xvii}^e siècle, vins et huiles d'olive constituaient les seules sources du revenu local. Olivier de Serres, à la fin du siècle, signalait que muscats et blanquettes de Languedoc, de Frontignan et Mireval étaient transportés dans tous les coins du Royaume (146). Le vin muscat de Frontignan peut s'enorgueillir, comme lettres de noblesse, des appréciations de Rabelais (147), des clientèles raffinées d'Europe, de Louis XIV, de Voltaire et d'autres personnalités (148).

Les autorités de Frontignan obtinrent de Charles IX, en 1565, 1576 et 1594, des lettres patentes accordant la liberté d'exportation des vins. Par ailleurs, elles s'efforçaient de maintenir la réputation du produit, créaient le certificat d'origine délivré par le juge de la ville et réglementaient la fumure des vignes.

Il semble qu'avant le ^{xvii}^e siècle Frontignan et la région littorale du Rhône aux Corbières aient exporté les meilleurs de leurs vins. Des témoignages fragmentaires laissent entrevoir ce commerce qui donnait une activité à de nombreux petits ports, aujourd'hui disparus : Sérignan, dès le début du ^{xv}^e siècle, Mauguio, Villeneuve, Maguelone, etc..., certains de ces ports maintenaient une activité à la fin du ^{xvii}^e siècle.

D'autres terroirs firent connaître et apprécier leurs vins avant le ^{xvii}^e siècle. La blanquette de Limoux par exemple, jouissait d'une certaine notoriété dès le ^{xv}^e siècle, en France tout au moins (149).

(145) A. MUNIER. — Sur l'histoire de Frontignan. Dentu, Paris, 1874, p. 182.

(146) Ouvr. cité, p. 209.

(147) Pantagruel, livre IV, ch. XLIII.

(148) L. CHAPPOTIN. — Le muscat de Frontignan à travers l'histoire, 1928, Bernard, Saint-Etienne, p. 21-23.

(149) H.L. GUILHEM, ouvr. cité, p. 38 et suiv. J. PRAX, *Journée vinicole*, octobre 1952, numéro spécial.

Ainsi, au seuil du ^{xvii}^{me} siècle, après les désordres des guerres de religion, les bases d'un commerce permanent des vins, commerce qui allait s'étendre par la suite, existaient en Languedoc.

b) *Les ^{xvii}^{me} et ^{xviii}^{me} siècles*

L'ère du grand commerce des vins vers le Nord et au delà des Côtes de la Méditerranée, commença surtout dès le début du ^{xvii}^{me} siècle. Ce commerce connaîtra des succès notamment après l'ouverture du port de Sète et le creusement du canal des deux mers.

Les voies traditionnelles subsisteront encore, mais amoindries. Les vins de Frontignan continueront à remonter le Rhône, vers Lyon, les villes françaises et les pays du Nord, l'Allemagne et l'Autriche, comme ils se dirigeaient aussi, avant le creusement du canal, vers la Garonne et Bordeaux, à l'exemple de ceux de Gaillac.

Au début du ^{xvii}^{me} siècle, les vins rouges et blancs du littoral héraultais étaient recherchés par les marchands de la région. On les envoyait hors de la province, en direction du Rhône via Agde ou le port de Frontignan, via Gênes par divers graus, ceux de Palavas ou d'ailleurs. Ces vins s'achetaient dans un rayon comprenant les localités de Pinet, Pomerols, Aigues-Vives, Gigean, Montbazin, Pignan, Fabrègues, Cournonterral, Mauguio, Lunel, Marseillan, etc... (150).

Mais ces courants commerciaux n'étaient pas comparables à ceux qui se créèrent dans la deuxième moitié du ^{xvii}^{me} siècle, soit par Sète, soit par Bordeaux. L'Intendant de Basville écrivait vers 1700 (151) :

« Les vins rouges et blancs de Montpellier et du diocèse qui s'étend le long des étangs, sont enlevés par les génois et pour Livourne. Le vin muscat de Frontignan et des environs se porte en Allemagne, à

(150) Arch. Frontignan, II, 9.

(151) Mémoire cité, p. 271.

Lyon et à Bordeaux, d'où il est passé en Angleterre, et en Hollande. L'eau-de-vie s'y porte aussi et y est fort estimée. On fait, de plus à Montpellier quantité d'eau de la Reine de Hongrie, des eaux de Cette, de canelle et d'autres liqueurs qui sont en usage. Les marchands, outre ce qui se consomme en France et aux armées, en envoient aussi à l'étranger. La débite des vins et de toutes ces liqueurs va à près de 500.000 livres année commune. Ce commerce augmente considérablement en temps de paix. Les Anglais envoient pour lors des vaisseaux à Cette, pour enlever les vins de ces quartiers qui ont fort bien réussi à Londres. On craignait qu'ils ne pussent soutenir la mer, mais on se trompait, et jamais la marine n'en a eu de meilleurs. »

D'après l'Intendant, les Anglais découvrirent les vins de la région de Montpellier en 1693, date à laquelle ils ne purent se procurer ceux de Bordeaux.

Les vins du Biterrois, rouges, blancs et muscats étaient exportés, selon un mémoire de 1688, vers la Hollande, l'Angleterre, l'Italie, la Romagne (152). Les génois participèrent activement à ce commerce (153).

Les vins de qualité du Languedoc, clairettes, picardants, muscats, ceux de Frontignan surtout, devinrent de plus en plus connus. Ces muscats surpassaient déjà ceux de Béziers, de Lunel, de l'Albigeois. Des rivalités naissaient entre les terroirs qui les produisaient, entre Frontignan et Mireval notamment.

Frontignan prit des précautions pour protéger sa marque d'origine. En 1665, la ville installa des inspecteurs à Vic et Balaruc pour contrôler la sortie des vins. Ainsi s'effectuait une délimitation du terroir.

Au cours des ^{xvii}^{me} et ^{xviii}^{me} siècles, les consuls se préoccupèrent de combattre les fraudes déjà existantes. Bien

(152) Arch. Béziers, sans cote.

(153) BASVILLE, ouvr. cité, p. 228.

entendu, le privilège du vin et du raisin étranger fut sévèrement appliqué ; les tonneaux étaient marqués à feu et, après 1730, la déclaration des récoltes devint obligatoire (154).

Le muscat de Frontignan, vin de dessert ou apéritif excellent, semble avoir précédé dans la célébrité le champagne mousseux (connu vers 1695) ou le porto déjà apprécié en 1703 (155). On l'exportait vers l'Allemagne, la Hollande et l'Angleterre, vers Lyon et Bordeaux d'où on le distribuait un peu partout.

Le conditionnement de ce vin s'affina. Il était vendu soit en fûts (barriques ou tiercerolles), soit en bouteilles d'un demi-pot chacune (60 centilitres), en « pintes » ou « chopines », logées dans des caisses contenant 40 ou 60 unités.

Le commerce des vins muscats de Languedoc par Bordeaux s'amplifia malgré les vexations multiples, après le creusement du canal Riquet. Un rapport de Bordeaux en 1715 parlait « d'inondation des vins de Languedoc » et précisait que, « ce commerce a augmenté de cent fois par rapport au ^{xvii}^e siècle, où il était constitué par les muscats de Gaillac, d'Albi et de Rabastens » (156).

De 1698 à 1700, les registres d'acquits à caution montrent une intense circulation des vins du Bas-Languedoc et du Rhône.

Vins blancs de Marseillan, Mauguio, muscats de Frontignan, vins rouges de Pérols, Mèze, Montpellier, Lunel, Beaucaire se dirigeaient vers Toulouse et Bordeaux. Les vins du Rhône, de St-Gilles prenaient la voie du Rhône ou celle de Sète, point de convergence des vins de l'Hérault.

De Sète, les vins blancs étaient expédiés vers la Hollande ou vers Dunkerque ; des vins blancs et rouges, parfois ordinaires, allaient à Livourne, Gênes et l'Italie, aux Colonies Françaises d'Amérique.

(154) CHAPPOTIN, *ouv.* cité, p. 10 à 15.

(155) CHAPPOTIN, *ouv.* cité, p. 10 à 15.

(156) Réponse aux Etats de Languedoc, demandant la liberté de circulation des vins muscats. Arch. Gironde, C. 1615.

Les vins rouges des côteaux montpelliérains tenaient une bonne place dans le trafic. Ceux de St-Georges-d'Orques venaient au premier rang avant ceux de St-Christol, d'Assas, de St-Drézery, etc..., en raison de leur qualité.

Les « picardans » attiraient aussi la demande étrangère. Le « picardan » paraît être un vin blanc, sec ou doux, provenant d'un cépage voisin de la clairette. Il abondait dans les diocèses de Lodève, Agde, Béziers ; vers 1695, on le connaissait en Hollande où il jouissait d'une grande vogue. Vendu à des prix exorbitants le picardan était un « Pérou pour les habitants du Bas-Languedoc » (157). Il s'exportait en futailles contenant 45 verges (340 litres environ).

Les vins des Côtes du Rhône, d'Orsan, de Tavel, de Lirac, de St-Geniès, de Roquemaure, de Laudun, de Chusclan, de Coudoulet comptaient parmi les plus recherchés et les plus chers. Leur commerce progressa beaucoup au XVIII^{me} siècle. Il en sera de même des vins de Gaillac vendus à Bordeaux.

Ici, une question se pose. Ainsi, les vins de qualité s'écoulaient bien, fort bien même au cours de certaines années ; mais que faisait-on de la masse de vins ordinaires ou médiocres ? Basville écrivait en 1700 :

« Le reste de nos vins rouges ne va point à l'étranger, les meilleurs se chargent pour Paris, et en grande quantité vers l'Italie, surtout en temps de guerre, et le reste se consomme dans la province, les moins bons pour l'eau-de-vie et les meilleurs pour la boisson. »

Les marchands génois chargeaient beaucoup de ces vins qui leur servaient de fret de retour, dans leur commerce de cabotage. Pourtant, ils n'achetaient pas seulement ceux du Languedoc ; ils avaient même tendance, d'après Basville en 1706, à se détourner vers les vins d'Espagne qui présentaient l'avantage d'être « à aussi bon marché que ceux du Languedoc et beaucoup moins de droits de sortie à payer ». Les droits

(157) Arch. Hérault, C. 2683. Chambre de Commerce de Montpellier, mémoire, 13 septembre 1730.

s'élevaient à l'époque de 9 à 10 livres par muid estimé de 30 à 40 livres par les fermiers de la foraine de Sète (158).

Au XVIII^{me} siècle, le commerce se développa, malgré les fraudes nombreuses, en subissant toutes les fluctuations que lui imprimaient les événements politiques, la paix, les guerres (qui durent en tout plus de trente ans au XVIII^{me} siècle), les épidémies, etc...

En 1742, d'après un mémoire déjà cité des marchands de Sète (159), voici les vins les plus demandés : Vins de St-Georges, muscats de Frontignan, Gigean, Poussan, Montbazin : vins blancs picardants de Marseillan, Bouzigues, Loupian, Pinet, Pomerols et Florensac ; vins rouges, blancs et muscats des environs de Pézenas (160) et Béziers (161), vins de Roquemaure qui ont la réputation d'être « mal logés », dans du bois trop large et trop mince, clairesettes de l'Hérault et du Gard.

Sète, Agde et d'autres petits ports, le canal et le Rhône en constituent les voies d'écoulement vers les pays étrangers (Angleterre, villes allemandes, Danemarck, Prusse, Hollande et Russie, Italie et Colonies d'Amérique) ou la France, vers les ports de Rouen, Le Havre, Dunkerque, Boulogne qui distribuaient ces vins dans les centres de consommation de la région parisienne et du Nord.

Les vins des coteaux du Rhône possédaient de larges débouchés. Ils étaient exportés soit par le Rhône, soit par Bordeaux. Dans ce cas, ils s'exposaient aux vexations des Bordelais ou aux contrôles des Inspecteurs de futailles. Mais les risques ne décourageaient pas le commerce.

Ces vins étaient achetés par des négociants de Montpellier ou directement par des marchands étrangers qui eux non plus n'échappaient point aux tracasseries des Bordelais. On peut citer le 5 mars 1739, la condamnation d'Argeliers de Montpellier à distiller des vins de Roquemaure et de l'Hermitage

(158) Arch. Hérault, C. 778.

(159) Arch. Hérault, Etats 696.

(160) En 1774. Arch. Hérault, C. 2846.

(161) Arch. Hérault, Etats 696.

restés invendus (162), la saisie en 1748, de 310 pièces de vins du Rhône à des marchands hollandais qui obtiendront cependant main-levée (163).

En volume, ce commerce paraît important, quoique inégal. D'autre part, ces vins se vendaient à un bon prix. Les vins de l'Hermitage notamment prenaient le chemin de l'Angleterre. En 1755, Majoriban, un négociant anglais, installé à Montpellier, s'occupait de ce commerce.

Une partie de ces vins du Rhône servait aussi au coupage des vins de Bourgogne (Nuits) (164). Les vins de St-Gilles connaissaient le même usage.

En 1735, Roquemaure embarquait 18.000 pièces de vin (165).

En 1771, le produit de la vente des vins des Côtes du Rhône était évalué à quatre millions de livres (mémoire de Durand de Montpellier, 2 juin 1771) (166).

D'après Durand, parmi ceux de première classe figuraient les crus de St-Geniès et Chusclan « qui doublent ordinairement les récoltes de Bourgogne » ; enlevés pour la Bourgogne, et par voie de terre pour Paris, ils sont les plus chers. Le cru de Tavel était préféré pour l'exportation par mer, vers les côtes de France et l'étranger : Flandres, Allemagne, Hollande. Les vins de Roquemaure, Lodun, Orsan et autres, qui valaient de 15 à 16 livres le barral en 1771, contre 17 à 18 livres pour les précédents, s'expédiaient vers l'étranger, vers Dunkerque, Nantes et la Normandie, vers Paris. D'après le mémoire précité les vins circulaient ainsi :

« Les envois pour la Flandre et pour l'étranger se font par le Rhône, le canal de Silvéreal, les étangs et à Sète d'où on les expédie, par les ports de Dunkerque, Boulogne, Calais, Dantzig, Stettin, Hambourg, Lubeck, Brême, Rotterdam. Les envois pour Paris

(162) Arch. Nat., F. 12-86, p. 100.

(163) Arch. Nat., F. 12-95, p. 505.

(164) Arch. Drôme, C. 1040, mémoire du 20 octobre 1755.

(165) A. LIMASSET, ouvr. cité, p. 275.

(166) Arch. Hérault, Etats 696.

remontent le Rhône jusqu'à Pierre-Bénite, qui est un entrepôt hors la banlieue de Lyon et d'où on fait passer les vins par des rouliers jusqu'à Roanne, pour y être chargés sur des bateaux de Loire qui, par le canal de Briare vont joindre la Seine et descendent à Paris. Je ne sache pas que par cette route, il soit payé aucun droit. Les vins qui s'expédient par charrettes de l'intérieur de cette province, qui n'étant pas à portée de jouir de l'entrepôt de Pierre-Bénite, on est obligé de les faire passer dans la ville de Lyon. »

Les vins de Languedoc exportés par Bordeaux comprenaient des muscats, des vins blancs et rouges de la vallée du Tarn et des vins de divers terroirs de la province. Le port de Bordeaux connaissait un trafic très supérieur à celui de Sète. En 1558, 40.000 barriques étaient expédiées vers la Hollande ; en 1661, 100.000 tonneaux ou 80.000 barriques embarquées par 400 navires, se dirigèrent vers la Hollande, l'Allemagne, les Etats Nordiques et la Moscovie (167).

Les Hollandais, âpres au gain, n'hésitaient pas à battre en brèche, au ^{xvii}^{me} siècle, le monopole des vigneron de la Sénéchaussée de Bordeaux. Ils achetaient aux terroirs du Haut-Languedoc des vins qu'ils réexportaient après les avoir corsés avec l'eau-de-vie des Charentes. Les tarifs de Colbert et la guerre de la Ligue d'Augsbourg (1688-1697) gênèrent ces transactions, et renforcèrent la concurrence des vins espagnols et portugais (168).

Mais le trafic des vins languedociens par Bordeaux augmenta au ^{xviii}^{me} siècle, en temps de guerre comme en temps de paix. Béziers était devenu un centre d'expédition important.

Le commerce des vins de Gaillac mérite une place spéciale. Ces vins s'exportaient toujours vers l'étranger et même en Angleterre, mais le plus souvent après coupage.

(167) Correspondance de Colbert et H. Enjalbert, *Annales du Midi*, janvier 1950, nos 21 et suiv.

(168) Correspondance de Colbert et H. Enjalbert, *Annales du Midi*, janvier 1950, nos 21 et suiv.

Cette pratique des coupages était ancienne, cependant, les jurats et le commerce bordelais se défendaient avec vigueur d'en user et allèrent jusqu'à la faire interdire expressément par arrêt du Parlement de Bordeaux du 6 mars 1683. Le vrai motif de cette interdiction fut la concurrence des vins languedociens, accrue par le creusement du canal Riquet. En effet, l'interdiction des coupages demeura ignorée, car le mélange des « petits vins » de Bordeaux avec les vins corsés et colorés du Haut-Pays s'avérait, de l'avis même de Colbert, indispensable.

Vers 1690, les jurats de Bordeaux eux-mêmes, ne dissimulaient pas que le coupage avec des vins de Carcassonne, Béziers et Gaillac procurait aux petits vins de graves « le corps et la force » (169). Du 11 novembre 1738 au 1^{er} mars 1739, la moitié des vins descendus de Languedoc, soit 6.000 tonneaux, furent utilisés dans les coupages (170).

Ainsi, les bons vins languedociens renforçaient le prestige des vins de Bordeaux. Les coupages se maintenaient, malgré l'interdiction du Parlement du 16 juillet 1764, encore à la fin du xviii^{me} siècle.

Les marchands bordelais trouvaient leur compte à ces coupages. Ils réussissaient ainsi à couvrir de l'étiquette « Bordeaux » la masse des « petits vins », « vins médiocres » qui venaient sur « des marais peu propices à la vigne » (171). Les « grands vins » formaient, en effet, la 1/200^{me} partie des récoltes, reconnaissait le Parlement de Bordeaux en 1725 (172). L'interdiction des coupages n'était qu'un faux prétexte pour justifier des mesures d'exception, des brimades et vexations à l'égard des vins du Languedoc dont la concurrence s'avérait certaine (173).

(169) J. RIOL, p. 75.

(170) J. RIOL, p. 77.

(171) Arch. Gironde, C. 1337.

(172) J. RIOL, p. 78.

(173) Dans ce sens, Mémoire des Jurats de Bordeaux de 1748, Arch. Gironde, C. 1614.

A la fin de l'Ancien Régime, chacun des vins dont il a été question conservait ses débouchés caractéristiques et en recherchait de nouveaux.

Des terroirs nouvellement créés entraient aussi en compétition. Parmi eux, en 1788, l'Intendant Ballainvilliers signalait notamment le diocèse de Narbonne qui produisait 3.000 muids de muscats. Des courtiers allemands venaient déguster sur place la blanquette de Limoux.

Un effort était tenté pour prospecter et élargir les débouchés étrangers. En 1787, des échantillons de vins de Languedoc furent envoyés en Angleterre ; on essaya des muscats en Biscaye, en Galice, en Amérique du Nord et du Sud, etc...

L'ambassadeur des Etats-Unis, Jefferson, faisait connaître dans son pays les vins de Frontignan, les muscats blancs de Lunel et d'autres vins de la région, ceux des côtes du Rhône notamment (174).

Les muscats de Frontignan avaient d'ailleurs un débouché assuré à Paris. Un négociant du Faubourg St-Germain en achetait 100 pièces de la première qualité chaque année (175).

Les marchands génois venaient encore à Sète charger des vins de la région et y apporter leurs bois merrains, les faïences noires et d'autres articles.

2^o *Le commerce des eaux-de-vie et esprits.*

Le commerce des eaux-de-vie et des produits fabriqués à base d'alcool (liqueurs, eaux de senteur, eaux médicinales, etc...), a pris une extension croissante, dès le milieu du ^{xvii}^{me} siècle. Vers 1690, l'Intendant de Basville signalait que « les marchands emploient beaucoup de vin en eaux-de-vie » dont ils faisaient de l'eau de la Reine de Hongrie (eau-de-vie où l'on fait macérer du romarin) des eaux de Sète (liqueurs aromatisées à la fenouillette et au genièvre), des eaux de canelle, etc...

(174) Ouvr. cité, p. 65 et suiv.

(175) Ouvr. cité, p. 57.

En 1700, dans son projet de tarif de foraine, l'Intendant soulignait le développement des exportations d'eaux-de-vie par les ports méditerranéens vers l'étranger (Hollande et Pays du Nord), les Colonies françaises des Antilles, vers la Normandie. La rareté des vins dans le Royaume, notamment à Bordeaux, Nantes, La Rochelle, et leur abondance en Languedoc donnait vie à ce commerce dont le volume ne cessera de croître, notamment par Sète et le canal du Midi.

Au début du XVIII^{me} siècle on distillait, en fonction des débouchés et des commandes assurées, en général des vins de qualité inférieure, invendus, tournés ou gâtés. Mais vers 1720 il n'en était plus de même. Le mémoire Méjanel de 1727, sur l'état de l'industrie et du commerce en Languedoc, mentionnait que (176) :

« Les eaux-de-vie qu'on brûle dans la province sont fort considérables..., les diocèses de Béziers, de Narbonne, d'Agde et partie de celui de Montpellier, qui n'ont aucune ressource du côté des fabriques de laine, ni de soie, ne pourraient pas subvenir à payer les tailles. »

Les fraudes nombreuses dans ce commerce des eaux-de-vie, portant sur les contenances des futailles, le degré alcoolique, la quantité, etc..., ralentissaient, mais n'empêchaient pas tout progrès. Ainsi, une bonne partie de la province, à l'Ouest comme à l'Est, tendait à se spécialiser dans la production de vins ordinaires et leur distillation.

En août 1726, la Chambre de Commerce de Montpellier écrivait au sujet du commerce des eaux-de-vie (177) :

« En Languedoc on fabrique des eaux-de-vie dans l'espace de trente lieux de pays depuis le Vivarais jusqu'à Narbonne, dans tous les lieux qui sont à portée de les faire embarquer sur le Rhône, sur les étangs ou sur les canaux qui y aboutissent ; les eaux-de-vie

(176) Arch. Hérault, C. 2503.

(177) Arch. Hérault, C. 2683.

sont portées à Lyon, à Bordeaux et principalement à Sète où il ne serait pas possible d'avoir des magasins suffisants pour contenir la grande quantité des eaux-de-vie qu'on y porte et embarque, année commune, dix mille pièces d'eau-de-vie de 50 à 60 verges » (40 à 45.000 hectolitres).

Les principaux courants commerciaux étaient à peu près identiques à ceux des vins. Les pays nordiques, la Suisse, la Savoie, les colonies d'Amérique, les provinces françaises limitrophes et la région parisienne restaient les débouchés essentiels des alcools de bouche et des alcools d'industrie. Parfumerie, pharmacie, liquoristerie travaillaient pour l'exportation et faisaient un grand usage de ces alcools. Narbonne, Béziers, Pézenas, environs de Montpellier et Lunel constituaient les grands marchés où venaient s'approvisionner les commissionnaires de Sète.

A Pézenas, tous les samedis, se tenait un marché des eaux-de-vie. Comme pour les vins les voies d'écoulement étaient Sète en temps de paix, le canal et Bordeaux en temps de guerre, la foire de Beaucaire et le Rhône.

Les eaux-de-vie du Languedoc étaient en général appréciées. D'après un mémoire de 1752, les eaux-de-vie de Lunel ressemblaient à celles de Cognac ; celles de Béziers étaient « plus rudes » tandis que celles de Pézenas occupaient « une place intermédiaire » (178). A Beaucaire, on vendait des eaux-de-vie anisées.

Les statistiques du chapitre IV ci-dessous montrent l'importance de l'exportation des eaux-de-vie, par Sète, par le Rhône ou le canal Riquet. Cependant, elles ne doivent pas faire oublier l'existence d'un commerce intérieur étendu : échanges entre terroirs viticoles et pays de montagnes limitrophes du Languedoc, consommation des villes. A titre d'exemple, à Toulouse, en 1758 et 1759, 16.651 pégas (60.000 litres environ) et 21.721 (65.000 l.) furent vendus par une trentaine de commerçants (179).

(178) Arch. Hérault, Etats 694.

(179) Arch. Haute-Garonne, C. 380.

De l'examen des divers courants commerciaux se dégage au xviii^{me} siècle, une impression de prospérité commerciale, une circulation croissante marquée cependant par des fluctuations.

La Révolution détraquera tous ces commerces vinicoles et entraînera une régression de leur chiffre d'affaires. Vins, eaux-de-vie, crème de tartre, verts-de-gris souffrirent de la fermeture des marchés étrangers, allemand notamment.

Les réquisitions, l'instabilité monétaire découragèrent le commerce ; le blocus de certaines importations de vins étrangers, espagnols notamment, devint gênant. En effet, les commerçants du Languedoc réclamaient la liberté d'importer des vins d'Espagne « nécessaires à plusieurs vins nationaux » qui étaient taxés, sévèrement, à l'entrée, à raison de 25 livres le muid de Paris (180).

Cette revendication commerciale laisse supposer que le commerce d'importation des vins corsés, à haut degré alcoolique, encore faible, au début du xviii^{me} siècle, s'était développé notablement.

Cependant, le commerce d'exportation dominait encore, et de beaucoup, dans l'ensemble des échanges de la fin du xviii^{me} siècle. La tendance se modifiera au milieu du xix^{me} siècle.

CHAPITRE IV

LA VALEUR ET LE VOLUME DU COMMERCE

Chiffres et statistiques permettent de présenter ci-dessous un bilan des commerces vinicoles languedociens et des courants commerciaux vers la France et l'étranger. Une place spéciale est réservée au commerce sètois.

§ I. — *Evolution du volume et de la valeur globale des commerces vinicoles.*

Les statistiques globales sont inexistantes ou peu sûres. Par conséquent, il semble difficile d'établir la part des commerces vinicoles languedociens dans les commerces vinicoles de la France. D'autre part, il s'avère malaisé de suivre leur évolution respective.

Les chiffres du tableau n° 1 ci-dessous donnent une vue générale des exportations de vins français au XVIII^{me} siècle. Ces chiffres appellent quelques remarques et des rectifications. En 1720-1725, l'exportation languedocienne connaît une crise, car le volume des sorties par le port de Sète était de l'ordre de 7.000 muids par an en 1699.

La part du Languedoc dans le commerce national semble, d'après ces chiffres, insignifiante (1 % du volume et moins encore en valeur). Par contre, l'exportation du Bordelais atteignait le chiffre énorme de 232.045 muids. Mais l'exportation bordelaise dissimulait certainement des vins de Languedoc (Albigeois, Gaillac, muscats, vins des Côtes du Rhône, etc..., qui passaient par le Canal du Midi). En année commune, au

début du XVIII^{me} siècle, 3.000 muids de vins de Gaillac sortaient par Bordeaux.

Les chiffres de l'année 1788, s'avèrent plus favorables et plus justes en ce qui concerne le Languedoc. En volume, la province exportait (à l'étranger et aux colonies) 10 % environ du volume total ; en valeur, le pourcentage n'atteignait que 3,3 %, mais les prix des vins semblent fortement sous-évalués.

Les pourcentages correspondant aux exportations d'eaux-de-vie, s'ils pouvaient être calculés, seraient beaucoup plus avantageux pour la province.

D'autre part, une remarque importante s'impose. En effet, les deux dates 1720-1725 et 1788, sont pour le Languedoc, assez mal choisies ; elles ne peuvent donner que des minima. Le commerce d'exportation était, on le constatera en examinant les sorties par Sète, extrêmement fluctuant.

Le tableau 1 ne donne ni le volume, ni la valeur des vins et eaux-de-vie vendus par le Languedoc à l'intérieur du Royaume. Les bilans détaillés font défaut. Une estimation, assez sûre, dont le détail figure plus loin, évalue en 1773 à 57.719 muids, soit 400.000 hl environ, le total des sorties des vins, de la province, y compris les eaux-de-vie converties en vins. La valeur de ces vins se serait élevée à 4.500.000 livres.

En résumé, la part du Languedoc dans le commerce extérieur des vins et des eaux-de-vie de la France entière, demeurerait donc modeste. Les chiffres des exportations de vins, eaux-de-vie et liqueurs, en livres, évoluèrent ainsi, pour la France entière, de 1716 à 1787 : (entre parenthèses, figure le montant total des exportations françaises).

1716 (181)	27.108.000	(Total 118.300.000)
1770 (182) 35 à	40.000.000	(Total 300.000.000)
1778 (183)	28.180.291	(dont 3.552.774 eaux-de-vie)
1787 (181)	55.644.000	(Total 542.600.000)

(181) E. LEVASSEUR, ouvr. cité, tome II, p. 554, d'après ARNOULD.

(182) *Ibid.*, p. 552, d'après NECKER.

(183) ROZIER, Chaptal, ouvr. cité, p. 143.

Si les statistiques en volume sont insuffisantes, par contre, il existe de nombreuses estimations de la valeur globale du commerce, mais assez peu comparables entre elles, car leurs méthodes d'élaboration divergent. La plupart émanent des services de l'Intendant de Languedoc. La première provient de l'Intendant Basville.

Fin du ^{xvii}^e siècle, les ventes de vins et eaux-de-vie produisaient 500.000 livres dans le diocèse de Montpellier. En Vivarais, vers cette époque, le commerce des vins fournissait les 3/4 des revenus. La valeur globale du commerce, estimée par l'Intendant de Basville à 1.400.000 livres en 1697, s'élevait, d'après l'Intendant de St-Priest, à 5.000.000 de livres en 1768 (184). Le commerce des vins et eaux-de-vie représentait 10 % environ du commerce de la province, évalué à 58.575.000 livres. En 1698, il pouvait être de 5 % environ.

Notons qu'en 1768 la valeur du commerce des vins et alcools était notablement inférieure à celle de l'exportation des grains, estimée à 15.980.000 livres. L'Intendant de Saint-Priest pensait que « l'augmentation vient surtout de ce que les prix en général ont considérablement augmenté et que d'ailleurs il y a beaucoup plus de terrain employé en vignes, à cause de la liberté des plantations et des défrichements » (185).

En 1773, le détail du commerce d'exportation s'établissait ainsi (186) :

Vins à brûler au prix moyen de 60 livres.....	2.405.340
Vins pour la boisson au prix moyen de 125 l.....	2.853.750
	5.259.090
Après déduction de la valeur des vins de Catalo- gne et du Roussillon (187).....	650.000
	4.609.090

(184) Voir tableau V ci-dessous.

(185) Chroniques du Languedoc, tome V, p. 346.

(186) Arch. Hérault, Etats 694.

(187) Vins dont le passage est interdit à Bordeaux, exportés sous le nom de vins de Languedoc.

	<i>Report</i>	4.609.090
Futailles facturées à 20 livres le muid.....		621.440
		3.987.650
En plus la différence du prix des vins de Frontignan (188).....		312.350
Valeur estimée des vins sortis par Agde, La Nouvelle		200.000
<i>Total général</i>		4.500.000

En 1788, l'Intendant de Ballainvilliers évaluait à plus de 18 millions de livres l'exportation des vins et des eaux-de-vie, « approximation » qui est, dit-il, « le résultat de détails très approfondis ». Certains auteurs, Boissonnade notamment, estiment avec raison que « l'importance des expéditions à l'étranger balance presque celle des ventes faites en dedans du royaume ».

A la fin de l'Ancien Régime, le commerce des vins et eaux-de-vie occupait, en Languedoc, la première place. Remarquons qu'il en était encore très loin en 1768, d'après les chiffres de Saint-Priest ; mais, après 1770, il connut des progrès extrêmement rapides, attestés par des documents concordants. Un mémoire des fabricants d'eaux-de-vie explique ainsi cet essor :

« A cette époque, les vins ayant manqué dans les autres provinces, on eut recours à ceux du Languedoc ; plusieurs propriétaires trouvèrent dans la vente d'une seule récolte la valeur du fonds et l'on vit des fortunes rapides s'élever par le seul commerce de la commission ; il en fut de même pour les eaux-de-vie, on put à peine suffire aux demandes. » (Mémoire des fabricants d'eaux-de-vie, Hérault, B 208).

(188) Les vins de Frontignan sont déjà comptés dans les vins pour la boisson au prix moyen de 125 livres ; comme ils valent plus cher, l'auteur rectifie son calcul.

D'après les chiffres de Ballainvilliers, en 1788, les exportations de vins, eaux-de-vie et liqueurs (18.000.000 de livres) représentaient 30 % du commerce de la province (66.620.000 livres) et occupaient le premier rang devant les grains (17.910.000 livres). Un bref examen de la série des chiffres ci-dessous montre un accroissement important de la valeur réelle du commerce au cours du XVIII^{me} siècle, avec une accélération rapide à partir de 1760-1770.

En valeur, les eaux-de-vie représentèrent une part croissante dans le commerce local. Calculée d'après les chiffres cités plus haut, la valeur du commerce des eaux-de-vie exprimée en pourcentage de la valeur totale du commerce progressa de 34,7 % en 1697 à 44,4 % en 1745. La valeur du commerce des vins exprimée en pourcentage reculait de 65,3 % en 1697 à 55,6 % en 1745. Vers 1750, les deux valeurs semblaient s'équilibrer. A la fin de l'Ancien Régime, le commerce des eaux-de-vie paraît se maintenir mieux que celui des vins.

TABLEAU V
Valeur du commerce des vins et eaux-de-vie (Livres)

	Vins		Eaux-de-vie Exportation	Valeur totale
	Exportation	Total		
1697 (1)	410.000	830.000	440.000	1.270.000 et 1.420.000 liqueurs comprises
1740 (2)		1.000.000		
1745 (2)		2.000.000	1.600.000	3.600.000
1768 (3)				5.000.000
1773 (4)				4.500.000 (a)
1788 (5)				18.000.000 (a)

(a) *Nota* : ces chiffres donnent seulement la valeur du commerce d'exportation des vins et eaux-de-vie, alors que dans les précédents figure la valeur du commerce intérieur, pour les vins tout au moins. Les documents ne donnent généralement pas la valeur des eaux-de-vie vendues dans la province.

Sources : (1) Mémoires de l'Intendant de Basville.

(2) Intendant Le Nain d'Asfeld.

(3) Intendant de Saint-Priest.

(4) D'après un mémoire aux Etats Provinciaux. Arch. de l'Hérault, Etats 694.

(5) Intendant de Baillainvilliers.

M. LABROUSSE a souligné la part croissante de l'eau-de-vie et de la distillation dans l'économie viticole. Dans la deuxième moitié du XVIII^{me} siècle, cette distillation demeurerait néanmoins productive, elle visait un débouché rentable et ne constituait pas, comme de nos jours, un mauvais moyen pour faire disparaître les excédents inopportuns.

La distillation servait de stabilisateur du marché du vin, qu'elle contribuait à mieux adapter au mouvement des récoltes. La grande crise de surproduction viticole languedocienne et nationale stimulera le marché des eaux-de-vie, après 1780. M. Labrousse a calculé que l'exportation d'eau-de-vie représentait, en 1787-89, 60 % de celle du vin contre 25 % en 1775-80 (189). Ces chiffres confirment le mouvement constaté en Languedoc au XVIII^{me} siècle et dont le rythme s'amplifie à la fin du XVIII^{me} siècle.

§ II. — *Estimation du volume des divers courants du commerce d'exportation.*

Les renseignements comme ceux du tableau VI ci-dessous datant de 1773, sont rares. Mais ses indications précises peuvent s'appliquer à la fin du XVII^{me} siècle et au XVIII^{me} siècle.

Le port de Sète occupait, et de très loin, la première place ; il exportait 21.330 muids de vin sur 22.830 et 673.200 veltes d'eau-de-vie sur un total de 741.825. L'activité de Sète est aussi la mieux connue, elle donne la tendance générale des commerces vinicoles de la province.

Le trafic par Bordeaux, supérieur aux chiffres indiqués ci-dessous, qui ne semblent pas tenir compte des expéditions des vins de Gaillac, était plus important que celui par le Rhône. Il fera l'objet, plus loin, d'un paragraphe.

Un petit commerce d'eaux-de-vie, pures ou anisées, avait lieu pendant la foire de Beaucaire. Mais la part de ce commerce dans l'ensemble des transactions est infime. L'Inspec-

(189) Ouvr. cité, p. 493.

teur Grangent signalait l'expédition par Beaucaire, de janvier à juillet 1730, de 75 pièces d'eaux-de-vie communes.

Les chiffres concernant les foires de Beaucaire proviennent de l'Inspecteur des Manufactures (voir relevés ci-dessous). Les eaux-de-vie vendues à Beaucaire s'expédiaient vers le Dauphiné, le Lyonnais et la Provence. Les eaux-de-vie anisées étaient estimées. En 1753, il s'en vendait 3.113 quintaux, contre 1.826 quintaux d'eaux-de-vie pures. Le produit des ventes des vins et eaux-de-vie à Beaucaire s'élevait en 1749 à 68.000 livres sur un total d'affaires de 16.099.000 livres ; en 1753, 45.000 livres sur 14.638.700, 78.657 en 1776 et 125.000 en 1789.

Nombre de pièces d'eau-de-vie vendues de 1744 à 1763 à la foire de Beaucaire, en juillet (190).

1744	500	1756	390
1745	500	1757	354
1748	255	1758	413
1749	477	1759	461
1750	469	1761	513
1753	542	1763	291

En 1750, les 469 pièces pesaient 4639 quintaux et en 1757 les 354 faisaient 3674 quintaux ; chaque pièce pesait donc environ 10 quintaux.

Le tableau ci-dessous donne les quantités de vin et d'eaux-de-vie sorties, de 1762 à 1778, de la foire de juillet à Beaucaire par les bureaux d'Arles, Fourques, Tarascon, Ramauville, St-Roman et Curabussol. Ces vins étaient ordinaires, rouges et blancs ou muscats. Le commerce subissait, on le voit, des fluctuations. On peut l'estimer, pour les eaux-de-vie, en 1775, année où il atteint le maximum, à 50.000 verges ou 3.500 hectolitres environ. Pour les vins, le barral compté à 50 litres, il atteignit son maximum en 1768, avec environ 3.400 hectolitres. Mais les autres années, il

demeurait notablement inférieur à ces chiffres. Par différence, pour les vins comme pour les eaux-de-vie, on peut calculer le commerce intérieur qui se faisait pendant les foires de Beaucaire.

Eaux-de-vie (en livres poids) — Vins (en barreaux) (191)

	TOTAL	Vers l'étranger et Marseille	TOTAL	Vers l'étranger et Marseille
1762.....	425.514	85.234	2.075	400
1763.....	203.020	68.037	330	176
1764.....	242.665	65.520	349	193
1765.....	256.419	18.474	1.200	150
1766.....	248.070		1.250	220
1767.....	189.500		1.852	52
1768.....	163.800	3.500	6.685	765
1770.....	210.100	47.100	740	60
1775.....	476.700	39.700	720	171
1776.....	303.700	13.700	543	53
1777.....	258.300	61.300	192	47
1778.....	122.300	10.700	1.755	58

Avant d'étudier le commerce par Sète, voici, pour 1773, le volume des divers courants du commerce (v. tableau VI).

D'après le mémoire qui sert de base à ce tableau, les 741.825 veltes d'eaux-de-vie provenaient de la distillation de 40.089 muids de vin. Le total du commerce aurait atteint 62.919 muids. Si l'on déduit de ce chiffre les 5.200 muids de vins de Roussillon et Catalogne entrés et sortis par Sète comme vins de la province, à seule fin de pouvoir passer à Bordeaux, il reste 57.719 muids, soit 404.033 hectolitres de vin, en comptant le muid à 7 hectolitres.

TABLEAU VI (192)

	Muids de vin Mesure de Languedoc	Veltes d'eaux-de-vie (7 l. 60)
Vers les côtes de France...	5.876	216.600
Vers Marseille, Bayonne, Dunkerque (réputés ports étrangers), l'Italie et les Mers du Nord.....	14.876	365.700
Vers les Iles d'Amérique...	578	90.900
	21.330	673.200
Expéditions par le Rhône...	1.500	22.500
Ventes à la foire de Beau- caire.....		16.125
Expéditions par le Canal royal..... (pas estimé)		30.000
	22.830	741.825

Il est impossible actuellement de mesurer le volume ou la valeur des commerces vinicoles par le Canal royal et la Garonne en direction de Bordeaux.

Des exportations de vins languedociens étaient, à coup sûr, comprises dans les statistiques globales du port de Bordeaux. Mais celles-ci s'avèrent peu continues. Voici cependant quelques chiffres concernant les vins :

Période	VOLUME (tonneaux)		VALEUR (livres)	
	MAXIMUM	MINIMUM	MAXIMUM	MINIMUM
1720-1725 (193)	232.045 (muids)		16.296.300	
1717-1748 (194)	79.000	40.500	18.384.275	2.272.785
1750-1770 (194)	128.000	36.000	27.718.086	9.088.137
1771-1778 (194)	74.000	40.000	27.939.140	13.528.000
1788 (193)			19.987.400	
1790 (195)	300.000 pièces (de 200 pintes chacune)			

De 1717 à 1748, 50 % des exportations de Bordeaux se dirigeaient vers la Hollande et les pays nordiques, c'est-à-dire dans le même sens que beaucoup de vins languedociens, qui tous ne passaient pas par Sète. Parmi ces vins se trouvaient les muscats du Bas-Languedoc et les vins de Gaillac.

Au début du XVIII^{me} siècle, un mémoire sur Gaillac estime que le commerce des vins pouvait s'élever jusqu'à 6.000 muids, dont la vente procurait parfois 900.000 livres. En 1710 on exporta 5.000 pipes, soit environ 3.000 muids de Languedoc (196). Au cours de la campagne 1738-1739, 12.000 tonneaux de vins de Languedoc descendaient vers Bordeaux dont 6.000 pour les coupages (197).

Si l'on sait parfois où allaient ces vins, par exemple les 5.203 muids de vins de Languedoc, qu'en 1778 reçut la Suède (198), on ignore le terroir d'origine et le port d'où ils furent expédiés. La dénomination « Languedoc » souvent utilisée s'avère imprécise.

Quant au trafic des vins et eaux-de-vie par le canal Riquet, en direction de Bordeaux, seules les recettes brutes du canal

(193) ROZIER, CHAPTAL, *ouvr. cité*, p. 147.

(194) SALAVERT, *ouvr. cité*, p. 144.

(195) ROZIER et CHAPTAL, *ouvr. cité*, p. 142.

(196) Arch. Hérault, Etats 696, subdélégué d'Albi.

(197) RIOL, *ouvr. cité*, p. 77.

(198) ROZIER, CHAPTAL, *ouvr. cité*, p. 143.

peuvent donner une idée de son mouvement, ne serait ce que des fluctuations importantes qu'il connaissait (Voir tableau III et graphique II).

Le trafic global du canal semble s'élever sensiblement dans la deuxième partie du XVIII^{me} siècle. Mais, en valeur réelle, compte tenu de la dépréciation de la livre, il n'accuse qu'une hausse moyenne assez légère. On remarquera la fréquence des oscillations et leur amplitude. Ces oscillations se groupent en cycles de hausse ou de baisse comprenant jusqu'à dix années.

Des auteurs signalaient que le trafic vinicole par le canal augmentait pendant les périodes de guerre. Le graphique II confirme ces appréciations, notamment de 1689 à 1697, de 1701 à 1708, de 1741 à 1747 et de 1777 à 1780. Il semble probable que les périodes d'essor des recettes du canal (1725-1735 et 1765-1776) aient été favorablement influencées par les progrès des commerces vinicoles qui caractérisèrent ces deux périodes.

Ainsi le volume des courants d'exportation n'est connu que très approximativement, seules les exportations par Sète font exception à la règle et méritent une place particulière.

§ III. — *Le commerce des vins et des eaux-de-vie par Sète.*

Sous Henri IV, un premier projet de creusement d'un port à Sète avait échoué. Au milieu du XVII^{me} siècle, l'aménagement d'un grau, puis d'un port, s'avérait indispensable. En effet, les graus voisins devenaient difficiles ; celui de Frontignan disparut en 1623.

Sète allait devenir le point de convergence des vins, des eaux-de-vie et des produits destinés à l'exportation du versant méditerranéen du Languedoc.

Des maisons s'y installaient et, dès 1670, expédiaient des vins vers la France, l'Italie et l'Espagne. Ces vins circulaient sur les canaux des étangs et provenaient des Côtes du Rhône,

de Lunel, de Montpellier et ses environs, de Frontignan, de Mèze, Marseillan, Agde, etc...

D'après les registres des Fermes, pendant neuf mois de 1699, les exportations sêtoises s'élevèrent à 15.902 quintaux d'eaux-de-vie (de 75 à 80.000 verges) (199).

Le commerce sêtois s'effectuait par transit ou commission. Les négociants montpelliérains y jouèrent le principal rôle. L'exportation des vins de qualité et des eaux-de-vie enrichit la ville et contribua à son développement.

Les marchands génois s'intéressaient au commerce des vins. Ils les achetaient chez le propriétaire, les logeaient dans leurs futailles et les chargeaient sur leurs navires. Boissonnade estime avec raison, que les génois détournèrent par Sète une partie du commerce qui s'effectuait par Bordeaux. En 1699-1700, les génois embarquèrent vers Livourne 250 muids au moins (200).

De nombreux envois se dirigeaient vers Paris, par Le Havre, où les vins du Midi commençaient à être connus, ainsi que vers d'autres ports de la Manche ((St-Malo, Dunkerque, etc...). Par contre, l'Angleterre favorisait encore les vins du Portugal et d'Espagne, lesquels payaient en 1698, 21 livres 12 shillings de droits par tonneau, contre 51 l. 2 sh. payés par les vins français (201).

La rareté des achats anglais se trouvait compensée par les expéditions importantes vers la Hollande et les pays nordiques, malgré les obstacles créés par les guerres et le droit de fret.

Ces courants commerciaux se maintiendront tant bien que mal au XVIII^{me} siècle. Sète expédiera de bons vins, des muscats, des eaux-de-vie vers Amsterdam, Hambourg, Brême, Lubeck, Rostock, Stockholm, etc...

Des documents postérieurs à 1730 montrent avec précision le développement et l'importance du commerce sêtois

(199) Registres des déchargements et renversements des vins et eaux-de-vie, année 1699. Arch. Hérault, C. 778. ; autres registres C. 767, année 1700.

(200) J.L. CAZALET, *ouvr. cité*, p. 49.

(201) J.L. CAZALET, *ouvr. cité*, p. 52.

(voir chiffres du tableau III). L'Inspecteur Grangent écrivait, en 1730, qu'il s'était fait, cette année là plus de chargements que « dans un long intervalle des années précédentes ». Par contre, l'Intendant de Bernage écrivait qu'avant 1730, il sortait par Sète en « année commune », année moyenne sans doute, 10.000 pièces d'eau-de-vie, ce qui à raison de 50 à 60 verges la pièce (350 à 420 litres) donnait le chiffre important de 5 à 600.000 verges (40.000 hl) issues de la distillation de 200.000 hectolitres de vins.

Ce chiffre, s'il est exact, s'avérait déjà appréciable, et d'après les statistiques de l'Inspecteur il sera rarement dépassé de 1740 à 1770.

En 1730, le trafic de Sète se trouvait bien assis et il éclipsait celui des petits ports voisins.

Le trafic des eaux-de-vie par Agde, comparé à celui de Sète était insignifiant (202) :

en 1732	16 pièces et demi contre 6.869,
en 1733	4 pièces et demi contre 2.424.

En 1732, Agde exporta 2.175 muids de vin, et 979 en 1733. Par la suite, les chiffres concernant Agde et les autres petits ports font défaut.

De 1740 à 1770, les exportations de vins et eaux-de-vie par Sète sont connues, avec une assez grande précision, par les relevés de l'inspection.

L'activité du port était évidemment saisonnière et soumise au rythme des récoltes, de la distillation et des arrivages. Pour les vins, la pointe des exportations se situait du mois de janvier à juin (70 à 80 % des sorties). Pour les eaux-de-vie, la période des envois, probablement à cause des délais et retards de fabrication, s'étalait et se maintenait à un certain niveau pendant les mois d'été. Cependant, plus de 50 % des exportations se faisaient au cours du premier semestre, dont une grande part en hiver (voir graphique III ci-dessous).

Le commerce des vins et des eaux-de-vie connut un net essor après 1750. De 1750 à 1770, quoique l'allure du

(202) Arch. Hérault, C. 2683, pièces de 2/3 muid ou 60 verges.

graphique I n'indique aucune tendance nette, il y eut un progrès moyen appréciable. En totalisant les exportations par périodes décennales on aboutit aux chiffres suivants :

	VINS (muids)	EAUX-DE-VIE (verges)
1740 à 1750	103.354	3.638.315
1750 à 1760	113.421	4.525.817
1760 à 1770	175.134	4.105.277
	391.909	12.269.409

L'accroissement paraît plus net pour les vins que pour les eaux-de-vie, mais là aussi, il existe, et, d'après les indications postérieures à 1770, il se poursuivra.

Si l'on examine attentivement le graphique des exportations, on constate des discordances, dans le sens ou dans les proportions, entre l'exportation des vins d'une part et des eaux-de-vie d'autre part.

En 1754 et 1763, les sorties de vins progressaient, celles des eaux-de-vie s'effondraient ; en 1768 et 1770, on assiste au phénomène inverse. Cependant, ces discordances de sens demeurent rares et assez inexplicables ; plus fréquentes sont les variations inégales dans le sens de la hausse ou de la baisse. Ainsi de 1752 à 1753, l'exportation des eaux-de-vie progressa de 246.527 à 817.057 verges soit 3,3 fois, celle des vins s'accrut de 1,6 fois, de 10.845 à 18.218 muids.

Le marché et les débouchés des eaux-de-vie étaient beaucoup plus irréguliers et « élastiques » que ceux des vins. Par exemple, de 1740 à 1770, l'écart entre l'exportation minimum et l'exportation maximum est de 4,4 fois pour les vins, mais il est de neuf fois pour les eaux-de-vie.

D'une année à l'autre, les exportations s'avéraient très irrégulières. Pour les eaux-de-vie, augmentation de 1742 à 1743 plus de 100 %, de 1752 à 1753 200 % environ, de 1767 à 1768 400 % ; les diminutions étaient tout aussi amples : de 1744 à 1745 250 %, de 1763 à 1764 350 %. Pour les vins,

augmentation de 1742 à 1743 300 %, de 1746 à 1747 150 %, de 1752 à 1753 150 %, de 1768 à 1769 300 % environ, de 1753 à 1754 et de 1767 à 1768, la diminution atteindra 100 %.

L'influence de la demande et des fluctuations des récoltes expliquaient en partie les variations du volume du commerce. Plus difficile à apprécier se révèle l'action des guerres de la succession d'Autriche (1740 à 1748) et de la guerre de Sept ans (1756-1763). La dépression constatée sur le graphique pour les vins comme pour les eaux-de-vie, correspond bien à ces dates ; on peut affirmer, sans toutefois négliger le jeu éventuel des facteurs demande et récoltes, que ces guerres freinèrent l'expansion commerciale, causèrent des pertes à la province et créèrent un climat d'insécurité défavorable au négoce.

Il apparaît cependant, que les négociants usaient de tous les artifices possibles pour soutenir le commerce ; ils sollicitaient même la complaisance des armateurs hollandais, pendant la guerre de la succession d'Autriche notamment, et expédiaient à destination fictive, pour éviter leur capture par les Anglais, les vins dirigés vers les Côtes de France ou d'Italie (203).

Où se dirigeaient les vins et eaux-de-vie exportés par Sète ? Voici la destination des expéditions pendant le premier trimestre 1769 :

	VINS (muids)	EAUX-DE-VIE (verges)
	—	—
Vers la France	5.867	151.068
Vers l'Etranger	5.707	214.694
	————	————
	11.574	365.762

De janvier à juin 1772, sur 14.804 muids de vins, 14.303 allèrent vers les provinces de la France et les pays du Nord et 441 vers les Colonies d'Amérique. Sur 298.085 veltes

d'eaux-de-vie, 286.075 prirent la première direction et 12.010 se dirigèrent vers les Colonies d'Amérique.

On trouvera ci-dessous les destinations des exportations par Sète de 1773 à 1775. La colonne exportation « étranger » comprend celles qui allaient dans des ports comme Marseille et Dunkerque. Les chiffres ci-dessous sont établis par la méthode de jauge appliquée par les fermiers de la foraine, plus exacte que celle des négociants.

De novembre 1773 à octobre 1774 inclus

	Ports de France	Iles françaises d'Amérique	Etranger	Total
Vins (muids et leyrans)	4.417,3	355,7	12.445,1	17.218
Veltes d'eau-de-vie	119.714	29.004	231.725	380.443

De novembre 1774 à octobre 1775

Muids de vin	7.750	409	16.090	24.249
Veltes d'eau-de-vie	272.250	12.486	242.815	527.551

Le commerce sétois fut très actif pendant les quelques années précédant la Révolution. Un mémoire évaluait l'exportation courante des vins à 18.000 tonneaux (de mer de quatre barriques et celle des eaux-de-vie à 40.000 pièces (204).

D'après l'Intendant de Ballainvilliers, Sète effectuait les deux tiers des exportations des vins et d'eaux-de-vie du Languedoc (12 millions de livres sur 18). Pour l'année 1785, certains mémoires mentionnent 50.000 barriques d'eau-de-vie, ce qui, à raison de 50 à 60 verges par barrique, donnerait le chiffre énorme de 2.500.000 à trois millions de verges ! En 1786, on signalait, certains jours, l'entrée dans le port de 500 barques chargées d'eau-de-vie. Ballainvilliers écrivait que « à des époques données, le commerce était si considérable qu'on pouvait à peine contenir les navires ».

(204) Arch. Hérault, L. 1260, an V.

Les chiffres de Ballainvilliers paraissent valables, car diverses circonstances les corroborent : suppression des droits d'exportation sur les eaux-de-vie en 1784, surabondance des récoltes donc bas prix des vins de chaudière, état de paix.

Les traités de commerce conclus en 1778 avec les États-Unis, en 1786 avec la Hollande et l'Angleterre, en 1787 avec la Russie eurent de bons résultats.

Mais le traité signé avec l'Angleterre en 1786, qui abaissait les droits sur les vins français de 98 à 46 livres par tonneau, les droits sur les eaux-de-vie de 9 à 7 livres le gallon, fut caduc en 1791-1793 (205).

En 1791, Sète exporta 80.000 barriques de trois-six, 20.000 barriques d'esprit de vin et 170.000 barriques de vins (206). Mais les guerres de la Révolution et de l'Empire éprouvèrent sérieusement le commerce sétois ; il ne parvint à rejoindre son volume de 1789 qu'en 1835 (207).

De 1818 à 1830, les exportations de vins progressèrent ainsi (208) :

1818	112.775 hl.
1825	149.915 hl.
1830	172.957 hl.

Le tableau IV ci-dessous permet une rapide comparaison du volume des commerces vinicoles sétois avant et après 1789. Les exportations de vin par Sète se situaient, au XIX^{me} siècle, à un maximum de six fois le volume atteint au milieu du XVIII^{me} siècle ; mais elles déclinèrent légèrement, après 1875, sous l'effet de la crise phylloxérique.

Les exportations d'eau-de-vie augmentèrent de 60 % environ du milieu du XVIII^{me} siècle, au milieu du XIX^{me} siècle ; le trafic global s'éleva considérablement de 1837 à 1848 (dix fois le volume du XVIII^{me} siècle).

(205) H. CARRÉ, in *Histoire Lavis*, tome IX, p. 227.

(206) CAZALET, *ouvr. cité*, p. 69.

(207) H. CARRÉ, *ouvr. cité*, p. 229.

(208) CAZALET, p. 139-140.

Outre cette croissance du volume du trafic, Sète devint un grand port d'importation des vins au fur et à mesure du développement du vignoble en Afrique du Nord, après l'année 1860.

Sous l'Ancien Régime, l'importation des vins était négligeable, mais non pas nulle. En effet, à la fin du ^{xvii}^e et au début du ^{xviii}^e siècle, existait un petit commerce d'importation directe de vins d'Espagne ou de Roussillon nécessaires aux coupages ou à la fabrication de vins cuits, Carthagène, etc..., imitant certaines façons espagnoles.

D'autre part, des vins du Roussillon passaient en transit vers Bordeaux sous l'appellation de vins du Languedoc pour tourner la prohibition qui les frappait dans cette ville.

Les chiffres des importations sont rares. Cependant l'on sait que, du 1^{er} octobre 1758 au 8 mars 1759, 2.401 muids 8 leyrans entrèrent à Sète.

Il s'agissait de vins d'Espagne et de Catalogne (1327 muids 1/2 leyrans), de vins rouges communs, de 18 muids 3 leyrans 1/2 (209) de vins de liqueur et de vins communs de Roussillon (1056 muids) qui sûrement passaient en transit à destination de Bordeaux. Du 8 octobre 1752 au 15 mars 1753, entrèrent 1147 muids 11 leyrans 7/12 de vins d'Espagne et 236 muids de vins du Roussillon sous acquit à caution.

Quoique relativement faible, en volume tout au moins, par rapport à l'exportation, il apparaît cependant que l'importation des vins étrangers corsés et de degré élevé était nécessaire aux négociants et aux fabricants de liqueurs de Sète et de Montpellier. La liberté d'importation en fut réclamée avec insistance pendant la Révolution (210).

Mais Sète ne deviendra un grand port d'importation de vins étrangers (Italiens, Espagnols ou Algériens) qu'après 1870. Les quantités importées progresseront rapidement (moyennes annuelles) (211) :

(209) Le leyrans contenait de 55 à 60 litres..

(210) Arch. Hérault, L. 1260, an V.

(211) CAZALET, ouvr. cité, p. 282.

1873-1888	65.000 hl. (Algérie)
1892-1898	1.600.000 hl. (Total)
1899-1914	649.000 hl. (Algérie)
1899-1914	1.300.000 hl. (Total)

En conclusion, Sète se transforma en un grand port vinicole d'exportation et aussi d'importation, dès la deuxième moitié du ^{xix}^{me} siècle. Ce changement se trouvait lié au progrès économique et viticole de l'époque. Mais le trafic vinicole sétois du ^{xviii}^{me} siècle, surtout au cours des vingt ou trente dernières années de l'Ancien Régime, n'était pas négligeable. Il atteignit des niveaux qui ne seront dépassés, de façon régulière, qu'après la période 1830-1840.

TROISIEME PARTIE

LE FONCTIONNEMENT DU COMMERCE DES VINS ET DES EAUX-DE-VIE

LA RÉPARTITION DU REVENU VITICOLE

La deuxième partie de cette étude a présenté le développement des commerces viticoles, les luttes pour la formation d'un marché unique et libre, les résultats chiffrés de l'expansion commerciale.

La troisième partie montrera le fonctionnement du marché, l'aspect monétaire, les fonctions du commerce, le revenu viticole et sa répartition entre les catégories sociales.

La facture délivrée par le négociant apparaît comme le tableau comptable de la répartition des revenus de la vigne ; tour à tour y figurent le viticulteur, le fabricant d'eaux-de-vie, le tonnelier, le voiturier, le fabricant d'emballages, le verrier, enfin le fermier des impôts, les péages, les droits de circulation, le profit commercial.

Producteurs, auxiliaires du commerce, prébendiers fiscaux gravitaient autour de la classe marchande, agent de la circulation et dispensatrice d'argent.

Le rôle de la classe marchande, sa puissance économique et financière, son appétit de profits, ses revenus et son action générale méritent une place spéciale.

Cette classe dominait le marché et l'économie viticole dans son ensemble. Elle luttait pour obtenir un profit élevé, en se défendant contre la fiscalité et en pressurant les viticulteurs, les distillateurs et les auxiliaires du commerce. Souvent, la classe marchande incarnait l'intérêt général des professions viticoles.

Ainsi la troisième partie de cette étude se trouve nettement orientée vers les questions de répartition du revenu entre les groupes sociaux de l'économie viticole.

Le revenu de ces diverses couches sociales se trouvait lié au prix du vin et des eaux-de-vie.

Quand le vin se vendait bien, l'activité économique et le commerce prospéraient ; les populations rurales pouvaient acheter davantage de grains et de denrées.

Quand les cours du vin s'effondraient, ceux des grains demeurant stables ou s'élevant, la misère et la stagnation s'installaient dans le pays, avec leur cortège de troubles sociaux et de doléances.

Aussi, les courbes des prix du vin révèlent un aspect important de l'évolution économique languedocienne. Elles résument le mouvement des revenus des populations vivant directement ou indirectement de la vigne et constituent donc une bonne conclusion à l'étude des commerces vinicoles.

CHAPITRE I

VUES D'ENSEMBLE SUR LES FRAIS DE LA DISTRIBUTION ET LA RÉPARTITION DU REVENU VITICOLE

Ce chapitre présente le tableau synoptique des frais de circulation et la répartition du revenu viticole entre les couches sociales, vivant de la viticulture. Des factures, décomptes de prix de revient et de vente permettent d'apprécier la part des revenus du commerce, des prestations de service (transporteurs, tonneliers, etc...), enfin la part de la fiscalité multiforme.

Dans une première section figure un résumé des grands postes des frais de distribution. La section suivante a pour objet de déterminer brièvement la part du viticulteur et son affectation en frais de production ou en rente foncière.

1^o *Le tableau comptable des frais de distribution ; schémas de la répartition réelle entre les divers groupes professionnels.*

Aucune comptabilité complète n'a pu être réunie. Les documents rassemblés concernent le XVIII^{me} siècle et diverses régions du Languedoc : Gaillac, Toulouse, Frontignan, Béziers, St-Georges, Montpellier, Côtes du Rhône, etc... Ces décomptes établis pour de longs parcours, par exemple à destination de

Rouen et même Paris, reprennent la plupart des dépenses engagées par le négociant :

- Bénéfices des intermédiaires du commerce.
- Frais de transport et d'expédition.
- Impôts, taxes, droits de circulation.

La reproduction de ces éléments comptables pourrait paraître fastidieuse, si elle ne visait à fournir des pièces justificatives à des développements ultérieurs. La section ci-dessous se borne à présenter chronologiquement, avec un bref commentaire, certains décomptes et factures. En règle générale, on peut remarquer l'écart considérable séparant le prix d'achat à la propriété et le prix de vente au consommateur.

L'une des rares factures (décompte n° 1) du xviii^{me} siècle concerne des vins de la région de Thau achetés par le négociant frontignanais Argeliès et expédiés, probablement, vers l'Italie, car les droits de sortie et de fret perçus étaient importants. Le commerçant semble engager tous les frais jusqu'au point de destination.

Décompte n° 1

Vin chargé à Frontignan (1640-1660) (1)

	SOLS EN LIVRES EN % DU TOTAL	
Prix d'achat de 42 muids à 18 livres...	760	39,3
Frais divers (repas, chargement).....	20	
Frais d'embouteillage, chargement.....	18	7
Frais divers dont « assurettes faites sur la barque ».....	97	
Réparation des tonneaux.....	41	2,1
Frais indéterminés (passage illisible).....	37,10	
Frais des barques (15 livres par muid)...	697	36
Charroy ou droit de courtage (20 sols par muid).....	42	2,2
Foraine (3 sols par livre, sur 35 muids).	214,4	11,9
Passeport.....	16	
Nolisement, frais de contrats.....	1	
Au commis du grau.....	4	
	1.932,10	

(1) Arch. Frontignan, II, 9.

Chez le même négociant, en 1658, le prix de revient, à l'expédition, transports compris, s'élevait pour 43 muids, 18 barrals à 1328 livres. Dans ce total, le prix d'achat des vins à la propriété représentait 721 livres, soit 54,2 % (2). Dans les deux cas, l'écart entre le prix à la propriété et le prix de gros apparaît important, et encore le bénéfice commercial n'était-il pas compris dans ce montant.

Le décompte n° 2, concerne un tonneau (peut-être un muid ?) de vin chargé à Béziers, en 1699, dirigé sur Paris, via Bordeaux, passant debout (3) partout (4) :

	LIVRES, SOLS, DENIERS		
Droits de foraine à Toulouse (Bureau d'Auvillars).....	8		
Droits à Bordeaux ; convoi et comptable.	17	17	6
à l'entrée et sortie.....	9	15	4
à Rouen, romaine et grandes entrées.....	4	19	9
Droit de 9 livres et augmentation.....	12	2	3
Subvention par doublement.....	8	2	
Droit de rivière.....	9		
A Paris : droit de gros et augmentation...	65	10	
Huitième.....	20		
Total des droits à Paris.....	85	10	
Frais de vendeurs, essayeurs, courtiers, facteurs et commissionnaires, rouliers, deniers d'octroi.....	10		
	165	6	10

Ce vin pouvait coûter au départ de 30 à 40 livres le muid de Languedoc. En admettant qu'il fut acheté au propriétaire un peu plus cher, l'écart demeurerait considérable entre le prix d'achat et le prix de vente au consommateur. Le

(2) Arch. Frontignan, cité.

(3) Passer debout signifiait transiter. Théoriquement, les droits d'octroi devaient être remboursés ; en réalité ils ne l'étaient que rarement.

(4) Arch. Hérault, Etats 694.

prix du vin, de la production à la consommation se trouvait multiplié plusieurs fois. L'incidence des prélèvements fiscaux était certainement la plus forte.

Les décomptes nos 3 et 4 ci-dessous concernent les vins de Gaillac, vins de qualité. Ils sont beaucoup plus clairs et détaillés que les précédents et mentionnent les frais de culture, les droits, impôts et profits.

Décompte n° 3

Décomposition du prix de la pipe (210 l.) de vin de Gaillac
en 1709 (5)
(en livres, sols) :

	Vins exporté		Vin vendu sur place	
	L.	S.	L.	S.
Frais de vendanges.....	3		3	
Travaux.....	13	8	13	8
Taille et capitation.....	3	8	3	8
Dîme.....	3	10	3	10
Rente.....		9		9
Futailles.....	6		6	
Cerclage renforcé des barriques.	2			
Frais de chais pendant 4 mois...	1			
Transport.....	5			
Droits perçus à Bordeaux.....	17	5		
Commission.....	1	10		
Total des frais.....	56	10	29	15
Prix de vente.....	75		40	
Bénéfice théorique.....	18	10	10	5

(5) Arch. Hérault, Etats 693 ; J. RIOL, cité p. 59.

Décompte n° 4

Droits et frais par pipe de vin (210 l.) de Gaillac
en 1773 (6) :

1^o *Sur les lieux.*

	LIVRES	SOLS	DENIERS
Droit de commission.....	3		
Certificat de ville.....		7	6
Marque de ville.....		1	
Droit de leude.....			10

2^o *Transport de Gaillac à Bordeaux.*

(de 15 à 25 livres les 2 pipes)..... 12

3^o *A Bordeaux.*

	15	9	4
A l'entrée : droits de ville.....		10	
Décharges d'acquits à Auvillars et Langon.	1	16	6
Tonnelage, entretien du vin au chai.....		10	
Coulage, entrée au chai et amarrage.....		4	
Tirage au fin (filtrage).....		7	6
Retirage au fin.....		7	6
Courtage.....	3		
Sortie du chai.....		4	
	6	19	6

A la sortie :

	LIVRES	SOLS	DENIERS
Magasinage à 30 sols par mois p. 8 mois	6		
Rabatage	1	10	
Droits d'entrée	15	7	
Droits de sortie.....	8		
Port à bord et arrimage.....		11	
Commission	3		
Au maître de barque et au courtier.....		15	
	35	3	

Total général..... 57 l. 11 s. 10 d.

(6) Arch. Hérault, Etats 696.

L'examen des deux décomptes précédents montre que le commerce des vins de Gaillac était, malgré des frais importants, rémunérateur pour le récoltant et le négociant-expéditeur de Gaillac. En 1709, le prix de vente à Bordeaux se répartissait ainsi, en pourcentage :

Droits et impôts.....	32	0/0
Frais de transport et d'expédition.....	18,6	0/0
Frais de culture et de vinification.....	22	0/0
Bénéfice du récoltant et du négoce.....	27,4	0/0
Commission du négociant de Bordeaux.....	2	0/0

En résumé, 50 0/0 environ du prix de vente à Bordeaux rémunéraient la production et le commerce local. Les frais commerciaux et les impôts représentaient cependant la moitié du prix de gros. Cette proportion était moindre que celles rencontrées plus haut. Ceci s'explique par la valeur relativement plus élevée des vins de Gaillac, demandés par une riche clientèle en France et à l'étranger, Angleterre, pays nordiques, Amérique. Cependant, les prix du vin de Gaillac devaient être chers sur les places de consommation.

Au cours du xvii^{me} siècle, d'après le décompte N° 4, les droits de circulation, exigés à Bordeaux notamment, tendirent à augmenter. Frais de conditionnement, de transport, de manutention, de conservation et droits représentaient une part importante du prix de vente du vin à Bordeaux. Au cours des mauvaises années, ce prix de vente était grevé de tels frais que la marge du revenu des viticulteurs gaillacois diminuait considérablement. Un phénomène inverse se produisait au cours des bonnes années.

Ainsi la répartition du revenu viticole s'avèrait extrêmement fluctuante. Pour s'en convaincre, il suffit de consulter les prix du vin de Gaillac. Ainsi les prix d'hiver oscillaient, de 1760 à 1771, selon les années, de 50 à 200 livres et plus la pipe.

L'expédition des vins du Languedoc vers les centres de consommation du Nord de la France ou vers l'étranger était onéreuse. Le décompte N° 5 ci-dessous, fournit un exemple

du poids écrasant des droits de circulation. 103 pièces de vin de Roussillon (85 muids environ) expédiées à Paris, en 1737, payèrent au titre des droits et frais, non compris les transports, 1.116 livres, 1 sol, 11 deniers (7) :

<i>Frais et droits au Havre</i>	445 livres	5 sols	5 deniers
dont : entrées.....	216	12	3
octroi à 47 sols			
3 deniers par muid.....	198	6	11
cri des courtiers et jaugeurs.....	27	11	3
à Rouen	670	16	6
dont : entrées	242	4	6
au Vicomte	11	14	
à l'Hôtel-Dieu	26	16	6
aux tonnelier, jaugeur et gardes.	98		

On ne connaît ni le prix d'achat de ces vins ni l'ensemble des frais et droits perçus à Toulouse et Bordeaux. Cependant, ces chiffres montrent que la circulation des vins languedociens, ils n'étaient d'ailleurs pas les seuls dans ce cas, rapportait de gros profits au fisc, aux financiers des villes et aux particuliers titulaires de péages très souvent injustifiés et arbitraires.

Le poids de ces frais et droits se retournait contre les vendeurs et les commerçants de la province ; contraints de vendre au consommateur à des prix excessifs, ils se trouvaient dans l'impossibilité de le faire et voyaient se fermer leurs débouchés. Le montant élevé des droits et dépenses de circulation freinait l'essor commercial.

D'ailleurs, ces circonstances revêtaient une portée générale encore confirmée par l'anecdote économique suivante : En 1749, un propriétaire de Toulouse tenta de faire connaître les vins du pays à Paris, en Normandie et en Bretagne. Il fit quelques envois, mais, découragé par l'excès des frais et charges, il dut cesser son activité. Impôts, taxes, frais d'expédition et de transport, d'après ses calculs, déterminaient un

(7) Arch. Hérault, Etats 696.

prix de vente au détail de 12 à 13 fois plus élevé que le prix d'achat du vin à la propriété.

Ceci prouve que pour les vins ordinaires il n'y avait d'autre débouché que la consommation locale ou la distillation.

Voici les extraits de la facture du propriétaire toulousain (8). Il s'agissait d'un tonneau de vin (4 barriques de 270 litres environ chacune) expédié en 1749 de Seisses, via Muret (Haute-Garonne), Toulouse, la Garonne, Bordeaux, Rouen à destination de Paris :

Décompte N° 6

	% DU PRIX			
	LIVRES	SOLS	DENIERS	DE VENTE
Prix d'achat au récoltant.....	36			7,1
Montant des droits.....	221	7	7	44,1
dont à Toulouse.....	14	19		
Bordeaux.....	41	17	4	
Rouen.....	53		6	
Paris.....	111	10	9	
Frais d'expédition.....	55	15		11,3
Transports.....	85	12		16,9
Prix de vente à Paris.....	501	7		

La part du prix de détail revenant au producteur était extrêmement faible, soit 7,1 %. Elle l'eut été encore davantage si le vin avait payé les droits sur la base du tarif de 1749 au lieu de celui de 1748.

En outre, le vin n'était pas assuré et le droit d'entrée à Toulouse se trouvait réduit parce que l'expéditeur habitait la ville.

Les décomptes suivants concernent des vins muscats de Frontignan, vendus à Bordeaux par des commissionnaires du lieu ou encore de Toulouse, pour le compte d'Argeliès, de Frontignan.

(8) Mémoire de M. de Puymaurin en 1767, Arch. Ch. de Commerce de Toulouse, délibération du 26 août 1776. Arch. Hérault, Etats 696.

Décompte N° 7

Vente, de janvier à août 1737,
de 45 tiercerolles et demi de vin muscat de Frontignan (9) :

	LIVRES	% DU PRODUIT	
		SOLS	TOTAL
1. Produit de la vente.....	5.153	10	
2. Transport de Toulouse à Bordeaux (40 sols par tiercerrolle).....	91		
3. Droit de foraine à Auvillars.....	105	6	
4. Droit d'entrée à Bordeaux (42 sols par tonneau).....	480	12	
5. Marque de ville (5 sols par ton.).....	2	17	
6. Fouettage et clarifiage.....	106		
7. Courtage.....	72		
8. Entrée et sortie du chai.....	3	6	
9. Frais du chai.....	65	10	
10. Frais divers (rabattage).....	4	5	
11. Commission à Bordeaux.....	68	15	
Total des postes 2 à 11 inclus.....	999	11	19,4
Bénéfice brut du marchand et du récoltant de Frontignan (y compris le prix d'achat)	4.153	19	80,6

Le prix de vente ci-dessus était un prix de gros. D'ailleurs le décompte n° 7 ne fait pas état de certains frais réellement engagés (transport Frontignan-Toulouse, droits, commissions, frais divers) d'un montant inconnu. En pourcentage, la part de la propriété se trouvait donc beaucoup plus réduite que celle qui apparaît ci-dessus.

Les factures suivantes, beaucoup plus complètes, ramènent la part du revenu du négoce et de la viticulture à une plus juste proportion. Il s'agit de vins blancs et muscats de

Frontignan ou Béziers vendus par des commissionnaires de Bordeaux de 1739 à 1741 (10) (en livres) :

	Pour 68,5		Pour 92	
	BARRIQUES	%	BARRIQUES	%
	[VIN MUSCAT]		[VIN BLANC]	
Produit de la vente.....	7.414		11.100	
Transport (partiel).....	137			
Commission	163		133 (à Bordeaux).	
Total des frais	5.168	69,7	9.112	82
Produit net (négoce et viti- culteur)	2.246	30,3	1.998	18

Négoce et production languedociens pouvaient s'attribuer 50 à 60 % du prix de vente à Bordeaux (prix de gros). Cette part de revenu était d'ailleurs fonction des facilités de vente, du prix réalisé et de l'état satisfaisant de la demande. Frais et droits pesaient plus fortement certaines années sur des prix déjà déprimés, réduisaient davantage le profit commercial et le gain du viticulteur récoltant.

Cependant, les vins de qualité, muscats réputés comme ceux de Frontignan et vins blancs du Diocèse de Béziers, laissaient une marge bénéficiaire appréciable.

Ainsi, en 1773, de Sète à La Rochelle, deux tiercerolles de muscat paieront 80 livres 1 sol de frais et droits dont 44 livres 9 sols pour ces derniers (11). Comme le prix de vente des deux tiercerolles, à La Rochelle, dépassait certainement 200 livres, une marge bénéficiaire importante revenait tout de même aux expéditeurs.

Grâce à leur renommée et à une demande active, les vins muscats du Languedoc supportaient, mieux que d'autres vins plus ordinaires, le poids des charges fiscales, des transports, frais d'expédition, pertes fortuites et dépréciations fréquentes en cours de voyage.

(10) Arch. Frontignan, II, 9.

(11) Arch. Hérault, Etats 696.

Le commerce des muscats demeura fort rémunérateur pour des maisons de Montpellier qui achetaient en gros à la propriété, mettaient en bouteilles et expédiaient. Le décompte d'un envoi d'une caisse, en 1741, de Montpellier à Paris, se présentait ainsi (12) :

	LIVRES	SOLS	%
Prix d'expédition	47	4	58
Transports	22	1	27,2
Droits	12	3	14,8
	—	—	
	81	8	

Ces caisses contenaient de 40 à 60 bouteilles. Le prix d'achat du muscat, frais compris, s'élevait à 180 livres environ le muid, soit 5 à 6 sols le litre. Le prix de gros d'une bouteille (moins d'un litre) variait de 12 à 22 sols (voir plus loin chapitre VI). Le producteur réalisait donc un prix de vente passable (environ 25 à 30 % du prix de gros), alors que le négociant expéditeur gagnait gros à ce commerce.

Les schémas de prix examinés ci-dessus ne se modifieront pas sensiblement jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. Les vins fins de l'Hérault, transportés de Sète à Paris, voyaient leur prix d'achat au départ doubler et même tripler sous l'influence des frais et droits. Voici le décompte du prix de revient d'un tonneau de vin de Saint-Georges-d'Orques; transporté de Sète à Paris, en 1771 (13) (en livres). Ce tonneau contenait une demi-pièce (sans doute demi-muid mesure de Montpellier ou 3,5 hl environ). (Voir tableau à la page 154).

30 % du prix du vin rendu à Paris revenaient au producteur. C'était peu par rapport au montant des frais à Rouen, Honfleur et Paris, représentant 50 % du prix de revient.

(12) Arch. Hérault B.B. 440, fo 170.

(13) Arch. Hérault, Etats 696.

	POURCENTAGE DU			
	LIVRES	SOLS	DENIERS	PRIX A PARIS.
Prix d'achat	75			30
17 pots pour les lies	5	2		2
Soutirage et chargement.....	7			2,8
Transport de St-Georges-d'Orques à Sète (35 km. env.)....	4			1,6
Droits et frais d'embarquement à Sète	3	10		1,4
Frêt maritime	8	6	6	3,3
Frais à Rouen	26	9	6	10,6
Frais à Honfleur	31	18	4	12,8
Remplissage	25			10
Entrée à Paris et frais	63	11	9	25,5
Prix de revient à Paris	249	18	1	

En recoupant les comptabilités imparfaites, voici comment se présentaient, approximativement, les écarts entre prix d'achat et prix de vente du vin muscat du Bas-Languedoc à Bordeaux de 1737 à 1741 (14). Pour une tercerolle (en livres) :

LOCALITÉ DU VENDEUR	PRIX D'ACHAT	PRIX DE VENTE
	A LA PROPRIÉTÉ	MOYEN A BORDEAUX
1739 Béziers	27 - 28	100 - 150 - 180
Puisserguier	28	
1741 Béziers, Montady.....	38 - 40	150
Montblanc		

L'écart entre le prix d'achat et le prix de vente à Bordeaux (prix de gros) s'avérait donc considérable. Les frais de circulation du produit exerçaient une influence restrictive sur le développement des débouchés.

D'autre part, le producteur semblait lui-même assez mal loti. En fait, le commerce détenait la maîtrise quasi-totale du marché, tendait à imposer le prix qu'il jugeait rémuné-

(14) Arch. Frontignan, II, 9.

rateur. Une situation analogue se présentait dans le commerce des eaux-de-vie dont il a été question dans le chapitre II de la deuxième partie.

Les lois du marché, la dispersion des vendeurs, la concentration qui faisait la force du commerce, tendaient à entraîner une répartition favorable à ce capitalisme commercial qui accrut sans cesse sa puissance au cours du XVIII^{me} siècle.

D'autre part, économiquement, une action tendant à acheter en baisse les vins et eaux-de-vie du Languedoc était d'ailleurs justifiable de la part du commerce. En effet, comment serait-il parvenu, sans cela, à faire franchir à ces produits des barrières douanières élevées, à leur faire supporter des transports et des frais onéreux, tout en évitant d'offrir ces produits, en France ou à l'étranger, à des prix inabordables qui auraient découragé la demande ?

Mais la tendance à acheter à bas prix, qui s'accroissait considérablement en période de récoltes abondantes, aboutissait à exploiter les viticulteurs et les distillateurs au profit du commerce. Car, en cette matière, le commerce n'obéissait pas seulement à des nécessités économiques inéluctables, mais aussi et surtout à la recherche du profit, sans s'embarrasser de considérations morales.

Le commerce agissait incessamment pour gagner davantage, en tenant sous une dépendance financière rigide les couches sociales productives, petits et moyens vignerons, fabricants d'eaux-de-vie, tonneliers et prestataires de service.

En résumé, un profit commercial le plus élevé possible, des droits, frais de transport exorbitants, et, à l'opposé du cycle de production, une part moyenne relativement faible aux producteurs (beaucoup plus faible pour les vins ordinaires), telle était l'image de la répartition du produit viticole languedocien sous l'Ancien Régime.

Ce schéma de répartition se trouvait encore aggravé par l'instabilité des prix du vin et les crises cycliques fréquentes qui frappaient principalement les producteurs.

Ainsi, le commerce réalisait des gains élevés, peu sensibles aux mouvements de la conjoncture. La viticulture était souvent exploitée, éprouvée. Les frais de circulation et la fiscalité absorbaient la plus grande partie du prix de détail.

Les ^{xix}^{me} et ^{xx}^{me} siècles ont légèrement amélioré la situation en faveur des viticulteurs. Le tableau ci-dessous concernant des vins de Saint-Georges-d'Orques en 1771 et des vins de Béziers titrant 10° en 1951 montre un accroissement de la part de la propriété dans le prix de détail (en pourcentages) (15) :

	1771	1951	
		EN CUVES	EN FûTS
Prix d'achat propriété.....	30 %	53,6 %	48,8 %
Droits		21,3 %	19,4 %
Frais généraux		5,3 %	13,2 %
Transports, frais d'achat....		13,8 %	12,6 %
Profit du négoce.....	70 % (16)	6 %	6 %

En résumé, l'abaissement du coût des transports, sans doute aussi de la fiscalité et du profit commercial, ont permis à la viticulture d'obtenir une meilleure part dans la vente de son produit. Cela s'est-il traduit par une élévation réelle des conditions d'existence ? Les comparaisons s'avèrent délicates en cette matière. Pour les faciliter, le paragraphe suivant s'attache à esquisser une analyse des revenus laissés à la viticulture de l'Ancien Régime.

2° *Le revenu de la viticulture et de la propriété foncière ; son utilisation, les frais de culture.*

Les frais de circulation des vins et des eaux-de-vie primaient la masse des revenus des sphères de production, viticulture et distillerie. Comment le viticulteur s'accommodait-il du revenu que lui laissaient les aléas et le jeu d'un marché où régnait un commerce tout-puissant ?

(15) En 1951, Syndicat des vins de Paris. *Journée vinicole*, 7 nov. 1951.

(16) Les transports, frais d'expédition et d'achat représentent plus de 20 %

Quelle part de ce revenu lui restait-il après avoir payé les frais de culture ?

L'étude du profit viticole permettrait d'éclairer les conditions de vie de cette petite et moyenne paysannerie, de ces ruraux qui formaient la masse des populations languedociennes. Au XVIII^{me} siècle, le revenu tiré de la viticulture constituait une source importante du revenu des populations rurales. Tout ce qui s'y rattachait tendait à réagir sur la conscience sociale de ces masses. M. Labrousse a fort bien analysé ce fait (17) :

« Le profit viticole constitue la grande catégorie du profit rural populaire. On a déjà noté d'un mot pourquoi le paysan du XVIII^{me} siècle n'était pas généralement vendeur de blé.

« L'entrepreneur viticole, même parcellaire (très souvent celui-là), est, par contre, vendeur de vin. Il vit en économie d'échange. Les variations des prix commandent aux variations de son revenu. Il interprète ces variations, il les impute à des institutions ou à des hommes. Il réagit en conséquence, de toute la force d'un groupe nombreux et dense de producteurs. »

Déterminer, avec quelque précision, le profit du viticulteur est une tâche difficile, souvent impossible. Il faudrait posséder des comptabilités détaillées, donnant les frais, les recettes, les rendements, les prix de vente... Or, ces documents sont rares. Il faut aussi se garder de trop généraliser les conclusions tirées de ceux qui figurent ci-dessous :

Frais de culture de la vigne à Saint-Georges-d'Orques en 1750 (18) (en livres) :

(17) Ouvr. cité. Introduction, L. II.

(18) Arch. Hérault, C. 5098, une sétérée = 15 ares.

Produit de 45 sétérées de vignes jeunes, 7 muids à 60 livres	420
Produit de 80 sétérées de vignes vieilles, 6 muids à 64 livres	384
<i>Total</i>	804
Frais : Labour (2 raies croisées), 110 journées de mule à 40 sols	220
Taille : 70 journées à 20 sols	70
Déchaussage : 70 journée d'homme	70
Vendanges	30
<i>Total</i>	390

Du tableau ci-dessus se dégagent les résultats suivants :

Prix de vente moyen du muid (692 l.)	61 livres
Frais de culture pour un muid.....	30 livres
Prix de la futaille d'un muid	15 à 20 livres
Profit brut avant paiement des imptôts; de la rente, etc... ..	11 à 16 livres

Le rendement moyen des 125 sétérées (18,75 hectares) n'était que de 4,7 hl à l'hectare ; les vignes jeunes avaient rendu 7 hl 15 à l'hectare. Toutefois, il semble que ces chiffres aient été quelque peu minorés, car l'auteur du décompte cité demandait un dégrèvement de l'impôt du vingtième.

Le décompte suivant provient de la comptabilité d'un marchand de Montpellier possédant quelques vignes à Pignan. Il donne une vue moyenne de l'exploitation viticole, car il reprend plusieurs campagnes (19). Il s'agit de deux vignes avec oliviers dont la contenance n'est pas indiquée, on peut cependant l'évaluer, d'après les temps de travail nécessaires et les rendements, à environ 20 sétérées (3 hectares).

(19) Grand livre Ricard, Arch. Hérault B.B. 440, f° 56. J = journée.

Détail des frais
(en livres, sols, deniers)

Campagne 1751-1752 :

	L.	S.	D.
Mai : 1 ^{re} culture :			
5 J. de labourage, 5 J. de déchaussage,			
4 J. 1/2 de fossoyer	19	10	
Juillet : 2 ^{me} culture :			
5 J. au pignarel	10		
Taille (impôt)	11	12	8
Vendanges, réparations des futailles	22	5	
	—	—	—
Total pour 1752.....	63	7	8

Campagne 1752-1753 :

	L.	S.	D.
5 J. de labourage, 5 J. 1/2 d'homme, 5			
J. de femme, 4 J. de fossoyer et			
pour enlever les sarments	23	2	
Taille (impôt)	11	17	3
Vendanges, 7 J. d'homme, 6 J. de femme,			
frais de futaille, etc... ..	24	12	
	—	—	—
Total pour 1753.....	59	11	3

Campagne 1753-1754 :

	L.	S.	D.
10 J. labourage, 9 J. déchaussage, 4 J. 1/2			
fossoyer	43	10	
Vendanges, taille (impôt), autres frais.....	36	9	2
	—	—	—
Total pour 1754.....	79	19	2

Aux frais des trois campagnes ci-dessus, il convient d'ajouter :

	L.	S.	D.
Au titre de la taille et d'un supplément			
du vingtième	20	14	1
Rente du magasin pour loger les vins.....	15		
Louage d'une cave	10	10	
Charriage des sarments, 3 J. de femme			
et d'une bourrique	2	5	
15 J. de taille à 18 sols	13	10	
	—	—	—
Total	61	19	1

Produit de la vente du vin

CAMPAGNE ET DESTINATION DU VIN	NOMBRE DE		PRIX DU	TOTAL
	MUIDS	MUID		
1752 Fabrication du vert-de-gris	4	39,5	158	
Vente de raisins			21.18	
			—	
Total			179.18	
1753 Vin pour le vert-de-gris	3	35	104.17	
1754 Vin vendu	4	29	115.10	
Raisins vendus			33.14	
			—	
Total			149.4	

Vente de 70 qx de sarments, pour trois années : 20 l. 14 s.

Produit des trois campagnes arrondi en livres..... 455

Frais engagés, arrondis en livres..... 265

Différence 190

Le profit moyen par muid (en évaluant à deux muids la quantité de raisins vendus) s'élevait à :

190 : 13 = 14 à 15 livres.

Voici le compte d'exploitation de 23 sétérées à Fabrègues (Hérault) (3,5 hectares environ) de 1750 à 1752 (20) :

<i>Produit :</i>	L.	S.
5 muids de vin (35 hl) à 30 livres	150	
<i>Frais :</i>		
Culture, 45 Journées (à 40 sols)	92	
Pour déchausser, 23 J. de femme (à 18 sols)	21	4
10 J. de vendanges (à 8 sols)	4	
3 J. de mule pour transporter le raisin (à 40 sols)	6	
Fouillage, 3 J. d'homme (à 20 sols)	3	
Presse du vin (15 sols par muid)	3	15
Réparation des tonneaux	12	
Total	141	19

Le produit, avant paiement des impôts, ressortait à 1 livre 12 sols par muid. Cependant les frais par sétérée s'élevaient à 5 livres environ contre 3 ci-dessus à Saint-Georges-d'Orques, ce qui paraît un peu forcé. En outre, le vin était ordinaire et l'année 1752 connut une crise de mévente. Le rendement (10 hl par hectare) paraît bon pour l'époque.

**

En 1753, le compte d'exploitation d'une sétérée à Tain-Hermitage se présentait ainsi (21) :

<i>Frais :</i>	L.	S.
Labour, taille, pose des échalias	20	
40 fosses (?) par an	2	
Fumier	8	
Echalias à remplacer (150)	2	5
Osier et paille pour lier la vigne	1	5
Vendanges, pressoir	4	
Futailles	22	10
	60	

(20) G. SAUMADE. — Fabrègues, p. 565.

(21) Arch. Drôme, C. 218, fo 142.

Le contrôleur du vingtième estimait à 50 livres, logement du vin compris, les frais de culture d'une sétérée. Le requérant les évaluait de 60 à 70 livres. Pour les vins de 3^{me} classe, la moitié du produit était déduite pour frais de culture, dans l'assiette du vingtième. Une sétérée produisait en moyenne 8 barreaux ($\frac{2}{3}$ de muid).

D'ordinaire, les vins des Côtes du Rhône, vins de qualité, se vendaient à un bon prix. Le négoce y réalisait de gros profits. Mais les frais, le travail à bras et la culture en hautains demeuraient onéreux. Le profit net du petit vigneron s'avérait fluctuant et, pour les vins de la dernière classe, il était souvent assez mince.

Dans le Bas-Languedoc, les frais de culture d'une sétérée se trouvaient peu compressibles, pour la grande propriété et pour le fermier employant une main-d'œuvre permanente de journaliers. Mais, en période de crise et de baisse des cours des vins, la grosse propriété réussissait à amortir la chute du profit unitaire, soit en la répartissant sur un chiffre d'affaires plus grand, soit en stockant une partie du produit (22).

Toute autre était la situation des métayers et viticulteurs parcellaires, nombreux dans ce Languedoc où la vigne représentait, selon l'expression juste d'un auteur, « la culture préférée du pauvre » (23). La crise jetait ces producteurs dans la misère, car ils ne pouvaient stocker, ni vendre de grandes quantités. Leurs débours étaient, il est vrai, insignifiants, mais leur travail individuel devenait plus mal rémunéré (24).

Ainsi, il paraît difficile de conclure. La situation du profit viticole variait selon les couches sociales (grande et petite propriété), selon les régions du Languedoc, selon les terroirs, selon la qualité et le prix du vin, également fort différenciés.

Les décomptes ci-dessus permettraient de chiffrer de 4 à 5 livres le capital de roulement moyen nécessaire pour

(22) LABROUSSE en ce sens, p. 561-565.

(23) TUDEZ, ouv. cité, p. 7.

(24) LABROUSSE en ce sens, p. 561-565.

cultiver une sétérée des environs de Montpellier (15 ares) vers 1750. Au début du XVIII^{me} siècle, à Saint-Georges-d'Orques, on citait des frais de culture de 4 à 5 livres (25).

A la fin de l'Ancien Régime, les futailles et les frais proportionnels tendaient à augmenter. Les substances renchérisaient et les prix de vente réels des vins diminuèrent.

Le profit du petit viticulteur calculé sur des prix affaiblis, assujetti à des impôts et droits seigneuriaux relativement plus lourds, était pris dans un étau qui ne se desserrait que rarement.

Le viticulteur modeste, surtout lorsqu'il produisait des vins ordinaires, vins de chaudière ou de consommation locale, fut réduit à des conditions d'existence précaires. Il subsistait grâce aux quelques profits réalisés en période de hauts prix.

La pression fiscale ne diminua pas ; et le producteur ne pouvait, comme le commerçant, répercuter ses impôts sur la clientèle.

Ainsi le commerce connaissait une situation plus favorable, et il traversait allègrement les périodes de crise de plus en plus fréquentes, à l'aide des surprofits réalisés pendant les campagnes favorables et d'intense spéculation.

Un contraste frappant se manifestait donc entre l'allure des revenus de la viticulture d'une part, ceux du commerce d'autre part. Le commerce saisissait les hauts moments de la conjoncture. Plus mobile, plus instruit, mieux organisé, le capitalisme commercial se trouvait bien placé pour dominer la production, diriger le marché, faire les prix et réaliser de grosses fortunes. Montrer l'activité de ce commerce, son organisation et sa puissance, tels seront les buts du chapitre suivant.

(25) DELEUZE, ouvr. cité, p. 49.

CHAPITRE II

LES INTERMÉDIAIRES DU COMMERCE

Rôle, Puissance économique et financière

Les intermédiaires du commerce constituaient une classe capitaliste sans laquelle la circulation des vins et eaux-de-vie ne pouvait se réaliser. Cette classe occupait la place dominante dans l'économie viticole. D'ailleurs, le commerce, en général, déjà au ^{xvi}^e siècle, tendait à dominer l'économie. M. LACOUR-GAYET a pu écrire sur le ^{xvi}^e siècle (26) :

« Le comptoir l'emporte sur l'atelier et parfois même, comme à Lyon, commence à contrôler, sinon déjà à diriger, d'un bout à l'autre, le travail de l'atelier. »

Ce phénomène particulier de l'histoire économique, domination du capital commercial sur le capital productif, se retrouvait aussi dans les industries textiles languedociennes de l'Ancien Régime. L'Intendant de Basville le révélait notamment à la fin du ^{xvii}^e siècle dans les Cévennes. Ainsi les marchands d'Anduze, de Mende, de Saint-Léger tirent le « principal profit » (27) des achats-ventes des serges fabriquées à domicile par des milliers de paysans. « Tous les paysans, écrit l'Intendant, ont des métiers chez

(26) Histoire du commerce. Tome IV, p. 105.

(27) Mémoires, ouvr. cité, p. 280.

eux... Les enfants y filaient à l'âge de quatre ans et toute une famille se trouve ainsi occupée ; ils gagnent très peu : les fileuses, 2 sols par jour, les cardeurs 5, les tireurs de laine 10, les tisserands 8 ».

Dans le domaine vinicole, les étapes du développement et l'hégémonie des sphères commerciales peuvent paraître moins nettes qu'en matière de manufactures. Cependant, la tendance à la spécialisation et à la domination du commerce existait déjà, quoique inégale selon les régions, au ^{xvii}^e siècle. L'exportation de vin, de sous-produits, d'eaux-de-vie et de liqueurs contribua au développement d'un capitalisme commercial qui, à l'aide de sa puissance financière, tendit à exploiter à son profit les producteurs.

M. Labrousse écrit, avec raison, au sujet des eaux-de-vie (28) :

« La vente de ce grand produit de négoce, susceptible des plus longs stockages, d'une mobilité commerciale supérieure à celle du vin en raison du bas prix relatif du transport, destiné bien plus que le vin à l'exportation, est pour une part très importante entre les mains du capitalisme commercial. »

En outre, le commerce d'exportation des vins de qualité, pratiqué depuis une date ancienne, avait déjà créé des cercles de négoce actifs dans les villes voisines de terroirs réputés ou dans des centres de passage. Ces cercles négociants se maintinrent au cours des siècles ; souvent des déplacements s'opérèrent ainsi qu'une concentration du commerce entre les mains des manieurs d'argent, ayant à leur service de nombreux auxiliaires.

Ce chapitre étudiera la classe commerçante sous ses divers aspects, la différenciation de ses fonctions, le grand commerce, ses profits et son rôle économique.

(28) Ouvr. cité, p. 492.

SECTION I

Le droit d'exercer le commerce

En Languedoc, l'exercice du commerce des vins et eaux-de vie fut de tout temps libre. Par leurs réclamations et des arrangements financiers, les Etats de la province repoussèrent le système étroit des réglementations et des créations d'offices. Cela ne fut pas gratuit, puisque chaque exemption, chaque suppression d'offices était achetée par le versement de lourdes indemnités.

Les offices de courtiers et commissionnaires créés en 1636, étaient rachetés en 1636 par versement de 990.000 livres. Les nouveaux offices de courtiers et commissionnaires en vins, eaux-de-vie, liqueurs, créés par édit de juin 1691, disparurent par édit de janvier 1693 moyennant 100.000 livres ; les offices de jaugeurs de futailles furent supprimés par édit de février 1697 « comme contraires aux usages de ladite province » ; ils avaient été créés en 1696 et aussi en 1689, 1664, 1656, 1598, 1596 et 1527 par des édits restés lettre morte.

Un édit de décembre 1701 permit aux nobles, sans distinction de l'origine de leur noblesse, d'exercer le commerce en gros (29).

De nouvelles créations d'offices intervinrent de 1703 à 1705. Un arrêt du Conseil du 23 février 1706 accepta l'offre des Etats du Languedoc de verser 700.000 livres pour obtenir la suppression des offices de commissionnaires en vins et eaux de vie, ainsi que des contrôleurs des vins et eaux-de-vie. L'édit de juin 1706 abolit tous ces offices « sans

(29) Hérault A. 129-130, arrêts.

qu'à l'avenir ils puissent être rétablis, sous quelque forme que ce soit ». Un arrêt du 18 octobre 1707 décharge les vins et eaux-de-vie portés dans les provinces du royaume, du paiement des droits attribués aux inspecteurs et essayeurs des eaux-de-vie, mais contre rachat de leur montant.

La question des offices résolue, l'exercice du commerce des vins et eaux-de-vie n'en demeurerait pas moins soumis à des formalités qui exigeaient souvent le versement de droits. Un édit de janvier 1710 obligea, sauf rachat, les marchands de vins en gros à prendre les lettres au grand sceau pour exercer leur profession (30). En 1767, marchands et commissionnaires en vins et eaux-de-vie étaient astreints à verser pour droit de finance afférent à leur profession, une somme de 300 livres.

Il semble donc que la seule condition à remplir pour exercer le commerce fut la possession de fonds de roulement et de capitaux suffisants, surtout pour le commerce en gros. Or ce genre de commerce ne jouait pas un grand rôle en Languedoc.

Le commerce des vins et eaux-de-vie servait « d'intermédiaire dans le transport » ; ses fonctions essentielles consistaient à rapprocher vendeurs et acheteurs, en général étrangers à la province. C'étaient donc le courtage, la commission ou le mandat qui jouèrent le rôle principal. La possession de capitaux importants ne représentait donc pas la condition essentielle et, d'autre part, l'exercice du commerce était libre.

D'ailleurs, si les Etats provinciaux et les consulats des villes s'opposaient avec tant de force aux prétentions royales d'instituer un système d'offices vénaux et de réglementations étroites, c'est en partie parce que trop d'intérêts auraient été lésés par le commerce monopolisé.

En Languedoc, les pouvoirs publics protégèrent le commerce libre. Si la liberté existait pour le commerce de gros elle existait aussi pour le commerce de détail et elle était consolidée par de nombreuses exemptions fiscales pour les

(30) Arch. Hérault, Etats 694.

viticulteurs récoltants, vendant leur vin en gros, au détail, et « par le menu ». Ainsi, producteurs et consommateurs étaient proches. Déjà le 15 février 1554, les consuls de Montpellier avaient protesté contre l'institution d'offices de corratiers ou courtiers et en obtenaient la suppression contre paiement au Roi de 160.000 livres.

La tendance à assurer une réelle liberté d'exercer le commerce des vins ne date donc pas des deux derniers siècles de l'Ancien Régime. On relève certaines interventions des pouvoirs publics pour permettre à tout récoltant de vendre lui-même son vin. De semblables dispositions figurent d'ailleurs dans les règlements de l'Equivalent.

C'est ainsi qu'à Montpellier, le 20 juillet 1292, un règlement des consuls interdit la vente du vin dans les tavernes, « réceptacles de larrons, joueurs et blasphémateurs ». Cette simple mesure de police jouait en faveur des propriétaires de vignes et les obligeait à vendre leur vin eux-mêmes, leurs enfants, femmes ou domestiques. Le règlement taxait les services du crieur des vins à deux deniers et prévoyait que tout vendeur devait mettre « une ramée d'un denier ou moins encore pour enseigne de vin à vendre ». En 1403, à Montpellier, « nobles et bourgeois vendaient leur vin à petites mesures comme de vulgaires taverniers » (31).

Quant au privilège de Banvin, il ne restreignit pas au ^{xviii}^e siècle la liberté d'exercer le commerce. Comme on sait, il consistait, d'après l'édit de 1776, « en un droit exclusif de débiter du vin en détail pendant quarante jours ; ce droit était mis en vente avec faculté aux seigneurs et aux villes et communautés de l'acquérir par préférence ». Ordonné par édit d'avril 1702, il ne fut pas appliqué en Languedoc, en vertu d'une déclaration royale du 19 juin 1703.

Ainsi, en Languedoc, la liberté d'acheter et de revendre vins et eaux-de-vie fut relativement sauvegardée. L'autorité royale renonça à instaurer son système intéressé d'offices vénaux, mais la province dut acheter chèrement ce libéralisme.

(31) Arch. Montpellier, H.H., C. 21.

Evidemment la liberté d'exercer le commerce n'était pas totale. Là où la réglementation royale n'avait pu pénétrer on vit apparaître des règlements municipaux, notamment en matière de courtage.

SECTION II

Les stades et les intermédiaires du commerce : taverniers, courtiers, commissionnaires, négociants

Outre le commerce exercé par le propriétaire récoltant, existaient le commerce de détail et le grand commerce.

1^o Les ventes de vins effectuées à la propriété étaient soumises aux strictes conditions fixées par les règlements de l'Equivalent. Elles se faisaient en gros, demi-gros, détail et débit.

2^o Le commerce de détail achetait en gros à la propriété et vendait parfois à titre de simple mandataire de celle-ci ; sa clientèle était nombreuse dans les villes, clientèle sédentaire, voyageurs, pensionnaires, etc... Si ce commerce n'exigeait en général qu'une faible surface financière, il était, en revanche, soumis à de sévères contrôles fiscaux. Dans certaines villes, le droit de vendre du vin au détail et aussi en gros se trouvait mis aux enchères par la municipalité, non par un souci corporatif, mais pour des raisons de sécurité du recouvrement des taxes locales frappant le vin. Ce commerce restait d'ailleurs à la merci des mesures de police et aussi, ce qui est plus grave, exposé à la concurrence des viticulteurs vendant au détail, sans payer l'impôt de l'Equivalent.

Parmi les auxiliaires du commerce de détail figuraient les « crieurs de vin », d'origine très ancienne, dont la corporation remonte au ^{xiii}^e siècle (32). Ils existaient dans les grandes villes du Languedoc. Leurs attributions consistaient à informer le consommateur, à faire vivre le commerce et aussi à permettre un certain contrôle ou une assez grande publicité des prix de détail.

3^o Le grand commerce des vins et des eaux-de-vie s'exerçait surtout par voie de courtage ou de commission. Les deux fonctions commerciales de courtier et commissionnaire étaient loin d'être nettement définies juridiquement. Dans la pratique, elles n'existaient que rarement à l'état pur ; courtiers et commissionnaires traitaient aussi pour leur propre compte et il s'en suivait une grande confusion, source de nombreux abus.

Les interventions légales pour moraliser la profession étaient vaines et il est notoire que les abus de certains intermédiaires faisaient tort aux producteurs. Précédemment, on a vu quelles rancunes tenaces ils s'attiraient en Languedoc de la part des propriétaires, des fabricants d'eaux-de-vie et même de leurs propres commettants. Cependant ils s'avéraient irremplaçables et avaient fortement conscience de leur nécessité.

D'ailleurs, leurs abus ne s'expliquent pas uniquement par leur moralité, car il y en avait bien d'honnêtes, mais plutôt par des lois du marché qui leur donnaient un pouvoir déterminant dans la formation des prix. En effet, un marché caractérisé par la dispersion des centres de production, par l'instabilité des récoltes, par l'impossibilité de contrôle de la part des commettants et d'autres circonstances, facilitaient leurs agissements.

Que leur reprochait-on ? Evidemment les opérations mal-honnêtes de certains d'entre eux, les abus de confiance, la confusion de leur qualité de commissionnaire et de marchand ainsi que le cumul des deux rémunérations, commission et profit.

(32) DEGRULLY, cité, p. 89.

Ce profit était réalisé aux dépens des vendeurs de vins et des fabricants d'eau-de-vie par des manœuvres couramment exposées dans les réclamations de l'époque.

L'action des commissionnaires sur les prix d'achat qui, normalement, par l'appât d'une commission plus élevée, aurait dû inciter à la hausse, s'exerçait généralement vers la baisse. Cette tendance à la réduction du prix était instinctive et permettait d'augmenter le bénéfice global de l'intermédiaire, qui échappait au contrôle de son commettant ; celui-ci résidait soit à l'étranger, soit à Montpellier, Sète, Béziers, Bordeaux et ne se déplaçait que rarement lui-même pour ses achats.

De nombreux agissements se trouvaient couverts et voilés par la complexité du circuit commercial que voici : négociant étranger (commettant principal), commissionnaire de Sète, Montpellier, Béziers, etc... (sous-commettant), commissionnaire et courtier local (Pézenas, Lunel) (eaux-de-vie), Roquemaure, Gaillac, Frontignan, etc... (vins).

Plus le circuit était long, plus la fraude était à craindre. Elle se produisait tantôt au préjudice du sous-commettant ou du commettant étranger, tantôt et plus souvent au détriment du vendeur, propriétaire ou fabricant d'eau-de-vie, selon les circonstances plus ou moins propices aux commissionnaires acheteurs.

Le subdélégué de Sète décrivait ainsi, le 22 février 1753, les opérations irrégulières des courtiers locaux sur les eaux-de-vie (33) :

« Ceux-ci (les courtiers) cachent soigneusement ces lettres (les ordres des commettants de Sète) et font acheter sous-main à bas prix, par petites parties et à différents intervalles, afin que les achats trop pressés ne fassent pas augmenter le prix. Ils écrivent en même temps aux marchands de Sète qu'ils ne trouvent pas les eaux-de-vie qu'ils leur demandent, du moins aux prix qu'ils ont proposés. Ceux-ci leur mandent d'en donner quelque chose de plus ; et alors, par certaines adresses, ils font en effet monter les prix des

(33) Arch. Hérault, C. 2684.

eaux-de-vie au jour de marché et font publiquement quelques achats sur cette augmentation de prix. En voilà assez pour que tout ce qu'ils ont acheté auparavant sous-main, et dont ils peuvent disposer, soit compté au marchand de Sète sur le pied de l'augmentation. »

Parfois, grâce à des avances d'argent, ils achetaient la complicité de quelques fabricants qu'ils connaissaient bien. Les mêmes abus se produisaient dans les achats des vins des Côtes du Rhône. D'après un mémoire de 1752, les courtiers locaux « fixaient les prix un peu à leur fantaisie », à Roquemaure notamment (34) :

« On s'assemblait autrefois après la récolte dans la maison de ville de Roquemaure et, après avoir mis dans la balance ce que les terres avaient coûté de culture et ce qu'elles avaient produit, on établissait un prix commun et raisonnable auquel l'acheteur comme le particulier pouvait trouver son compte. Aujourd'hui on dépend souverainement du prix offert par les commissionnaires, qui est toujours relatif à l'intérêt qu'ils ont de débiter une plus grande quantité de futailles. »

Le 30 mai 1771, l'Inspecteur Grangent reprochait aux commissionnaires des Côtes du Rhône leurs spéculations sur le prix des vins, sur les futailles et le retard dans les paiements. Les habitants de Béziers, le 30 octobre 1768, se plaignaient vivement des commissionnaires en vins muscats qui étaient entièrement maîtres des prix et spéculaient sur le retard des paiements.

Un mémoire de 1787, dont l'auteur est un certain Massip, de Béziers, avocat et distillateur d'eau-de-vie à Ouveillan, indique trois causes essentielles d'abus (35) :

1^o La nécessité pour les commerçants de Sète ou d'ailleurs d'avoir des représentants à l'étranger entraînait des

(34) Arch. Hérault, Etats. 694.

(35) Arch. Hérault, C. 2687.

frais qu'ils acquittaient à l'aide de réfections prélevées sur les futailles et les eaux-de-vie.

2^o La double qualité de négociant et de commissionnaire de l'étranger faisait baisser les prix. Les négociants cumulaient la commission, le profit entre prix d'achat et de vente et les réfections.

3^o Les négociants contraignaient enfin les fabricants d'eau-de-vie à faire des ventes anticipées par le système des avances et ainsi entraînaient la baisse des cours, d'après le processus que Massip décrit ainsi :

« Les ventes et les achats commencent quelquefois au mois de juin pour les obérés ; leur sort, pour les autres, est en septembre, afin d'avoir des fonds pour pouvoir à la vendange se procurer des vins dont ils ont déjà vendu les eaux-de-vie et pour pouvoir eux-mêmes quelquefois faire des avances au cultivateur pressé. Le marché ordinaire qui se conclut alors est celui-ci : le fabricant vend au cours de la foire Saint-Martin, au rabais de 10 sols par quintal ou de 5, et le moindre de 2 sols 6 deniers, tant de pièces d'eau-de-vie pour remettre à telle époque que le négociant détermine, moyennant tout au plus la moitié du montant des pièces vendues que le négociant lui avance et dont il se fait encore payer l'intérêt à raison de 6 % ; le plus souvent il l'oblige à vendre à un prix fixe qui est encore plus ruineux. »

Courtiers et commissionnaires locaux constituaient la cheville ouvrière de la classe commerçante. Auxiliaires du gros négoce des villes (Montpellier, Sète, Béziers, Toulouse, etc...), ils étaient des rabatteurs et démarcheurs en contact permanent avec les producteurs et les marchands. Leur âpreté au gain et leurs agissements soulevaient contre eux viticulteurs et distillateurs, et même parfois leurs propres commettants.

Cependant, réflexion faite, ces intermédiaires ne faisaient qu'appliquer, en les aggravant, les dures conditions financières imposées aux vendeurs par le grand commerce des villes.

Les commissionnaires échappaient à toute réglementation. Ils étaient tenus seulement d'exécuter les ordres de leurs commettants. En réalité, ils s'y conformaient tant bien que mal, sans omettre de spéculer le plus possible pour leur seul profit. Leurs abus se trouvent décrits à propos du règlement de 1729.

L'origine des courtiers en Languedoc demeure assez obscure. On les trouve solidement installés à Montpellier au ^{xiii}^e siècle, mais ils ne semblent pas spécialisés (36).

Ils offraient leurs services aux acheteurs, pesaient et jaugeaient, car ils détenaient les mesures publiques, encaissaient le courtage selon un tarif. Ils intervenaient pour les ventes de vin, d'huile, de grains et des garanties de probité et de fortune étaient exigées d'eux.

Les courtiers ou « corratiers » ne formaient, nulle part en Languedoc, une corporation puissante, comme celle existant à Bordeaux dès le ^{xiv}^e siècle (37).

Le droit d'instituer des courtiers appartenait aux seigneurs ou aux municipalités. Les communautés de Gaillac, Lisle et Rabastens affermaient le courtage « al inquant » (au plus offrant) à « des gens de bien ». Les Rois de France confirmèrent la « potestatem ponendi corratórios » aux villes ci-dessus en 1402, 1467, 1571, 1600 et 1667 (38).

Les fermiers du corretage ne pouvaient exercer pour leur compte le commerce des vins. Ils possédaient seulement le monopole « d'accompagner les marchands dans les chais pour faire vendre et débiter les vins » (39) et devaient tenir un registre des ventes effectuées. A Gaillac, le vendeur et l'acheteur payaient à l'origine un courtage de 8 deniers par

(36) DELMAS, cité, p. 108 et s.

(37) SALAVERT J., *ouv.*, cité ; DEGRULLY, cité p. 70 ; DELMAS, cité. T. I, p. 47 s.

(38) J. RIOL, p. 85.

(39) Contrats d'affermé 1626 à 1658 : RIOL, p. 86.

pipe, taux encore en vigueur en 1789. Le vendeur fut exonéré du droit après 1523 lorsqu'il écoulait le vin de son cru, ou celui qu'il recevait à titre de salaire. Tout acheteur de vin pour la revente s'y trouvait soumis.

A Rabastens, au ^{xiv}^{me} siècle, le vendeur et l'acheteur payaient un courtage de 3 ou 6 deniers le tonel (?) selon qu'ils habitaient la ville ou l'extérieur (40).

Le droit de courtage était affermé pour dix ans à Frontignan (41), pour un an à Lodève (42). On l'affermait aussi à Mèze au ^{xviii}^{me} siècle (43).

A Fabrègues, on le donnait en adjudication à la « moins dite » tous les ans ; le vendeur devait avertir le courtier, lorsque l'acheteur se présentait pour goûter le vin, sinon il supportait les frais du courtage (44).

Souvent le commerçant acheteur en gros payait le montant du courtage (à Fabrègues, à Frontignan, à Béziers, où le droit existait depuis 1340, à Puisserguier, à Roujan) (45).

Le courtage s'appliquait aussi, mais sans caractère obligatoire, à Pont-Saint-Esprit en 1642 pour le vin « étranger » ou le vin du cru exporté (46). On le retrouve un peu partout, à Montpellier depuis 1340, au Puy en 1644, etc. (47).

Ces courtiers, le fait est prouvé, ne s'en tenaient pas à leurs fonctions officielles ; ils faisaient, selon l'état du marché et les perspectives de gain, des opérations commerciales pour leur compte. Ils ne possédaient pas une moralité supérieure à celle des nombreux autres commissionnaires, sous-commissionnaires, rabatteurs, agioteurs et spéculateurs qui couraient les marchés de la province en quête de bonnes affaires. Ensemble ils représentaient les auxiliaires du grand commerce d'exportation, dont la tête se trouvait à Montpellier, Sète, Béziers ou Toulouse.

(40) RIOU, p. 87.

(41) Arch. Frontignan, II, 9 : Arch. Hérault, B. 39, fo 180.

(42) Cartulaire de Lodève, par E. MARTIN, p. 216.

(43) A. FABRE. — Histoire de Mèze, p. 82.

(44) G. SAUMADE, p. 558.

(45) A. FABRE. — Roujan, p. 56.

(46) Arch. Hérault, B. 35, fo 719.

(47) DELMAS G., p. 124.

SECTION III

Le rôle économique, la structure et la puissance financière du grand commerce des vins et des eaux-de-vie

Le grand commerce se consacrait à l'exportation des vins et des eaux-de-vie vers la France et les pays étrangers. Il commandait l'armée des courtiers et des commissionnaires locaux, lui donnait des ordres d'achat. Ce grand commerce se trouvait en rapports directs et suivis avec l'étranger et le royaume. Il traitait avec les importateurs, les banquiers, les assureurs, les affréteurs et armateurs. En somme, il constituait la fraction dirigeante du capitalisme commercial.

§ I. — *Le rôle économique du grand commerce.*

En quoi consistaient les fonctions du grand commerce, ses responsabilités, la nature de ses obligations et leur sanction ? Simple intermédiaire dans le transport des vins et eaux-de-vie, il paraît dégagé de lourdes charges financières ; le plus souvent l'exportation s'exerçait par commission.

Les attributions des commissionnaires variaient selon le lieu et le stade où ils intervenaient. Depuis l'arrêt de 1729 ces intermédiaires ne supportaient plus la charge de la responsabilité pour défaut de qualité et vices de fabrication. Mais l'exercice du commerce exigeait de leur part la connaissance des usages locaux et de la période des ventes.

Les commissionnaires se chargeaient bien souvent de l'achat aux tonneliers et de la revente des futailles aux vendeurs de vins et d'eaux-de-vie.

Les négociants de Sète, Montpellier, Béziers centralisaient les ordres de l'étranger, s'occupaient des multiples formalités comptables et de l'expédition (assurances, frets, paiement des droits). Les négociants étrangers donnaient les ordres d'achat, à tel prix si possible, en fixant les quantités. Mais leurs ordres n'étaient pas exécutés à la lettre ; il y avait des marchandages, et les pertes éventuelles sur les futailles et la qualité des vins et eaux-de-vie, étaient supportées par les acheteurs étrangers, non sans récriminations. La variété des usages, la diversité des mesures, le mauvais état des futailles occasionnaient des fraudes. Les vins rouges de Saint-Georges, Murviel, Saint-Drézery, Saint-Christol, Langlade et Uchau s'expédiaient dans des demi-muids qui « péchaient par la contenance ». Les vins de Saint-Gilles s'achetaient à trait de cuve, logés dans des futailles de toute contenance que fournissait le négociant. Les eaux-de-vie s'achetaient au comptant, la plus grande partie du prix payée d'avance et le reste payé à la livraison. Les arrérages étaient nombreux dans le paiement des vins.

Beaucoup de dispositions des opérations de vente demeurèrent inconnues. Cependant les achats sur souches se pratiquaient à Montpellier au ^{xiv}^{me} siècle (48), Basville en atteste l'existence au début du ^{xviii}^{me} siècle. Une ordonnance de 1714 fixa néanmoins la conclusion de la vente postérieurement à la dégustation, à l'agrément et au marquage des tonneaux.

Outre les gros commissionnaires de Montpellier, de Sète ou de Béziers, existaient aussi des négociants en gros, peu spécialisés, faisant le commerce d'eaux-de-vie, de liqueurs, d'eaux de senteur, de muscats, avec les villes du royaume. Ce commerce n'était pas le moins lucratif, mais les risques s'y avéraient plus grands.

(48) DELMAS, p. 112-113.

Il était assez rare de voir les marchands étrangers faire eux-mêmes leurs achats sur les marchés de la province. Des Gênois, cependant, déjà au ^{xv}^{me} siècle et jusqu'à la Révolution, venaient traiter directement leurs affaires en Languedoc. D'autre part, quelques marchands étrangers, anglais, hollandais, flamands et même allemands résidaient au ^{xviii}^{me} siècle dans certaines villes d'où ils expédiaient vers leurs pays des vins de qualité (muscats, Côtes du Rhône, etc...) ou des eaux-de-vie (49).

§ 2. — *Revenus, structure et puissance financière du grand commerce. Montpellier, capitale des commerces vinicoles au ^{xviii}^{me} siècle.*

Son rôle économique et les mécanismes du marché permettaient au capitalisme commercial de tirer de son activité de substantiels revenus.

Le commerce des vins de qualité et des eaux-de-vie procurait aux commissionnaires des profits élevés, quoique assez variables et parfois aléatoires. Le profit moyen, constitué par la commission, était toujours arrondi grâce aux réfections, aux manœuvres en vue de la baisse du prix d'achat aux viticulteurs et fabricants, grâce aussi à la spéculation sur les futailles. En effet, les négociants ne se privaient pas de cumuler tous ces revenus. Ces pratiques se trouvaient, sous l'Ancien Régime, usitées dans des provinces autres que le Languedoc, dans le Bordelais et en Champagne notamment (50).

La spéculation sur le prix des futailles, chères et rares, constituait une source de gains appréciables et permettait aux commissionnaires d'agir efficacement sur les vendeurs de vins et d'eaux-de-vie pour leur faire consentir de meilleurs prix de vente.

En 1752, des commissionnaires des Côtes du Rhône revendaient les futailles aux viticulteurs à raison de 7 à 8 livres

(49) Arch. Nat., F. 12, 86, 95. Arch. Drôme, C. 1040.

(50) ROCHE, ouvr. cité, p. 99 s.

par muid, soit 30 à 40 sols plus cher que le prix de revient moyen. Leur bénéfice global s'avérait donc important, car cette région utilisait chaque année de 15 à 20.000 tonneaux. En 1771, l'Inspecteur Grangent signalait encore la persistance de cet état de choses (51).

Le taux des commissions prélevées variait selon les régions. En 1709, la commission du négociant de Bordeaux était de 2 % sur les vins de Gaillac. En 1740 les commissionnaires de Toulouse percevaient 2 % environ sur les muscats du Bas-Languedoc (52).

En 1752, les courtiers touchaient 1 % des marchands à titre de commission et, d'après le subdélégué de Sète Pouget, devenaient riches en peu de temps, au préjudice des fabricants et au détriment d'une partie du commerce de la province (53). A ces commissions s'ajoutaient des indemnités, des intérêts pour avances accordées aux fabricants. A Saint-Georges-d'Orques, au milieu du XVIII^{me} siècle, les commissionnaires touchaient 2 livres par muid, payé à la propriété plus de 100 livres (54).

Avec l'intérêt pour avances aux fabricants le taux de la commission des courtiers en eaux-de-vie oscillait entre 1 et 2 % vers la fin de l'Ancien Régime. Le mémoire Mauclerc, de 1782, l'estimait à 2 % (55).

La rémunération officielle des courtiers locaux se trouvait ainsi fixée dans les localités suivantes (56) :

Frontignan : 5 sols par muid de vin ou charge d'huile
(XVIII^{me} siècle) ;

Mèze : 6 sols par muid ;

Fabrègues : 5 sols par muid, 6 deniers par setier de blé,
1 sol par charge d'huile ;

(51) Arch. Hérault, Etats 694.

(52) Arch. Frontignan, II, 9.

(53) Arch. Hérault, C. 2684.

(54) DELEUZE, cité.

(55) Arch. Hérault, C. 2686.

(56) Références citées section 2 ci-dessus.

Roujan : en 1595, 1 sol 5 deniers par muid de vin ;
Pont-Saint-Espirit : 3 sols par charge de vin en 1642 ;
Béziers : 5 sols par muid en 1692 et 1765 notamment.

A ces tarifs s'ajoutaient des vacations et des remboursements de frais. La comptabilité d'Argeliers, marchand de Frontignan, mentionne : « payé 17 heures de courtier 5 livres ; payé 17 repas du courtier à 12 sols chacun ». Ces frais furent engagés par le susnommé en 1658, dans la région de Mèze, pendant un voyage au cours duquel il acheta 42 muids de vin (57).

Les courtiers et les commissionnaires agissaient ainsi pour leur compte, comme de simples négociants en gros. Leur bénéfice demeure difficile à déterminer en raison de l'inexistence de comptes d'exploitation détaillés.

Les frais généraux du commerce, frais d'achat et de vente proprement dits, étaient divers. Le loyer d'un comptoir et d'un magasin à Sète en 1747-1748 coûtait 60 livres par an à Ricard, marchand de Montpellier (58). Ce négociant utilisait aussi les services d'un agent de change.

D'autre part, les frais d'achat, les voyages d'affaires paraissent chers. En 1658, le marchand frontignanais Argeliers comptait le louage d'un cheval 1 livre 12 sols par jour, deux repas et une chambre à l'auberge 30 sols (59). A cette époque, le négociant visitait les vendeurs. Plus tard, les commissionnaires locaux remplissaient ce rôle.

En 1750, le voyage Montpellier-Sète coûtait 3 livres 12 sols et un cheval, moyenne nécessaire de locomotion, valait 59 livres (60).

D'ailleurs, ces frais généraux, ainsi que les transports et droits fiscaux, se répercutaient sur la clientèle.

Le profit était particulièrement élevé pour les vins de qualité, les bonnes eaux-de-vie et les liqueurs. Revenons-en à Ricard, de Montpellier, au milieu du XVIII^{me} siècle.

(57) Arch. Frontignan, II, 9.

(58) Arch. Hérault, B. B. 440, fo II.

(59) Arch. Frontignan, II, 9.

(60) Arch. Hérault, B. B. 440.

Ce négociant percevait une marge commerciale appréciable sur le vin muscat de Frontignan que, de 1740 à 1743, il achetait en vrac (frais d'achat compris) 6 sols le litre et qu'il revendait à raison de 12 sols la chopine (demi-litre) et de 18 à 22 sols la pinte (1 litre environ) à des clients de Lyon, Limoges, Paris, etc... Il gagnait gros aussi sur ce vin de Champagne reçu en 1738 au prix de revient de 1 livre 8 sols la bouteille et revendu en 1740 2 livres 7 sols la bouteille et, en 1742, 3 livres (61).

Le grand commerce paraît assez peu concentré, en ce sens qu'il y avait de nombreux commissionnaires, mais tous n'exerçaient pas ce commerce de façon permanente et à titre principal. Il existait des commissionnaires purement occasionnels d'une part et des maisons de commission solidement établies d'autre part.

Certaines étaient constituées sous forme de sociétés. On connaît par son activité irrégulière de contrebande la société Benard-Beauval d'Agde et Sète ; cette société, probablement au cours des deux années 1698 et 1699, expédiait par Sète 3.800 muids de vin (dont 3.091 de vins rouges, 492 de vins blancs et 216 de vins muscats) et par Sète, Bordeaux et Toulouse, 14.799 quintaux d'eaux-de-voie, soit un chiffre d'affaires global de 500.000 à 600.000 livres.

Des négociants exportateurs agissant pour leur compte exerçaient une grande activité à Frontignan dès le début du ^{xvii}^e siècle. Ils se maintinrent pendant le ^{xviii}^e siècle dans une certaine mesure, sans cependant pouvoir concurrencer le commerce sétois.

Argeliers, de Frontignan, de 1633 à 1661, commercialisait des quantités importantes de vins achetés autour de l'étang de Thau (Loupian, Bouzigues, Mèze, Gigan, Mireval, Marcellan, etc...) et même à Lansargues et Cournonterral. Les achats se faisaient d'octobre-novembre à mai-juin ; Argeliers exportait vers la France et l'Italie. Son chiffre d'affaires moyen, de 1633 à 1661, portait sur 180 à 200 muids par an (13 à 14.000 hectos). La maison Argeliers existait toujours

en 1739-42. Elle semble s'être spécialisée dans le négoce des vins blancs et muscats de Frontignan et de Béziers.

Montpellier constituait au XVIII^{me} siècle le centre commercial dominant. Cependant, peu de documents permettent d'apprécier l'importance de ses affaires. Il en était cependant de très importantes. On peut citer, de 1740 à 1750, la Maison Ricard et C^{ie}, qui s'occupait de vins, d'eaux-de-vie, de liqueurs et verds de gris. Ricard possédait à Pignan des vignes, une fabrique d'eau-de-vie et une autre de verdets. Il installa aussi une maison à Sète.

Ce marchand entretenait des relations commerciales avec Coste et Cabanis, de Béziers, avec Passièr frère et fils de Pézenas, Mishel Benezet de Roquemaure, avec Simon Odet et fils de Codolet, avec des maisons de Tain-l'Hermitage ; en outre, trois marchands de Hambourg lui achetaient des vins des Côtes du Rhône, des eaux-de-vie, des muscats et des picardans. Un de ses frères résidait d'ailleurs dans cette ville et y faisait le négoce des vins. Ricard traitait aussi avec deux marchands de Bordeaux et deux de Livourne (62).

Le commerce des eaux-de-vie se développa énormément au début du XVIII^{me} siècle et se concentra en un petit nombre de mains. Une statistique détaillée des expéditions d'eaux-de-vie par Sète, établie par l'Intendant Grangent, montre la structure de ce commerce (63). En 1731, 12.295 pièces d'eaux-de-vie (50.000 hl environ) étaient expédiées par 34 commissionnaires ou négociants, dans l'ordre d'importance suivant :

NOM	QUANTITÉ
	[EN PIÈCES]
Troussel (Montpellier)	2.877
Fraissinet (Montpellier)	2.532
Desmaret (Montpellier)	1.001
<i>Total des trois</i>	6.410

(62) Arch. Hérault, B.B. 440, f^o 7 et s.

(63) Arch. Hérault, Etats 694.

Verborch	942
Martial	697
Laporte	500
Lombard	503
Devic-Farel	446
Treboulon	447
Laurens	445
Bascou (Montpellier)	326
Legris	391
Marguerite	205
Périé (Montpellier)	184

Total des onze 4.381

Trois gros négociants effectuaient donc 50 % du trafic, onze y participaient pour 40 % et les vingt autres se partageaient le reste (10 %). Ces derniers vendaient en général moins de 100 pièces ; quelques-uns seulement dépassaient ce chiffre.

En résumé, quatorze négociants sur trente-quatre réalisaient 90 % du commerce des eaux-de-vie par Sète. Pour les vins, il n'existe que des embryons fort disséminés de statistiques ne permettant pas d'apprécier la structure du commerce.

Les statistiques ci-dessus montrent la nette prédominance du commerce de Montpellier. Cette ville était la capitale des commerces vinicoles de la province du Languedoc. Elle le restera jusqu'au début du XIX^{me} siècle.

Sa Chambre de Commerce, créée en 1701, tenait encore en 1845 sous sa tutelle une grande partie de la vie économique régionale et notamment le commerce de Sète. Cela faisait dire à un préfet de l'époque : « Sète est le port de Montpellier ».

Sète ne créa sa propre Chambre de Commerce qu'en 1872. Jusqu'à cette date elle en fut empêchée par la pression économique et financière du capitalisme montpelliérain. Comme l'écrivait l'historien GERMAIN, Montpellier réussit à « tenir en mains » le commerce de Sète pendant près de deux siècles (64).

(64) Ouvr. cité, tome II, p. 67.

Montpellier fit de Sète sa « colonie » et tira du commerce effectué par cette ville un net regain de prospérité. D'ailleurs il n'y eut dans cette subordination d'une ville à l'autre qu'un rapport économique qui devait nécessairement s'exprimer en faveur de Montpellier.

En effet, alors que Sète n'était qu'une bourgade, Montpellier comptait une solide classe de capitalistes et de marchands formée depuis les ^{xii}^{me} et ^{xiii}^{me} siècles. L'ère manufacturière, combinée au commerce d'exportation, avait enrichi cette classe, qui devait s'endormir un peu sur ses lauriers du ^{xv}^{me} au ^{xvii}^{me} siècle. Dans cet intervalle, les génois prirent en Languedoc une grande place.

Cependant, à la fin du ^{xvii}^{me} siècle et au ^{xviii}^{me} siècle, Montpellier organisa le commerce sétois.

Malgré sa situation géographique quelconque, Montpellier disposait de gros atouts : un passé, une expérience financière et commerciale. Elle était la capitale administrative de la province, possédait une élite riche, cultivée, liée avec l'étranger. Mieux desservie par la poste, elle disposait aussi d'une Chambre de Commerce et d'un corps de marchands et de spéculateurs qui allaient utiliser Sète comme un simple grau. Ces circonstances éclairaient le passage suivant d'un rapport de la Chambre de Commerce de Montpellier, publié en 1753 (65) :

« Ce sont des négociants de Montpellier qui font le gros du commerce de la ville de Cette, qui y ont établi des maisons régies par leurs associés et commis, qui reçoivent et expédient presque tous les vaisseaux qui entrent dans ce port. Sur huit parties de négociants faisant le commerce de Cette, on peut bien dire qu'il y en a sept de Montpellier, résidant et ayant leur comptoir et correspondance dans cette dernière ville. »

L'influence montpelliéraine dans les commerces vinicoles sétois était puissante en 1699. Sur 13 maisons de commerce,

(65) Arch. Hérault, C. 2757. CH. de C. de Montpellier, 8 juillet 1753.

10 appartenaient à des Montpelliérains. La maison Troussel semble la plus importante ; 3 commissionnaires sétois seulement agissent pour leur compte. Il y avait aussi 2 négociants de Béziers, quelques français et étrangers (66).

Certaines de ces maisons montpelliéraines, telles que Troussel, Desmarets, existent encore en 1750. D'autres auront une vie éphémère. Des faillites retentissantes se produisaient.

En 1744, le commerce montpelliérain était fortement installé à Sète (67). Trois ans plus tard, sur 20 maisons, 14 appartenaient à des Montpelliérains. En 1751, il y avait 62 commerces de vins et eaux-de-vie, dont 17 au moins dépendaient de Montpellier (68).

D'ailleurs, la domination de Montpellier s'expliquait par sa puissance financière et par ses capacités certaines d'organisation commerciale ; le développement d'un commerce sétois autonome et souverain se heurta constamment, au XVIII^{me} siècle, à une volonté tenace de la capitale du Languedoc de conserver son rôle de direction économique.

Sète était un petit port, éclipsé et gêné par Marseille, sans traditions commerciales solides, sans prestige, peuplé seulement de 7.000 à 8.000 habitants. Un commerce proprement sétois se constitua cependant au cours de la deuxième moitié du XVIII^{me} siècle et manifesta des velléités d'indépendance rapidement étouffées.

En 1753, Sète demandait la création d'une Chambre de Commerce, mais essuyait un refus du négoce montpelliérain (69). Nouvelle demande et nouveau refus en 1778 (70).

Cependant, vers la fin de l'Ancien Régime, les commerces vinicoles sétois affirmèrent plus nettement leur puissance. De 1755 à 1791, CAZALET cite 18 créations de commerces faites par des sétois. La Chambre de Commerce de Montpellier admettait d'ailleurs un certain déplacement des commerces

(66) CAZALET, ouvr. cité et Arch. Hérault, C. 778.

(67) Arch. Hérault, C. 45, d'après le subdélégué de Sète.

(68) CAZALET, ouvr. cité, p. 375, 376.

(69) Arch. Hérault, C. 2757.

(70) Arch. Sète, H.H., 17.

vinicoles vers Sète, en 1757, dans un rapport où elle se défendait contre les griefs de « tendance au monopole » qui ne lui étaient pas ménagés.

En effet, commissionnaires et correspondants de l'étranger s'installaient de plus en plus à Sète. Cependant l'armement sétois était inexistant ; les navires appartenaient presque tous à des étrangers. Mais Sète se développa et son trafic atteignit un point culminant de 1785 à 1789.

En l'an V, on comptait à Sète 54 maisons faisant le commerce de la « vinoterie », dont 28 résidentes et 26 foraines ; en l'an VII il n'y en avait que 25, 13 résidentes et 12 foraines, qui d'ailleurs marchaient au ralenti (71). En 1826, on en comptait 31, dont 8 de Montpellier. En 1839, on relevait 17 maisons de Montpellier. En 1864, Sète compta jusqu'à 173 commerces vinicoles (72).

Ainsi, sous l'Ancien Régime, les commerces vinicoles sétois prospérèrent sous l'égide de Montpellier ; Sète n'obtint ni sa Chambre de Commerce, ni son entrepôt des eaux-de-vie. Sur ce dernier point, si satisfaction avait été donnée, l'activité de Sète aurait encore augmenté. Mais c'était une autre affaire que cet entrepôt des eaux-de-vie, auquel les commerçants, en général, ne trouvaient aucun intérêt et auquel ils s'opposaient avec une suprême énergie. CAZALET semble n'avoir pas compris les raisons de cette opposition exposées plus haut (73).

Sans cesse la classe marchande de Montpellier mena une lutte opiniâtre pour se maintenir à la tête du commerce de la province. Ces « Messieurs de Montpellier » alliaient à la puissance d'argent leur proximité des sphères du pouvoir : Etats et Intendance. Ils « faisaient la loi » aux producteurs, aux fabricants d'eaux-de-vie, à la Vaunage et au Biterrois, au petit commerce indigène de Sète, mais ils défendaient fort bien les intérêts égoïstes du commerce.

(71) CAZALET, *ouv.* cité, p. 125.

(72) *Idem*, p. 378.

(73) *Idem*, p. 98.

En 1745, dans Montpellier, peuplée de 25.000 habitants, 12 négociants exerçaient le commerce de gros des vins, des eaux-de-vie, des liqueurs, des olives et des fruits secs. Leur chiffre d'affaires, estimé en 1745 à 1.500.000 livres, pouvait atteindre 3 millions de livres en temps de paix. La ville possédait aussi un important commerce de détail des vins, 70 cabaretiers, hôteliers et traiteurs, 7 limonadiers et cafetiers (74).

Les commerces vinicoles montpelliérains s'étaient donc accrus depuis le temps où l'Intendant Basville (vers 1700) ne signalait qu'un chiffre d'affaires de 500.000 livres (75).

En 1768, d'après un mémoire anonyme :

« Les marchands commissionnaires sont nombreux et forts riches ; leur commission consiste principalement à faire embarquer les vins, eaux-de-vie et verds de gris pour la Hollande, la Flandre et les Etats du Nord.

« L'on gagne beaucoup dans ce négoce, qui est le moins risqué puisqu'on n'achète que pour compte d'autrui, et que les droits de commission, de frais et magasinage donnent un grand revenu. »

En 1782, Montpellier et Sète comptaient une soixantaine de négociants en vins et eaux-de-vie. L'Intendant Ballainvilliers mentionnait à Montpellier, en 1788, 26 fabriques de liqueurs et de parfums appartenant souvent à des marchands. Tout ce commerce connaissait, depuis 1770, un net essor et de gros profits (76).

Ainsi, Montpellier demeura, jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, la capitale vinicole du Languedoc ; cependant, l'ascension de centres rivaux tendait à déplacer le commerce.

A Béziers, où un Inspecteur des eaux-de-vie fut nommé en 1786, de nombreux commissionnaires opéraient pour le

(74) Arch. Hérault, C. 45, mémoire de l'Intendant, Le Nain d'Asfeld.

(75) Arch. Montpellier. Inv. T. IV, p. 90.

(76) Mémoires, p. 158.

compte du commerce de Paris et des grandes villes du royaume.

En outre, le trafic par le canal permit de plus en plus l'intervention des commissionnaires de Toulouse. Du ^{xvi}^{me} au ^{xviii}^{me} siècle, ils jouèrent un grand rôle dans la vente des vins du Toulousain, du Tarn, de l'Albigeois et du Bas-Languedoc.

Une multitude de marchands se disséminait sur les marchés et les centres de production. Ces courtiers, mandataires, correspondants, expéditeurs, recevaient les directives et les ordres des grands centres de transit et d'exportation, de Bordeaux, de Toulouse, de Sète et de Montpellier.

CHAPITRE III

LES FRAIS D'EXPÉDITION ET DE TRANSPORT

Tonneliers, Voituriers, Mariniers, Péages

Frais d'expédition et transports constituaient le poste le plus important des frais de circulation ; les factures ci-dessus le montrent. Le coût des transports et les frais d'expédition ne purent être abaissés sous l'Ancien Régime ; cela gêna considérablement le développement commercial en général et celui des commerces vinicoles en particulier.

Aussi les terroirs les mieux desservis sur ce point étaient avantagés. La proximité des rivières navigables donne souvent les raisons de l'implantation des vignobles et de la prospérité du commerce.

Le prix des transports ne constituait cependant pas le seul obstacle aux progrès de la circulation. Il fallait compter aussi sur la fiscalité, étudiée plus loin. Conjuguées, ces deux forces d'inertie faisaient écrire à l'Intendant de Basville en 1706 au sujet des vins :

« C'est une marchandise qui ne peut être transportée par terre à cause des frais de voiture et des droits qu'il faudrait payer en entrant d'une province à l'autre, ce qui empêche de les débiter dans le reste du royaume. » (77)

(77) Arch. Hérault, B. 210.

Au coût des transports s'ajoutaient les frais d'expédition, de conditionnement, de manutention, de conservation. Tonneliers, ouvriers des chais, fabricants de bouteilles, de caisses, de bouchons, etc..., constituaient, outre les voituriers et patrons de barques, les couches sociales qui tiraient indirectement leurs revenus des commerces vinicoles.

SECTION I

Les frais d'expédition. La tonnellerie

Les vins et eaux-de-vie, marchandise délicate et fragile, exigeaient un conditionnement soigné, pour réduire les coupages et assurer une bonne conservation du produit. Les nombreux règlements sur les futailles montrent le soin apporté par le négoce à obtenir une vaisselle vinnaire solide et adéquate.

La tonnellerie, industrie annexe de la viticulture, dépendait aussi, étroitement, des magasins des négociants. Financièrement, elle se trouvait dominée par la classe marchande; tout comme l'étaient les fabricants d'eaux-de-vie. Les artisans tonneliers vivaient des avances consenties par le négoce. Leur activité restait sous le contrôle strict de la Chambre de Commerce de Montpellier, des Pouvoirs publics et des Inspecteurs des futailles.

Peut-être en raison de la rareté des bois et de la spéculation sur les futailles (78) les prix des matières premières utilisées par les tonneliers ainsi que les salaires de ces derniers, n'échappaient pas à une taxation quasi-permanente en Languedoc au XVIII^{me} siècle.

(78) Arch. Hérault, C. 5443. Arch. Montpellier H.H., 227-228.

Les futailles de châtaignier, en usage dans les Côtes du Rhône et dans le Bas-Languedoc, se fabriquaient dans les Cévennes, à Saint-Gervais, Ganges, Le Vigan, sur les bords du Rhône. De multiples ateliers de réparation ou de construction se trouvaient dispersés un peu partout.

A Sète, la tonnellerie commença à se développer dès le début du XVIII^{me} siècle. Elle mettait en œuvre, dans la réparation ou dans la construction de tonneaux, les bois du pays et les merrains importés d'Italie, d'Espagne, de Dalmatie...

Mais, réparation et fabrication des futailles demeurèrent sous l'Ancien Régime des activités artisanales, dispersées aux environs de tous les centres de négoce et dans de nombreux terroirs.

Gaillac utilisait en moyenne chaque année 13.000 pipes. Le problème des approvisionnements en bois était grave, au XVI^{me} siècle notamment. Les bois merrains provenaient du Rouergue ; le consulat de Gaillac dut lutter âprement pour se réserver le monopole des coupes dans cette région et interdire le transport des bois à Bordeaux.

Les tonneliers, en général des artisans pauvres, vivaient des maigres avances que leur consentaient les marchands et se trouvaient astreints à des règlements de fabrication sévères. A Gaillac, des bayles spéciaux visitaient le merrain, jaugeaient les fûts, prononçaient des amendes pour malfaçon, saisissaient les fûts fabriqués avec du bois déficient « puant » (puden), ou contenant de l'aubier (album). Tous ces fûts « pudens et malveses » étaient brûlés publiquement (79).

Aux XVII^{me} et XVIII^{me} siècles (règlement de 1729) ces dispositions draconiennes s'étendirent à la province. Les tonneliers en souffrirent, mais les commissionnaires en vins et eaux-de-vie furent dégagés de toute responsabilité et purent spéculer à leur guise.

Pour abaisser les prétentions des tonneliers de la province, ils n'hésitaient pas à importer de grosses quantités de futailles de Bourgogne ou de la région de Lyon. Un exemple : la

(79) J. RIOL, ouvr. cité, p. 89-91. SANTI et VIDAL, ouvr. cité, p. 250. Aimargues en 1500, Arch. Gard, E. Supp. 734.

commande de 15.000 tonneaux, en 1755, par les marchands des Côtes du Rhône (80). En outre, la taxation représentait un moyen supplémentaire de pression.

Le tableau ci-dessous résume l'évolution des prix taxés des matières premières, réparations et salaires des ouvriers tonneliers au XVIII^{me} siècle à Montpellier (81). Un tarif analogue existait à Béziers.

Années	Pour 1 demi-muid Journée de tonnelier													
	Cercles de Châtaignier (charge)		Canne carrée de Châtaignier				pose de cercles en châtaignier			pose des fonds			nourri	Nom nourri
	L	S	L	S	S	D	L	S	D	L	S	L	S	
1716.....	9					2	9							
1745.....	11		5	10		2	11	1	15		1	4	1	18
1753.....	12					3	3				1	5	2	
1761.....	9	10	5	5		2	9	1	15		1	5	2	
1766.....	8		5	5		2	3	1	15		1	5	2	
1772.....	14		9	15				2			1	10	2	10
1775.....	12	10	8	9				1	15	7	1	10	2	10
1780.....	14		8	15				1	17	6	1	10	2	10
1784.....	13	5	7	14		4	9	2	8		1	10	2	10
1788.....	13	10	8	10		5		2	15		1	10	2	10
1789.....	12	3	8			4	9	2	10		1	10	2	10
1790.....	12		8			4	9	2	10		1	10	2	10

Du début à la fin du XVIII^{me} siècle il se produisit une nette hausse des prix des matières premières et des tarifs de réparation ; les salaires s'élevèrent de 1745 à 1789 de 20 %, mais leur niveau ne suivit pas l'augmentation du coût de la vie (voir les prix du blé, chapitre V, 3^e partie).

Vers la fin de l'Ancien Régime des grèves éclataient. En octobre 1786, les ouvriers tonneliers de Sète cessèrent le travail pendant huit jours en vue d'une augmentation des

(80) Arch. Hérault, C. 5443.

(81) Arch. Montpellier, H.H., 227-228, tarifs établis en octobre.

salaires et aussi pour interdire aux marchands d'employer des ouvriers étrangers à la ville. Ils obtinrent 5 sols de plus par jour ; ils en gagnaient avant la grève 35, auxquels s'ajoutaient quelques avantages en nature (vin, bois) pour neuf heures de travail. Patrons tonneliers et négociants, qui avaient demandé l'appui de la force publique, ne purent briser la grève (82).

Si quelques patrons tonneliers s'avéraient relativement prospères, la masse des ouvriers et les artisans, surtout ces derniers, étaient victimes des pressions et de la spéculation permanente de la classe marchande.

La cherté, souvent provoquée, des futailles constituait une entrave au commerce ; elle grevait aussi le petit viticulteur, obligé de payer sa vaisselle vinaire à des prix élevés à ces mêmes marchands qui lui achetaient son vin, au prix fixé souvent par eux-mêmes.

Comment évoluèrent les prix des futailles en diverses régions du Languedoc ? L'usage des tonneaux, d'après DION, se généralisa aux II^{me} et III^{me} siècles de l'ère chrétienne (83). D'ailleurs, selon les régions et les époques, on continua à utiliser les outres en peau, enduites de poix à l'intérieur.

En 1479, une « boutte » (outre) de 4 à 6 setiers (160 à 230 litres) coûtait 10 sols à Montpellier. La journée de « fustier » (tonnelier) était payée de 4 sols 2 deniers à 5 sols 5 deniers (84).

Le prix de la pipe « ruse » de Gaillac, neuve, sans aubier, en bois de Rouergue, marchande, varia ainsi du XVI^{me} au XVIII^{me} siècle (85) (en livres, sols) :

(82) Arch. Hérault, C. 2819.

(83) Cité, p. 19.

(84) Inventaires tome VIII, p. 97 et 114.

(85) 1536-1543 DE SANTI, p. 245 ; 1691-1760, J. RIOL, p. 90, Livre de raison de B.

	L	S
1536	4	3
1539 - 1543	1	10 (d'occasion sans doute)
1691 - 1700	3	15
1701 - 1710	4	2
1711 - 1720	5	3
1721 - 1730	7	12
1731 - 1740	5	6
1741 - 1750	6	15
1751 - 1760	6	10

De 1536 à 1543 le prix de revient d'une barrique s'élevait environ à 10 sols, dont 2 s. 6 d. pour la main-d'œuvre. La pipe pouvait coûter de 20 à 25 sols. Le profit du négociant revendeur absorbait la différence. DE SANTI signalait des bénéfices de 10 à 14 sols par pipe (2 barriques) et soulignait la condition misérable des tonneliers (86).

Les futailles de Gaillac renchérirent sensiblement dans la première moitié du XVIII^{me} siècle, sous l'influence de la rareté des bois et des manœuvres des revendeurs. D'ailleurs, la cherté des futailles s'étendit à la province. La suppression des droits de sortie sur les bois feuillards du Roussillon semble n'avoir guère amélioré la situation.

Le prix de la futaille d'un muid du Bas-Languedoc évolua ainsi aux XVII^{me} et XVIII^{me} siècles (en livres, sols) :

	L.	S.
1648 à Frontignan (87)	8	1
février 1660 à Frontignan (87)	11	7
juillet 1739 Montpellier (88)	8	
1750 St-Georges-d'Orques (89)	15 - 20	livres
1755 Montpellier (90)	12	

(86) Cité, p. 250-251.

(87) Arch. Frontignan II, 9.

(88) Arch. Hérault B.B. 440.

(89) Arch. Hérault C. 5098.

1756 Montpellier (90)	15
1756 Côtes du Rhône (91)	18
1753 Côtes du Rhône (92)	25
1773 Hérault	20
1780 octobre Hérault (93)	24
An III, prix taxé neuf (94)	200 - 220
prix d'occasion	150 - 175

Le prix moyen de la futaille s'éleva donc de 1650 à 1780 de 300 % environ. En outre, pour les expéditions à grande distance, il fallait renforcer les futailles, d'où un supplément de frais.

En octobre 1780, le reliage, le gainage et la pose de doubles-fonds pour un muid coûtaient 9 livres (95). Ces frais portaient le prix de la futaille d'un muid à 33 livres ; le vin de qualité moyenne valait, certaines années, à peine le double de cette somme. Souvent aussi, il s'effondrait, et en ce cas la futaille coûtait plus cher que le vin.

Les frais de conditionnement entraient, aux xviii^{me} et xix^{me} siècles, pour une bonne part dans le prix de revient des vins de qualité. En effet, ceux-ci commençaient à être expédiés en bouteilles et en caisses.

Des verreries, installées aux flancs des Cévennes, à Hérépian, Camplong, etc..., produisaient des bouteilles dont le prix paraît élevé.

Le conditionnement d'une barrique de vin de l'Hermitage, coûtant 120 livres, nécessitait, en 1738, les dépenses suivantes (en livres, sols) (96) :

(90) Notaire Léoncini, 161 Arch. Hérault.

(91) Arch. Drôme C. 218.

(92) Arch. Hérault C. 5443.

(93) Arch. Hérault Etats 696.

(94) Arch. Hérault L. 3270.

(95) Arch. Hérault Etats 696.

(96) Arch. Drôme E. 3842.

	L.	S.
— 200 bouteilles (à 5 sols pièce)	50	
— 200 bouchons (à 3 deniers pièce)	2	10
— Six caisses	15	
— Transport et mise en bouteilles	2	15
— Emballage	1	4
— Frais divers	6	18
<i>Total</i>	78	7

Pintes et chopines (1 litre et 1/2 l. environ), destinées à contenir les muscats, coûtaient en 1744 de 3 à 5 sols pièce à Montpellier (97). En 1787, JEFFERSON signale que pour une bouteille de muscat de Frontignan transportée à Paris, les emballages (sans doute verre, caisses, etc...) coûtaient la somme énorme de 8 livres 8 sols (98).

SECTION II

L'incidence des frais de transport et des péages sur les prix des vins et des eaux-de-vie

§ I. — *Coût des divers moyens de transports (maritimes, fluviaux et terrestres).*

Le coût des transports des vins, matière pondéreuse, s'avérait élevé. Les eaux-de-vie se trouvaient moins défavorisées sur ce point, en raison de leur plus grande valeur.

Le commerce, lorsqu'il en avait le choix, utilisait les moyens de transport les plus économiques. Dès l'Antiquité, les vins empruntaient, de préférence, les voies d'eau, les

(97) Arch. Hérault B.B. 440.

(98) Ouvr. cité, p. 58.

rivières, les fleuves et la voie maritime. Avant 1789, le Languedoc disposait d'un réseau de communications varié, comprenant beaucoup de voies navigables. Quelques chiffres permettront d'apprécier les coûts respectifs des divers moyens de transport et leur influence sur les prix de vente.

En 1658, le fret des barques transportant les vins de Frontignan à Gênes s'élevait à 15 livres par muid, c'est-à-dire presque autant que le prix d'achat du vin (18 livres 'le muid (99).

En 1709, frais de transport et d'expédition entraient pour 18,6 % dans le prix de vente à Bordeaux du vin de Gaillac (5 livres par pipe de 410 litres). En 1773, un tonneau (2 pipes) payait de 15 à 25 livres de frais de transport, soit 15 à 25 % du prix de vente à Bordeaux (100).

L'incidence du transport dans le prix de revient paraît assez légère pour les vins de qualité vendus à un prix élevé. Il n'en était pas de même des vins ordinaires, comme ceux de Toulouse ; en 1749, les transports représentaient 16,9 % du prix de vente au détail à Paris. A eux seuls, ils s'élevaient à plus de deux fois le prix du vin à la propriété (101). On trouvera ci-dessous le détail des transports et des multiples frais de manutention engagés de Muret à Paris pour les quatre barriques (600 litres environ) :

	LIVR.	SOLS	DEN.
De Seisses à Muret et Toulouse rendu sur le canal (30 km. environ).....	6	4	
De Toulouse à Bordeaux par le canal (50 sols par barrique).....	10		
Entrée et sortie du chai à Bordeaux (9 sols par barrique).....	1	16	
Port à bord et arrimage.....	1	12	
	—	—	—
Soit de Seisses à Bordeaux.....	19	12	

(99) Arch. Frontignan II, 9.

(100) Arch. Méruault Etats 694.

(101) Arch. Héruault Etats 696.

Fret de Bordeaux à rouen (à raison de 26 livres par tonneau de deux pièces et demie), soit 10 livres 8 sols par barrique	41	12	
Romaine (pesage) pour 3 muids 1/4 à 33 sols, 4 deniers par muid	5	8	6
Carrue et pontage	1	8	6
Au tonnelier pour l'expédition et le déguainage et le renguainage à 20 sols par barrique	4		
Au brouttier pour le charriage	2		
	—	—	—
<i>Soit de Bordeaux à Rouen</i>	54	9	
Transport de Rouen à Paris	27	16	
Pour reliage (cerclage)	12		
Pour soutirage, à 30 sols la barrique	6		
Transport et descente à la cave	7	10	
Visite du tonnelier pendant six mois...	6		
Frais à la livraison	8		
	—	—	—
	67	6	
	—	—	—
<i>Total général</i>	141 liv.	7 sols	

Frais de transport et d'expédition s'élevaient à 28 % du prix de détail à Paris, soit 3,9 fois le prix payé au récoltant.

Le décompte ci-dessous permet la comparaison du coût des transports par terre, par canaux et fleuves et par mer. Il concerne les vins de Toulouse en 1749 (quatre barriques de Toulouse) :

	LIVRES	SOLS
Transport par terre de Seisses à Toulouse par Muret (30 km. environ)	6	4
Par le canal de Toulouse à Bordeaux ...	10	
Fret de Bordeaux à Rouen	41	12
De Rouen à Paris	27	16

Les transports terrestres étaient les plus chers. En 1737 et 1742, les tarifs de transport d'un muid de vin représentaient (102) :

De Frontignan à Toulouse	15 LIVRES
De Béziers à Toulouse	13 —
De Toulouse à Bordeaux (1737)	6 —
De Montpellier à Sète (février 1749) (103)	8 —

L'arrêt du 26 septembre 1684 avait fixé le tarif sur le canal du Midi à 6 deniers pour 48 kgr. 915 transportés sur 5 km. Au XVIII^{me} siècle ces tarifs s'élevèrent. De Sète à Toulouse, en 1773, un muid de muscat payait 17 livres 11 sols ; le tarif s'élevait de 18 à 20 sols par quintal poids de marc.

Les cours du fret s'avéraient par ailleurs très variables.

En voici quelques tarifs (104) :

- 1749 : de Bordeaux à Rouen, 10 livres 8 sols par barrique de Toulouse pesant 190 kgr. ;
1771 : de Sète à Paris, 8 livres 6 sols 6 deniers pour un demi-muid de vin de Saint-Georges-d'Orques ;
1773 : de Sète à La Rochelle, 24 livres 12 sols pour deux barriques de vin muscat.

Les transports à grande distance grevaient donc fortement les prix de revient. Ainsi, les frais de transport par voiture d'une caisse de muscat, de Montpellier à Paris, représentaient en 1742 27,2 % du prix du vin rendu à Paris (105). En 1737, le transport des vins des Côtes du Rhône à Paris coûtait trois à quatre fois le prix du vin au départ (106).

(102) Arch. Frontignan II, 9.

(103) Arch. Hérault B.B. 440, fo 8.

(104) Références citées plus haut.

(105) Arch. Hérault B.B., 440.

(106) LIMASSET ouvr. cité, p. 289.

A la fin de l'Ancien Régime, JEFFERSON citait les frais de transports suivants (107) (probablement par voie de terre) :

de L'Hermitage à Paris : 62 livres la pièce (600 l.) ;

de Lunel à Paris : 15 livres le quintal (par voie de terre) ;

de Frontignan à Paris : 15 livres le quintal. Durée 15 jours.

Le coût des transports par voie d'eau diminua peut-être du ^{xvi}^{me} au ^{xviii}^{me} siècle, mais non celui des transports terrestres. En 1565, le transport de 3 muids de vin de Saint-Gély-du-Fesc à l'Hôpital Saint-Eloi de Montpellier (soit 20 km. environ) coûtait 6 livres 15 sols, soit 12 % du prix de vente (108). De Cannet à Mèze (15 km. environ) Argeliers payait en 1658 9 livres de transport pour un muid (109). En 1771, de Saint-Georges-d'Orques à Sète, le transport d'un muid revenait à 8 livres.

Une couche sociale nombreuse de voituriers, rouliers, patrons de barques, marinières, manutentionnaires vivait du transport des vins et des eaux-de-vie. En 1745, il existait à Montpellier 38 voituriers faisant le transport des vins (110). Ils étaient nombreux à Béziers, Sète, Montagnac, etc...

En résumé, le coût prohibitif des transports constituait un grand obstacle à l'expansion du commerce des vins du Midi, surtout de la masse des vins ordinaires. Au ^{xx}^{me} siècle, les chemins de fer et les wagons-foudres changeront un peu tout cela. Ainsi, en 1914 et 1948, la part du transport dans le prix de détail du vin à Paris sera de 7,3 et 7,5 %. Et encore ces taux sont-ils jugés lourds aujourd'hui. Mais le progrès reste sensible si l'on sait qu'en 1771 le prix de gros à Paris du vin de Saint-Georges-d'Orques comprenait 30 % au moins de frais de transport (111).

(107) Ouvr. cité, p. 58.

(108) Arch. Montpellier, Inv. tome VIII année 1565.

(109) Arch. Frontignan, II, 9.

(110) Arch. Hérault, C. 45.

(111) Arch. Hérault Etats 696.

§ II. — *Les péages.*

Les péages constituaient une des tares économiques de l'Ancien Régime et une charge supplémentaire s'ajoutant au coût des transports et aux droits de circulation.

Ces péages étaient perçus par des personnes privées ou des collectivités, le long des voies de communication, routes, rivières, ponts, bacs, gués, écluses, portes des villes.

Extérieurement, ils s'apparentaient aux droits de circulation. Mais ils pouvaient représenter aussi le prix d'un service rendu, en cours de transport, le versement d'une taxe pour l'usage et l'entretien d'un ouvrage d'art, etc... En raison de leur nature hybride, ils seront étudiés ci-après comme des frais annexes du transport.

Les péages sur les vins se percevaient soit en espèces, soit en nature. Dans les temps anciens, les titulaires des péages appliquaient des tarifs arbitraires que les marchands parvenaient à rendre fixes et publics.

Les péages pullulaient le long des rivières où se faisait le trafic du vin, sur le Tarn, la Garonne et le Rhône.

En novembre 1298, sur l'ordre du Roi, les péages du Tarn furent fixés uniformément, à raison de 12 sols par bateau de vin de Montauban et de sa région et de 14 sols pour les bateaux venant de Lisle, Rabastens, Gaillac, Lavaur dont les vins, de qualité meilleure, se vendaient plus cher. Ce tarif fut-il respecté ? On ne saurait le dire, mais en 1307 on continuait à prélever en nature, au péage de l'Isle Made, une « saumée » (ou charge) de vin sur chaque navire allant vers Bordeaux. Ces péages remontaient au ^x^e siècle (112).

Au début du ^{xiv}^e siècle, entre Toulouse et Bordeaux, on ne comptait pas moins de 31 péages, exception faite de ceux existant dans les deux villes (113). Au ^{xiv}^e siècle, Pigeonneau en cite 70 sur la Garonne ou sur les routes de terre entre La Réole et Narbonne (114).

(112) J. RIOL, p. 21 et s. Arch. Gaillac H.H.I.

(113) *Annales du Midi*, 1949, p. 135 et s.

(114) *Histoire du Commerce T. I*, p. 183.

Les péages sur le Rhône étaient tout aussi anciens et nombreux. On retrouve trace de l'un d'eux à Saint-Gilles dès le ^x¹^me siècle. On y percevait au ^{xiv}^me siècle une hémine de vin (20 litres) pour deux « vaisselz » (?). En 1608, le Roi réglementa le péage, fixa un tarif et obligea à délivrer quittance. Sur chaque barque ou bateau chargé de vin on prélevait un barral (45 litres).

L'Intendant de Basville signalait, fin du ^{xvii}^me siècle, l'existence de 45 péages sur le Rhône, outre des droits comme le denier Saint-André, la douane de Valence, les 2 % d'Arles, la table de mer. Voici la liste des péages et le montant des prélèvements entre Serrières, en amont de Tournon, jusqu'à La Motte, en aval d'Arles, soit sur une distance de 200 kilomètres environ, au ^{xviii}^me siècle (115) :

On percevait :

- à Serrières : 1 sol par pièce, grande ou petite ;
- à Tournon : 5 sols par muid de vin de 12 barreaux de 80 livres l'un ;
- à La Voulte, Beauchastrel-le-Pouzin : 24 sols par muid de vin de 12 barreaux de 120 livres l'un ;
- à Baix-sur-Baix : 3 sols par tonneau, grand ou petit, et 2 sols pour le Prince de Monaco ;
- à La Palud : 4 deniers par charge de vin, pour deux barreaux pesant 280 livres ;
- à Pont-Saint-Esprit : 2 sols 6 deniers par tonneau, grand et petit ;
- à Le Paty : 30 sols par pièce de vin ;
- à Mornas : 3 livres par bateau — indépendamment du chargement — et 6 sols par pièce de vin ;
- à Roquemaure : 1 sol 6 deniers par tonneau de vin, grand ou petit ;
- à Beaucaire : 2 sols par pièce de vin ;

(115) LÉON ROSTAING. — La navigation du Rhône et le commerce du Languedoc au ^{xviii}^me siècle. *Revue du Vivarais*, 1912.

- à Tarascon et Arles : 1 sol par pièce, grande ou petite, et 3 barreaux de vin par barque, grande ou petite ;
- à La Motte : 1 livre par muid de 12 barreaux de 120 livres et 3 barreaux en nature par barque.

L'auteur signale en outre que « le receveur a le droit de contraindre le transporteur de mettre en perce une pièce de vin, au péril de la conservation du vin restant ».

Le plus grand nombre de ces péages existait encore en 1789 malgré quelques timites rachats et exemptions obtenues du pouvoir royal. En 1789, M. DUTIL en relève dans les diocèses suivants : Albi 5 — Lavar 2 — Bas Montauban 2 — Toulouse 5 à 6 — Ricux 4 — Saint-Papoul 4 — Carcassonne 6 — Alet et Limoux 7 — Saint-Pons 1.

Il en existait encore à Béziers, Bédarieux, Agde, Floren-sac, Pézenas, Montagnac, Cessenon, Saint-Thibéry, Montpeyroux, Montpellier (dont un sur le pont de Lunel), Nîmes, Bellegarde, Beaucaire ; dans les diocèses d'Uzès et d'Alès ; trois sur les routes allant de Nîmes vers les Cévennes ; deux sur celle vers Remoulins et de nombreux autres (116).

Ainsi les frais de futailles et d'expédition, ajoutés aux transports, grevaient lourdement le prix de revient des vins et des eaux-de-vie.

Mais cet ensemble de frais se trouvait complété par des prélèvements fiscaux et des droits multiples représentant la charge la plus lourde et la moins populaire.

(116) DUTIL, p. 923.

CHAPITRE IV

LA FISCALITÉ LES DROITS DE CIRCULATION

De multiples prélèvements fiscaux, privés ou publics, frappaient le commerce des vins et des eaux-de-vie. Ils constituaient, en somme, des moyens de ponction et de redistribution du revenu viticole et aussi un lourd obstacle au développement du commerce.

La fiscalité viticole existait déjà dans l'Empire Romain. Elle ne fit que se diversifier et se compliquer dans la France Capétienne et Médiévale. De nombreux impôts on ne connaît plus guère que le nom (mueson ou mutaticum, droits de vinage, ventrage, traînage, de charroi, de jaugeage, etc...).

Ce chapitre vise non une étude exhaustive, mais un aperçu de cette fiscalité de l'Ancien Régime du ^{xiv}^{me} au ^{xviii}^{me} siècle. Il étudiera certains impôts particuliers au Languedoc dont l'application a été la plus suivie, en divisant son objet en deux parties :

- 1^o Impôts, droits perçus à l'intérieur de la province.
- 2^o Droits de sortie.

Impôts et droits de circulation grevaient considérablement les prix de vente au détail. Cette fiscalité dévorante, tracassière, multiforme, impopulaire, n'échappait pas à la critique mordante des économistes pré-libéraux, des physiocrates, de Vauban, de Montesquieu. En 1697, Boisguilbert évoquait ainsi ironiquement la fiscalité viticole (117) :

(117) BOISGUILBERT. — Le détail de la France, III^{me} partie Ch. VII, T. I, p. 221, 2^{me} édition.

« Quand vous vendrez un muid de vin, il faudra payer dix-sept droits à sept ou huit bureaux séparés qui n'ouvrent qu'à certaines heures et à certains jours, et si vous manquez de payer au moindre de ces bureaux, quoique vous l'ayez trouvé fermé à votre arrivée, et que vous ne puissiez retarder sans de grands frais votre marchandise, charrettes et chevaux seront entièrement confisqués au profit des maîtres de bureau dont la déposition fera foi contre vous quand vous ne conviendrez pas de la contravention. »

Le Languedoc connut la multiplicité des droits dont parle Boisguilbert. D'incessants démêlés opposèrent ainsi marchands et fermiers des impôts au sujet des jaugeages, des dégrèvements fiscaux accordés par le Roi, de l'interprétation des tarifs obscurs et arbitraires, etc...

Voici le résumé des perceptions fiscales et des péages frappant le vin du Languedoc ou du Roussillon exporté de l'une de ces provinces vers Paris (118) :

- 1^o Droits de la douane de Valence et de la douane de Lyon.
- 2^o Un droit seigneurial à Antais, à la sortie de Roanne.
- 3^o Un autre droit à Giverdon.
- 4^o A l'entrée des cinq grosses fermes, à Digoin, application du tarif de 1664.
- 5^o A Decize, droits d'octroi, sans passe-debout (c'est-à-dire sans remboursement à la sortie (comme en cas de transit).
- 6^o A Nevers, cinq péages différents perçus pour le compte du duc, du maire et échevin, de l'évêque, de deux seigneurs ; en outre, l'octroi était exigible sans passe-debout. A Poids-de-Fer, trois péages et les octrois.
- 7^o A Cosne, deux péages : l'un au profit du prince de Conti, l'autre au profit des religieuses de l'Annonciade.

(118) BAUDEAU. — Nouvelles éphémérides économiques, t. V, 1775, dans R. STOURM : Les finances de l'Ancien Régime, t. I, p. 473.

- 8^o A Nemours, deux péages : l'un au duc d'Orléans, l'autre au chanoine d'une église d'Orléans.
- 9^o A Moret, péage seigneurial et péage pour les marguilliers de l'église.
- 10^o A Melun, trois octrois et un péage.

En tout, de la frontière du Languedoc à Melun, le vin a payé 27 fois des droits. Et beaucoup d'autres bureaux l'attendaient avant son arrivée à Paris. De Bercy à la Grève, en 1650, seize droits étaient perçus (119)

Sous l'influence énorme de la fiscalité et de ses annexes, le prix du vin se trouvait triplé, quintuplé ou décuplé de la production à la consommation. Le progrès du commerce était découragé. Dans les régions productrices apparaissaient la mévente, la misère, qui déterminaient en retour ces manifestations contre la fiscalité évoquées ci-dessous.

Jamais la classe marchande ne cessa de lutter et de protester contre cette fiscalité écrasante.

SECTION I

Les impôts sur les vins à l'intérieur de la province

§ I. — *Impôts perçus pour le Roi et les Etats provinciaux : aides, droit de l'Equivalent et prélèvements extraordinaires.*

Jusqu'au milieu du xiv^{me} siècle, les impôts royaux sur le vin en Languedoc étaient mal établis. En 1369, ils furent unifiés sous la nom d'aides, créées en 1360 et, dès cette date, régulièrement perçus.

(119) LEVASSEUR E., cité t. II, p. 373.

Quelques années auparavant, le 29 septembre 1345, il y eut un prélèvement pour financer la guerre de Gascogne (120). A Montpellier, on perçut cet impôt par « appetissement des mesures du vin ». On décida que la muid contenant 18 setiers en contiendrait 19, que la pinte serait ramenée à un obole plus un demi-carteron et la mesure à un carteron, sans modification du prix de vente. Le taux de l'impôt atteignait donc 5,5 %. La perception se faisait par blocage à la source, chez le vendeur du vin, du montant de l'impôt, qui était versé au roi, certainement par les agents de la ville. Cet impôt sera perçu, plus tard, de la même façon, sous le nom de « soquet » du vin, mais au compte de la ville.

En 1367, on percevait un impôt de Trézain (7,69 %) sur le vin à Montpellier. Chaque propriétaire l'acquittait lors de l'entrée de la vendange à l'une des quatre portes de la ville ; la perception était facilitée du fait que les récoltants possédaient leurs caves à l'intérieur des murs et attenantes à leur demeure.

En 1370, chaque grosse saumée de vendange payait 1 sol 3 deniers et chaque saumée (ou charge) moyenne 10 deniers. La ville se divisait en septains, nom des circonscriptions fiscales ; la levée de l'impôt était attribuée par voie d'adjudication aux enchères. Les fermiers de cet impôt disposaient de moyens de contrôle sévères : registre d'entrée des vendanges, droit de visite des caves. Ils faisaient appel à la dénonciation pour le respect de l'obligation fiscale et, dans ce cas, le fermier accordait au délateur 1/4 de l'impôt exigible (121).

En 1378, l'impôt devint le « quart du vin » dont le taux s'ajoutait au treizain ; il représentait 32,69 % du prix pour les ventes entre particuliers et au détail. Sur les ventes en gros, on percevait 10 % en sus du treizain, soit 17,69 %.

Le vin consommé dans les hôtels et auberges payait un droit de 1 sol 3 deniers par saumée, soit 12 sols, 6 deniers

(120) Arch. Montpellier, H.H.C. 21.

(121) Arch. Montpellier H.H.C. 21 et Inv. Tome IX, 1949, p. XI, XII, XIII, XV.

par tonneau (environ 15 % du prix). L'impôt du quart était encore en vigueur en 1389, mais il donnait lieu à des abus et devint si impopulaire qu'il dut être ramené au huitième. Son produit se partageait entre le Roi et la ville (122).

Fin du xiv^{me} siècle et au début du xv^{me} siècle, les impositions paraissent bien établies. Les aides de guerre furent perçus sans discontinuité de 1367 à 1418. Les Etats de Languedoc, réunis à Béziers, les accordèrent encore de 1437 à 1443. A ce moment intervint un changement dans l'aménagement, l'assiette et le contrôle de la perception des aides qui passèrent sous l'autorité de la province avec le nom « d'Equivalent ». La réforme se fit en 1443 (123) selon certains auteurs en 1460 (124). L'Edit du 12 avril 1462 fixait le montant de la contribution de la province, au titre de l'Equivalent, à 70.000 livres.

Les fermiers de l'Equivalent, installés tous les trois, puis tous les six ans, devaient observer des règlements de perception détaillés dont les dispositions ont peu varié, en ce qui concerne le vin, de 1460 à 1789.

I. — *Etaient exemptés de l'impôt :*

1^o Les propriétaires récoltants vendant directement en gros, au détail ou par « le menu » le vin de leur cru. En 1616 et avant, on considérait du cru le vin récolté dans la province. Le vin récolté par l'habitant hors du terroir et de son domicile était « franc d'Equivalent » si les consuls du lieu délivraient le certificat d'origine. Les règlements de 1768 et 1781 considéraient du cru le vin récolté par les habitants même hors de la province en quelque lieu qu'ils le vendissent ou le fissent vendre (125). Mais l'exemption fiscale se trou-

(122) Arch. Montpellier H.H. 21.

(123) BASVILLE, mémoires, page 179.

(124) DE LACOSTE Romain. — Traité du droit de l'Equivalent établi en l'an 1460, ouvrage édité en 1616.

(125) Règlements 1768, 1781, Bibl. Montpellier 11.837-11.838. Règlement de 1630. Arch. Hérault. B. 36.

vait soumise à certaines conditions qui figurent encore dans le règlement de 1768 :

a) La vente devait être faite au lieu où le vin a été recueilli; ou bien le propriétaire devait demeurer dans la ville où la vente serait faite, y être domicilié, lui ou sa famille, ou y résider pendant six mois de l'année.

b) Il fallait vendre son vin sans tenir « assiette de buveur », mise de couvert, de table, fourniture d'aliments, etc... Cependant les vendeurs de vin du cru pouvaient :

« fournir bancs, chaises, tables, pots, verres et eau pour boire toute sorte de vins, même de faire rincer les verres et verser à boire aux buveurs, les portes ouvertes ou simplement poussées, sans être fermées; de manière que l'entrée en demeure libre. »

Des dérogations, parfois locales, existaient cependant.

Un arrêt du 26 octobre 1556 défendit aux habitants de Toulouse, sous peine de 500 livres d'amende, de faire boire le vin par eux vendu dans leurs maisons, caves ou celliers par des personnes assemblées (126). Le vin du cru devait être débité :

- 1) au rez-de-chaussée des maisons ;
- 2) seulement dans les maisons où il aura été mis en cave ; s'il désirait le vendre en un autre lieu, le propriétaire devra le faire transporter par quantités d'au moins un quintal ;
- 3) les taverniers étaient tenus de déclarer aux fermiers les ventes du vin qu'ils faisaient pour le compte du propriétaire.

Déjà en 1616, le propriétaire qui vendait le vin de son cru pouvait en racheter pour sa consommation familiale, sans payer de droits, mais on exigeait qu'il n'eut, au moment de l'achat, aucun vin de son cru dans sa cave. S'il s'en trouvait et s'il omettait de le faire marquer par le fermier, ce vin devait, en cas de vente, acquitter l'Equivalent.

(126) DE LACOSTE Romain. Voir Texte du règlement de 1616.

Le vin du cru saisi pour dettes et racheté par le propriétaire ne devait pas l'impôt s'il venait à être débité par le menu.

- 2^o Les règlements exonéraient aussi les possesseurs de vignes par bail à locatairie perpétuelle, les bailleurs à moitié fruits ou autrement lorsqu'ils vendaient la part de vin leur revenant en nature. Ils devaient respecter les conditions ci-dessus. Le règlement de 1616, les règlements antérieurs et postérieurs assimilaient aux propriétaires les métayers pour leur portion dans la récolte.
- 3^o Étaient exemptés en 1768 ceux qui donnaient du vin aux mercenaires et les concierges des prisons pour le vin des prisonniers.
- 4^o Les boulangiers, mangonniers et fenassiers pouvaient vendre le vin de leur cru en franchise s'ils ne tenaient pas « assiette de buveurs ».
- 5^o Les marchands forains avaient le droit de vendre « franc d'équivalent » le vin étranger, mais seulement par fortes quantités (charge ou demi-charge de cheval ou mulet au moins).
- 6^o Echappaient totalement à l'impôt, les seigneurs, les gentilshommes, les prieurs, recteurs, vicaires et autres personnes ecclésiastiques, vendant en gros, détail ou menu le vin provenant de leurs fiefs, bénéfices, dîmes, prémices, offrandes et fermages.
- 7^o Encore en 1630 les habitants du Velay et du Gévaudan ne payaient pas l'Equivalent pour le vin « prin » ou « verd » qui ne pouvait être consommé qu'après coupage. Les hôteliers et cabaretiers ne se trouvaient imposés que pour le vin étranger et avant coupage ; les vins étaient censés coupés s'ils contenaient au moins $\frac{1}{3}$ de vin étranger. L'approvisionnement des habitants de ces pays à l'extérieur, pour leur consommation familiale, était exempt de droits.

Certains de ces privilèges furent supprimés en 1672 ; désormais, hôtes et cabaretiers du Velay et Gévaudan paieront le droit pour tout le vin qu'ils débitaient « quoiqu'il fut vin prin ou mêlé avec du vin étranger », comme on le faisait dans la province.

II. — *Etaient redevables de l'Equivalent sur le vin :*

- 1^o Toutes personnes tenant ou non « assiette de buveurs » qui revendaient le vin au détail ou par le menu, en quelque part que ce soit du pays de Languedoc, excepté certaines villes ayant privilège spécial du Roi, du moins en 1616 (Aigues-Mortes, les habitants de la Cité de Carcassonne).

Un arrêt du 15 mai 1517, cité par DE LACOSTE Romain, définit ainsi l'« assiette de buveurs » :

« C'est tenir le lieu pour boire et recevoir les buveurs comme font les cabaretiers, bailler et vendre vin à toutes sortes de personnes allant, venant, passant et repassant... Mais vendant à pot et à pinte, c'est-à-dire versant d'un pot dans l'autre, soit dedans ou dehors la maison, sans donner à manger ni à boire, ni recevoir aucune personne pour boire, comme les cabaretiers, alors il n'est rien dû. »

Les pensionnaires des hôteliers et cabaretiers payaient le droit ; de même les gens qu'une personne prenait à son service.

- 2^o Les débitants de vins au détail dans les villes où se tenaient des foires établies avec concession d'immunité et exemption.
- 3^o Les marchands de vin pour tous les vins qu'ils vendaient au détail ou par le menu, même s'ils étaient de leur cru, « et ce de demi-charge de cheval en bas et non au-dessus ». En général, tout vin acheté pour être revendu devait l'Equivalent. Le vin récolté dans une vigne noble, en cas de revente par l'acheteur, même dans une maison noble, était soumis au droit.

- 4^o Les parfumeurs vendant au détail des vins muscats et des vins de liqueur (c'est-à-dire par quantités inférieures à une demi-charge).
- 5^o En 1616, les propriétaires de vins recueillis d'une vigne prise en paiement pour quelque cause que ce soit, lorsqu'ils les débitaient au détail ou par le menu.
- 6^o En 1616, les récoltants vendant en gros ou au détail le vin provenant de vignes « tenues en arrentement à prix d'argent ». Il en était ainsi du vin récolté dans des biens d'église, tenus en arrentement, soit de partie des fruits, soit en argent et denrées. Le règlement de 1768 soumit à l'impôt les bourgeois vendant au détail le vin récolté dans des vignes travaillées par des gens loués.
- 7^o Furent assujetties expressément à l'Equivalent certaines professions qui tentaient de s'y soustraire, notamment les monnayeurs (par arrêt du Parlement de Toulouse du 30 mars 1603, de la Cour des Aides du 9 août 1603 et du Conseil du 8 mars 1603) et les géôliers lorsqu'ils revendaient du vin.

Les règlements limitaient les droits de vérification chez les récoltants au strict nécessaire pour éviter les fraudes. Le règlement de 1768 prévoyait que :

« Le fermier pourra faire procéder à l'inventaire des vins recueillis pendant trois mois après les vendanges ; il recevra les déclarations de la quantité du vin, sans qu'il puisse être question de la situation, ni de la contenance des vignes qui l'ont produit. »

Le fermier pouvait procéder à une seconde visite chez le vendeur du vin du cru :

« Lors de la vente seulement et non autrement, sans qu'à l'occasion de la dite vente ou visite, ni sous aucun prétexte, ledit fermier ou ses commis puissent exiger aucune déclaration, ni user de marque des tonneaux, dégustation du vin, ou autres voies permises

ou licites à l'égard des vins des hôtes et cabaretiers ou autres qui sont sujets au paiement du droit. »

Le propriétaire du vin du cru devait faire la déclaration et tolérer la visite du fermier, sous peine d'amende de 10 à 50 livres.

Mais des pouvoirs de contrôle accentués visaient les vendeurs et revendeurs, taverniers, cabaretiers, hôteliers et marchands. L'arrêt de la Cour des Aides du 21 mai 1566 permettait aux fermiers et à leurs commis :

« D'entrer dans la maison des hostes de Toulouse et de tous autres vendant ou revendant leur vin, comme aussi par tout ledit pays de Languedoc, toutes les fois et quantes que bon leur semblera. »

Les cabaretiers et débitants s'abonnaient par mois, trimestre, année ou trois ans, ou par pipe, tonneau ou barrique marqués par le fermier. Il leur était défendu de « tenir d'autres vins en perce que celui qui aura été marqué par le fermier et raisonné, à peine d'amende et de confiscation ».

Le cabaretier devait déclarer au fermier tout changement du lieu de vente du vin ou de la nature de son commerce, d'hôtelier en cabaretier par exemple, pour que de nouvelles conditions d'abonnement puissent être débattues.

D'après le règlement de 1616, les fermiers étaient tenus de déduire du prix du vin la lie des tonneaux, la boisson des hôtes, de leurs femmes, enfants, servantes et de toute leur famille, des travailleurs qui auront cultivé la vigne et autres domestiques. Cette déduction s'effectuait d'après le barème suivant :

— pour les lies à raison de 12 pichés par muid mesure de Montpellier, soit 2 % environ ;

— pour la boisson des hôteliers, leurs femmes, valets et servantes, par personne et par jour un piché, truquette et demi-truquette (1 litre $\frac{3}{4}$ environ). Pour les enfants (garçons de 6 à 14 ans, filles de 6 à 12 ans) une feuille et $\frac{1}{2}$ truquette, par tête ($\frac{3}{4}$ litre). Les règlements

de 1657, 1768, 1781 fixent la déduction à un dixième des ventes.

Le taux de l'Equivalent s'élevait à un sixième, calculé sur le prix de vente (16,11 %) d'après l'arrêt du 11 août 1554. On le retrouve à ce taux en 1616, 1630, 1657. En 1768 et 1781, au sixième s'ajoutaient les 4 sols pour livre d'augmentation, ce qui faisait $1/5$ du prix du vin.

Vers 1770 l'impôt représentait 21 livres 12 sols sur 108 livres, prix de détail d'un muid de vin.

Des protestations s'élevaient contre cette fiscalité jugée excessive :

« Les vins de ferme et d'achat sont soumis à de gros droits de subvention dans presque toutes les villes considérables de la province, ce qui les met toujours en dessous des vins du cru des habitants qui ne sont assujettis à aucun droit d'Equivalent et qui ne le sont qu'à un très modique droit de subvention. »

En outre, taxes, licences et souvent des prélèvements exceptionnels s'ajoutaient à ces impôts.

Un Edit de septembre 1668, après d'autres, obligeait les hôteliers, taverniers et cabaretiers à payer un droit de 10 livres dans les villes de chefs-lieux de diocèse, de 8 livres dans les villes chefs-lieux de viguerie ou seigneurie, de 6 livres dans les autres lieux.

Cet impôt constituait une sorte de licence annuelle, le droit de vendre du vin étant considéré comme droit domanial. Des Edits de 1577, 1588, 1627 et 1653 avaient créé, en ce sens, des précédents (127).

Pour frais de guerre, un impôt sur le vin fut créé par Edit du 22 septembre 1561 : 5 sols par muid, 7 sols 6 deniers par pipe ou queue, 3 sols 9 deniers par poinçon, demi-queue et barrique, 18 deniers par charge de mulet ou âne. Les Etats de Languedoc, réunis à Béziers, le ratifièrent et en proposèrent le rachat contre un million de livres.

(127) Arch. Hérault B. 5-65.

Ces impôts étaient souvent mal acceptés ; voici par exemple le destin du prélèvement exceptionnel de 1774 motivé par l'abonnement de la province aux 8 sols pour livre demandés par le Roi ; décidé par les Etats le 7 décembre 1773, autorisé par arrêt du Conseil de janvier 1774, il fut fixé à 20 sols par muid de vin récolté.

Prévu pour deux années, on eut grand peine à le percevoir pendant la première tant il s'avéra impopulaire. Des protestations vinrent d'Annonay, de Saint-Gilles, de Vauvert, de l'Aude. Un mémoire de 1774 des habitants de Mèze, Marseillan, Pomérols, Loupian exigeait sa suppression et la diminution des impôts et droits de sortie sur les vins et eaux-de-vie (50 écus par muid).

Les difficultés et frais de recouvrement rebutèrent les fermiers. En mars 1775, la Cour des Aides de Montpellier autorisa les contraintes. On obligea les contribuables à se déplacer au chef-lieu pour l'acquitter. Les fraudes furent énormes dans les diocèses de Toulouse et de Narbonne ; une lettre datée de janvier 1776 signalait qu'en Vivarais, sur 16.000 muids de vin récolté, il n'y avait encore eu aucun paiement de l'impôt (128).

Outre les prélèvements extraordinaires, existaient d'autres impôts ordinaires. Au XVIII^{me} siècle, l'impôt foncier (taille) et l'impôt sur le revenu (vingtième) semblent peser lourdement sur les viticulteurs, surtout au cours des années de mévente et de bas prix. Les demandes de dégrèvement et les protestations des contribuables ne cessaient pas (129).

Les prélèvements ecclésiastiques s'opéraient régulièrement sous forme de « dîmes du vin », soit directement, soit par voie de ferme, dans l'ensemble de la province.

Cet édifice fiscal, royal, provincial, seigneurial, ecclésiastique déjà écrasant se complétait par un système d'impositions municipales sur les vins du cru et les vins « étrangers ».

(128). Arch. Hérault Etats 694.

(129) Arch. Drôme C. 218, Arch. Hérault C. 5098 et s. Vingtièmes, dégrèvements.

§ II. — *Impôts et taxes perçus par les villes (soquets, droits d'entrée, de subvention).*

La levée des impositions au profit des villes fut assez tôt soumise à une autorisation expresse du Roi.

D'après GERMAIN, à Montpellier, la charge de vin payait une maille d'impôt à la ville dès le ^{xiii}^e siècle (130). En 1333, les consuls de Montpellier se virent retirer l'autorisation royale de lever un impôt sur le vin « pour une cause secrète », ils obtinrent seulement un denier pour livre (0,41 % environ) sur diverses denrées (131).

Des lettres du Duc de Berry (28 octobre 1344) leur accordèrent enfin la levée de l'impôt et les Etats de Toulouse (février à juillet 1346) confirmèrent l'autorisation. L'impôt était le « soquet » ou « souquet » cité plus haut. D'abord, le produit se répartissait entre le Roi et la ville ; par la suite, il fut uniquement affecté aux dépenses de la ville, le Roi, de son côté, recueillit les recettes des Aides.

Le soquet resta autorisé par lettres royaux pendant la deuxième moitié du ^{xiv}^e siècle et jusqu'en 1421, pour des périodes consécutives de quatre années. Perçu par « appétissement des mesures », au taux de 5 à 6 %, il servait au paiement des dettes de la ville, à la réparation des édifices publics et des remparts.

Le soquet se superposait donc aux impôts royaux, successivement au treizième, quart, huitième, puis sixième au titre de l'Equivalent. Aussi, très souvent, il était accepté de mauvaise grâce ou refusé par de nombreux contribuables. Dans ce cas, le fisc en poursuivait le recouvrement par voie de saisie et de vente à l'encan du mobilier, du matériel, des ustensiles de ménage, du linge de maison et même d'objets du culte.

(130) GERMAIN, Histoire de Montpellier, 1851, évalue la maille 10 centimes or.

(131) Arch. Montpellier, H.H.C. 21 .

Le soquet frappait indistinctement les vins récoltés dans le terroir et les vins étrangers. Pour ces derniers, le taux de l'impôt était plus élevé (deux écus par muid vers 1400). En 1447, à Montpellier, un muid « muscadel » payait une livre de droits d'entrée.

Au cours des ^{xvi}^{me}, ^{xvii}^{me} et ^{xviii}^{me} siècles, divers impôts locaux remplacèrent le soquet sous le nom de « droits de subvention ». Le droit sur le vin étranger était encore fixé à Montpellier en 1657 à deux écus par muid.

En 1693, on percevait à l'entrée de Montpellier 20 sols par muid récolté dans le terroir et 40 sols sur le vin étranger. Un arrêt du Conseil prorogea la levée du droit de subvention pendant dix ans « pour l'acquittement des capitaux et dettes de la ville ». Le droit était acquitté au passage de trois portes (Pila Saint-Gély, Peyrou et Lattes). Les fermiers de l'Evêque de Montpellier, du Chapitre de Saint-Pierre et de l'Abbé d'Aniane pour son bénéfice de Celleneuve, acquittaient l'impôt au taux réduit de 3 livres par muid.

Ce droit de subvention existait toujours en 1745, où il fut reconduit pour dix ans. Il frappait des produits autres que le vin, notamment le blé, la farine, le poisson, la viande de porc. Sa perception faisait perdre de leur rigueur aux prohibitions des vins étrangers, mais elle entraînait leur renchérissement et en décourageait le débit. Voici l'évolution du taux de la subvention à Montpellier, de 1693 à 1756 (132) :

Vins récoltés par l'habitant

	SUR LE TERROIR ET TAILLABLE	HORS DU TERROIR ET TAILLABLE	VIN ÉTRANGER
Arrêt de 1693	20 sols		2 livres
De 1697 à 1739	20 sols	30 sols	6 livres
En 1729 augmenta- tion pend. 5 ans de.	5 sols	10 sols	3 livres
1739 à 1745	20 sols	30 sols	6 livres
1745 à 1755	25 sols	2 livres	10 livres
Arrêt de 1756	25 sols	2 livres	6 livres

(132) Sur droits de subvention cités dans ce paragraphe, voir Arch. Hérault, Inventaires B. n^{os} 41, 119, 139, 154, 197, 227.

En 1744, la ville retirait du droit de subvention sur les vins et autres denrées un revenu de 30.500 livres.

De 1694 à 1699, le vin étranger entrant à Toulouse devait payer 4 livres 8 sols par pipe. Ce droit produisit au cours de ces six années 32.381 livres. En 1709 et 1710 la recette s'éleva à 15.959 et 25.197 livres (133). En 1758-59, une barrique d'eau-de-vie de 90 pégas payait 4 livres 12 sols (134).

Des soquets ont existé dans de nombreuses villes du Languedoc. On en retrouve dès le début du ^{xiii}^e siècle à Beauparc et à Nîmes, où il était perçu notamment en 1370.

Le soquet existait à Gaillac en 1387 ; parfois perçu en nature, il était en général affermé pour des périodes de trois ans. En 1429, il s'élevait à 2 sols 6 deniers par pipe sortant de la ville. En 1434, son taux atteignait 12 % environ (135).

Ces soquets se maintiendront jusqu'au ^{xviii}^e siècle un peu partout, comme il a été dit pour Montpellier et Toulouse, sous le nom de « droits de subvention ».

La subvention ne frappait pas uniquement le vin étranger, mais aussi le vin du cru. Ainsi à Frontignan, en 1670, le vin sorti de la ville, vendu au détail ou distillé, était taxé, à la charge du vendeur, 20 sols par muid de rouge ou de blanc, 40 sols par muid de muscat. On affermait la perception du droit (136).

De 1730 à 1735, la redevance passera à 30 sols par muid, 20 sols payés par le vendeur et 10 par l'acheteur. La subvention portait aussi sur des produits autres que le vin. A Annanay, où la saumée de vin étranger payait 20 sols en 1646, des droits s'appliquaient aux échalas et aux cercles de futailles (137).

(133) Arch. Toulouse H.H., 86.

(134) Arch. Haute-Garonne C., 380.

(135) J. RIOU, cité, p. 85.

(136) Arch. Frontignan II, 9.

(137) Arch. Hérault B., 35.

A Sète, la subvention fut levée de 1713 à 1755, au taux de 5 livres par muid de vin étranger et de 40 ou 20 sols selon que le vin provenait au non du terroir.

De nombreuses communautés prélevaient des droits de subvention, dans le Haut comme dans le Bas-Languedoc. Les modalités et les taux d'imposition variaient. Les fonds alimentaient souvent le budget extraordinaire, les travaux publics (réparations de casernes, de fortifications, d'églises et voirie urbaine). Les vins du clergé et des évêques bénéficiaient en général de taux de faveur ; il en était ainsi à Uzès en 1769 et probablement avant.

Parfois les tarifs étaient détaillés. Voici, à titre d'exemple, celui établi le 7 mai 1754, à Carcassonne ; selon qu'il était du cru ou étranger, le produit payait par charge de 140 litres :

vin rouge	10 sols ou 2 livres
vendange	1 liv. 4 sols ou 6 liv.
muscat	1 liv. 10 sols ou 6 liv.
vendange de muscat étran- gère.....	3 livres 12 sols
vin blanc	1 livre ou 4 livres
vendange blanche	8 sols ou 2 liv. 8 s.

Chaque grande ville possédait donc sa ferme de la subvention autorisée par le Roi et renouvelable pour des périodes de six à dix ans. Elle existait à Agde en 1725, à Pont-Saint-Esprit et Béziers de 1728 à 1750, à Narbonne de 1731 à 1749, à Saint-Chinian en 1731, à Limoux de 1738 à 1741.

Au Puy, en 1746, le vin étranger payait 45 sols, le vin du cru 10 sols la charge. Le tableau ci-dessous mentionne un certain nombre d'autres villes :

Taux des droits de subvention dans diverses localités de Languedoc (138)

Localité	Dates de perception approximatives et affectation de l'impôt	Par muid de vin récolté par l'habitant		Par muid de vin étranger
		dans le terroir	hors du terroir	
Lunel.....	1693 à 1730	15 sols	1 livre 10 sols	8 livres
Ganges.....	1739 (construction de casernes et réparation d'église)	20 sols		6 livres
Bédarieux.....	1746 et 1743			6 livres
Lodève.....	1747-1765	5 sols (par muid d'eau de vie)		6 livres 10 sols
Méze.....	1752-1762 (réparation du port)	5 sols vin		10 sols vin
Marseillan.....		10 sols eau-de-vie		15 sols eau de vie
Pézenas.....	1730	5 sols		5 sols
Nîmes.....	1689-1748	20 sols	30 sols	6 livres
Aigues-Mortes.....	1702			
Anduze.....	1739	15 sols		6 livres
Alès.....	1746-1755	10 sols		6 livres
Castres.....	1739 (construction de l'église)	20 sols (par pipe)		de 4 à 6 livres selon qu'on l'achète pour consommer ou pour revendre.
Réalmont.....	1739-1749	15 sols (par pipe)	20 sols	4 livres
Puylaurens.....	1740-1750 (dettes)	40 sols sur le vin redevable de l'Equivalent (par barriques)		
Mirepoix.....	1742	5 sols par pièce		10 sols

(138) Voir Arch. Hérault, Inventaire série B. cité ci-dessous.

Les droits de subvention constituaient l'arme fiscale de la politique de protectionnisme viticole. C'étaient des taxes douanières à l'importation des vins dans les villes qui en produisaient déjà et parfois en abondance. Directement, ils procuraient des ressources au budget municipal ; indirectement, ils protégeaient, contre la concurrence des terroirs voisins, les propriétaires de vignes.

Intérêt fiscal et protectionnisme se rejoignaient. Ces droits s'avéraient cependant gênants pour le commerce ; ils renchérisaient le produit, amortissaient les mouvements de baisse des prix, donc défavorisaient les consommateurs des villes « protégées » et, en fait, ils étaient souvent impopulaires.

Plusieurs de ces caractères se retrouvent d'ailleurs dans le système lourd et complexe des droits de douane exigés des vins et des eaux-de-vie à la sortie de la province.

SECTION II

Les droits sur les vins et eaux-de-vie circulant hors de la province (droits de sortie, droits d'entrée et de transit dans les villes, etc...).

En raison de la complexité du sujet, cette section se divise en deux paragraphes exposant la réglementation des droits de sortie d'une part et leur application d'autre part.

§ I. — La réglementation des droits de sortie.

Les droits de sortie hors de la province comprenaient plusieurs taxes : traite domaniale, droit de foraine, resve, haut-passage, diverses augmentations, denier Saint-André, droit de fret.

La traite domaniale était perçue en sus des droits de foraine, de resve et de haut-passage sur les vins exportés à

l'étranger. La traite domaniale succéda à la « patente de Languedoc » à partir de 1605 (139). Elle frappait aussi d'autres produits (blés, châtaignes, bestiaux, amandes, cuirs, toiles et canevas).

Basville, en 1701, proposait aussi d'assujettir à la domaniale les vins dirigés sur la Provence, le Dauphiné, la Franche-Comté, le Nord, ou ceux qui sortaient par la maîtrise de Toulouse vers l'Agenais et le Bordelais. On ne sait si cette proposition fut retenue, mais elle s'attira les protestations des marchands.

Le taux de la « patente de Languedoc » (domaniale de 1605) était en 1577 de 1 écu et demi pour trois muids de Paris et de 3 livres 16 sols par muid de Languedoc en 1701.

Sous le nom de « foraine » ou de « droits de sortie » on englobait au XVIII^{me} siècle le droit de foraine, la resve, le haut-passage. Ces droits s'appliquaient sur les vins et les eaux-de-vie exportés vers l'étranger et vers les provinces « où les aides n'ont point cours ». Ils étaient déjà perçus, en 1577, au taux de 30 sols par muid de Languedoc (même taux en 1701).

En 1701, l'Intendant Basville entreprit une réforme du tarif des divers droits de sortie, dont on ignore la suite. Il signalait notamment une diversité dans les taux et les modalités de perception des droits forains.

Par exemple, le droit de resve était perçu dans la maîtrise de Narbonne et non dans celle de Villeneuve. A Narbonne, les droits forains se trouvaient perçus séparément, soit (en deniers pour livre) :

droit de foraine.	12
droit de haut-passage.	7
droit de resve.	4
<i>Total.</i>	23

A Villeneuve, on percevait globalement (depuis l'Edit de 1580) les droits à raison de 20 deniers pour livre (foraine 12, haut-passage 7, denier Saint-André).

(139) Sur les droits de sortie, Basville, Arch. Hérault, B, 91, 93, 94.

Le denier Saint-André frappait toute marchandise traversant le Rhône dans les deux sens, sauf pendant la foire de Beaucaire (fin juillet).

Les tarifs étaient établis pour les vins par muid de Languedoc évalué à une certaine somme (18 à 20 livres de 1600 à 1700) et pour les eaux-de-vie par quintal net ou brut.

Les vins payaient aussi les « réappréciations » successives des droits, au taux de 3 ou 5 sols pour livre.

L'Intendant Basville tenta d'uniformiser les taux et modalités de perception dans les maîtrises de Villeneuve et de Narbonne. Comme on le verra plus loin, son projet de réforme n'atténuait cependant pas la rigueur des droits. Ainsi, il jugeait le denier Saint-André gênant, mais il n'en proposait que la suppression contre rachat !

Les marchands critiquèrent âprement le projet de tarif de l'Intendant. Les droits sur les vins (foraine et domaniale) y ressortaient à 6 l. 18 s. par muid de Languedoc (estimé à 2 muids de Paris). Les marchands avançaient le chiffre de 3 livres par muid de vin. En outre, ils demandaient la diminution des droits fixés par l'Intendant sur les eaux-de-vie (15 sols par quintal net plus 3 à 5 sols pour livre) et sur les liqueurs, sirops et esprits (50 sols le quintal). Ce dernier droit fut semble-t-il abaissé à 30 sols par quintal.

Le droit de fret payé par les vendeurs au taux de 50 sols par tonneau de mer embarqué sur un navire étranger et créé par Colbert en 1659 « pour exciter les Français à la navigation », était fort mal accueilli en Languedoc. On l'accusait de détourner beaucoup de navires, de négociants étrangers des ports méditerranéens.

Une fois sortis de la province, les vins et les eaux-de-vie acquittaient, le long de leur parcours, d'autres droits et des douanes diverses (à Bordeaux, Valence, Lyon, etc...).

Aux limites terrestres et maritimes de la province existait un réseau de bureaux de douane : à Toulouse (Auvillars), Narbonne, Agde, Mèze, Marseillan, Frontignan, Pérols, Villeneuve près d'Avignon, etc...

Il n'y avait pas encore de bureau à Sète en 1700. Les fermiers craignaient les fraudes et faisaient payer les droits aux bureaux des étangs (Mèze, Marseillan, Frontignan). Un arrêt du Conseil d'août 1701 permit, en prenant en faveur des fermiers certaines précautions, aux marchands d'acquitter les droits de sortie à Sète.

Un système d'acquits à caution fonctionnait entre les bureaux des étangs et ceux des ports maritimes. On en trouve trace en 1698 et 1700 (140). La caution qui ne rapportait pas certificat valable du déchargement des vins dans les quinze jours s'exposait à la peine du quadruple des droits. A Sète, les entrepôts des négociants isolés du port par des chaînes étaient ouverts aux fermiers. Ils possédaient en effet une clé des lieux et pouvaient surveiller la distillation des vins.

§ II. — *L'application des tarifs : leur incidence sur les prix, les exonérations, les dégrèvements et les résistances contre la fiscalité.*

1^o L'évolution du taux et de l'incidence des droits de sortie.

L'incidence des droits de sortie sera illustrée par les développements ci-dessous. Il convient aussi de remarquer que ces droits ne constituaient qu'une certaine partie de la charge douanière (entrée et transit) pesant sur les vins et eaux-de-vie du point de vente au point de consommation. Un premier exemple de cet état de choses est fourni par les vins de Gaillac.

Les vins du Languedoc oriental, ceux de Gaillac notamment, payaient des droits élevés lors de leur passage à Bordeaux dès le ^{xiii}^e siècle. La Grande Coutume, ou droit de sortie, s'élevait en 1283 à 9 sols par tonneau et en 1304 à 27 sols. La Petite Coutume ou Yssac, frappait les vins vendus dans la ville ; son taux était fixé en espèces (2 s. 6 d.

(140) Arch. Hérault, C. 774.

par barrique) ou en nature (2 quartons par barrique) (141).

L'incidence de ces droits sur le prix est difficilement appréciable, car leur taux et les modalités d'assiette variaient souvent.

En 1577, les frais de circulation des vins de l'Albigeois jusqu'à Bordeaux (péages, leudes et transport) s'élevaient à 5 l. 10 s. par pipe, soit 39 % du prix-production (142).

En 1708, une pipe de vin acquittait 17 livres 7 sols 3 deniers de droits dont (143) :

— à Auvillars (près Toulouse) :	
patente	3 l. 19 s. 9 d.
péage	5 s.
— à Bordeaux : entrée	6 l. 12 s. 6 d.
foraine et comptablerie	6 l. 10 s.

Les vins de Languedoc payaient en 1577 1 écu et demi par tonneau égal à 3 muids de Paris, en 1580 30 sols par muid ou tonneau et 20 deniers pour livre. En 1588, un muid de vin (que l'on estime à tort à 3 de Paris) devait 15 livres 12 sols à Narbonne, 5 livres 6 sols à Villeneuve ; le quintal d'eau-de-vie acquittait de 10 à 20 sols.

D'après le tarif de 1632, le muid de vin mesure de Languedoc, estimé 18 livres, devait 30 sols de droits forains, 1 sol 6 deniers pour le denier Saint-André et 3 livres 16 sols de traite domaniale, soit au maximum 5 livres 7 sols 5 deniers. Une barrique d'eau-de-vie valant 45 livres payait 5 livres, soit 12 % environ, de droits de foraine et de resve à Toulouse et Narbonne. Pas de changement en 1687.

D'après le registre des Fermes à Sète, en 1698, les eaux-de-vie devaient 15 sols le quintal coûtant 12 livres, soit de 7 à 8 % du prix d'achat, pour droits de foraine (144). Les vins blancs exportés vers la Hollande payaient 5 livres 6

(141) SALAVERT, cité, p. 111-112, J. RIOL, p. 21 s. et *Annales du Midi*, avril 1950, p. 125 et s.

(142) J. RIOL, p. 7.

(143) *Idem*, p. 58-59.

(144) Arch. Hérault C. 774.

sols par muid de Languedoc de droits forains et domaniaux. Ce vin était estimé à 60 livres le muid, les droits s'élevaient donc à 10 % environ.

Le vin rouge estimé 40 livres le muid, payait 5 livres 6 sols, soit 12 % environ du prix. Mais lorsque les vins se vendaient mal, le poids des droits de sortie devenait écrasant ; ce fut le cas au début du XVIII^{me} siècle.

Le projet de Basville en 1701 prévoyait pour les vins, 5 livres 12 sols par muid mesure de Languedoc, 15 sols par quintal d'eau-de-vie et en outre 3 à 5 sols pour livre sur le montant des droits forains et domaniaux.

En 1703, d'après Basville, la foraine, la traite domaniale et les 5 sols pour livre s'élevaient à 3 livres 15 sols par muid, mesure de Languedoc. Les eaux-de-vie payaient 2 sols par verge ; on supposait qu'elles se vendaient à raison de 10 livres le quintal, alors qu'elles en valaient à peine 5. L'Intendant estimait que les eaux-de-vie devraient payer 1 sol seulement, acquitté à la verge et non au poids. En outre, il demandait l'exonération du droit de fret de 50 sols par tonneau de mer et l'octroi de passeports aux vaisseaux hollandais pour le port de Sète, « puisque, dit-il, on en accorde tous les jours au port de Marseille » (145).

En 1705, un arrêt obligea les fermiers à percevoir les droits sur les eaux-de-vie à la verge, et non au poids, sans rien exiger sur les futailles.

En 1710, les droits de foraine et de resve s'élevaient à 30 sols par muid de Paris pesant 650 livres. En 1729, foraine et resve étaient de 1 livre 10 sols. Le denier Saint-André se trouvait toujours à 1 sols 6 deniers et la traite domaniale à 3 livres 16 sols, soit au total 5 livres 7 sols 6 deniers, par muid de vin mesure de Languedoc.

En 1736, les droits de foraine dans la maîtrise de Villeneuve-les-Avignon atteignaient 20 deniers pour livre et 23 deniers dans celle de Narbonne ; le vin le plus commun devait 30 sols par muid. En somme aucune modification depuis l'époque de l'Intendant de Basville et l'unification des

(145) Arch. Hérault B. 94.

taux n'était même pas réalisée. Les privilèges et particularités économiques locales avaient la vie dure.

En 1737, les liqueurs et esprits de vin payaient 30 sols par quintal, les eaux-de-vie preuve de Hollande, d'huile et de trois-cinq, 16 deniers par verge à Sète, soit 8 à 9 sols par quintal net (146).

En 1769, les eaux-de-vie expédiées par les ports de France étaient taxées 2 sols par verge et 1 sol 4 deniers pour celles à destination de l'étranger. Quant aux vins ils payaient par muid mesure de Languedoc, 5 livres 12 sols à plein tarif.

Comme on appliquait un dégrèvement de 1/3 accordé par le Roi, cela donnait 3 livres, 14 sols, 8 deniers (foraine et domaniale). Les vins expédiés vers la France, exception faite de certaines provinces prévues dans le tarif de 1701, ne payaient que 36 sols par muid, foraine et resve seulement.

Les droits de la douane de Bordeaux étaient tout aussi lourds en 1773 qu'au début du siècle. Les vins de Gaillac, Cahors et Albi acquittaient à l'entrée, 30 livres environ par tonneau et à la sortie 16 livres, les vins ordinaires de Toulouse, Béziers, etc... payaient 40 livres à l'entrée et 16 livres à la sortie, les muscats de Languedoc 70 livres à la sortie.

En 1783, les droits de sortie, foraine et domaniale s'élevaient à 5 livres 12 sols par muid de vin ordinaire à plein tarif. Le muid de vin de 90 veltes acquittait, après l'arrêt de 1784, 6 livres, 9 sols, 1 denier, se décomposant ainsi (147) :

Principal des droits (avec dégrève-

ment de 1/3)	3 liv.	14 sols	8 den.
Anciens 3 sols pour livre		11 sols	3 den.
Nouveaux 8 sols pour livre	1 liv.	14 sols	6 den.
Perçus pour le roi depuis 1781.....		8 sols	8 den.
	6 liv.	9 sols	1 den.

Le muid d'eau-de-vie de 36 veltes, produit à partir de 4,5 muids de vin ou 162 veltes, payait 7 sols 6 deniers.

(146) Arch. Hérault, C. 1704.

(147) DUTIL ouvr. cité.

Taux fort avantageux par rapport à celui qui frappait les vins ; aussi les négociants en vins demandaient à bénéficier d'une semblable faveur.

En 1788, les droits de sortie pour l'étranger s'élevaient à 5 livres, 5 sols pour 90 veltes ou un muid, taux jugé exorbitant par la Chambre de Commerce de Montpellier qui réclamait une prime à l'exportation. En valeur absolue, les droits étaient supérieurs au niveau atteint au début du siècle, mais ils demeuraient, en réalité, relativement moindres en raison de la hausse nominale des prix du vin (148).

En 1789, sous l'effet de la crise viticole, les droits de traite sur le vin exporté par les ports et les graux furent supprimés (149).

2° L'atténuation de la rigueur des tarifs, les résistances contre cette fiscalité.

L'opposition des contribuables qui réussissaient souvent à échapper à l'impôt, par la fraude, ou à exiger sa diminution, constituait depuis longtemps, un sérieux contrepoids à l'excès de la fiscalité.

La création d'impôts nouveaux ou leur majoration étaient assez mal accueillies par les vigneron, le commerce et les Etats de la province. Il existe, de cet état d'esprit, des traces anciennes.

A Montpellier, en 1367, le gouverneur refusait d'observer le « privilège du vin étranger ». La perception du soquet du vin par « appetissement » des mesures attirait l'opposition du clergé en 1378. L'impôt du « quart du vin » fut mal accepté en 1383, le Roi dut le réduire à 1/8^e par lettres du 27 décembre 1384 (150).

Des querelles surgissaient entre les fermiers du Soquet et les consuls ; par lettres du 20 mai 1389, Charles VI intervint

(148) Arch. Hérault C. 2687.

(149) THÉRON DE MONTAUGE, *ouvr. cité*, p. 23.

(150) Arch. Montpellier, série H.H. C. 21.

pour annuler les prétentions des fermiers qui réclamaient pour eux le quart du produit de cet impôt. En 1395, les agents du Roi tentaient d'en accaparer les recettes. Ces faits montrent que ces impôts n'étaient pas encore bien assis, ni délimités avec précision entre les divers bénéficiaires.

Cette fiscalité se heurtait à l'opposition de nombreuses couches sociales. En 1391, le sacristain de Maguelonne, le prieur de Châteauneuf et d'autres particuliers, dont de nombreux taverniers, refusaient de payer le soquet. En 1398, des ecclésiastiques, parmi lesquels le prieur de Saint-Firmin, voulaient s'en affranchir. En 1403, on relève d'autres refus de le payer (151). Des résistances identiques se manifestaient à Nîmes en 1397 (152).

Les protestations des contribuables dépassaient le cadre étroit des villes pour s'étendre à la province. Les Etats provinciaux, à chacune de leurs sessions, formulaient des doléances contre le poids excessif des droits de sortie.

En 1456, aux Etats réunis à Montpellier, et en 1514, on protesta contre les 4 écus imposés par le Roi sur chaque tonneau de vin sortant de France.

Les Etats de 1599-1600 s'élevèrent contre l'augmentation induite des droits de sortie de 30 sols par muid à un écu (3 livres). Ils exigèrent la suppression des droits sur les vins et blés, ainsi que les droits forains et domaniaux sur les marchandises expédiées en Provence ou Dauphiné.

Le Roi répondait en général favorablement à ces réclamations. Dans les cas exceptionnels, il exonérait le commerce ; plus souvent, il consentait des diminutions de tarifs. Les taux étaient d'ailleurs assez élevés pour qu'il puisse se permettre certaines bienveillances.

Les seules résistances aux décisions royales provenaient des fermiers qui n'acceptaient pas si facilement, et sans indemnité, la révision en baisse des tarifs insérés dans leur bail. Mais dégrèvements et exemptions devenaient pourtant effectifs.

(151) Arch. Montpellier, H.H. C. 21.

(152) Arch. Nîmes, M.M., 4.

En 1595, les droits de sortie pour les vins et denrées à destination du royaume et de la Provence furent supprimés au départ de Frontignan et de Vendres. En 1599, Frontignan fut exonéré de la patente sur le vin, imposée à la ville par lettre du 15 décembre 1598. Le contrôle de l'exonération s'exerçait par un système de déclarations de récolte et de certificats d'origine.

Les diminutions de droits de sortie et de transit dans les villes devinrent courantes dès le début du xviii^{me} siècle ; il semble y avoir à cela plusieurs raisons plausibles, économiques et politiques : le développement sensible de la viticulture au xviii^{me} siècle et la préoccupation de débouchés adaptés au volume croissant des récoltes, les progrès du commerce depuis l'ouverture du canal et du port de Sète, enfin des conceptions plus libérales de politique économique, l'action des Intendants déterminée par les revendications pressantes du commerce et le renforcement de l'influence des Etats.

Les diminutions n'entraînaient pas toujours une minoration des recettes ; souvent par l'extension du volume commercialisé, elles se traduisaient par une augmentation.

Ces tarifs élevés incitaient aux fraudes, faibles ou importantes. Celle découverte en 1699-1700, qui se compliquait de corruption de fonctionnaires, fit l'objet d'une procédure criminelle intentée sur les plaintes du fermier Thomas TEMPLIER contre la société du sieur Benard, d'Agde. Les autres accusés étaient, d'après les termes de l'enquête (153) :

« Un directeur des fermes (Beauval) qui avait à sa dévotion tous les commis et employés de sa direction, qui les a corrompus et leur a fait commettre cette multitude de faussetés reconnues par les accusés, entre autres les commissaires de la marine de Toulon, d'Agde, de Toulouse, de Martigues et des commissaires aux poudres » (153). Un volumineux dossier d'instruction, peu clair, fut constitué, mais on ne sait rien de la suite donnée à cette affaire. Enquête, multiples expertises, dépouillements de registres de foraine

(153) Arch. Hérault, C. 778.

se succédèrent. Ils apportaient des éléments contradictoires. Les experts dignes de foi estimaient le montant des dissimulations, y compris la peine du quadruple des droits, à 71.385 livres (portant sur 1.054 muids de vin et 5.217 quintaux d'eaux-de-vie), sans compter des fraudes sur le sel et autres denrées. Ceci pour une période de deux ans environ (154).

Des contestations multiples naissaient à propos de la perception des droits. Les fermiers de la foraine, jaloux de leurs prérogatives, s'efforçaient par divers moyens de les conserver et de les étendre. En 1723, ils prétendaient interdire pour les eaux-de-vie expédiées vers Bordeaux l'usage de barils ordinaires pour éviter les fraudes ; « ces futailles, disaient-ils, ne conviennent pas et le marchand peut faire de fausses déclarations car rien, extérieurement, ne les différencie de celles qui contiennent les vins. »

D'autres litiges venaient de l'interprétation de tarifs peu clairs et de l'application des exonérations de droits.

En 1743, les fermiers décidaient d'imposer les eaux-de-vie preuve d'huile et trois-cinq, à raison de 30 sols le quintal, au tarif « liqueurs » d'après l'arrêt du 23 octobre 1703. Cependant la Cour des Aides de Montpellier repoussa leurs prétentions, acquitta le marchand poursuivi et fit appliquer le tarif prévu pour les eaux-de-vie preuve de Hollande (155).

Ces affaires se terminaient donc bien souvent à l'avantage du commerce, mais elles provoquaient toujours des perturbations. A ce sujet, un mémoire de l'époque signale le mal causé par les fermiers au commerce naissant des alcools trois-cinq qui s'expédiaient vers la Hollande et subirent la concurrence sérieuse des eaux-de-vie espagnoles (156).

Les fermiers tentaient aussi de résister à l'application des arrêts portant dégrèvements ; pour se couvrir du manque à gagner, ils demandaient des indemnités compensatrices. En 1730, ils estimaient la diminution des droits en Languedoc

(154) Arch. Hérault, C. 778.

(155) Arch. Hérault, Etats 694.

(156) Arch. Hérault, B. 210 et Etats 694.

trop importante, ils évoquaient le cas de Bordeaux, où les droits de sortie étaient de 33 livres par pièce alors qu'ils s'élevaient à 7 livres 10 sols en Languedoc.

Mais la force des réclamations, grâce à l'appui des Intendants, triompha de ces arguments trop intéressés.

Un mémoire des marchands du 5 juillet 1704 réclamait l'abaissement des droits de sortie de 5 à 3 livres par muid et la suppression des droits de fret pour diminuer la concurrence des vins espagnols que les navires apportant des marchandises en Languedoc prenaient comme fret de retour. Les droits en Espagne n'excédaient pas 3 livres tandis qu'en Languedoc « il n'y a pas de muid de vin, avant d'être embarqué, qui ne revienne à plus de 11 livres » (156).

Une autre demande des Etats concernant le droit de fret, formulée en 1705, fut repoussée. Mais le Roi accorda, en 1706, une diminution de un quart des droits de sortie et de fret. En 1707, l'exemption fut portée à la moitié ; en outre, les droits d'essayeurs et d'inspecteurs d'eaux-de-vie furent supprimés (157).

De 1708 à 1711, les vins transportés à Paris demeurèrent exempts de la moitié des droits de sortie, des douanes et péages sur le Rhône ; de mars 1710 à mars 1711 l'exemption fut totale. Un arrêt du Conseil du 11 novembre 1710 exonéra les vins passant par la Garonne jusqu'en mars 1711 des droits de comptable et convoi à Bordeaux, de la prévôté de Nantes, du tarif de 1664 et autres droits. Seuls les droits à Auvillars, point de sortie du Languedoc des vins se dirigeant vers Bordeaux, siège d'un bureau de douane important, continuèrent à être perçus.

De 1708 à 1718, la réduction des droits de sortie et de fret resta en général de moitié. A partir de 1718 elle passa à 1/3 et fut accordée chaque année, sur demande des Etats, jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. Elle visait, il faut le dire, les vins et eaux-de-vie envoyés à l'étranger par certains ports cités ci-dessous. Mais le commerce à l'intérieur de la France

(157) Arch. Hérault, Etats 694. Recueils d'arrêts et d'édits (Hérault A. 129-130).

en bénéficiait dans une certaine mesure ; en effet, pour celui-ci des exonérations à but précis étaient assez fréquentes. On veillait surtout à assurer l'approvisionnement de Paris et la suppression des droits représentait un moyen d'y parvenir.

En 1725, les vins à destination de Paris par le Rhône furent déchargés de la moitié des droits de douane à Valence, de la subvention par doublement et de tous les péages rive-rains (158). Les vins passant par Le Havre et Rouen ne payèrent pas, cette année-là, les droits d'entrée des Cinq grosses fermes, ni la subvention par doublement.

L'exemption se renouvela en 1726 et 1727. Un édit du 19 mars 1737 réduisit les droits sur les vins destinés à Paris, « car la récolte de l'année dernière a été très médiocre dans les provinces d'où les marchands de vins de Paris les tirent plus ordinairement ». L'édit déchargea les vins du Languedoc et du Roussillon des droits de massicault et de la moitié des autres droits perçus au Havre et Rouen. Cette exonération restait en vigueur en 1740.

Après 1750, la question des débouchés devenant plus aiguë, les demandes de dégrèvement se firent plus pressantes. Mais la compréhension royale ne progressa pas ; elle accordait simplement la coutumière diminution du tiers des droits de sortie et de fret sur les vins passant par Sète, Agde, La Nouvelle et Aigues-Mortes, « pour soutenir cette partie du commerce qui est presque la seule ressource des habitants du Bas-Languedoc pour le paiement des impositions ; que le bas-prix où l'abondance de la dernière récolte de vin a fait tomber cette denrée est un nouveau motif d'en favoriser la consommation et le débit par l'exportation à l'étranger » (159).

Si le commerce obtenait souvent satisfaction, c'est parce qu'il réagissait vivement contre toutes les mesures qui le lésaient. Il veillait à sauvegarder les débouchés des alcools et des produits fabriqués à base d'alcool. Un mémoire de 1758 protestait contre la majoration des droits sur les eaux

(158) Arch. Hérault, C. 2682.

(159) Edit 28 octobre 1754. Arch. Hérault, C. 2682.

de senteur et eaux de la Reine de Hongrie à l'entrée à Paris par un arrêt du 30 décembre 1755. Cette mesure gênait le commerce et laissait sans débouchés 8.000 pièces de vins de qualité inférieure consommés pour ces fabrications. De plus, ces eaux-de-vie exportées clandestinement nuisaient au renom du commerce. Néanmoins, un arrêt de 1758 repoussa les prétentions des distillateurs languedociens. Pour une fois, leurs concurrents parisiens avaient triomphé.

Dans la seconde moitié du xviii^{me} siècle le commerce et les Etats réclamaient souvent, non plus des diminutions, mais la suppression totale des droits de sortie et de transit. En 1766, 1767, 1769 les Etats protestaient contre la perception des droits de passage à Rouen, Le Havre, Bordeaux, Lyon, Toulouse et les multiples droits locaux, droits de marque, de contre-marque, les péages, etc... « qui portent la marchandise à quinze ou vingt fois sa valeur au départ dans la province ». Mais le pouvoir royal resta sourd (160).

Un mémoire du 4 novembre 1779 réclama l'exemption du droit de fret pour ranimer le commerce des vins pratiqué par les Gênois, « qui se chargent de tous ceux de qualité inférieure ». L'exemption avait été accordée en 1779 pendant la guerre, mais habituellement les fermiers percevaient ce droit de fret trop rigoureusement à l'arrivée des navires, au taux de 7 livres par tonneau.

Après 1780, lorsque la crise de mévente sera quasi-permanente, les réclamations s'amplifièrent. Un arrêt du Conseil du 21 juillet 1784 exonérait à peu près totalement les eaux-de-vie des droits de sortie, de transit, royaux ou municipaux.

Les droits subsistaient encore sur les vins. La Chambre de Commerce de Montpellier estimait que les droits en Languedoc avaient été moins réduits qu'à Bordeaux. Or cela ne semblait guère justifié, car les frets, les assurances, les risques de coulage accrus par la « longueur des trajets, la cherté des futailles sont beaucoup plus élevés en Languedoc » (161).

(160) Arch. Hérault, Etats 696.

(161) Arch. Hérault, C. 2686-2687.

D'autre part, malgré leur réduction par le traité de 1786, les droits d'entrée en Angleterre demeuraient encore exorbitants.

Le taux excessif des droits de sortie, ainsi que les excès de la politique protectionniste, sous Colbert notamment, avaient renforcé constamment la concurrence des vins et eaux-de-vie étrangers sur les marchés étrangers et français.

Déjà, vers 1705, les vins de Catalogne et d'Alicante étaient offerts à plus bas prix que ceux de Languedoc. Les vins espagnols se vendaient de 15 à 16 livres rendus au quai de chargement, ceux du Languedoc en coûtaient 25 le muid. Les vins d'Espagne payaient de faibles droits de sortie.

La concurrence des eaux-de-vie d'Espagne et de Catalogne devint plus vive au cours du XVIII^{me} siècle. Dans une lettre au Syndic général de la province, de novembre 1770, l'Inspecteur Grangent, de Sète, s'exprimait à son sujet en ces termes (162) :

« L'Espagne m'inquiète toujours vivement ; leurs eaux-de-vie de Barcelone n'y valent que 15 livres le quintal et tout s'y jette, jusque aux villes du royaume qui n'en avaient jamais tiré et jusqu'à la capitale qui commence cette année à y faire des esprits 3/5. N'y aurait-il pas moyen de rendre l'entrée de ces eaux-de-vie si difficile sur la côte de France par la prohibition ou par les gros droits, qu'on fut forcé de venir acheter les nôtres ? Je suis moins peiné pour cette année que pour les futures, où une abondance un peu plus générale peut nous laisser sans consommation. »

L'Inspecteur signalait en outre l'introduction frauduleuse de vins d'Espagne par Nantes. Il réclamait la prohibition sévère des importations. Mais la concurrence persista. Dénoncée sévèrement par les producteurs, elle trouva des soutiens dans une petite fraction du commerce languedocien qui réalisait des profits par ce moyen. D'après l'Intendant de Balainvilliers, en 1785, une pièce d'eau-de-vie de Catalogne

(162) Arch. Hérault, C. 2686, Etats 694.

(60 veltes) rendue à Sète, logée et droits acquittés, coûtait 168 livres 14 sols ; la pièce d'eau-de-vie de Languedoc, logée et droits payés, coûtait à Sète 238 livres 14 sols (163). Les eaux-de-vie françaises étaient donc sensiblement plus chères.

En résumé, la fiscalité, dans son ensemble, intérieure ou douanière, constituait un obstacle considérable au développement des commerces vinicoles. L'autorité royale aurait dû se convaincre de ce fait et prendre des mesures plus larges de détaxation. Mais elle ne put y parvenir en raison de ses besoins financiers, des nécessités politiques et de la structure hybride, publique et privée, de ces impôts multiples dont les bénéficiaires n'acceptaient pas la diminution.

D'ailleurs, l'impuissance de l'Ancien Régime ne peut être rendue entièrement responsable de cet état de choses. En effet, après la Révolution, la fiscalité viticole continuera à susciter des doléances. Négociants et viticulteurs de l'Hérault menaient encore bataille en 1865 contre les droits d'octroi en vigueur à Paris et dans les centres de consommation. On pouvait écrire qu'en raison de cette fiscalité écrasante : « La moitié de la France ne boit pas de vin et l'autre moitié ne peut écouler celui qu'elle produit » (164).

Cette phrase ne sert-elle pas souvent de mot d'ordre aux manifestations contre la fiscalité contemporaine ?

(163) DUTIL, Mémoires de Ballainvilliers.

(164) *Bull. Soc Agric. Hérault*, 1865. E. LEENHARDT, p. 257 à 277.

CHAPITRE V

LES PRIX DES VINS ET DES EAUX-DE-VIE LE POUVOIR D'ACHAT VITICOLE

L'étude des prix des vins et des eaux-de-vie résume l'évolution des commerces vinicoles. Elle constitue une conclusion aux processus de répartition du revenu viticole. Le mouvement nominal et réel des prix du vin éclaire d'ailleurs l'ensemble de l'évolution économique languedocienne sous l'Ancien Régime.

Mais l'observation du prix du vin présente des difficultés. Les séries régionales s'avèrent encore impossibles, leur élaboration très souvent se heurterait à l'absence de documents. M. LABROUSSE n'a pu parvenir, pour la période 1770 à 1789, à mettre au point, pour le Languedoc, une telle série à une époque où, cependant, les sources abondent (165).

A défaut de séries régionales (166), l'auteur a construit et utilisé des séries locales, suffisamment longues, homogènes et fidèles. La série de Béziers s'étend de 1589 à 1847, celle de Pont-Saint-Esprit de 1673 à 1792, celle de Toulouse, de 1525 à 1717. Ces séries, et d'autres plus courtes, à Montpellier, Lunel et ailleurs, permettent de situer, avec une assez grande précision, le mouvement des prix des vins en Languedoc du début du ^{xvi}^e siècle jusqu'à la fin du ^{xviii}^e siècle.

(165) Cité, p. 249.

(166) Sauf de 1751 à 1764 où une vraie série régionale a pu être reconstituée.

Chacune des séries de prix du vin se double d'une série des prix du blé-froment ou du chiffre des salaires viticoles. Ainsi, se trouvent réunies les conditions d'une étude du revenu réel du viticulteur languedocien sous l'Ancien Régime.

Avant d'aborder cette étude, une remarque importante s'impose. Elle est identique à celle faite par M. LABROUSSE dans son « Esquisse du mouvement des prix et des revenus en France au XVIII^{me} siècle » (167).

En raison de l'état des sources et des erreurs éventuelles dans l'observation des prix notamment, les séries utilisées ci-dessous ne donnent pas le chiffre et le niveau « absolument exact » des prix du vin. D'ailleurs une compensation statistique des erreurs éventuelles s'opère. Ainsi se dégage un « mouvement » des marchés, une tendance générale des prix relativement exacte ainsi que des variations enregistrées avec une bonne approximation. Seuls le mouvement, les tendances et les fluctuations revêtent un réel intérêt pour cette étude.

Trois sections sont consacrées respectivement aux prix du vin ordinaire, des vins de qualité et des eaux-de-vie. La première de ces sections, la plus importante, récapitule un peu les deux autres ; elle traite du mouvement d'ensemble des prix et du revenu réel de la viticulture en Languedoc du XVI^{me} au XVIII^{me} siècle.

SECTION I

Tendance des prix du vin ordinaire et des revenus viticoles en Languedoc de la fin du XIV^{me} siècle au début du XIX^{me} siècle

Les prix des vins ordinaires seront examinés sous deux points de vue, d'abord au cours de la campagne viticole, ensuite d'année en année.

(167) Préface, p. VI et VII.

Les deux aspects de cette étude supposent évidemment une observation exacte des prix. Or, en ce domaine, les sources locales (registres de mercuriales, fourreaux, relevés de cotation) quoique abondantes, sont peu précises. En général, elles ne mentionnent pas la qualité des vins, *a fortiori* le degré alcoolique, ni le stade de vente. On ne sait s'il s'agit de prix à la propriété, de prix de gros ou de demi-gros. Il semble que l'on puisse avec M. LABROUSSE (168) considérer ces prix comme des prix moyens de demi-gros pratiqués sur les marchés urbains.

Les mercuriales permettent souvent l'étude des variations saisonnières auxquelles sera consacré un premier paragraphe. Les suivants traiteront de l'évolution nominale et réelle des prix du vin, du pouvoir d'achat et des crises viticoles.

§ I. — *Les variations saisonnières du prix des vins rouges à Montpellier et Béziers au xvii^{me} siècle, sous le régime de prohibition du vin « étranger ».*

L'existence de relevés détaillés permet, au xvii^{me} siècle, pour les deux grandes villes du Bas-Languedoc, d'apprécier les variations saisonnières des cours du vin rouge ordinaire. Trois types de variations peuvent être distingués, tous les trois déterminés par l'offre.

En effet, Béziers et Montpellier étaient au xvii^{me} siècle des marchés relativement fermés pour diverses raisons. D'abord parce qu'ils se trouvaient à l'écart des grands courants commerciaux d'exportation et que leurs vins ordinaires ne possédaient guère de débouchés extérieurs. L'action de la demande jouait peu. D'autre part, les deux marchés demeuraient fermés, étroits, en raison de l'application quasi-permanente de la prohibition d'entrée des vins « étrangers ».

Le marché se limitait donc aux remparts de la ville. La demande s'avérait relativement stable ; par contre, l'offre était irrégulière et fonction des conditions atmosphériques.

(168) Cité, p. 269.

Réduite aux seules récoltes du terroir, elle se trouvait aussi rigide-ment déterminée en période d'abondance que de pénurie.

Par conséquent, l'explication des variations de prix en cours de campagne demeure simple. On peut donc attribuer la hausse continue du début à la fin de la campagne et pendant les campagnes postérieures, la hausse de janvier à juillet-août, qui est très fréquente, à une raréfaction progressive de l'offre du vin sur le marché et à un cycle de mauvaises récoltes.

Inversement, un effondrement des cours survenant après les vendanges, surtout s'il se maintient jusqu'aux mois d'été, signifie assurément une crise de surproduction, un engorgement des marchés et une catastrophe pour les vignerons.

Les quelques chiffres ci-dessous permettent d'apprécier, à Montpellier, l'amplitude des mouvements saisonniers du prix du vin rouge. La hausse saisonnière se produisait et s'étalait selon les années de janvier à juillet, août et septembre. Les variations du prix du muid pouvaient atteindre 100 % et rarement moins de 20 %. Voici quelques-uns des prix extrêmes, en livres, le muid (692 litres) (169) :

1635	25	à	35.....	janvier à août ;
1637	27	à	40.....	janvier à mi-juin ;
1643	25	à	50.....	fin avril à mi-octobre ;
1644	50	à	55.....	janvier à mi-août ;
1647	30	à	48.....	mi-février à mi-août ;
1649	30	à	47.....	mi-avril à fin septembre ;
1652	30	à	46.....	mi-avril à fin septembre ;
1653	35	à	49.....	mi-février à fin juillet ;
1654	37,5	à	70.....	mi-février à fin août ;
1655	55	à	75.....	mi-janv. à mi-août et mi-nov. ;
1658	30	à	40.....	mi-mai à mi-octobre ;
1659	55	à	75.....	mi-avril à fin juillet ;
1660	25	à	50.....	mi mars à fin juillet ;
1661	36	à	40.....	mi-janvier à fin juillet ;

(169) et (170) Arch. Montpellier, Inv., Tome VII, p. 318.

1663	25 environ.....	paraît stable ; légère ;
1665	30 à 40.....	mi-mars à fin juillet ;
1666	25 à 30.....	mi-mars à fin juillet.

Les baisses de la période des vendanges marquées par l'écart entre les prix du vin vieux et du vin nouveau atteignaient souvent 100 %. Voici quelques exemples (prix du muid en livres) (170) :

1644	55 à 27.....	mi-août à fin novembre ;
1645	légère ;	
1647	47 à 35.....	mi-août à mi-octobre ;
1651	40 à 30.....	fin juillet à mi-décembre ;
1652	47 à 35.....	fin septembre à 20 décembre ;
1656	66 à 25.....	fin juin à fin septembre ;
1660	50 à 40.....	fin juillet à mi-octobre ;
1661	40 à 30.....	fin juillet à mi-octobre ;
1662	40 à 18.....	fin juillet à mi-octobre ;
1664	30 à 25.....	fin septembre à mi-novembre ;
1665	40 à 25.....	fin juillet à fin octobre ;
1666	30 à 20.....	fin juillet à mi-octobre.

Les conclusions valables pour Montpellier le sont aussi pour Béziers. En effet, les variations saisonnières du prix du vin à Béziers, observées aux ^{xvi}^{me} et ^{xvii}^{me} siècles, se traduisaient en général, par une hausse progressive des cours de janvier à juillet et août. Les mois d'été marquaient le point culminant de la courbe. L'amplitude moyenne des hausses de janvier à juillet, en prenant la moyenne décennale des deux cours, s'établit ainsi (en livres et sols le muid de Béziers, 659 litres) :

	COURS		%
	EN JANVIER	EN JUILLET	DE HAUSSE.
1591-1600.	29	34,8	20
1601-1610.	30,7	38	24
1611-1620.	35	42	20
1621-1630.	28,5	35,10	23
1631-1640.	40	48	20

1641-1650.	30	41	37
1651-1660.	46,10	56,6	23
1661-1670.	35	46	21
1671-1680.	41	53	29

Certaines années, les prix restaient stables de janvier à juillet. La stabilité peut être valablement attribuée à une récolte abondante ou au fléchissement de la demande obéissant à des circonstances inconnues. D'ailleurs la ville de Béziers, comme les autres villes de la province, appliquait la prohibition du vin étranger.

En conséquence, l'offre demeurait donc le facteur le plus rigide et en général déterminant des prix du vin.

La comparaison des séries de Montpellier et de Béziers montre toutefois que les écarts entre les prix de janvier et de juillet-août s'avèrent plus réguliers et moins prononcés sur le marché à Béziers que sur celui de Montpellier. En effet, l'écart moyen des cours de dix-sept années est à Montpellier, de 1635 à 1666, de l'ordre de 50 %. Pendant la même période il n'atteint à Béziers que 30 % environ. Le marché biterrois paraît donc plus stable. Néanmoins, les prix moyens sur les deux marchés urbains, compte tenu de la légère différence de contenance du muid, semblent très voisins l'un de l'autre.

Il semble que la stabilité plus grande des cours, dans l'intervalle d'une même campagne, fut à Béziers, en relation avec la plus grande influence qu'exerçaient dans la ville les propriétaires de vignes et à l'application encore plus stricte qu'à Montpellier de la prohibition du vin étranger instituée en 1331.

Cette relative stabilité des prix au cours d'une même campagne se signifie pas que les prix restaient inchangés d'une année à l'autre et que les viticulteurs pouvaient à leur guise les maintenir. La réalité était différente. Les variations d'année en année s'avèrent importantes ; les prix du vin se trouvaient en continuel mouvement.

§ II. — *Les variations nominales annuelles du prix du vin rouge en Languedoc.*

Certaines séries locales présentées ci-dessous esquissent le mouvement des prix du vin ordinaire pendant les trois derniers siècles de l'Ancien Régime et le début du XIX^{me} siècle. Cette période est divisée en deux parties : les XV^{me} et XVI^{me} siècles d'une part, les XVII^{me} et XVIII^{me} siècles avec la série de Béziers d'autre part.

La distinction de ces deux périodes s'explique seulement par des considérations propres aux sources des prix et à l'homogénéité des séries obtenues.

1^o XV^{me} et XVI^{me} siècles : *Les prix du vin à Montpellier, et dans le pays toulousain.*

Les relevés de prix du vin effectués à Montpellier aux XV^{me} et XVI^{me} siècles n'ont certes pas une valeur générale. Les constatations qui en découlent ne peuvent donc être significatives pour tous les terroirs de la province. Cependant, il serait erroné de ne pas leur accorder une certaine valeur moyenne. En effet, ces prix concernent une étape intéressante de l'histoire économique de la France.

Cette période commence à la fin de la guerre de Cent ans et mène au seuil du XVII^{me} siècle, à la formation d'un fort Etat centralisé. Les mouvements économiques, politiques, sociaux y étaient particulièrement accentués et souvent violents. Mais l'activité économique se bornait au cadre encore étroit des villes ; l'insécurité et les troubles l'y contraignaient plus ou moins et agissaient sur la vie économique avec intensité.

D'ailleurs, les prix du vin qui figurent ci-dessous appellent quelques remarques. Il s'agit de vins rouges, blancs ou « vins clarets » achetés par la ville de Montpellier. Les vins rouges ordinaires, peut-être même souvent médiocres, étaient destinés à la consommation des hôpitaux Saint-Eloi, Saint-Jacques, Saint-Roch.

Les vins blancs ou clarets représentaient des vins d'une qualité meilleure, sans doute de bons vins, offerts par le Consulat aux invités de la ville et à des personnalités de passage, rois ou prélats.

Pour les deux sortes de vin les comptes des Clavaires indiquent le prix, la quantité, mais non la date de l'achat. Il s'agissait sans doute de prix de demi-gros, ou même de gros, car les quantités achetées étaient rarement inférieures à une «boute» de 6 ou 8 setiers (un tiers de muid). Les vins rouges s'achetaient probablement à la moins-dite et par quantités de plusieurs muids à la fois.

Les deux séries de prix se révèlent homogènes et permettent de reconstituer le mouvement nominal des prix du vin aux ^{xvi}^{me} et ^{xvii}^{me} siècles.

En premier lieu, le tableau VII montre que les prix du vin rouge présentaient, au cours d'une même année, de fortes oscillations.

En 1506, les prix extrêmes se trouvaient dans la proportion de un à six. En 1515 et 1516, la proportion varie de un à quatre. Il est vrai qu'en 1516 on sait que le prix le plus bas était celui pratiqué pour «l'aygade» ou piquette. Pour la plupart des autres années reprises dans le tableau, les prix varient du simple au double et rarement de moins de 50 %. Ces différences s'expliquent plutôt par des fluctuations saisonnières déjà étudiées que par des différences de qualité.

Les tableaux VII et VIII montrent enfin les importantes variations des prix d'une année à l'autre. Une série de prix établie d'année en année se traduirait sûrement par une courbe en dents de scie très accentuées. Les mêmes observations valent pour le vin rouge, blanc ou claret.

Le prix du vin blanc à la fin du ^{xv}^{me} et au cours du ^{xvi}^{me} siècle était supérieur, d'environ 50 % au moins, au prix moyen du vin rouge. Le vin «claret» se vendait à un prix intermédiaire.

Le calcul des moyennes décennales des prix de chaque qualité de vin permet de constater une augmentation sensible du prix nominal, depuis la fin de la guerre de Cent ans

jusqu'à la fin du ^{xvi}^e siècle. Voici en effet les plus significatives des moyennes décennales des prix (en livres, sols, le muid) :

PÉRIODE	VIN		
	ROUGE	BLANC	CLARET
1489-1500.....	5,8	11,16	8,4
1501-1509.....	6,15	11,6	
1510-1519.....	7,13	11,15	
1540-1549.....	9,5	15,7	
1550-1559.....	9,17	9	
1560-1569.....	10,4	16,12	14,8
1570-1579.....	21,16	23,2	23,5

Les chiffres ci-dessus montrent que les prix des vins rouges ordinaires ont augmenté nominalement de 400 % de 1490 à 1580. Pendant cette période le prix du vin blanc a plus que doublé et celui du vin claret s'est élevé de 300 %.

Pour chacune des trois qualités, la hausse semble s'être accélérée notablement dans la deuxième moitié du ^{xvi}^e siècle, de 1550 à 1580. Ce mouvement de hausse s'intègre dans la vague inflationniste générale du ^{xvi}^e siècle ; le cycle des crises sociales et les guerres de religion ont à coup sûr coexisté avec une grave crise économique et la dégradation de la monnaie.

Au ^{xvi}^e siècle, les prix nominaux des vins du pays toulousain, des vallées de la Garonne et du Tarn (vins de marque, rouges ou blancs, vins de pays et de rivière, vins clairs) se caractérisent aussi par une tendance à la hausse qui s'accroît après 1570. Les moyennes des prix figurant au tableau annexe IX montrent, en effet, que les niveaux des prix des vins rouges de marque et des vins rouges de pays enregistrent les progressions suivantes (en livres, sols, la pipe de Gaillac) :

PÉRIODE	VIN ROUGE		VINS
	DE MARQUE	DE PAYS	BLANCS
1527-1556.....	15,10	13,13	18,9
1572-1596.....	23,12	16,17	
1607-1624.....	35	19,2	38,4

Ainsi cette hausse nominale était aussi une hausse réelle. Elle concernait surtout les bons vins dont le prix doubla, du début du ^{xvi}^{me} au début du ^{xvii}^{me} siècle. Le prix des vins de pays augmenta d'environ 50 %. Dans l'ensemble, le mouvement des prix à Toulouse confirme les conclusions tirées de l'étude des prix des vins à Montpellier. Les mêmes remarques générales s'appliquent d'ailleurs aux deux systèmes de prix. Hausse nominale et réelle des prix du vin se produisirent donc du début à la fin du ^{xvi}^{me} siècle.

2^o ^{xvii}^{me} et ^{xviii}^{me} siècles : la série de prix de Béziers, série languedocienne ; ses correctifs au ^{xvii}^{me} siècle (Montpellier, Frontignan) et au ^{xviii}^{me} siècle (Pont-Saint-Esprit).

La série de prix de Béziers paraît caractériser le mouvement des prix des vins rouges de Languedoc. Par sa continuité et son homogénéité, elle permet de saisir les fluctuations annuelles et la tendance des prix et du revenu viticole languedocien de la fin du ^{xvi}^{me} siècle jusqu'à l'époque du développement massif de la monoculture.

Le tableau X reprend probablement des prix de gros ou des prix de vente par les propriétaires viticulteurs. Ces prix furent pratiqués sur le marché de Béziers et notés par des employés du Consulat. Ces relevés étaient, au ^{xvii}^{me} siècle, hebdomadaires ou bi-mensuels. De 1682 à 1759, les registres de mercuriales mentionnent seulement les prix au mois d'octobre. De ce fait, la série des prix d'octobre a été reconstituée de 1589 à 1792. D'ailleurs, la comparaison entre les prix moyens en octobre et les prix moyens annuels (calculés par l'auteur ou fournis par les mercuriales) montre que les prix en octobre suivent, avec un écart de 10 % en moins ou en plus, la courbe des moyennes annuelles.

Les prix en octobre représentent bien le mouvement du revenu viticole dans le biterrois. D'autre part, la comparaison avec les prix des vins rouges de Montpellier, examinés

plus haut, et le prix des vins rouges des environs de Frontignan, au milieu du ^{xvii}^{me} siècle, montre une grande concordance des mouvements des diverses séries. Sur ces bases, l'on peut affirmer que la série biterroise retrace les mouvements des prix des vins rouges du Bas-Languedoc au ^{xvii}^{me} siècle.

Le niveau des prix du vin rouge des environs de Frontignan (tableau XI) ne coïncidait pourtant pas avec celui de Béziers. Les prix de Béziers dépassaient sensiblement ceux de Frontignan. Cette différence peut-elle s'expliquer par le fait que les prix des vins achetés autour de Frontignan (Loupian, Bouzigues, Mèze, Gigan, Mireval, Marseillan, rarement Lansargues et Cournonterral) étaient des prix d'achat aux propriétaires visités à domicile par le négociant frontignanais Argeliers ? De toute façon, ces vins, chargés sur barques, s'expédiaient vers une destination inconnue, mais sans doute hors de la province. Il s'agissait de bons vins d'exportation.

En outre, ces vins des environs de l'étang de Thau et de la plaine littorale bénéficiaient aussi de meilleures facilités de circulation que les vins de Béziers. Il est probable que, sous l'effet de la concurrence entre propriétaires viticulteurs, l'existence du « marché de vendeurs » ait tendu à abaisser les prix.

Ce phénomène ne semble pas s'être produit sur des marchés comme Béziers, où le protectionnisme des viticulteurs récoltants réussissait à maintenir des prix moyens plus élevés et souvent artificiellement gonflés.

En résumé, diverses circonstances, générales et locales, influaient sur la formation des prix des vins, avec comme résultat une grande inégalité de ces prix, selon les terroirs et les régions du Languedoc. Ces remarques n'enlèvent pas à la série de Béziers sa valeur d'expression du mouvement tendanciel des prix du vin en Languedoc.

La série de Béziers est d'ailleurs confirmée dans ses variations cycliques comme dans son allure générale par celle de Pont-Saint-Exprit. Les graphiques IV et V représentant ces séries concordent exactement.

1^o *Les variations nominales annuelles et les cycles de variation : Les causes, leur description.*

Le graphique n^o IV retrace le mouvement des prix du vin de 1590 à 1850. Au cours de cette longue période de deux siècles et demi, la courbe des prix présente apparemment la même allure, instable, désordonnée, marquée par de fortes variations, sauf au début du xix^{me} siècle, où les mouvements sont plus équilibrés et moins brusques. Un examen plus poussé montre aussi l'existence de cycles de variations en hausse et en baisse, ainsi que des tendances en hausse ou en baisse de longue durée.

Les mouvements des prix du vin s'expliquent par un seul des facteurs de la formation du prix : le quantum de la récolte annuelle. M. LABROUSSE décrit, en ces termes, ce phénomène (171).

« Chaque vendange pèse de toute sa masse sur l'étroit marché local. Le poids n'en peut être étalé, en principe, ni sur les années voisines, ni sur les régions voisines. Les facteurs physiques du prix, la masse des quantités récoltées, tendent à jouer brutalement d'une année à l'autre, sans stock amortisseur, et à imprimer aux cours de violentes variations ».

Le raisonnement de M. LABROUSSE, s'applique à la période 1770-1789, mais on peut l'admettre pour les siècles antérieurs. En effet, on constate en Languedoc, de la fin du xvi^{me} siècle jusqu'à la Révolution, un développement progressif de la viticulture. Son poids spécifique par rapport à l'ensemble de l'économie ne cesse de croître. L'offre globale, la masse des récoltes devenaient donc le facteur essentiel de la détermination du prix du vin et pesaient sur son évolution.

Dans certains cas cependant, l'action de la demande, le progrès ou le recul des exportations exerçaient aussi une certaine influence.

(171) Cité, p. 242.

Ces remarques ne sauraient remplacer une étude détaillée. A travers la série de prix de Béziers, il sera traité du mouvement des prix languedociens. On peut distinguer trois grandes étapes :

- a) le ^{xvii}^{me} siècle (1590-1680) ;
- b) le ^{xviii}^{me} siècle (1680-1792) ;
- c) le début du ^{xix}^{me} siècle (1800-1847).

a) La première étape commence avec l'apaisement des guerres de religion. Elle se développe dans la stabilité politique. Les progrès de l'économie, agriculture et industrie, étaient importants. En Languedoc, selon l'Intendant Basville, la viticulture prenait un grand essor. Le commerce des vins existait et non seulement celui des vins de qualité ; déjà un certain commerce d'exportation s'effectuait dans les régions de la province les mieux desservies en moyens de communication (littoral, régions à proximité des cours d'eau). Le commerce des eaux-de-vie, encore faible, exerçait peu d'influence sur la demande des vins donc sur les prix.

La durée moyenne des cycles de hausse était, au ^{xvii}^{me} siècle, légèrement supérieure à deux années. De 1590 à 1680, on ne compte pas moins de 41 cycles dans les deux sens, dont six de quatre années et neuf de trois années. L'amplitude moyenne des variations cycliques du prix du vin s'établissait à 1,8 fois le prix minimum (les prix moyens extrêmes étant de 45 et 24 livres le muid). Mais il se produisait des variations d'année en année d'une grande amplitude, atteignant en hausse au maximum 2,6 fois (1591-92) et en baisse deux fois (1618-1619 et 1644-45).

b) La période 1680-1792 connut un intense développement économique. Les vignobles s'étendirent encore, mais semble-t-il parallèlement à une certaine extension des débouchés. En effet, les moyens de circulation s'amélioraient notablement grâce au port de Sète et au canal Riquet. D'autre part, l'exportation des vins et des eaux-de-vie progressait énormément. Tout ces facteurs provoquaient un mouvement plus saccadé des prix du vin. En effet, au cours de cette

période, d'une durée à peu près égale à la précédente, il existe environ 56 cycles de hausse et de baisse d'une durée moyenne de deux années. Les cycles de trois années sont au nombre de 10, il y en a deux de quatre années chacun. On relève deux cycles de hausse de sept années, de 1687 à 1694 et de 1785 à 1792.

L'amplitude moyenne des variations du XVIII^{me} siècle était de deux fois le prix minimum, les prix moyens extrêmes étant de 58 et 29 livres le muid. Les variations d'année en année, en hausse comme en baisse, dépassaient 200 %.

L'allure générale de la courbe s'avère plus instable qu'au XVII^{me} siècle. Voici quelques variations-limite (en %) :

EN HAUSSE (172)		EN BAISSÉ	
1692-93	260	1704-05	230
1708-09	260	1733-34	270
1735-36	250	1741-42	250
1785-86	300	1778-79	290
1790-91	260	1784-85	390

c) Les observations sur la troisième période seront des conclusions pour l'Ancien Régime et une introduction à la période moderne où triomphe la monoculture en Languedoc. L'ère révolutionnaire détraqua complètement le mécanisme des prix. La dépréciation des assignats, les réquisitions, le maximum, les guerres et les troubles politiques déterminèrent des fluctuations énormes, mais peu significatives. Par contre, dès 1802, le retour à la stabilité politique et à l'équilibre monétaire redonnaient aux prix un mouvement normal.

Pour les cinquante premières années du siècle on compte 19 cycles de hausse et de baisse, d'une durée moyenne légèrement supérieure à deux années. Il y eut trois cycles de trois années et cinq cycles de quatre années. Le mouvement des prix était plus étalé qu'au XVIII^{me} siècle. L'amplitude

(172) Les prix s'élevèrent beaucoup dans la décade 1690-1700. Une lettre du 10 décembre 1698 de l'Intendant de Montauban vient confirmer cette hausse et l'explique par la fabrication des eaux-de-vie. (Arch. Nat., G. 7-394).

moyenne des variations tombait à 1,8 fois le prix minimum. Après 1820 la courbe des prix demeura beaucoup plus régulière qu'au cours des ^{xvii}^{me} et ^{xviii}^{me} siècles. Les plus grands écarts entre cours extrêmes atteignirent, en hausse, 240 % de 1809 à 1810 et en baisse 260 % de 1818 à 1819.

En résumé, l'étude des variations annuelles permet une bonne description du mouvement cyclique des prix, caractérisé par une instabilité plus marquée au ^{xviii}^{me} siècle. Il importe, en outre, d'examiner comment évoluèrent nominale-ment les prix du vin du ^{xvi}^{me} au ^{xix}^{me} siècle.

2^o *L'évolution nominale des prix, ses tendances du ^{xvi}^{me} au ^{xix}^{me} siècle.*

Le graphique IV et la table des moyennes décennales (tableau XII) montrent que le prix du vin rouge de Béziers connut, de la fin du ^{xvi}^{me} siècle à 1789, une hausse nominale appréciable. Toutefois, cette hausse paraît beaucoup moins forte que celle intervenue au ^{xvii}^{me} siècle. Le calcul des moyennes des prix d'octobre, pour les périodes ci-dessous, donne les chiffres suivants (en livres, le muid) :

1599-1648	29
1649-1678	30
1679-1748	35,1
1749-1789	47

L'élévation des cours moyens fut donc de 60 % environ de 1599 à 1789. On remarque une stabilité relative des prix nominaux au cours du ^{xvii}^{me} siècle. Les cours montèrent légèrement au début du ^{xviii}^{me} siècle ; mais la tendance à la hausse se précisa et s'amplifia après 1750.

C'est vers la fin de l'Ancien Régime que la courbe des prix du vin devient de plus en plus irrégulière et présente de fortes oscillations en hausse et en baisse. La hausse nominale des prix résultait de nombreux facteurs, y compris la dégradation monétaire. Elle provenait aussi en partie d'une valorisation des vins ordinaires de Languedoc, par leur

exportation accrue au cours du XVIII^{me} siècle et leur transformation en eaux-de-vie. Cette hausse nominale fut-elle aussi réelle ? C'est ce qui sera examiné plus loin.

D'ailleurs, la hausse nominale au XVIII^{me} siècle ne concernait pas seulement les vins du biterrois. Elle affectait aussi les vins rouges de Montpellier dans des proportions voisines. Dans les autres diocèses viticoles de la province, Uzès, Agde, Nîmes, etc..., on peut affirmer, malgré l'absence de séries complètes, que le même phénomène s'est produit.

Les tableaux XIII et XIV ci-dessous montrent qu'au XVIII^{me} siècle la hausse nominale des prix du vin s'établissait ainsi à Pont-Saint-Esprit (indices, base 100 de 1673 à 1689) :

moyenne	1700-1759.....	164
—	1760-1779.....	238
—	1780-1789.....	253

3^o *Un exemple de l'inégalité des prix du vin sur les divers marchés de la province (de 1751 à 1764).*

La série de Béziers, série locale, donne la tendance et l'allure générale, cyclique, des prix des vins languedociens. Mais il convient de faire une importante réserve : la série de Béziers peut, à la rigueur, exprimer le niveau moyen des prix du vin ordinaire dans le Bas-Languedoc, mais non le niveau moyen des prix dans la province.

La reconstitution d'une série régionale de prix, de 1751 à 1764, permet de démontrer ce fait. Les prix constituant cette série proviennent des états de subdélégation transmis à l'Intendant de Languedoc. C'est donc une source officielle, relativement sûre, détaillée, se rapportant aux principaux marchés vinicoles du Haut et du Bas-Languedoc.

Les prix moyens trimestriels des douze marchés retenus figurent au tableau XV. Les prix moyens annuels sont répartis en deux séries : Haut et Bas-Languedoc (tableau XVI). L'examen de ces chiffres permet de tirer certaines conclusions :

- a) De 1751 à 1764, la série régionale et la série de Béziers présentent une allure cyclique identique. D'autre part, la confrontation des deux séries montre que le niveau du prix moyen languedocien (12 marchés) suit d'assez près celui donné par les mercuriales du Consulat de Béziers.

Il existe cependant une légère différence entre le niveau des prix des vins de Béziers donné par les états du subdélégué d'une part et les mercuriales d'autre part ; elle s'explique par le fait que les états de subdélégation donnent une moyenne annuelle alors que les mercuriales mentionnent seulement les prix en octobre.

- b) Une deuxième constatation s'impose. De 1751 à 1764, la courbe des prix moyens des sept marchés du Haut-Languedoc (Toulouse, Albi, Castres, Lavaur, Castelnaudary, Limoux, Carcassonne) s'avère constamment supérieure, de 30 % environ, à la courbe des prix moyens des cinq marchés du Bas-Languedoc (Narbonne, Béziers, Pézenas, Montpellier et Nîmes) (voir tableau XV). En général les vins du Haut-Pays étaient plus chers et, quoique très fluctuants certaines années (à Castres notamment), ils résistaient mieux à la dépression cyclique, notamment à celle de 1751 à 1764. Les vins les plus chers étaient ceux de Castres et de Toulouse.

Les prix à Carcassonne, Albi, Limoux, Lavaur, se rapprochaient d'assez près de ceux des vins du Bas-Languedoc. Mais ils résistaient mieux à la baisse que les prix des vins de la plaine littorale et des Soubergues, par exemple ceux de Montpellier et de Pézenas. Ces faits montrent l'inégal développement de la viticulture et de la masse des récoltes qui semblent peser davantage dans le Bas-Languedoc que dans le reste de la province. Ces phénomènes, déjà nettement perceptibles en ce milieu du XVIII^{me} siècle, préoccupaient sérieusement les autorités de la province qui s'efforçaient de réglementer, déjà dès 1731, les plantations de vignes.

§ III. — *Le mouvement réel des prix du vin rouge de Languedoc : vin, blé, salaires. Le pouvoir d'achat et les crises viticoles.*

L'étude ci-dessous du mouvement réel des prix du vin prolonge et complète l'analyse des variations nominales, annuelles ou saisonnières. Elle permet de rattacher la viticulture au mouvement économique et à l'ancienne agriculture du Languedoc.

En effet, le prix nominal demeure un facteur artificiel ; il ne représente qu'une quantité de monnaie, étalon variable de la valeur. Au contraire, le prix réel exprime le pouvoir d'achat du viticulteur, du travailleur agricole et, en général, des individus retirant, directement ou non, leur subsistance de la vigne.

Cette étude se propose de répondre à la question essentielle : Quelle quantité de blé le viticulteur pouvait-il acquérir avec le prix de son vin ? Le blé, base de l'alimentation humaine, symbolise les biens de consommation nécessaires. Avec M. LABROUSSE on peut affirmer que le prix du blé constitue un indice sûr du coût de la vie et que le rapport prix du blé — prix du vin représente un indice approximatif du pouvoir d'achat viticole (173).

Le rapport d'échange du vin et du blé permet de reconstituer le mouvement du revenu réel du viticulteur et l'existence des crises viticoles du passé. Ces crises affectent souvent l'ensemble de l'économie. Dans les terroirs de monoculture, elles se manifestent, avec plus d'intensité, par un appauvrissement général du producteur, des ouvriers, des commerces viticoles. Certaines catégories résistaient mieux que d'autres à la crise de mévente. L'économie du domaine, mieux équilibrée, souffrait moins que la propriété parcellaire ou les brassiers réduits au chômage. Le sort de ces derniers fera d'ailleurs l'objet d'un paragraphe.

(173) Ouvr. cité, p. 475.

I. — *L'évolution réelle du prix du vin aux xv^{me} et xvi^{me} siècles. Rapport des prix du muid et du setier de blé.*

Avant la fin du xv^{me} siècle, les renseignements sont peu nombreux. On ne peut guère établir des moyennes mesurant, statistiquement, les variations du rapport blé-vin.

Les chroniques du xiv^{me} siècle montrent l'existence de crises viticoles de surproduction. A Montpellier, en 1367, le prix du vin était tombé si bas qu'avec le prix d'un œuf on pouvait s'en procurer 3,5 cartayres (cartals de 9 litres ?)(174). En 1377, le muid valait 1 florin ou 4 setiers de blé (175).

Par contre, en 1444, un muid de vin blanc (10 livres 5 sols) représentait à peine 1,6 setier de blé (6 livres 5 sols). Ce rapport était favorable au blé, peut-être fut-il accidentel ? Aux xiv^{me} et xv^{me} siècles, Montpellier connut certainement des prix élevés pour les blés, dont l'importation ne cessa pas d'être nécessaire.

Au xvi^{me} siècle, les rapports entre les prix du blé et les prix du vin devinrent plus normaux. Une hausse nominale des prix du vin se produisit à Montpellier, de 1490 à 1580 ; les prix furent multipliés par 4 (vin rouge) 3 (vin claret) et 2 (vin blanc). Les prix du vin (tableaux VII et VIII) et le prix moyen du setier de blé-froment acheté par la ville de Montpellier, au xvi^{me} siècle (tableau XVIII) ont permis d'établir les rapports d'échange suivants entre muid de vin et setier de blé : (muid = 692 litres ; setier = 48,92 litres).

Le tableau ci-après montre que le prix réel du blé augmenta sensiblement au cours du xvi^{me} siècle, alors que le prix réel du vin tendit à diminuer.

En effet, le prix du muid de vin équivalait, au début du siècle, le prix d'environ 9 setiers de blé ; ce rapport descendait aux environs de 6 setiers vers la fin du xvi^{me} siècle. Même constatation pour le vin blanc dont la baisse du prix réel était cependant inférieure à celle subie par le vin rouge.

(174) Petit Thalamus, tome II, p. 381.

(175) *Idem*, p. 395.

Période de dix ans	(Prix moyen (L. S. D.)						Rapport des prix	
	du muid			du setier			du muid	
	vin rouge		vin blanc		de blé		vin rouge	vin blanc
	L.	S.	L.	S.	L.	S.		
1489-1500.....	5	8	11	16				
1500-1509.....	6	15	11	6	16	8	8	13,2
1510-1519.....	7	13	11	15	16	2	9,5	14,6
1520-1529.....	9	15	11	5	1	2	5	8,6
1530-1539.....	6	4			1	1	10	5,7
1540-1549.....	9	5	15	7	1	5		7,4
1550-1559.....	9	17	9		1	12		6,1
1560-1569.....	10	4	16	12	1	9	4	6,9
1570-1579.....	21	16	23	2	3	12		6,4
1580	17	7	44					

Ainsi, au ^{xvi}^e siècle, le viticulteur vit son pouvoir d'achat diminuer notablement et même d'une manière très forte, certaines années. Ce mouvement s'accéléra vers la fin du siècle, mais il fut peut-être inégal selon les régions du Languedoc.

Le tableau ci-dessous, concernant les prix du vin dans le pays toulousain est incomplet, faute de sources. Il ne permet pas de comparer les rapports d'échange au début et à la fin du siècle.

Cependant, nulle baisse de ce rapport n'intervint, ni au début, ni à la fin du ^{xvii}^e siècle. On constate, une élévation sensible, qui laisserait présumer d'une part l'abondance relative de grain et d'autre part la rareté relative du vin, donc la hausse réelle de son prix.

Une répartition des cultures plus favorable aux céréales explique-t-elle cette « cherté » du vin ? On ne sait, mais « l'appréciation » du vin semble en voie de disparition au début du ^{xviii}^e siècle. Dès ce moment des indices laissent supposer que la région toulousaine s'intégra dans le mouvement languedocien de baisse du prix réel du vin ordinaire.

*Moyenne décennale des prix du vin et des grains à Toulouse
du xvi^{me} au xviii^{me} siècle*

(en livres, sols ; vins : la pipe de Gaillac 420 litres ;
grains : setier de 93,2 litres) (176)

Années	VINS (177)					Rapport moyen d'échange (178)				
	I	II	III	IV	V	Moyenne	blé	seigle	blé	seigle
1527-1536.....	16,8	18,8	14,16	16	—					
1537-1546.....	16,16	19,14	15	17	17,17					
1547-1556.....	13,9	17,5	11,4	14	14,15					
1557-1566.....	11,12	25,6	13,6	14,17	21,12					
1572-1581.....	21,12		16,18	—	18,18	19,3	4,14	3,4	4	5,9
1582-1591.....	23,5		15,10	19,10		16,1	4,13	3,1	3,4	5,2
1587-1596.....	26		18,4							
1597-1606.....	29		17,14							
1607-1616.....	32	35,15	19,8			29,1	4,5	2,18	6,8	10
1617-1624.....	38	40,14	18,17			32,10	5	3,8	6,5	9,5
1685-1696.....		42,5 (179)	22		47,13 (180)	37,6	6,4	—	6	—
1697-1706.....		60,15 (179)	30,13				8,5	4,18	5,5	9,3
1707-1717.....			49,10				9,13	6,15	5,1	7,4

II. — *L'évolution réelle des prix du vin aux xvii^{me} et
xviii^{me} siècles. Rapport des prix du muid de vin et
du setier de blé. Les crises viticoles en Languedoc.*

Les rapports entre les prix du blé et les prix du vin aux
xvii^{me} et xviii^{me} siècles sont beaucoup plus précis qu'au
xvi^{me} siècle. Etablis sans discontinuité, sur les bases homogènes
des séries de prix de Béziers et Pont-St-Espirit, ils expriment
les fluctuations tendanciennes du revenu viticole languedocien.
Les prix du vin rouge sont comparés constamment à ceux du
blé-froment de qualité moyenne.

(176) Arch. Toulouse, prix du blé, H.H. 45, 85, 91 ; prix du vin cité.

(177) Voir les dénominations des vins tableau IX.

(178) Rapport d'échange entre le prix moyen de la pipe de vin et du
setier de blé et de seigle.

(179) Vins blancs de Gaillac.

(180) Vin clair et de Gaillac.

Les moyennes annuelles des prix des deux denrées, de même que les prix pratiqués au mois d'octobre, rendent compte, très approximativement, des variations cycliques du pouvoir d'achat unitaire, mais non global, car on ignore évidemment la masse des récoltes vendues.

Les fluctuations du rapport moyen révèlent donc assez bien les mouvements du prix réel du vin en hausse ou en baisse, et l'existence de crises viticoles de surproduction ou de pénurie. En effet, les hausses comme les baisses du prix du vin, s'expliquent par l'action déterminante de l'offre dans la formation des prix.

Sur le graphique IV, les variations annuelles des prix du blé et du vin apparaissent juxtaposées, mais sur des ordonnées différentes, afin de donner plus de relief à la tendance générale des deux courbes. On constate, en effet, que, progressivement, le prix nominal du blé tend à combler l'écart qui le sépare du prix du vin. Ce mouvement était visible dès la fin du ^{xvii}^e siècle et il ne cessa de s'amplifier au ^{xviii}^e siècle.

Le même phénomène se produisit à Pont-Saint-Esprit. Le graphique V, en prenant pour le vin et le blé la même ordonnée, montre l'ouverture des « ciseaux » entre les deux courbes au détriment du prix du vin.

On peut donc formuler comme loi générale, le fait de la baisse tendancielle du prix réel du vin rouge ordinaire en Languedoc au ^{xviii}^e siècle.

Le viticulteur vit donc diminuer le coefficient moyen d'échange du vin avec le blé. Le tableau XIX indique ces rapports d'échange. Les coefficients moyens afférents aux longues périodes du mouvement sont les suivants :

à Béziers :

1599 à 1678.....	8 setiers pour un muid ;
1679 à 1748.....	5,2 setiers pour un muid ;
1749 à 1788.....	4,3 setiers pour un muid.

à Pont-Saint-Esprit (tableau XIX) :

1679 à 1749.....	5,3 barrals pour une salmée ;
1770 à 1789.....	6,5 barrals pour une salmée.

A Béziers, la moyenne du XVIII^{me} siècle, 4,7, se trouve donc en baisse de 70 à 80 % sur celle du XVII^{me} siècle. Le mouvement s'accéléra après 1730, sous l'influence du développement des plantations de vignes, de l'accroissement des quantités récoltées et du recul déjà amorcé de la culture des céréales.

Mais l'abaissement du prix réel du vin s'effectua d'une manière inégale, entre-coupée d'accidents et de crises, dont le type et l'ampleur diffèrent au XVII^{me} siècle d'une part et au XVIII^{me} siècle d'autre part.

1^o *Le mouvement du prix réel et les crises au XVII^{me} siècle.*

Au XVII^{me} siècle, le prix réel du vin se maintient malgré un léger décrochage et certaines crises : 1619-1628, 1639-1648, 1669-1678. Même pendant les périodes de crise les plus aiguës le coefficient d'échange du muid approchait et dépassait 5 setiers : 1645-1653 : 4,9 ; 1663-1666 : 5,9 ; 1672-1673 : 5,9.

Les crises du XVII^{me} siècle étaient de plus courte durée. Les fluctuations des cours du vin et du blé tendaient à s'équilibrer plus rapidement. Elles demeuraient relativement parallèles et, en tout cas, s'avéraient moins discordantes qu'elles ne le seront après 1680 et au XVIII^{me} siècle.

Des mouvements de hausse et de baisse apparaissaient pendant des cycles de trois, quatre et même huit ans, par exemple au cours des périodes ci-dessous. On notera que les variations du prix du vin étaient cependant plus amples, ce qui se traduisait par des chutes brusques du pouvoir d'achat et des alternances marquées entre les niveaux annuels des revenus viticoles.

Cycles de hausse des prix (en %)

	VIN	BLÉ
1615 à 1618.....	90	30
1626 à 1630.....	100	70
1633 à 1637.....	120	40
1641 à 1644.....	100	100

1646 à 1654.....	290	40
1688 à 1694.....	240	90
1706 à 1709.....	1070	130

Cycles de baisse des prix (en %)

	VIN	BLÉ
1623 à 1626.....	60	40
1630 à 1634.....	70	70
1636 à 1641.....	80	30
1644 à 1645.....	100	30
1655 à 1664.....	230	30

2° *Le mouvement du prix réel du vin et les crises au XVIII^{me} siècle.*

Dès 1680, le mouvement des prix commençait à se caractériser par une irrégularité accrue qui ne se démentira pas au cours du XVIII^{me} siècle. D'après les chiffres du tableau XVIII l'instabilité s'accompagnait d'une nette tendance vers la baisse du prix réel du vin rouge. Le rapport moyen d'échange muid-sétier tomba, de 1680 à 1789, à 4,7, contre 8 de 1599 à 1679.

Les graphiques IV et V montrent l'existence de nombreuses et graves dépressions du prix réel qui correspondent à autant de crises viticoles.

Le tableau ci-dessous énumère ces crises et en précise l'ampleur en se basant sur le rapport muid de vin-sétier de blé à Béziers :

1681-92.....	3,6	1752-57.....	4
1700-07.....	3,4	1759	2,9
1705-08.....	3,8	1763-65.....	4,2
1712-13.....	4,1	1768-69.....	3,9
1715-18.....	4,5	1771-72.....	3,3
1729-31.....	4,1	1776-78.....	4,8
1734-35.....	4,1	1779-81.....	2,5
1737-39.....	4,2	1782-84.....	3,8
1746-49.....	4	1785	1
1752-55.....	3,3	1786-89.....	3,6

Les mouvements des prix du vin et du blé devinrent, au ^{xviii}^e siècle, de plus en plus discordants. Le prix du blé marqua une nette tendance à la hausse, amorcée déjà en 1680, tandis que les fluctuations du cours du vin connaissaient des amplitudes maxima. La hausse du blé dans le Biterrois débuta à la fin du ^{xviii}^e siècle. De 1681 à 1692 sévit une première crise importante du pouvoir d'achat viticole.

Des auteurs comme d'AVENEL et LEVASSEUR ont prouvé le renchérissement du blé languedocien dès 1740, alors qu'une baisse assez forte se serait produite, selon eux, au début du ^{xviii}^e siècle (181). Or, la série de Béziers ne confirme pas cette deuxième constatation. Les chiffres du tableau XII montrent une stabilisation en hausse des prix du blé, la hausse était déjà certaine à la fin du ^{xviii}^e siècle, la tendance continua à s'accélérer dans la période pré-révolutionnaire.

D'ailleurs, le graphique IV met en évidence ces zones d'ombre qui se forment lorsque les cours du vin, quoique établis à une échelle différente, descendent au-dessous de ceux du setier de blé. Ces zones d'ombre deviennent plus nombreuses dès 1680 et persistent jusqu'en 1789. Elles démontrent une tendance quasi-permanente vers l'aggravation des crises viticoles, vers l'abaissement du prix réel du vin rouge ordinaire, ainsi que les difficultés croissantes d'écoulement et la dégradation cyclique du pouvoir d'achat des viticulteurs.

Ces phénomènes jouaient avec une grande ampleur malgré le cadre d'une politique viticole protectionniste inspirée par les intérêts des récoltants. En effet, le protectionnisme viticole au ^{xviii}^e siècle, et surtout après 1730, était de plus en plus battu en brèche ; son pouvoir amortisseur se réduisait. Le prix se déterminait sur un marché plus libre. Le commerce prônait des solutions de plus en plus libérales, auxquelles la viticulture ne pouvait pas toujours résister, surtout lorsqu'elle était contrainte de vendre une production sans cesse croissante.

(181) LEVASSEUR E. — Ouv. cité, tome II, p. 64 et 400.

La série de Pont-Saint-Esprit (tableaux XIII et XIV, graphique V) montre aussi la dégradation tendancielle et cyclique du prix du vin par rapport au prix du blé. Voici quelques rapports saillants entre le prix de la salmée de blé et le prix du barral de vin, représentant le diviseur :

1674-1690.....	6,3	1720-1749.....	4,9
1676.....	10,6	1731.....	10,6
1685.....	9,7	1750-1759.....	6,5
1686.....	10,8	1753.....	11,7
1690-1700.....	4,9	1755.....	8,5
1697.....	11,5	1773.....	9,5
1700-1709.....	5,6	1780-1789.....	7,5
1706.....	7,2	1780.....	11,5
1710-1719.....	5,3	1786.....	11,9

A Montpellier, le prix réel des vins rouges tendit à diminuer, du ^{xvii}^e à la fin du ^{xviii}^e siècle. De 1630 à 1673, un muid de vin de Montpellier permettait d'acheter de 7 à 8 setiers de blé (182). De 1779 à 1782 et en 1788-1789, le pouvoir d'achat du muid tombait à 3,3 et 4,7 setiers (183).

Ainsi la baisse tendancielle du prix réel du vin à la fin du ^{xviii}^e siècle représentait une loi générale, mais se manifestait cependant avec des inégalités locales. Cette baisse affectait moins gravement les vins de qualité, d'un prix plus élevé. Ses effets s'accrochèrent après 1750 sous l'influence déprimante des crises viticoles de surproduction. Le système des prix agricoles devint de plus en plus déséquilibré, la crise agricole s'aggrava.

La dépression du prix réel des vins frappa le pays toulousain comme les terroirs du Bas-Languedoc. Cependant l'appauvrissement ici et là ne fut pas du même ordre de grandeur : il dépendait de la place de la viticulture dans le revenu agricole et dans le revenu global. Dans le Toulousain, le poids spécifique de la viticulture paraît plus faible que dans le Bas-Languedoc.

(182) Arch. Montpellier. Inv. T. VIII et tableau XVIII.

(183) Voir tableau XVIII.

En conclusion, la faible hausse du prix nominal du vin au XVIII^{me} siècle, que M. LABROUSSE estimait, des années 1726-41 à 1771-89, à 35 % (1726-41 à 1783-89 + 13 % seulement) (184) ne traduit pas une hausse réelle. Nos séries confirment le point de vue que LABROUSSE avait étayé sur l'examen des seules séries d'Annonay (185), Aubenas et Ville-neuve-de-Berg (186).

La baisse du rapport d'échange vin-blé au détriment des vins, ce phénomène des « ciseaux » entre les deux grands prix agricoles, engendra la misère dans les régions viticoles, misère qui atteignit son paroxysme dans les années 1779-1789.

Cet appauvrissement plus ou moins profond caractérisait la viticulture française à la veille de la Révolution (187). Les signes du décalage du revenu viticole existaient dans toutes les régions productrices. Mais ce phénomène n'était pas isolé au milieu d'une prospérité générale. La crise agricole et viticole s'associait à des crises industrielles.

Aussi, la dépression des prix du vin constituait-elle un élément de ces « fermentations » dont parlait l'Intendant de Ballainvilliers (188), de ces manifestations de chômeurs, des émeutes et des luttes contre les accaparements, qui précipitèrent la Révolution.

3^o *Les crises viticoles pré-révolutionnaires.*

Les deux grandes crises viticoles languedociennes, 1751-1762 et 1779-1789, s'intègrent étroitement dans le cycle des crises viticoles nationales. Les études de D'AVENEL pour la France entière, celles de DEGRULLY (189) pour les Charentes et de

(184) Esquisse, ouv. cité, p. 267.

(185) Voir tableau. Le mouvement est parallèle à celui de la série de Béziers.

(186) Esquisse, p. 270.

(187) LABROUSSE. — Crise économique, ouv. cité.

(188) BOURDERON H. — Ouv. cité, bibliographie.

(189) Ouv. cité, p. 136.

LABROUSSE pour la période 1778-1789 le montrent clairement. Une autre grave crise semble s'être produite à Béziers et Pont-Saint-Esprit de 1768 à 1772, mais on ne saurait dire si elle a été générale au Languedoc.

a) *La crise du pouvoir d'achat viticole de 1751 à 1762.* — La série des subdélégations offre un bon terrain d'observation du déroulement et de l'inégalité de cette crise selon les régions du Languedoc. On se trouve, incontestablement, en présence d'une dépression cyclique de longue période, dix années environ.

La grande majorité des autres dépressions observées au XVIII^{me} siècle surtout ont une durée de deux à trois années. Elles correspondaient à des variations de l'offre, dont le rythme se trouvait étroitement lié au rythme naturel des récoltes, à l'alternance de productivité des cépages, des périodes de rendement et de reconstitution nécessaire des sols, sans oublier aussi les facteurs atmosphériques et les maladies cryptogamiques qui frappaient au hasard le vignoble.

La crise de 1752-1762 semble se présenter différemment ; son allure générale se caractérisa par une longue stagnation de l'indice du prix moyen languedocien de 1753 à 1762. La reprise des cours s'affirma en 1763.

Le tableau ci-dessous donne les moyennes arrondies annuelles des prix sur les divers marchés et permet de suivre l'ampleur des fluctuations (prix exprimés en livres, le muid de Paris, 260 litres environ).

Marchés du Haut-Languedoc

Année	Toulouse	Albi	Castres	Lavaur	Castelnaudary	Limoux	Carcassonne	Moyenne
1751	58	32	135	45	47	43	39	57
1752	54	28	104	40	36	38	30	49
1753	34	15	57	25	24	19	19	27
1754	32	15	62	25	24	19	18	27
1755	24	16	64	21	21	18	18	25
1756	38	22	60	21	25	23	26	31
1757	38	26	32	21	33	26	31	32

Années	Toulouse	Albi	Castres	Lavaur	Castelnaudary	Limoux	Carcassonne	Moyenne
1758	43	25	40	25	33	24	24	31
1759	40	27	40	28	31	32	25	31
1760	40	25	48	31	37	26	22	33
1761	40	31	56	30	34	25	25	34
1762	40	36	43	31	33	34	29	35
1763	43	37	50	36	42	41	34	39
1764	51	48	70	33	43	47	33	48

Marchés du Bas-Languedoc

Années	Béziers	Montpellier	Narbonne	Nîmes	Pézenas	Moyenne	Moy. générale
1751	37	52	49	49	56	49	53
1752	35	35	42	38	47	39	44
1753	20	24	37	20	27	26	26
1754	20	17	28	20	25	22	24
1755	20	15	20	18	24	19	22
1756	23	15	29	20	23	22	26
1757	26	21	29	28	26	26	29
1758	29	27	28	30	25	28	29
1759	33	28	29	29	22	29	29
1760	32	21	36	28	20	28	30
1761	32	21	29	28	23	23	30
1762	29	21	29	26	13	24	29
1763	40	31	34	39	27	34	37
1764	39	32	34	35	24	36	42

L'examen de ce tableau appelle les conclusions suivantes :

1^o La baisse moyenne des prix de 1751 à 1754 fut moins forte sur les sept marchés du Haut-Languedoc que sur les cinq marchés du Bas-Languedoc. Ceci s'explique par les hauts niveaux des prix à Toulouse et Castres. Sur ce marché, en particulier, les cours étaient, malgré des fluctuations annuelles très amples, constamment supérieurs à 35 livres le muid. Par contre, dans le Bas-Languedoc, pendant les phases de stagnation, ils se maintinrent constamment au-dessous de 30 livres, avec des minima de 14 et 12 livres, à Montpellier.

et Pézenas en 1756 et 1761. Les cours trimestriels descendirent de 1753 à 1755, au-dessous de 20 et 15 livres, à Carcassonne, Albi et Limoux.

2^o Sauf à Toulouse et Castres, où les mouvements furent désordonnés, la reprise s'annonça sur les marchés du Haut-Languedoc (Albi, Castelnaudary, Lavaur, Limoux et Carcassonne) en 1756. Dans l'ensemble les prix montèrent légèrement jusqu'en 1762, sans toutefois atteindre leur niveau d'avant la crise.

Cette reprise s'apparentait à une stagnation relative. Dans le Las-Languedoc, après une certaine hausse, de 1756 à 1758, les cours s'effondraient de nouveau en 1761 et 1762, notamment à Montpellier et Pézenas. La reprise fut sensible sur tous les marchés, en 1763 et 1764, mais demeura moins ample dans le Bas-Languedoc.

TABLEAU XIX

Prix réel du vin à Montpellier et Béziers de 1751 à 1764
(Rapport du prix du muid de Paris et du setier local de blé)

	MONTPELLIER	BÉZIERS	NARBONNE	TOULOUSE
1751.....	6,9	4		4,4
1752.....	5,2	4,3		4,1
1753.....	3,8	2,5		3,8
1754.....	3,4	3,1		4,1
1755.....	2,4	2,3		3
1756.....	3	2,9		3,8
1757.....	3,1	2,9		3,6
1758.....	3,8	3		3,4
1759.....	3	4		2,6
1760.....	2,8	3,8		3
1761.....	3,5	3,5		3,6
1762.....	3,5	2,9	3,6	4,3
1763.....	5,1	3,3	3,8	3,8
1764.....	4,9	3,4	3,9	5,6

La baisse des prix suivie de leur stagnation laisse supposer une crise du pouvoir d'achat viticole. Cette crise est mise en évidence par le calcul des rapports d'échange entre muid de vin et setier de blé (tableau XIX, reproduit dans le graphique VI).

L'examen de ces chiffres confirme, pour deux marchés-témoin, Béziers et Montpellier, que la baisse nominale des prix correspondait à une baisse, encore plus nette, du pouvoir d'achat unitaire du viticulteur.

Mouvements comparés en pourcentages
(hausse +, baisse —)

A MONTPELLIER :	PRIX NOMINAL	PRIX RÉEL	
		RAPP. D'ÉCHANGE MUID-SETIER	
1751-1755.....	— 246	—	187
1755-1758.....	+ 80	+	58
1759-1760.....	— 33	—	35
1760-1763.....	+ 47	+	82
A BÉZIERS			
1751-1755.....	— 85	—	73
1755-1759.....	+ 65	+	74
1759-1762.....	— 13	—	37
1762-1763.....	+ 38	+	13

Les fluctuations du pouvoir d'achat s'avéraient en général plus amples que celles des cours nominaux. Cependant, la baisse du pouvoir d'achat toucha moins les terroirs du Haut-Languedoc (Toulouse notamment) que ceux du Bas-Languedoc.

Comment expliquer la crise de 1751 à 1764 ?

La baisse du pouvoir d'achat viticole se trouva sans doute liée à une série de récoltes abondantes. En effet, de 1753 à 1756, période de stagnation des prix, se produisit un progrès d'environ 200 % des exportations de vins et d'eaux-de-vie par Sète. Par conséquent, le rétrécissement de la demande étrangère semble n'avoir pas agi sur les prix. Le bon marché des vins, de 1753 à 1755, contribua peut-être à accroître les exportations d'eaux-de-vie.

L'effet du rétrécissement du marché extérieur sur les prix pourrait s'être manifesté, cependant, de 1756 à 1763 ; la

France se trouvait en état de guerre maritime. On remarque d'ailleurs, de 1756 à 1763, une nette diminution des exportations sétoises ; d'autre part, les recettes du Canal Riquet fléchissaient, de 1.000.000 de livres en 1755 à 550.000 livres en 1763 (graphique II).

b) *La crise viticole de 1779 à 1789.* — Cette crise, par sa gravité et ses incidences politiques, fut l'une des plus marquantes de l'ancienne viticulture languedocienne. M. LABROUSSE l'a étudiée en se servant, faute d'avoir pu reconstituer une série languedocienne, de la série de la généralité de Montauban. Cette série représente la moyenne arithmétique de 13 prix locaux de « vins communs » (190).

Ci-dessous, on verra que la série de Montauban reproduit les mouvements des séries locales de Béziers, Montpellier, Lunel et Pont-Saint-Esprit, établies par l'auteur de cette thèse.

I. — *Description historique et effets de la crise.*

Le tableau XX et le graphique VII décrivent le mouvement des prix nominaux et réels de 1777 à 1790. Les deux mouvements concordent parfaitement et démontrent, sur deux marchés importants, Béziers et Lunel, une profonde dépression décennale des prix ainsi que l'effondrement et la stagnation du pouvoir d'achat viticole.

La baisse brutale de 1779 était partie d'un niveau de prix élevé en 1777 et 1778, causé par la faiblesse de la récolte de 1777 (191). En 1779, 1780, 1781 à Béziers, Montpellier, Lunel, Pont-Saint-Esprit, les prix atteignaient à peine la moitié de leur niveau d'avant la crise. On note, en 1779, à Béziers, en 1780 à Lunel, Pont-Saint-Esprit et probablement aussi à Montpellier, un effondrement encore plus ample du pouvoir d'achat viticole. Les rapports d'échange muid-setier à Béziers en 1779, 1780, 1781 furent parmi les plus faibles enregistrés au cours du XVIII^{me} siècle.

(190) Ouv. cité, p. 254.

(191) LABROUSSE, ouv. cité, p. 270.

La dépression s'étendit à tout le Languedoc. A Toulouse, en 1780 et 1781, on signalait que quatre litres de vin ne trouvaient preneur qu'à raison d'un sol (7 à 8 livres le muid mesure de Montpellier) et encore à condition de livrer ce vin à domicile (192). Les mots « le vin n'a plus de prix », « le vin est à vil prix » se répétaient comme une rengaine de misère, dans tous les mémoires et rapports officiels de l'époque.

Les mêmes expressions reviendront en 1785 et 1786, lorsque la deuxième vague de la crise atteindra son point le plus bas, après une certaine amélioration de la situation en 1783 et 1784. Les Etats déclaraient alors que « la plus affreuse misère » régnait dans la province (193). A Béziers, en 1785, le rapport d'échange muid-setier était voisin de 1, soit le plus bas connu au XVIII^{me} siècle. En 1786, à Lunel, le muid de vin n'équivalait plus qu'à une salmée de blé, contre 1,7 et 1,8 en 1777 et 1778.

La dépression de 1785-1786 fut générale. Des doléances unanimes affluèrent de tous les coins de la province. Dans sa lettre du 27 octobre 1786, l'Intendant signalait une mévente généralisée (194).

En septembre 1786, 1/3 de la récolte d'une « année commune » (24.993 barriques de 90 pégas, près de 75.000 hectolitres) restait invendu dans 174 paroisses de la subdélégation de Toulouse. Dans le Bas-Montauban, la valeur de la récolte de plus de deux années communes demeurait invendue. Les caves étaient pleines à Carcassonne, Castelnaudary, Castres (3/4 d'année commune), Saint-Pons (une année), Narbonne, Béziers (2/5 d'année commune), Pézenas (100 muids), Montpellier, Nîmes (moitié d'année), Le Vigan, Uzès (moitié d'année), Bagnols, Mende, Tournon, etc... A Rieux, où la moitié de la récolte n'avait pu trouver preneur, le vin se vendait de 3 à 6 deniers la livre ; à Albi, 3.000 pipes (7 à 8.000 hectolitres) restaient dans les caves (195).

(192) DUTIL, p. 857-858.

(193) Arch. Hérault, C. 2920-2921.

(194) Arch. Hérault, C. 2686.

(195) Arch. Hérault, C. 2920-2921.

Les vins de qualité furent affectés comme les vins ordinaires. A Saint-Georges-d'Orques, en 1779, le muid valut 20 livres, alors qu'il se vendait de 110 à 168 livres de 1772 à 1778 (196).

La crise entraîne une baisse considérable du pouvoir d'achat viticole. A Béziers, la diminution atteignit $\frac{3}{5}$ en 1779 et 1781, $\frac{4}{5}$ en 1785. A Lunel, la baisse fut des $\frac{2}{3}$ en 1780 et d'environ la moitié en 1781, 1782, 1785 et 1786. A Pont-Saint-Esprit, de 1780 à 1783, il fallait 9,4 barrals de vin pour acquérir une salmée de blé, contre 4 à 5 en période normale. En 1780, il en fallut 11,5 et en 1786 11,9.

Le revenu réel global de la province subit lui aussi les effets de l'appauvrissement de la viticulture. L'effondrement des cours du vin, la longueur de la phase de stagnation se conjuguèrent avec le climat de crise économique générale, avec la cherté des céréales et l'arrêt des exportations. Le Languedoc traversa une période de misère.

Cependant, cette paupérisation, comme l'a souligné M. LABROUSSE, fut inégale selon les catégories sociales. La rente foncière viticole résista mieux aux fluctuations en baisse des cours que le profit du métayer ou du viticulteur parcellaire (197).

Le revenu de ces deux dernières catégories subit un écrasement, tandis que la rente demeurait stable ou amorçait une chute au ralenti.

Sur les classes populaires, l'étau de la crise se resserra avec le plus de force et il y causa la plus grande détresse. Ici les moyens de stockage faisaient défaut, les fonds de roulement étaient réduits ; les frais fixes, taille, dîme, droits seigneuriaux, tonneaux, réparations, pesaient lourdement.

Cependant les difficultés n'épargnaient pas le propriétaire du moyen ou du grand domaine spécialisés dans la viticulture. En effet, les frais de culture résistaient à la baisse. Les salaires n'étaient certainement pas toujours compressibles à volonté. Fourrage et avoine renchérisaient. Le capi-

(196) DUTIL, p. 170 et 859.

(197) Ouv. cité, p. 506, 661 s.

tal tonneaux s'avérait incompressible et on pouvait dire, souvent, que « les tonneaux valent plus que le vin ». Ni le prix du bois merrain, ni les salaires des ouvriers tonneliers ne fléchirent. En octobre 1786, au plus fort de la crise, après une grève de huit jours, les ouvriers tonneliers de Sète obtinrent une augmentation de salaires malgré une violente hostilité patronale et administrative (198).

En 1786, le compte d'exploitation d'une sétérée de vigne (400 cannes carrées, 15,80 ares) dans le Biterrois (199) se soldait par une perte considérable :

DÉPENSES				RECETTES
Taille	2 L.	14 s.	3 d.	Un demi-muid de vin :
Culture	7 L.	1 s.	3 d.	9 livres.
Récolte	6 L.			Perte : 6 L. 15 s. 6 d.

L. = livres, s = sols, d = deniers.

II. — *Explication de la crise.*

Une des causes principales de la crise fut le quantum des récoltes. La crise de 1778 à 1789 représente, par sa tendance générale, un cas de crise de surproduction viticole. Son éclosion et son développement, de 1778 à 1782, en 1785 et 1786, résultaient d'une série de récoltes très abondantes : 1778, 1779, 1780, 1781, 1785, 1786 (année commune plus un quart) (200).

Les états de récoltes de l'Intendance, trop partiels, ne donnent que des indications globales permettant de prouver l'influence de l'offre. Ainsi, de 1787 à 1789, années où la récolte de vin fut normale ou inférieure à « l'année commune », les prix du vin remontèrent notablement.

En 1787, la récolte fut médiocre, les prix s'élevaient, entraînant le pouvoir d'achat qui s'améliora aussi cette année-là, à cause de la baisse du prix du setier de blé à Béziers et Montpellier notamment.

(198) Arch. Hérault, C. 2819.

(199) Arch. Hérault, C. 2684.

(200) Arch. Hérault, C. 2920-2921. Etats de récoltes.

Il convient aussi de souligner que sur le facteur de surproduction vinrent se greffer des causes annexes dont le rôle ne fut pas négligeable. En premier lieu, la sous-consommation intérieure, provinciale et nationale, accentua la dépression des cours. La hausse du coût de la vie et, en particulier, celle des céréales, s'est accélérée en Languedoc après 1760. Les chiffres du tableau XVII le montrent pour Montpellier, Béziers et Narbonne, important marché aux grains. Cette hausse, qui se poursuit après 1780, absorbait une plus grande part des revenus disponibles et les détournait d'autres achats moins impérieux, tels ceux du vin. Ce phénomène réduisit l'ampleur des échanges et des courants traditionnels de la province vers les régions limitrophes non productrices.

En outre, la sous-consommation provinciale et nationale fut encore aggravée par l'excessive fiscalité. Sur ces prix déprimés, les impôts indirects, le droit de l'équivalent et les droits de sortie pesaient plus lourdement.

Comment a joué en Languedoc la sous-consommation extérieure signalée par M. LABROUSSE ? Les statistiques manquent. Quelle fut l'influence du blocus anglais et de la guerre d'Amérique sur les exportations de vins et eaux-de-vie ?

La diminution des exportations ne peut être exclue du nombre des facteurs qui ont aggravé la crise de surproduction. On sait quelle ampleur revêtaient les exportations par Sète et le rôle stabilisateur qu'elles exerçaient sur l'économie viticole dans les trois premiers quarts du XVIII^{me} siècle. Le fléchissement du commerce extérieur des vins et des eaux-de-vie eut, sans aucun doute, un effet non négligeable sur l'évolution de la crise. Et le commerce prospère des eaux-de-vie que signale Ballainvilliers, à Sète, en 1786-1787, est une des causes du redressement des cours du vin qui intervient à cette époque.

La surproduction encouragea certainement la distillation, grâce au bon marché des vins de chaudière. De plus, la suppression, en 1784, des droits de sortie sur les eaux-de-vie rendit l'exportation plus rentable et permit de mieux lutter contre la concurrence étrangère.

TABLEAU XX

Prix réel du vin de 1777 à 1789
(rapport du prix du muid et du setier de blé)

	Prix nominal (muid)			Rapport d'échange vin-blé (4)			
	Béziers (3)	Montpellier (2)	Lunel (1)	Montpellier	Béziers	Lunel(5)	Pont St-Esprit (6)
1777.....	70,6	66	60	—	4,8	1,7	4
1778.....	63,16	66	75	—	4,9	1,7	4,7
1779.....	22	30	40,10	3,1	1,8	1,1	5,7
1780.....	35	21	18	2,4	3,5	0,5	11,5
1781.....	26	45	42	4,5	2,2	1,1	7,8
1782.....	48	68	40	6,8	4,1	1	9,6
1783.....	40	(en hausse)	63	—	3,2	1,8	8,6
1784.....	50	—	75	—	4,1	2	5,2
1785.....	12,6	—	45	—	0,9	1,2	—
1786.....	38,8	—	36	—	2,9	0,9	11,9
1787.....	44	—	45	—	3,9	1,3	5
1788.....	49	73	76	7,6	3,5	1,8	6,4
1789.....	48,5	70	60	6,3	3,5	1,3	6,8
1790.....	76	72	75	—	6,7	1,8	4,7
1791.....	200	—	—	—	16,3	—	3,6
1792.....	114	—	—	—	8,3	—	3,3

(1) Vin nouveau cours du 26 septembre, Tableau XXIV.

(2) Vin de 2^{me} qualité, moyenne annuelle.

(3) Chiffres du tableau X.

(4) Chiffres du tableau XVII.

(5) Rapport muid, salmée de blé.

(6) Nombre de barrals de vin pour 1 salmée de blé; Tableau XIII.

Indice du prix du vin en France et à Montauban

	France (2)	Montauban (1)		France (2)	Montauban (1)
1777.....	112,37	149,51	1786.....	64,51	40,48
1778.....	127,41	134,23	1787.....	77,05	68,77
1779.....	96,16	73,43	1788.....	91,37	95,07
1780.....	76,81	57,56	1789.....	99,42	121,82
1781.....	61,67	52,30			
1782.....	62,24	56,51	1790.....	134,9	
1783.....	75,43	66,90	1791.....	159,24	
1784.....	80,91	64,75	1792.....		
1785.....	60,89	45,32			

(1) Indice du prix d'octobre dans la généralité, base 100 en 1778-1780 calculé par M. Labrousse, ouv. cité, p. 320.

(2) Base 100 en 1778-1780, Labrousse, p. 281.

§ IV. — *La condition des salariés agricoles. Prix du vin, du blé et salaires du xv^{me} au xviii^{me} siècle.*

L'étude du pouvoir d'achat des travailleurs de la vigne complète l'observation du prix du vin et du pouvoir d'achat du viticulteur. Brassiers et journaliers constituaient une part notable des populations viticoles du Languedoc sous l'Ancien Régime. Leur revenu principal provenait du salaire. Ce revenu trouvait parfois des compléments. Mais rarement le salaire agricole constituait un revenu régulier. Le chômage sévissait. Un journalier ne travaillait pas, en moyenne, au delà de 150 à 200 jours par an (201).

I. — *Le pouvoir d'achat du salaire aux xv^{me} et xvi^{me} siècles.*

Il est impossible de reconstituer le prix moyen de la journée de travail en Languedoc aux xiv^{me} et xv^{me} siècles autrement que par sondage. En 1343, la journée d'ouvrier vigneron, taxée 12 deniers (1 sol) dans la Sénéchaussée de Nîmes, était payée, semble-t-il, couramment de 22 à 24 deniers. A Pézenas, la journée, du lever au coucher du soleil, se payait 18 deniers pour la taille et 16 pour le déchaussage des vignes (202). En Bas-Languedoc, à la fin du xiv^{me} siècle, le salaire journalier moyen du brassier oscillait entre un minimum de 1 sol et un maximum, rarement atteint, sauf pendant les vendanges et les moissons, de 2 sols.

Le xv^{me} siècle apporte une certaine hausse nominale. En effet, la journée du manœuvre, à Montpellier, en 1490, se payait 2 sols, 6 deniers.

Vers 1550, le moissonneur, ouvrier saisonnier mieux rétribué que le journalier moyen, gagnait 2 sols 6 deniers à Pézenas et dans l'Albigeois (203). A la même époque, à Pézenas, la journée de femme, depuis les vendanges jusqu'à

(201) THÉRON DE MONTAUGE. — Ouv. cité, p. 68. Cf. calculs de VAUBAN.

(202) P. A. ALLIÈS, Pézenas aux XVI^{me} et XVII^{me} siècles, Flammarion, 1908, p. 133.

(203) DE SANTI, ouv. cité, p. 386.

la Chandeleur, valait 8 deniers et pendant le restant de l'année 14 deniers (204). Le salaire correspondant masculin pouvait être de 2 à 3 sols.

Dans l'Albigeois, au ^{xv}^{me} siècle, semeur et laboureur gagnaient 4 sols par jour, le fendeur de vendanges (en 1538) et le journalier touchaient 10 deniers (205). Il existait donc entre le Haut et le Bas-Languedoc un écart du simple au double, dans le niveau des salaires du journalier.

En somme, au cours du ^{xv}^{me} siècle, les salaires agricoles et autres connurent une certaine hausse nominale, rarement réelle, car un net décalage existait dans le mouvement prix-salaires au détriment de ces derniers. DE SANTI l'a noté pour l'Albigeois. Le tableau XXI donne les rémunérations ouvrières pratiquées à Montpellier aux ^{xv}^{me} et ^{xvi}^{me} siècles et permet d'apprécier les faits dans cette partie du Bas-Languedoc.

De la fin du ^{xv}^{me} au début du ^{xvi}^{me} siècle, se produit une hausse nominale du salaire journalier de l'ordre de 200 à 300 % (d'environ 3 sols à 9 sols). Le prix du vin rouge dans cet intervalle augmenta d'au moins quatre fois et le prix du blé-froment ordinaire de quatre fois et demi (de 1500 à 1580) et de six fois, si l'on considère les prix de certaines années de la fin du ^{xvi}^{me} siècle.

Les salaires agricoles et les salaires en général restèrent donc au ^{xvi}^{me} siècle, notablement en retard par rapport aux prix du vin et du blé, c'est-à-dire par rapport au coût de la vie.

Le tableau XXII ci-dessous donne des coefficients d'équivalence entre les prix du vin, du blé et de la journée de travail pour diverses corporations, y compris les manœuvres dont les salaires étaient voisins de ceux des travailleurs de la vigne. Ces coefficients sont calculés, le plus souvent, sur la base de moyennes.

Le tableau XXII montre, de 1500 à 1640, une baisse tendancielle du pouvoir d'achat ouvrier. Le salaire correspondait

(204) ALLIÈS, p. 139.

(205) DE SANTI, p. 383.

durant cette époque à des quantités réduites de blé et de vin. Ce mouvement de paupérisation ouvrière atteignit son maximum à la fin du ^{xvi}^e siècle. D'ailleurs, au siècle suivant, il n'y eut pas d'amélioration sensible du salaire réel, quoique les mouvements de la conjoncture économique puissent paraître plus équilibrés. Cette décroissance du pouvoir d'achat ressort aussi des travaux de D'AVENEL et LEVASSEUR (206).

II. — *Le pouvoir d'achat du salaire viticole aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles.*

Une grande inégalité des taux de salaires agricoles régnait en Languedoc. Ce fait et l'absence de longue séries salariales rendent difficile l'observation du mouvement des salaires nominaux et réels.

D'autre part, le calcul du taux moyen des salaires s'avère délicat. La journée de travail, unité de durée du travail ouvrier, variait selon les localités.

Dans la région de Toulouse, en 1718, la journée de travail était comptée « du soleil levant jusqu'au soleil couché et le travail vite fait » (207). A Montpellier, au ^{xviii}^e siècle, la journée commençait à 4 heures du matin l'été (à 6 heures l'hiver) et finissait à 4 heures du soir, soit environ 10 à 11 heures de travail réel (208).

Les taux des salaires agricoles étaient très diversifiés ; souvent, ils n'échappaient ni à la taxation, ni à une sévère réglementation délimitant les lieux d'embauche, des peines d'amende, le carcan et le fouet en cas d'infraction.

Beaucoup de localités fixaient le salaire pour chaque campagne et pour les divers mois ou saisons. Les salaires d'hiver étaient inférieurs à ceux de printemps et d'été. En général, les femmes gagnaient moitié moins que les hommes.

(206) D'AVENEL, ouv. cité, livre III, Chap. IX, p. 458. LEVASSEUR. — Tome II, p. 72, 396, 401, 838.

(207) THÉRON, ouv. cité, p. 66.

(208) Arch. Montp., H. H. 40.

Le tableau XXIII donne les salaires moyens pratiqués en Bas-Languedoc du xv^{me} au xviii^{me} siècle. On constate du début du xvii^{me} siècle à 1730 une nette progression du salaire nominal moyen ; cette progression continua, dans certaines régions, jusqu'en 1789. Cependant, au cours des quarante dernières années de l'Ancien Régime, beaucoup d'auteurs admettent une quasi-stabilité des salaires nominaux (209).

Pour trancher cette question, un examen des séries salariales locales s'impose. Il sera complété par une étude des variations du salaire réel du vigneron.

A Montpellier, les salaires taxés évoluèrent ainsi de 1715 à 1788 (210) (en sols, L = livres) :

	HOMMES		FEMMES	
	Eté	Hiver (octobre-mars)	Eté	Hiver
1715.....	18	15	6	5
1723 (211)	20	16	7	5
1755 (212)	55 à 60 (Labour)		(1 ^{er} semestre)	(2 ^{me} semestre)
1765.....	24	20	8	
	4 L. (moisson)		9	
	2 L. (faucheur)		(vendanges)	
	30 (regain)			
1788 (213)	30-36	20-24 (rare)		
	(saisonniers)			

Voici les salaires pratiqués à Saint-Georges-d'Orques du xvii^{me} au xviii^{me} siècle (en sols) (214) :

(209) DES HOURS-FAREL. — Ouv. cité, p. 89,90. — THÉRON DE MONTAUGE, ouv. cité par LABROUSSE. Esquisse, p. 661.

(210) Arch. Montp. H. H. 140.

(211) Eté, à partir d'avril pour fossoyer, « mayenqua », etc... hiver : après la vendange jusqu'en mars (Taille, provins, etc...).

(212) LÉONCINI, notaires arch. Hlt. 161.

(213) BALLAINVILLIERS, ouv. cité.

(214) DELEUZE ouv. cité p. 49 et s.

	HOMMES	FEMMES
Fin 1684, Fossoyer majenque (215).....	16	
1686	12 (taille)	6
	15 (fossoyer)	5 (lier les sarments)
1714.....	12 à 16	5 à 6
	17 (majenque)	
1757 - 1771.....	24 à 30	
	labour avec bœufs 60 sols	
	avec mule 50 sols.	
1793 (216).....	Maximum 2 livres.	

De la fin du xviii^{me} siècle à 1770, le salaire nominal s'éleva de 50 % environ. Les salaires à Saint-Georges-d'Orques et Montpellier étaient, au milieu du xviii^{me} siècle, relativement les mêmes que ceux pratiqués à Agde. Dans ce diocèse, la journée d'homme se payait 24 sols (planter, taille et binage), la journée de femme 8 sols et 9 sols pour la vendange (217).

A Mèze, en 1760, pour une journée de 6 heures du matin à 4 heures du soir, l'ouvrier gagnait 14 sols, l'ouvrière 5 sols, tous avantages en nature étant exclus (218).

Aux environs de Béziers, en 1775, la journée d'homme était fixée à 20 sols pour le labour, la taille et l'arrachage des souches ; l'ouvrière gagnait 7 sols par jour pour déchausser, lier les sarments et sarcler, 8 sols 6 deniers pendant la vendange. Le « mézadier » percevait 15 livres par mois (219). A Frontignan, en 1788, l'homme nourri et logé gagnait 150 livres par an, la femme 75 livres environ (220).

Les salaires d'été et d'automne pour la moisson et la vendange notamment étaient sensiblement plus élevés. Ils attiraient une main-d'œuvre saisonnière formée de montagnards des Cévennes et du Rouergue.

(215) 2^{me} culture mai-juin.

(216) A. FABRE, Saint-Georges-d'Orques, p. 40.

(217) Arch. Hérault, C. 4957. C. 5080.

(218) A. FABRE, Mèze, p. 87.

(219) J. ANGLADE, Evolution historique de Saint-Jean-d'Aureilhan, Th. Dr. Montpellier 1943, p. 162.

(220) G. GALTIER. Ouv. cité, p. 55.

Dans l'ensemble du Bas-Languedoc le niveau des salaires se trouvait supérieur à celui en vigueur dans les autres régions de la province. Ainsi à Lodève, de 1738 à 1750, pour les vendanges, les hommes nourris (porteurs et fouteurs) gagnaient 7 à 8 sols et les femmes nourries (coupeuses) 2 à 3 sols. La nourriture était évaluée à 4 sols pour les femmes (221). Le salaire moyen journalier payé dans la région de Gaillac s'élevait à 12 sols en 1762 (222).

Dans le Haut-Vivaraïs, en 1650, un bûcheron gagnait 5 à 6 sols par jour. Fin 1696, faucheurs et moisonneurs, nourris, percevaient 14 à 15 sols. Au XVIII^{me} siècle, le salaire moyen du journalier agricole était de 10 sols (223).

A la fin du XVIII^{me} siècle, les salaires agricoles étaient les suivants, selon les régions du Languedoc, d'après l'Intendant Ballainvilliers (en sols) (224) :

Diocèse ou ville	Printemps	Eté	Automne	Hiver
Castelsarrasin.....		30 (moisson)		10-12 8 F. 5 E.
Lavaur.....	15-18	25-30 6-15 F.	15-18	12
Carcassonne.....		15-30 (nourri)	16	12-14 18-20 (vignes)
Mirepoix.....		25-30		15-20
Alet-Limoux.....	10-15	30 (nourri)		10-15
Castres.....	14	18-20		12
Narbonne.....		25 (nourri)		20-24 (non nourri)
		12 F. (non nourri)		8 F. E.
Gignac.....		25		20
		40 (moisson-foins)		
		10-12 F.		
Agde.....		30		24 8-10 F.
Pézenas.....				
Frontignan.....				

ouvriers saisonniers du Rouergue, du Gevaudan : 28-30

(221) Appolis, ouv. cité, p. 628.

(222) THÉRON. Ouv. cité, p. 74.

(223) CH. DU BESSET. Revue du Vivaraïs, juillet, septembre 1943, p. 206.

(224) Mémoires, manuscrit. Bibl. Montpellier, abréviations : F. femme, E. enfants.

Diocèse ou ville	Printemps	Été	Automne	Hiver
Lodève.....	24	35 (moisson)		20
Montpellier.....		36 (ouvriers saisonniers)	30 (vendanges)	20-24
Nîmes.....				26 12-15 F.
Alès.....	32	36		22-24
Uzès.....	20-22	22-24	20	18
Fence.....				
(Diocèse du Puy)...	Moyenne 6 - 7 (nourri)			
Toulouse.....				
Comminge.....	Moyenne 12 à 15 et 7 F.			
Albi.....	Moyenne 16 à 18			

D'après les chiffres précédents et les séries ci-dessous, la hausse nominale moyenne du salaire agricole atteignit environ 60 % de 1700 à 1789.

Par contre, le salaire réel n'augmenta pas dans les mêmes proportions. Les tableaux ci-dessous montrent l'évolution des rapports d'échange entre le muid de vin, le sétier de blé d'une part et le prix de la journée de travail de l'ouvrier agricole d'autre part, à diverses époques des ^{xvii}^{me} et ^{xviii}^{me} siècles. Les calculs du premier tableau sont basés sur le salaire à Montpellier et le prix du vin et du blé à Béziers. Ils expriment approximativement quelques mouvements du salaire réel en Bas-Languedoc.

	Prix du muid de vin		Prix du setier de blé		Salaire moyen journalier sols	Coefficient d'échange de la journée de travail avec	
	L	S	L	S		muid de vin	setier de blé
1600 - 10.....	33	6	3	17	9	74	8,5
1631 - 41.....	38	14	4	14	10	77,4	9,4
1680 - 90.....	18	12	5	5	12 à 15	25 à 31	6,1 à 8,7
1710 - 20.....	44	4	7	1	15	59	9,4
1750 - 60.....	42	4	8	13	18	46	9
1761 - 70.....	46	5	9	12	20	46,2	9,6
1771 - 80.....	58	10	12	4	20	58,5	12,2
1781 - 89.....	35	9	11	15	24	29,5	9'8

Salaires agricoles, prix du vin et du blé à Montpellier
(L = livres S = sols)

	Salaires de			Prix (226)									
	vendange (225)			Salaire		du muid du		setier		Rapport d'échange		du salaire journalier	
	homme	femme	moyen	de vin	de blé	de vin	de blé	Homme	Femme	vin	blé	vin	moyen
	sols	sols	sols	livres	L. S.	vin	blé	vin	blé	vin	blé	vin	blé
1641...	14	4	10	50	3 10	71	5	250	17,5	100	7		
1750...	24	9	18	85	7 10	70	6,3	188	16,6	94	8,3		
1770...	24	9	20	—	9	—	7,5	—	20	—	9		
1780...	24	10	20	25	8 10	20	7	50	17	25	8,5		
1789...	30	12	24	60	11	40	7,3	100	18,3	50	9,4		

L'examen des deux tableaux entraîne des conclusions à peu près identiques. Tout d'abord, on constate une instabilité marquée du pouvoir d'achat du salaire agricole, exprimé en blé ou en vin. Mais à travers ces fluctuations on peut discerner pendant les trente dernières années de l'Ancien Régime, et par rapport à la fin du xvii^{me} siècle, une nette dégradation du salaire réel. C'est ce que traduit notamment la hausse moyenne du rapport d'échange entre les prix de la journée de travail et du setier de blé. Le phénomène ne se manifeste pas en ce qui concerne le vin ordinaire car cette denrée a connu une hausse nominale faible et a même perdu de sa valeur réelle du xvii^{me} au xviii^{me} siècle.

Ainsi, le salaire réel de l'ouvrier viticole fut souvent soumis au xviii^{me} siècle à de rudes secousses. Le salaire nominal ne parvenait pas en général à suivre la hausse des prix des céréales et de l'ensemble des subsistances.

Les crises viticoles cycliques ne pouvaient permettre de relever suffisamment le niveau du salaire nominal et de l'ajuster au mouvement du coût de la vie. Prix du vin et salaires viticoles connaissaient tous deux une baisse réelle de leur pouvoir d'achat exprimé en blé-froment. Le niveau de vie du journalier était précaire. Il ne se trouvait qu'une

(225) DES HOURS FAREL, ouv. cité.

(226) Statistiques citées.

denrée qu'il pouvait acheter en plus grande quantité avec son salaire : le vin ordinaire.

De 1780 à 1789, divers témoignages décrivent cette misère des salariés et des petits viticulteurs. En 1781, le Subdélégué de Toulouse écrivait (227) :

« A l'égard du vin, il n'est que trop abondant, puisqu'il ne récompense presque pas les travaux. Mais, d'un autre côté, c'est un bonheur, parce que le peuple oublie par cette boisson le poids de la misère qui l'accable de toute part. ».

Et JEFFERSON, en 1787, s'exprimait ainsi (228) :

« J'ai vu beaucoup de misère parmi cette catégorie d'agriculteurs (les vigneron). Le vin est si bon marché dans ces contrées qu'un travailleur de chez nous, cultivant une autre plante, peut, par voie d'échange, se procurer beaucoup plus de vin qu'il n'en pourrait produire lui-même. La vigne est une ressource pour un pays où la totalité du sol riche est utilisée à d'autres cultures et où il existe quelques terrains stériles et un surplus de population que l'on peut employer à leur culture. Là la vigne est intéressante, car c'est quelque chose à la place de rien. »

Le jugement de JEFFERSON résume bien les conditions de la viticulture d'avant 1789 dans beaucoup de régions du Languedoc. C'était bien « quelque chose à la place de rien ». Cependant, certains terroirs produisant des vins de qualité, d'un prix plus élevé, s'assuraient des revenus moyens mieux ajustés à la hausse du coût de la vie, plus résistants aux baisses de la conjoncture.

(227) Arch. Haute-Garonne, C. 120.

(228) Ouv. cité, p. 16. Lettre du 30 juillet 1787.

SECTION II

Les prix des vins de qualité

Sont étudiés successivement les prix des vins les plus renommés :

- 1^o vins muscats ;
- 2^o vins de Gaillac et de l'Albigeois ;
- 3^o vins des Côtes du Rhône ;
- 4^o vins de Saint-Georges-d'Orques et de l'Hérault.

1^o *Le prix des vins muscats.*

Les vins muscats de Languedoc connurent, sous l'influence d'une demande active justifiée par leur qualité, une importante valorisation du xvi^{me} au xviii^{me} siècle. La Chambre de Commerce de Montpellier écrivait, avec raison, en 1726, « qu'ils étaient un Pérou pour les habitants de la province ». Produits un peu partout, mais surtout dans le Lunellois, autour de Montpellier, à Frontignan, Vic, Poussan, dans le Biterrois et même à Gaillac, ils ont bénéficié du creusement du canal du Midi et de l'ouverture du port de Sète qui les firent mieux apprécier en France et à l'étranger.

Les muscats de Montpellier valaient en 1533 24 livres le muid et 19 livres en 1563 et 1564 (229). Ces prix représentaient la valeur de 16 et 12,7 setiers de blé-froment ; ils étaient nettement supérieurs aux prix du vin blanc.

Au xvi^{me} siècle, les prix des muscats de Frontignan ne sont pas connus. L'essor du commerce remonte à la fin du xvii^{me} siècle. En 1699, un muid de muscat de Frontignan valait 150 livres. Mis en bouteilles et expédié en caisses, il se vendait 1 livre 18 sols la bouteille de 58 centilitres environ (ou 4 livres le pot de 1 litre 20) (230).

(229) Arch. Montpellier. Inventaire, Tome VIII, p. 165 et 196.

(230) Arch. Hérault C. 778.

Les muscats blancs de Gaillac atteignaient parfois des prix élevés ; de 1685 à 1691 on les cotait au marché de Toulouse de 45 à 60 livres la pipe mesure de Gaillac. En 1693, ils se payaient 100 livres la pipe et en 1695 75 livres (231).

En 1736, le prix des muscats de Frontignan expédiés par Sète était estimé par le fermier de la foraine de 150 à 300 livres le muid (232). Ces muscats s'expédiaient aussi par le canal Riquet ; des commissionnaires de Toulouse et de Bordeaux les vendaient pour le compte des expéditeurs de Frontignan ou de Béziers. Voici les prix de vente pratiqués, à divers mois de l'année, de 1737 à 1742 :

(Voir Tableau XXV page suivante)

Le prix de vente moyen, de 1737 à 1742, ressortait donc à 150 livres la tiercerolles, soit 450 livres le muid, mesure de Montpellier (692 l.). Le rapport d'échange muid-setier de blé était de 60 à 75 fois, ce qui représentait une forte augmentation par rapport au xvi^{me} siècle.

Au xviii^{me} siècle, à Montpellier, capitale des commerces vinicoles, se trouvait un centre important de conditionnement et d'expédition des vins muscats. Ces activités enrichissaient de nombreux négociants, exerçant aussi le commerce des liqueurs, des eaux-de-vie, des vins ordinaires et des crus de Champagne ou de Bourgogne.

De 1720 à 1746, un marchand de Montpellier achetait le muid de vin muscat au propriétaire aux prix suivants (234) (muid de Montpellier 692 litres) :

septembre 1720	muscat de Poussan	52 l. 15 s.
septembre 1737	muscat de Frontignan	300 l.
	muscats divers	114 l.
octobre 1738		211 l. 5 s.
		187 l. 12 s.
1740		217 l. 13 s.

(231) Arch. Toulouse H.H. 46.

(232) Arch. Hérault C. 1704.

(234) Arch. Hérault BB. 440, livre de comptes anonyme (1717-1751).
F^{os} 140, 111, 126, 129, 188

TABLEAU XXV

Prix de vente du muscat de Frontignan à Bordeaux
la tiercerolle (3 barriques) 220 litres environ, en livres (233)

Année	J	F	M	A	M	J	A	S	O	N	D	Prix moyen
1737.....	120 sur lie	120	120		144	144	144					138
							66 gros lie					
1738.....	135 sur lie	132	117							114	114	122
1739.....	114	114	123							120		170
	150 (2)	120	150	150 (2)	150		60					
	156	150		129			75					
				60 gros lie								
1740.....	162	99	159	99	93	99	156	156		156		136
		99	108	162	159	159		162				
1741.....		90	171	168	120		168 (2)		156		156	150
					168				150		150	
1742.....	177	180 (2)	150	180 (2)								150
	120 (4)	174 (2)	114	174 (2)	174 (2)	168 (2)						
		120	72		165							

(2) Vin clarifié. (3) Vin tiré au fin. (4) Vin muscat de Béziers.

(233) Arch. Frontignan II-10 vin vendu par commissionnaires pour le compte d'Argeliers.

1743	muscat de Frontignan	182 l. 10 s.
octobre 1744		165 l.
octobre 1745		150 l.
mai 1746		138 l.

Les frais d'achat représentaient :

- en 1720, pour 43 muids $1/3$: 34 l. 2 s. 5 d. ou 15 s. 10 d. par muid ;
- en 1737, pour 3 muids de Frontignan : 55 l. 4 s. 6 d. ou 18 l. 8 s. 6 d. par muid ;
- en 1744, pour 3 muids (commission 5 %) : 25 l. 16 s. ou 8 l. 12 s. par muid ;
- en 1745, pour 2 muids : 15 l. 12 s. ou 7 l. 16 s. par muid.

Après mise en bouteilles, contenant 1 pinte (1 litre environ) ou chopines ($1/2$ litre environ) le vin muscat était expédié par ce marchand vers Paris, Lyon, Limoges, etc..., par caisses contenant 40 ou 60 bouteilles.

Le prix de la caisse de muscat évolua ainsi de 1736 à 1742 (235) :

1736 (décembre).....	38 l. 10 s. 4 d.
1737 (décembre).....	67 l.
	51 l. 8 s.
1738 (décembre).....	48 l.
1739 (janvier).....	48 l.
1739 (décembre).....	53 l.
1741 (janvier).....	47 l. 4 s.
1741 (octobre).....	43 l.
1742 (mars).....	48 l.
	41 l. 10 s.
1742 (mai).....	54 l. 10 s.
1743 (décembre).....	36 l. (40 bout.-pintes p. caisse)
1744 (juin).....	40 l. 18 s.
1746 (janvier).....	65 l. (60 bouteilles p. caisse)
1747 (février).....	33 l. 17 s.

(235) Arch. Hérault B.B. 440, livre de comptes anonyme (1717-1751)
Fos 140, 111, 126, 129, 188.

La bouteille-chopine de muscat se vendait ainsi (236) :

1741 (février).....	11 sols
1742 (février).....	11 sols
1742 (avril).....	12 sols
	10 sols 10 deniers
1743 (février).....	11 sols

La bouteille (pinte) mise en caisses valait, en mars 1742, 1 l. 1 s. 6 d. et en décembre 1743 : 18 sols.

En janvier 1746, une bouteille, contenue dans une caisse de 60, coûtait 1 l. 16 s. 8 d.

Ce même marchand anonyme vendait 15 sols en avril 1742 une bouteille de vin de Saint-Georges-d'Orques et 3 livres une bouteille de champagne, dont le prix d'achat, transports compris, s'élevait en 1738 à 1 livre 8 sols (237).

Que représentait, en setiers de blé-froment, un muid de muscat de 1720 à 1745 ?

De 1738 à 1745, le prix d'achat par le négociant expéditeur, avant conditionnement, oscillait entre 150 et 300 livres le muid de Montpellier. Le rapport d'échange muid-setier variait de 25 à 40. Mais ces rapports s'avéraient irréguliers et souvent beaucoup moins avantageux. En 1720, le muid de muscat de Poussan (prix d'achat à la propriété) équivalait de 5 à 6 setiers de blé, par suite de la cherté du blé cette année-là.

Quoiqu'il en soit, ce commerce était, en général, lucratif. En 1768, le muid de muscat vendu au détail valait à Montpellier de 460 à 600 livres, le muid de vin blanc ne coûtait que 345 à 400 livres et celui de vin rouge de 115 à 145 livres (238).

A la fin du XVIII^{me} siècle, contrairement aux vins ordinaires, dont les prix se trouvaient en baisse réelle, les vins muscats conservaient, malgré les crises et les arrêts passagers du commerce, des prix avantageux.

(236) Arch. Hérault B.B. 440, f^{os} 166, 170 à 174

(237) Arch. Hérault B.B. 440, f^o 113.

(238) Arch. Montpellier, Inv. T. IV, p. 134.

En 1788, Ballainvilliers signalait, pour les muscats de Lunel et de Frontignan, des prix de 250 livres le muid et pour ceux de Béziers, de tout temps moins appréciés, de 100 à 110 livres le muid.

En 1787, d'après l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique, JEFFERSON, grand connaisseur en matière de vin, la pièce de muscat de Frontignan (250 bouteilles) de première qualité, se vendait brut 120 livres, soit près de 400 livres le muid. Le vin traité et fouetté valait 24 sols la bouteille, verre compris (239).

En 1787, six caisses (283 bouteilles) rendues aux Etats-Unis, port dû, coûtaient 374 livres 14 sols, soit 27 sols la bouteille. En avril 1788, 100 bouteilles se payaient 129 livres, soit 25 sols 9 deniers la bouteille. En 1791, trois caisses (60 bouteilles chacune) valaient 232 livres 10 sols, soit 25 sols 10 deniers la bouteille (240).

2^e Prix des vins de Gaillac et de l'Albigeois.

A la fin du xiv^{me} siècle la pipe de vin de Gaillac (400 litres environ) vendue logée (fust e vi), prix départ, valait (en livres, sols, deniers) (241) :

en août 1387, vin rouge (récolte 1386) : 1 l. 15 s. ; 1 l. 8 s. ; vin vieux : 11 s. 3 d. ;

en décembre 1387, vin nouveau rouge : 1 l. 15 s. à 2 l. ;
vin nouveau blanc : 2 l. à 2 l. 15 s. ;

en janvier et février : 1 l. 15 s.

Le tableau XXVI ci-dessous donne des prix de vins de l'Albigeois au xv^{me} siècle. Ces prix obéissaient aux mouvements des récoltes. On constate qu'ils étaient plus élevés en 1521, 1526 et 1541, années de récoltes abondantes, qu'en 1532 où une mauvaise récolte causa une grave famine. Au cours d'années favorables un muid de vin s'échangeait contre 8,5 setiers de blé mesure de Montpellier (en 1530 et 1535). En 1533, un muid ne valait que 5,3 setiers et en 1541 3,5 seulement.

(239) et (240) Cité, p. 65, 71, 72.

(241) J. RIOL, p. 38 et s.

TABLEAU XXVI

Prix de la barrique (203 litres) (242)

ANNÉE	QUALITÉ	LIVRES	SOLS	DENIERS
1521	vin rouge.....	1	5	
1525	vin rouge.....	3		
	vin non qualifié.....	2	5	
1526	vin non qualifié.....	2		
	vin rouge.....	1	11	3
1527	vin non qualifié.....	2		
1528	vin non qualifié.....	2		
1530	vin non qualifié.....	2	5	
1531	vin non qualifié.....	2	5	
1532	vin non qualifié.....	4	10	
1533	vin claret.....	2	5	
1534	vin blanc.....	2	5	
1535	vin non qualifié.....	2	2	
1536	vin non qualifié.....	2		
1539	vin non qualifié.....	1	5	
1540	vin non qualifié.....	1	17	6
1541	<i>Idem</i> (22 ventes).....	1	10	
1542	vin rouge.....	2		
	vin non qualifié.....	2		
1543	vin non qualifié.....		17	6
	vin de 1541.....	2	17	
	demi-vin.....	1	15	

Les prix à la fin du xvi^{me} siècle, à Gaillac comme à Rabastens, étaient en hausse par rapport à ceux de la fin du xiv^{me} siècle et de la période 1520-1545. En effet, la pipe de Gaillac coûtait de 1545 à 1595 de 52 à 60 livres (tableau XXVII ci-dessous).

La hausse des prix fut beaucoup plus faible à Rabastens, à cause de la dégénérescence qui commençait à frapper ce

vignoble. Voici des prix pratiqués fin du xvi^{me} siècle (243) (en livres tournois, la pipe) :

25 décembre 1573.....	15	25 décembre 1582.....	10
1575-1576.....	10	février 1586.....	12
nov.-décembre 1577...	14	août 1588.....	26

Les vins de cargaison se vendaient plus cher que ceux consommés dans le pays ; ils valaient respectivement, en 1708, 75 et 40 livres la pipe (244). Le prix du vin rouge dépassait celui du vin blanc. D'autre part, le quantum de la récolte influait sur le niveau des prix. C'est ainsi qu'en 1722, où par suite des gelées la récolte fut environ la moitié de celle de l'année normale, les prix s'élevèrent. Le même phénomène se produisit en 1711.

Le tableau XXVII ci-dessous montre l'évolution des prix des vins de Gaillac et du rapport d'échange entre vins et blé-froment. Faute de série de prix du blé à Gaillac, les prix pratiqués à Montpellier et Béziers ont été retenus pour les calculs.

TABLEAU XXVII

*Prix de la pipe de vin de Gaillac (livres)
et rapport d'échange vin-blé (1545-1771)*

Année	blanc	Vin		Prix du setier de blé	Rapport d'échange pipe-setier		
		rouge	clairer		vin blanc	vin rouge	moyenne
1545 à 1595 (1)	52 à 60 (vin non qualifié)			2,14			
1672 - 1673 (2)	—	—	28	4,10	—	—	
1671 - 1673	31	—	—	4,13	6,6	—	6,6

(1) RIOL, p. 57, logé, prix départ.

(2) Arch. Toulouse H.H. 46, prix au marché Saint-Georges de cette ville de 1671 à 1700 inclus voir tableau IX.

(243) E. MARTY. — Archives des notaires de Rabastens revue du Tarn 1909-1910. J. RIOL, p. 7.

(244) J. RIOL, p. 57.

Année	Vin			Rapport d'échange pipe-setier			
	blanc	rouge	clairer	Prix du setier de blé	vin blanc	vin rouge	moyenne
1685 - 1694 (1)	24 à 30	40 à 50		5,8	5	8,3	6,6
1685 - 1690	33	—	51	5,12	5,8	9,1	7,4
1691 - 1695	56	—	—	6,11	8,5	—	8,5
1696 - 1700	55	—	—	7,1	7,8		7,8
Janv. 1700	—	—	60	—	—	—	—
1711 (1)	—	120	—	6,10	—	18,4	18,4
1722 (1)	85	115	—	6,12	12,8	17,4	15,1
Décembre (Maximum)							
1723 (1)	43	57	—	9,10	4,5	6	5,2
Novembre							
1730 (3)	60 à 90	75 à 125		6,15	8,8-13,3	11,1-18,5	12,9
1759 (4)	95 à 100	45 - 50		8,4	—		
1760	75 à 80	50 - 55		8,6			
1761	45 à 50	40 - 45		9,2			4,9
1762	55 à 60	40 - 45		9,16			
1763	70 à 85	45 - 50		12,1			
1764	80 à 85	55 - 60		11,11			
1765	70 à 75	55 - 60		8,10			
1766	190 à 200	50 - 55		7,16	15,8		
1767	80 à 85	60 - 65		8,8			
1768	90 à 95	65 - 70		12,11			
1769	95 à 100	80 - 85		10,17			
1770	350 à 380	90 - 95		12,4	29,9		
1771	400 à 450	90 - 95		12,14	33,4		
Moy. 1759-1765	70 - 76	47 - 52		9-13	7,2-7,8	4,8-5,3	6,3
Moy. 1765-1771	201 - 220	72 - 77		10,15	18,6-20,4	6,6-7,1	13,2

(3) RiOL, p. 76.

(4) Arch. Hérault Etats 696 vin non qualifié. La colonne 1 donne les prix extrêmes pratiqués de décembre à mars ; la colonne 2 les prix d'août à Novembre.

Les chiffres ci-dessus montrent une grande inégalité entre les rapports d'échange des différentes périodes. Le revenu réel procuré par la vente des vins de Gaillac était instable, fort sensible au quantum des récoltes et aux aléas de la conjoncture commerciale. Des périodes de prospérité (comme celles de 1711 à 1722, de 1765 à 1771) alternaient avec les années pénibles où les prix s'effondraient.

Entre les bonnes et les mauvaises années, l'écart s'avère considérable. L'incidence des variations des prix se faisait sentir fortement sur le niveau de vie de ce terroir de Gaillac, voué à la viticulture et importateur de grains. Dans la période pré-révolutionnaire, les cours des vins tendirent vers la baisse ; Gaillac connut alors les conséquences de la crise viticole générale (245).

3^o *Les vins des Côtes du Rhône possédaient une renommée ancienne et méritée. Mais il n'est guère possible de montrer l'évolution de leur prix de vente.*

A Cornas, entre 1626 et 1648, une pièce de vin (moins d'un muid) valait 20 livres (246). En 1559, à l'Hermitage, une pièce logée se vendait 30 livres (247). Ces prix dépassaient ceux des vins du Bas-Languedoc à la même époque. D'ailleurs, avec le développement du commerce maritime par Sète notamment, les vins du Rhône connurent une demande plus active et une valorisation considérable.

En 1748, la pièce de vin du Rhône était payée 78 livres par un négociant Montpelliérain, soit deux fois plus cher qu'au siècle précédent. La même année, le même négociant achetait 190 livres une pièce de vin de l'Hermitage et 94 livres un muid de vin rouge de Langlade (248).

Les vins de l'Hermitage s'expédiaient par Sète et par Bordeaux. Ils étaient très demandés à l'étranger, en Hollande, en Angleterre et aussi en Bourgogne. Voici, de 1743 à 1754, l'évolution du prix de vente de ces vins selon leur qualité (1^{re}, 2^{me} et 3^{me} classe) (le muid de Languedoc, en livres et sols) (249).

(245) THÉRON, *ouv. cité*, p. 23.

(246) Arch. Bourg-les-Valence, C. C. 38.

(247) Arch. Com. Tain CC 84.

(248) Grand Livre RICARD, *cité* f^o 8.

(249) Arch. Drôme C. 218 f^o 129, mémoire pour dégrèvement de l'impôt du vingtième 1754.

	1 ^{re}	CLASSES	
		2 ^{me}	3 ^{me}
1743.....	270		
1744.....	250		
1745.....	310		
1746.....	250		
1747.....	180		
1748.....	340		
1749.....	220		
1750.....	436		
1751.....	200		
1752.....	400		
1753.....	350		
1754.....	180		
Moyenne.....	282	211,10	105,15
1755.....	160	100	50
		90	40

un muid = 12 barreaux.

Les prix des vins des Côtes du Rhône se maintiendront, après 1771, de 240 à 250 livres le muid. Mais, comme les autres vins, ils subiront la crise des années 1780 à 1789. Ballainvilliers, en 1788, signalait des prix de 140 à 150 livres le muid de Languedoc. L'américain JEFFERSON, à la même époque, appréciait les vins de l'Hermitage dont il situait le prix à 82,5 cents la bouteille (prix F. O. B.). De même il mentionnait les vins de Ledenon qu'il jugeait plus savoureux que le porto (250).

4^o *Les vins des côteaux voisins de Montpellier, ceux de Saint-Georges-d'Orques notamment, bénéficièrent de la création du port de Sète. Le tableau ci-dessous donne leur prix de 1652 à 1792 et montre une nette tendance à la hausse du xvii^{me} au xviii^{me} siècle.*

Ces vins que JEFFERSON, en 1788, qualifiait de « bon marché » (251), car ils souffraient évidemment de la crise

(250) Ouv. cité, p. 18 s.

(251) Ouv. cité, p. 18 s.

générale de mévente, ne se vendaient pas moins de 15 sols la bouteille, au détail, à Montpellier, en février 1742 (252).

Comme dans beaucoup d'autres terroirs, la cherté des futailles et le mauvais état des chemins gênaient le commerce et contribuaient à l'élévation des prix de vente (253).

Prix de vente du propriétaire au négociant
(en livres, le muid de 685 litres) (253)

1652.....	15-16
1709.....	140
1744.....	40 (après la grêle)
1757.....	180 (nouveau, hors lie), 225 (vieux)
1760-61 ...	90
1766.....	120
1769.....	150
1771.....	192-246
1772.....	110
1773.....	126
1774.....	138
1775.....	168
1778.....	156
1779.....	20 (très mauvais vin, cause humidité)
1787.....	50
1792.....	231

On ne peut énumérer tous les prix des vins de qualité de l'Hérault. Il suffit de rappeler la bonne tenue des vins blancs et des « picardans » de Béziers et du Lodévois qui s'exportaient vers le Nord et la Hollande. Ils valaient, en 1699, 60 livres le muid (254) et en 1736 45 livres (255).

En 1747, le « picardan » était acheté par le négociant grossiste de 35 à 40 livres la pièce. En décembre 1748, un muid

(252) Arch. Hérault B. B. 440.

(253) DELEUZE, ouv. cité.

(254) Arch. Hérault C. 778.

(255) Arch. Hérault C. 1704.

de vin rouge d'Assas, près de Montpellier, valait la somme importante de 150 livres (256). Les vins de Saint-Drézéry, Saint-Christol atteignaient aussi ces prix élevés.

Il est malaisé de déterminer la place des vins de qualité languedociens parmi la gamme des crus fameux de l'époque. Par leur prix de vente, ces vins du Languedoc, blancs et rouges, se classaient cependant en bon rang.

Parmi les meilleurs de ces vins, ceux de Gaillac valaient légèrement moins chers que les meilleurs graves du Bordelais, mais beaucoup moins cher que les Château-Lafitte et Château-Margaux. En 1730, ces derniers se vendaient de 1.200 à 1.500 livres le tonneau, alors que ceux de Gaillac atteignaient à peine 150 à 250 livres (257).

Par contre, les vins de Gaillac, des Côtes du Rhône, les meilleurs crus de l'Aude, de l'Hérault et du Gard coûtaient plus cher que les nombreux vins moyens ou médiocres produits en abondance par la Sénéchaussée de Bordeaux.

Les principaux vins de qualité du Languedoc furent taxés ainsi, en 1793, en livres, le muid de Languedoc (258) :

Vins rouges et blancs (la futaille de châtaignier, neuve, est taxée 200 livres) :

1 ^{re} classe.....	450
2 ^{me} classe.....	425
3 ^{me} classe.....	400

Muscats blancs de Frontignan :

1 ^{re} classe (avec futaille, 222 livres)	1.500 livres
--	--------------

Muscats blancs de Béziers (avec futaille) :

1 ^{re} classe.....	800
2 ^{me} classe.....	750

Vin blanc « picardan » :

1 ^{re} classe.....	650
2 ^{me} classe.....	625

(256) RICARD, ouv. cité, f^{os} 6 et 60.

(257) RIOL, ouv. cité, p. 76. Voir prix à Bordeaux, SALAVERT, ouv. cité, p. 136 à 138. JEFFERSON, p. 49-50.

(258) Arch. Hérault, L. 3270.

Vin rouge de Saint-Gilles :

1^{re} qualité 450 livres + 200 (futaille)

Clairette de Calvisson : 630

Les chiffres ci-dessus reproduisent les rapports entre les prix des vins que donnait, en 1788, l'Intendant Ballainvilliers. Ainsi, le Languedoc disposait d'une gamme étendue de vins, dont les prix variaient du simple au triple et au quadruple.

Les vins du cru procuraient de gros profits, les vins ordinaires, de leur côté, ne manquaient pas de débouchés. Lorsqu'ils n'étaient pas destinés à la table, ils trouvaient dans la distillation une occasion de valoriser leur prix.

SECTION III

Le prix des eaux-de-vie et des esprits de vin

Basville écrivait, en 1700, du commerce des eaux-de-vie, « qu'il s'est fait de tout temps, mais jamais en quantité si considérable que ces dernières années ». Cependant il est rare de retrouver des prix pratiqués aux xvi^{me} et xvii^{me} siècles, ce qui laisse supposer un commerce assez faible.

Mais, à la fin du xvii^{me} siècle, les eaux-de-vie du Bas-Languedoc commençaient à être bien connues à l'étranger. Leurs prix s'exprimaient soit au quintal, net ou brut, soit à la verge ou velte. A Sète elles étaient plutôt vergées, tandis qu'à Beaucaire on les pesait à la balance romaine. Dans ce cas, le poids des futailles représentait de 20 à 25 % du total ; un quintal poids de table correspondait à 43 litres 48 d'eau-de-vie (en général preuve de Hollande). La verge pesait 20 livres avec la futaille, ou 17,5 à 18 livres net (259).

(259) Mémoire BORIES, 1772. Ouv. cité.

A la fin du XVIII^{me} siècle, le prix des eaux-de-vie se calculait en observant les rapports suivants : le prix du trois-cinq (79 à 80 degrés Gay-Lussac) était le double du prix de la preuve de Hollande (47 à 60 degrés) moins 30 à 40 sols ; le trois-six (85 à 86 degrés) se vendait le double de ce dernier prix augmenté de 30 à 40 sols (259).

Le cours des esprits de vin dépassait de trois à quatre fois celui de l'eau-de-vie ordinaire. La fabrication des « esprits » (260) se développa après 1740. On les expédiait en bouteilles et par caisses (261). En 1774, 3.000 muids de vin furent convertis en esprits.

Les prix moyens des diverses qualités d'alcool s'établissaient ainsi en 1740 et 1768 (en livres, le quintal) :

	PREUVE DE HOLLANDE	TROIS- CINQ	TROIS- SIX	ESPRIT DE VIN
1740 à Sète (261).....	12	15		40 à 45
1768 à Beaucaire (262).	16,5 à 18,10	28	35	—

Les prix sur le marché des alcools n'étaient pas stables. En 1752, d'après l'Inspecteur Grangent, le quintal d'eau-de-vie ordinaire valait 12 livres contre 5 à 6 livres seulement de 1720 à 1730. Pendant les années de disette de vin les cours montaient jusqu'à 23 livres le quintal (263). Le prix moyen des eaux-de-vie de Languedoc se situait donc entre celui des eaux-de-vie de Barcelone (9 à 10 livres) et celui des eaux-de-vie de Bordeaux (13 à 14 livres).

Il est difficile d'établir des séries de prix des eaux-de-vie, car les cours se trouvaient rarement constatés et ne pouvaient laisser de traces (voir l'exemple de Pézenas).

Le tableau ci-dessous donne quelques prix du quintal d'eau-de-vie preuve de Hollande de 1595 à 1793 (en sols) :

(260) Terme vague qui peut signifier, alcools trois-six ou rectifiés dépassant 90 degrés. \

(261) Arch. Hérault Etats 694.

(262) Arch. Hérault C. 2685.

(263) Arch. Hérault C. 2684.

1595	25	1763	17
1698	12	Mai 1769	14 contre 17 d'ordinaire
1701	9 à 10	Octobre 1770	
Fin 1701	7 à 8	à Pézenas	21
1725	1 L. 10 s. la verge ou 5 à 7 livres le quintal	1772-1775	16 à 17
1731	7	1772-1780	20 à 22 à Béziers
1739-1740	9	1778	15 à 16 contre 19 à 20 d'ordinaire
1740	15 à 16	1779	10 à 11
1752	9,11 à 12	1782	Béziers 24 la pièce 300
1758	15 à 16	1788	Narbonne 17 à 23
		1793	1622 la pièce) 650 (prix taxé

Les prix des eaux-de-vie pures ou anisées vendues à la foire annuelle de Beaucaire (tableau ci-dessous) figurent dans les rapports rédigés par les Inspecteurs de la foire (264). Ces prix s'élevèrent sensiblement de 1740 à 1778 :

Année	eau-de-vie pure	eau-de-vie anisée
1744.....	10	10 à 11
1745.....	12	14.
1747.....	14 - 15,9	15
1748.....	16 à 16,10	17 à 18
1749.....	12,10	13,10
1750.....	17 à 19	18 - 19
1751.....		22 - 24
1752.....	16,10 - 17	15,10 à 16
1753.....	9,5 à 10	10,10 à 11
1755.....	10	11
1756.....	9	10
1757.....	13	14
1758.....	15	16
1759.....	13,10 à 15	16
1760.....	12,10 - 12 à 15	14 - 16
1761.....	11,10 - 13	12 - 14
1762.....	11 - 11,10	12 - 12,10
1763.....	15 - 16	16 - 17,10
1764.....	17	17,10
1765.....	13 - 14	14 - 15
1766.....	17 - 18	18 - 19

(264) Arch. Hérault, C. 2301 à 2328.

Année	eau-de-vie pure	eau-de-vie anisée
1767.....	21 - 23	22 - 24
1768.....	16,5 - 17,10	17 - 18,10
1769.....	17 - 19	15
1770.....	18 - 19	19 - 20
1774.....	16	16
1775.....	23	22,10
1776.....	17,5	17,5
1777.....	21	21 - 22
1778.....	20	20 - 21

Les prix des eaux-de-vie à Beaucaire en 1747-1749 se rapprochaient d'assez près de ceux pratiqués à Pézenas et à Béziers.

*Prix d'achat de la pièce et du quintal
d'eau-de-vie de Pézenas ou de Béziers
(en livres, sols) (265)*

Année	La pièce	Le quintal
1747 Noël.....	183 12 (Pézenas)	
1748 janvier.....	187	
Noël.....	185 17 (Béziers)	
1749 janvier.....	180	14 L.
	176	
	182	
	169,4	
Mars.....	197,7	13 L. 5 s.
Juin.....	159	

Le tableau XXVIII donne les prix des alcools sur divers marchés de la province en 1770 et 1771. Dans certaines localités, les fluctuations saisonnières paraissent minimes.

En 1788, 1790, les eaux-de-vie ne se vendaient guère plus cher que de 1770 à 1780, ainsi qu'il ressort des prix pratiqués à Montpellier :

(265) Grand Livre RICARD. Arch. Hérault. B.B. 440 f^{os} 5, 8, 13, 23, la pièce pèse de 1290 à 1350 livres, soit 12 à 12,5 quintaux.

Prix du quintal d'eau-de-vie à Montpellier de 1788 à 1790
(en livres, sols) (266)

Mois	Année 1788	Année 1789	Année 1790
Janvier.....	17	17,5	24
Février.....	17	17,15	
Mars.....	17	20,10	25,10
Avril.....	16,10	21,4	24
Mai.....	16,10	19,15	22,10
Juin.....	16,10	19	22
Juillet.....	16,10	17,10	22
Septembre.....	17,5	18	
Octobre.....	17,10	22	
Novembre.....	17,10	22	
Décembre.....	17	24	
Moyenne.....	16,18	19,18	23,6

Les chiffres cités dans cette section donnent une idée des fluctuations du prix des eaux-de-vie aux ^{xvii}^{me} et ^{xviii}^{me} siècles. Mais l'étude réalisée pour les vins ne paraît pas possible en raison de l'inexistence de séries continues. De 1700 à 1789 cependant, le prix de l'eau-de-vie prouve de Hollande augmenta de 150 % environ, soit beaucoup plus que le prix du vin ordinaire dans le même intervalle et presque autant que le prix du blé-froment. Le commerce des eaux-de-vie constituait donc une appréciable et solide richesse du Languedoc.

CONCLUSION

L'étude du commerce des vins et des eaux-de-vie conduit à examiner ou à effleurer tous les aspects de l'économie viticole : la viticulture, la distillation, l'état des moyens de transport dont disposaient les terroirs, la tonnellerie, les futailles, les questions de jaugeage, de titrage et de mesure des vins et des eaux-de-vie.

A cette partie technique vient s'ajouter l'étude des problèmes économiques : libre circulation, réglementation, fiscalité et prix.

Le trait d'union entre le technique et l'économique était constitué par la classe marchande, agent de la circulation du produit viticole.

Cette thèse tente de faire une synthèse d'une partie importante de l'ancienne économie languedocienne, celle qui reposait sur la viticulture.

L'historien de l'économie peut y trouver une esquisse des rapports entre producteurs et marchands, entre marchands et collecteurs fiscaux, ainsi qu'un essai sur les revenus de diverses couches sociales. Les courbes du prix du vin et du blé situent, mieux que de longs discours, l'évolution des conditions d'existence des viticulteurs, des salariés et, dans une certaine mesure, le mouvement des profits du commerce.

L'étude de la viticulture, de la distillerie et du développement des marchés vinicoles se trouve donc complétée par une étude des revenus de la vigne, de leur répartition et de leurs mouvements dans le temps. Ces derniers aspects ramènent cette thèse au milieu vivant de la viticulture et des commerces vinicoles.

Plusieurs problèmes commerciaux de l'Ancien Régime se retrouvent souvent inchangés dans l'époque contemporaine. Les crises viticoles existent aussi de nos jours. Les questions de débouchés et de la fiscalité demeurent toujours posées avec acuité.

La classe marchande a dû vaincre, avant 1789, de nombreux obstacles pour parvenir à un développement nécessaire des commerces vinicoles. La progression du vignoble exigeait en effet un développement correspondant des capacités d'absorption des marchés. La phrase que l'Intendant de Basville écrivait, le 13 décembre 1713, au négociant montpelliérain Desmarets resta vraie au cours du XVIII^{me} siècle : « L'exportation des vins et des eaux-de-vie freine l'avalissement des prix ».

Ainsi, la classe marchande réussit à créer un marché extérieur important. L'extension du marché intérieur en était encore à ses débuts ; le XIX^{me} siècle la réalisera grâce notamment au chemin de fer.

La province du Languedoc connut un accroissement sensible de son vignoble du XVI^{me} au XVIII^{me} siècle, mais surtout au cours de ce dernier siècle. Les vins de qualité et les eaux-de-vie bénéficièrent des bons mouvements de la conjoncture. Les vins ordinaires, les vins de chaudière atteignirent de meilleurs prix à cause de l'augmentation des exportations d'eaux-de-vie.

Cependant, des crises viticoles frappaient les populations languedociennes. La réglementation des plantations de vignes ne cessait pas d'être à l'ordre du jour. Les débouchés se développaient moins vite que les disponibilités.

La grave crise généralisée de 1779 à 1789 aggravera les conditions d'existence des viticulteurs. En 1789, malgré quelques timides adoucissements de la fiscalité et la liberté totale de circulation, les progrès du commerce ne pouvaient permettre de stabiliser les marchés vinicoles, ni d'assurer un avenir à cette viticulture qui constituait déjà un élément appréciable du revenu languedocien.

TABLEAUX ANNEXES

TABLEAU I

*Valeur et volume des exportations
des vins par province (1)*

	Année moyenne 1720-25		1788	
	muids	livres	muids	livres
Languedoc				
(vers l'étranger).....	3.184	14.400	51.712	1.209.500
Bordeaux : Guyenne				
(vers les colonies).....	24.053	1.395.000	127.632	6.278.700
(vers l'étranger).....	207.992	14.901.300	155.445	13.708.700
Champagne				
(vers l'étranger).....	2.710	657.500	1.208	851.900
	30.220 (b)		288.400 (b)	
(vers les colonies).....	6.600 (b)	13.000		
Bourgogne				
(vers l'étranger).....	7.713	1.522.600	7.503	1.306.700
Provence			31.200 (b)	
(vers l'étranger).....	19.151	679.200	74.523	2.944.300
Bearn et Gascogne				
(vers l'étranger).....	9.677	553.000	26.975	849.300
Vins divers, exportés par				
Nantes.....	12.000	519.200	20.372	1.065.500
Vins divers, vers colo-				
nies.....	8.570	281.300	43.995	2.370.400
France				
(vers l'étranger).....	268.550	19.168.200	387.247	24.405.800
	30.220 (b)		319.600 (b)	
(vers les colonies).....	32.721	1.712.000	171.889	8.734.600
	6.600 (b)			
Total France.....	301.271	20.880.200	559.136	33.140.400
	36.820 (b)		319.600 (b)	

Exportation des Eaux-de-vie

France				
(vers l'étranger).....	41.845	5.365.300	82.650	12.582.200
(vers les colonies).....	3.661	487.600	13.543	2.075.100
Total France.....	45.506	5.852.900	96.193	14.657.300

(1) Rozier-Chaptal, ouv. cité, p. 147 (b) = bouteilles.

TABLEAU II

Recettes brutes du Canal du Midi (de Sète à Toulouse)
(en livres, arrondi au millier de 1685 à 1792 inclus,
en francs de 1793 à 1800) (1)

1685	62,5	1725	254,4
1686	114,4	1726	278,8
1687	145,8	1727	306,9
1688	135,4	1728	270,6
1689 (2).....	108,4	1729	310,9
1690	166	1730	336,3
1691	142,9	1731	377,9
1692	276,6	1732	502,3
1693 + 3 mois 1694....	257,4	1733	489,4
1695 + 9 mois 1694....	457,3	1734	546,8
1696	353,8	1735	597,6
1697 (3).....	409,4	1736	499,5
1698	483,6	1737	418,8
1699	398	1738	320,3
1700	175,8	1739	303,2
1701	160,1	1740 (6).....	406,2
1702	281,9	1741	289,9
1703 (4).....	463,9	1742	328,2
1704	251,9	1743	415,2
1705	344,8	1744	534
1706	855,7	1745	641,1
1707	715,6	1746	857,8
1708	617,7	1747	889,7
1709	152,4	1748	512
1710	353,1	1749	465,4
1711	439,3	1750	433
1712	411,9	1751	365
1713	325,7	1752	428
1714	466,2	1753	509
1715	334,9	1754	680
1716	479,6	1755 (7).....	1.038
1717	586,2	1756	949,5
1718	510,5	1757	779
1719	483,9	1758	687
1720 (5).....	311,7	1759	636
1721	316	1760	679
1722	411,7	1761	553
1723	351,5	1762	570
1724	298,9	1763	560

1764	615	1782	702
1765	665	1783	680
1766	538	1784	999
1767	1.023	1785	975
1768 (8).....	1 061	1786	895
1769 (8).....	731,6	1787	962
1770	563	1788	781
1771	633	1789	628,7
1772	587	1790	660
1773	833	1791	780
1774	806	1792	769,8
1775	844	1793 (10).....	1.599
1776	804	1794	1.769
1777	573	1795	24.783
1778 (9).....	770	1796	1.216
1779	1.469	1797	1.061
1780	1.625	1798	1.151
1781	1.192	1799	1.373

(1) Séry Ainé. Bull. Soc. Languedoc. Géographie, 1878, tome I, p. 352.

(2) Guerre maritime de 1689 à 1697.

(3) Paix de Ryswick.

(4) Guerre de succession d'Espagne 1703-1713.

(5) Peste à Marseille.

(6) Guerre maritime jusqu'en 1748.

(7) Guerre maritime jusqu'en 1763.

(8) Abondance des grains dans le Haut-Languedoc, disette dans le Bas-Languedoc.

(9) Guerre maritime jusqu'en 1783.

(10) 9 mois au moins.

TABLEAU III

*Exportation des vins et eaux-de-vie
par Sète au XVIII^{me} siècle*

Année	Vins (muids)	Eaux-de-vie		En hectolitres (8)		Vins + eaux-de-vie convertis en vins (9)
		Pièces de 50 à 60 verges	En Verges	Vins	Eaux-de-vie	
1698 (1) ..		5.364 quintaux	25.000 à 30.000		2.250	
1699.....	6.648	2.079	115.000 à	45.871	9.375	88.958
9 mois (2)			125.000			
1699 (1) ..		15.902 quintaux	75.000 à 80.000		6.000	
« année commune »						
1725 et avant (3).		10.000	500.000 à 600.000		37.500	
1731.....		12.295	600.000 à 700.000		52.500	
1732 (4) ..		6.021 ou 6.863	300.000 à 400.000		30.000	
1733 (4) ..		2.251 ou 2.424	120.000 à 145.000		10.875	
		(mauvaise récolte)				
1740 (5) ..	6.185		437.425	42.676	32.807	190.307
1741.....	8.404		342.334	57.987	25.675	173.524
1742.....	7.683		292.340	53.012	21.926	151.679
1743.....	12.761		611.839	88.050	45.888	294.546
1744.....	8.542		540.741	58.939	40.556	241.441
1745.....	11.294		140.373	77.928	10.528	125.304
1746.....	9.437		198.973	65.115	14.923	132.268
1747.....	16.075		491.809	110.911	36.800	276.904
1748.....	12.412		200.926	85.642	15.069	153.452
1749.....	10.561		371.755	73.860	21.882	199.329
1750.....	7.139		287.384	49.259	21.554	146.252
1751.....	7.905		109.413	54.544	8.206	91.471
1752.....	10.845		246.527	74.830	18.450	158.035
1753.....	18.218		811.057	125.704	60.829	399.434
1754.....	12.473		778.707	86.063	58.403	348.876

Année	Eaux-de-vie		En hectolitres (8)		Vins + eaux-de-vie convertis en vins (9)
	Vins (muids)	Pièces de 50 à 60 verges	Vins	Eaux-de-vie	
1755.....	12.153	879.024	83.855	65.926	380.522
1756.....	11.864	580.513	81.861	43.538	277.782
1757.....	10.229	190.338	70.580	14.275	136.576
1758.....	10.484	327.574	72.339	24.568	182.895
1759.....	12.111	309.080	83.565	23.181	187.879
1760.....	11.365	366.796	78.418	27.510	202.213
1761.....	9.643	377.306	65.294	28.298	192.635
1762.....	12.686	534.637	87.533	40.978	271.934
1763.....	13.468	140.832	92.929	10.562	140.458
1764.....	20.963	236.876	144.644	17.766	224.591
1765.....	16.725	382.049	115.402	28.654	243.940
1766.....	18.033	465.163	124.427	34.887	281.418
1767.....	14.087	98.116	97.200	7.357	130.306
1768.....	9.465	473.183	65.308	35.489	225.008
1769.....	21.444	662.533	147.963	49.690	371.568
1770.....	27.255	367.786	188.059	27.584	312.187
1771.....	13.164	163.418	90.831	12.256	145.983
1 ^{re} trim.					
1772.....	14.804	298.085	102.147	22.356	202.749
(6 premiers mois)					
1774.....	21.330	673.200	147.177	50.490	374.282
Nov. 1774 à					
oct. 1775	24.249	527.551	167.318	39.566	345.365
		veltes			
1785 (6)..		50.000			
		barriques			
1818 (7)	11.277.555 litres	379.941 litres	112.775	3.799,41	129.870

(1) (2) Arch. Hlt. C 778 registres des feimes de Sète.

(3) Mémoire sur enquête de l'Intendant de Bernage.

(4) Le second chiffre est fourni par l'Inspecteur Grangent.

(5) De 1740 à 1772 et 1774. Hérault archives. Etats série C. 694.

(6) Mémoires de Ballainvilliers 1788.

(7) Creuzé de Lesser. Statistiques générales de l'Hérault 1824.

(8) 1 muid est compté 6,9 hl., 1 verge = 7,50 litres.

(9) Coefficient d'équivalence vin-eau-de-vie : 4,5.

TABLEAU IV

*Les exportations de vins et d'eaux-de-vie
par Sète avant et après 1789
(en hectolitres)*

Années	Minimum de la période	Maximum de la période	Moyenne
Vins			
1740 à 1770 (1)...	42.676 (1740)	188.059 (1770)	87.222
1830 à 1845 (vers l'étranger (2)....	153.414 (1831)	328.475 (1844)	489.927
1837 à 1843 (vers la France et l'étranger (2)....	461.387 (1840)	620.882 (1843)	531.726
1860 à 1874 (3)...	370.178 (1861)	633.470 (1866)	495.751
1875 à 1892 (4)...			346.442
1893 à 1898 (4)...			148.263
1899-1914 (5).....			88.400
1952 (6).....			562.850
1953 (6).....			950.360
Eaux-de-vie			
1740-1770 (1).....	7.358 (1767)	65.926 (1755)	29.673
1857-1878 (7).....	8.207 (1857)	36.089 (1858)	46.266
Vins et eaux-de-vie convertis en vins			
1740-1770 (1).....	91.471 (1751)	399.434 (1753)	220.797
1830-1836 (8).....	184.099 (1831)	545.635 (1836)	341.022
1837-1843 (8).....	1.685.386 (1837)	3.086.040 (1842)	2.211.882

(1) D'après Arch. Hlt. Etats 694.

(2) Cazalet. Cité p. 140-141.

(3) Idem, p. 174.

(4) Commerce général, Cazalet, p. 254.

(5) Idem, p. 302.

(6) Escarguel M. Le port de Sète, Th. droit Montpellier, 1952, d'après Bull. Centre Reg. Econ., n° 5, p. 68.

(7) Cazalet p. 199, quintaux métriques, y compris liqueurs et alcools de toute origine.

(8) Cazalet, p. 198, 1830 à 1836, commerce de cabotage excepté.

TABLEAU VII

*Prix du muid de vin rouge
à Montpellier de 1478 à 1580*
(en livres, sols et deniers courants) (1)

Année	L.	S.	D.	Année	L.	S.	D.
1478	6			1512	6	15	
1489	3				7		
1492	4	17			8	5	
	4				9		
1494	5	13	2		10	2	6
1495	8	5		1515	3	15	
1496	9	14	7		4	10	
1499	4	2			6	3	9
	3	15	2		7	10	
1500	7	10			8	5	
1503	9	17	8		9		
1504	5	5			13	3	6
	6			1516	3	15	(aygade)
	7	10			4	10	idem
1506	2	15			7	2	6
	4				8	5	
	4	10			9		
	5	5			9	18	
	5	12	6		10	10	(21 avril)
	5	16	3		10	17	6
	6				11	5	
	6	6			12		(10 mai)
	7	15			12	7	6
	12				13	10	
1507	4			1518	6		
	5				11	9	8
	5	5		1519	4		
	5	8	9		4	10	
	5	12	6		5	5	
	6				6		
	7	10		1522	5	12	6
	9	9			10	10	
1508	5	9	6		12		
	5	12			12	15	
	5	16			13	10	
	6	7	6	1524	6		
	7	10			6	7	6
	8	10			6	15	
	8	15			11	5	
1509	4	7	6		13	8	9
	6	15					

Année	L.	S.	D.	Année	L.	S.	D.
1530	2	4		1564	9		
	3	18	(aygade)		10	10	(vin saisi ven-
	6	7			12		du à l'encan)
1533	4	10			14		
	5	12	6		15	3	
	6			1565	13	10	(vin aigre)
	6	4			14	5	
	6	7	6		20		
	9			1567	8	18	
1535	4	10		1568	6		
	10	10			9		
1536	4	10			10	10	
1538	6	15		1569	6		
	8	15			10	10	
1540	5	5			12		
1544	6	7	6		15		
	7	10			16		
	8	5		1570	10	10	
	9				12		
	11	5			13		
	12				13	15	
1546	12				14		
	12	7	6		15		
1547	12			1571	20		
1553	6	15			27		
1555	8	8		1573	20		
	10	16			22	10	(fuste et vin)
	11	5			38		
1556	12	15		1574	18		
1561	10				23	11	
1562	4			1577	17	(octobre)	
	8	10	7		18	(fuste et vin)	
1563	2	2	6	1580	15		
					17		
					20		

(1) Vins achetés pour les hôpitaux St-Eloi, St-Jacques, etc..., comptes des Clavaires Arch. Montp. Inv., tome VIII, p. 70, 99, 112, 114, 118, 120, 132, 137, 142, 145, 146 à 150, 154 à 170 et suiv. 178 à 181, 187, 188, 194, 195, 204, 210, 219 à 223, 224 à 232, 241, 244, 260 à 263, 271 à 274, 275, 286 à 289, 291 à 299, 303, 304, 312 à 321, 331, 335, 338 à 340.

TABLEAU VIII

*Prix du muid de vin blanc et de vin clairet
à Montpellier*

(en livres, sols, deniers courant) (1)

Année	Vin blanc			Année	Vin blanc			Année	Vin clairet		
	l.	s.	d.		l.	s.	d.		l.	s.	d.
1443	8			1524	11	5			7	10	
	11	5							8	15	
1444	10	5		1533					15		
1478				1541	10	7					
1480	3			1553	9						
1488	6			1560					13	10	
1489				1561	20	5			17	10	
1490				1562	18						
1491				1563	14	8					
				1565					20		
1492	4	10		1568	11				10		
1495	13	10			18				12		
1496	11	5		1569	18				13	10	
1497	18			1570	18						
1500	9				20						
	12				23						
1503	9	17	6	1571	30						
1504	22	10		1572	24	12					
1506	6			1573					23	5	6
	12			1580	63						
1507	6			1586	24				40 à 60 livres		
1516	12				45						
1518	9			1587					72		
	14	6	8								

(1) Vins offerts par le Consulat comme présent à des personnalités invitées ou de passage dans la ville. Arch. Montpellier, tome VIII. Inventaires p. 28, 29, 74, 79, 97, 99, 101, 104, 107, 112, 118, 119, 125, 137, 142, 144, 147, 149, 186, 196, 215, 241, 253, 257, 260, 265, 285 à 289, 295, 296, 301, 302, 307, 311, 338, 350 à 352, 358.

TABLEAU IX

Prix moyens annuels des vins à Toulouse (1525-1717)

Année	I		II		III		IV		V	
			a	b						
1525	11	5	12	18	9	4	10	10		
1526	10	14	14		9	18	9	15		
1527	15	7	16,10		14	4	16	10		
1528	20		24		18	6	20			
1529	14	6	18		14		14			
1530	15	10	18		15		17			
1531	24		26		21		22	10		
1532	26		24	30	22		20		20	
1533	11		14		9	6	12	10	16	10
1534	12	5	15,10		10	15	12	6	15	
1535	14		15		12	9	12	6	15	10
1536	12		13		11		13	10	13	
1537	11	4	15		9	12	12	10	14	
1538	18		18,10		16	10	17		18	10
1539	19	15	24		18		18	10	20	
1540	10	2	14		10		11	4	12	10
1541	15	2	20		13	2	17	2	17	
1542	15	7	19		14	15	15	12	17	
1543	16	10	17		14	6	15	12	14	10
1544	14		15,10		12	10	14	4	13	10
1545	18	7	25		19		22		23	5
1546	30		29		22		26	15	27	
1547	15	15	20		13	2	15	8	17	6
1548	9	10	13		8	6	9	10	11	10
1549	11	9	14		8	2	11		11	
1550	14	2	16		13	15	15	15	15	10
1551	15	2	17		10	5	15	8	16	
1552	14		17		9	16	13	10	15	
1553	15		19		12		16		16	
1554	15	10	21,10		13		17	2	18	10
1555	14	5	18,5		12	15	14	6	16	
1556	10		17		11	5	12	15	11	
1557	8		16		6	10	9	10	9	10
1558	11		12		7	12	9	8	8	
1559	12	7	21		12	6	12	8	16	15
1560	15	15	27,10		14		19		23	
1561	15	4	21,10		15	15	17		18	12
1562	18		24		15		18	7	19	14

Année	I	II		III	IV	V
		a	b			
1563	18 10	22		15	15 12	18 8
1564	18 7	26		20	22 15	24
1565		42	10	27	25 (mars)	48
			(mars)			(mars)
1566		40	10			30 7
1567		17				17
1568	11	14	5	9 5	8	14
1569		12	10			12
			(mars)			
1570				12		13
1571				12		11
1572	12			9		10
1573	22			20		26
1574	28			20		26
1575	30			30		35
1576	21			18		16
1577	20			15		16
1578	24			16		20
1579	16			10		14
1580	17			14		15
1581	26			17	20	
1582	18			10	13 5	
1583	18			9	13	
1584	13			8	16 10	
1585	17			9	12	
1586	24			18	22 10	
1587	30			25	31	
1588						
1589						
1590	31			18	20 (oct.)	
1591	35			28	29	
1592	51			41	45 10	
1593	42			28	36 10	
1594	20			16		
1595	25			13		
1596	26			13		
1597	34			20		
1598	49			30		
1599	37			23		
1600	22			12		
1601	20			9		
1602	28			16		
1603	27			20		
1604	21			14		
1605	23			14		

Année	I	II		III	IV	V
		a	b			
1606	29	35		19		
1607	35			20		
1608	34	34		17		
1609	36			20		
1610	31	24		19		
1611	26	27		14		
1612	24	27		18		
1613	33	48		23		
1614	52	60		28		
1615	30	40		21		
1616	19	26		14		
1617	25	35		15		
1618	50	45		19		
1619	32	35		16		
1620	38	38		19		
1621	40	44		22		
1622	46	50		22		
1623	34	38		19		

Moyenne des prix de janvier, juillet, octobre, novembre calculés par l'auteur. Vin vendu au marché de la Place St-Georges à Toulouse, la pipe de Gaillac, 410 litres environ. Prix exprimés en écus de 1525 à 1569 et convertis en livres au taux de 3 livres pour un écu. Arch. Toulouse 1524-1557. H.H. 94; 1557-1623 H.H. 39.

I. — Vin rouge de marque de 1525 à 1570, vin clair de marque 1572-1622.

II. — De 1525 à 1529: a) vin blanc de pays; b) vin blanc de rivière «porté par la rivière»; de 1525 à 1580, vin blanc; de 1606 à 1623, vin blanc de marque.

III. — Vin rouge de pays de 1525 à 1564, vin clair de pays de 1570 à 1622.

IV. — Vin rouge de rivière de 1525 à 1564, vin clair de rivière de 1581 à 1593.

V. — Vin claret de 1531 à 1580.

Année	I	II	III Gaillac
1671	17		39
1672	13 10	27	27
1673	17 10	28	29
1685	13 10		33
1686	14		32
1687	13	30 10	30
1688	11 10		32
1689	10 10		30
1690	17 10	46	39
1691	24	52	37
1692	25 10	32 (juillet)	52
1693	35	64	80
1694	44	59	62
1695	30 10	50 (janvier)	50
1696	23		30 (janvier)
1697	23		65 (janvier)
1698	32		62 (janvier)
1699	32		62 (décembre)
1700	34	60 (janvier)	54
1701	24		
1702	21		
1703	39		
1704	34		
1705	22		
1706	22 10		
1707	21		
1708	21		
1709	62		
1710	90		
1711	90		
1712	55		
1713	56 10		
1714	64		
1715	53		
1716	36		
1717	24 (janvier)		

I. — Vin claret de pays et de rivière (1671-1700), vin de pays (1701-1717).

II. — Vin claret de Gaillac.

III. — Vin blanc de Gaillac. Arch. Comm. Toulouse, H.H. 46.

TABLEAU X

Prix du muid de vin rouge à Béziers
(659 L. en livres, sols) (1)

Année	Prix moyen annuel (2)	Prix au mois d'octobre (3)
1583-88 (5)		18,10
1589		18
1590	41	40
1591	28,8	34
1592	75	
1593	44	
1594	23	25
1597	34	36
1598	37,15	20
1599	32	33
1600	33 12	15
1601	14,10	11
1602	36	30
1603	46	45
1604	28,10	15
1605	15	
1606	31	36
1607	50	54
1608	46,9	35
1609	24,8	14
1610	27	35
1611	42,10	45
1612	38,5	39
1613	34,4	20
1614	36 35	36
1615	30 38	20
1616	31 39	27
1617	41 40	40
1618	64 54	75
1619	32	33
1620	24	20
1621	20,2	20
1622	30,12	20
1623	33	20
1624	25,11	15

Année	Prix moyen annuel (2)		Prix au mois d'octobre (3)
1625	27		18
1626	21,16		20
1627	32,7		20
1628	39,5		30
1629	40		
1630	44		45
1631	38,11		32
1632	33,12		
1633	32	40	25
1634	26	27	20
1635	31,10	32	30
1636	28	30	24
1637	47	46	50
1638	55,15	56	45
1639	49,9	52	30
1640	44	49	21
1641	28	27	20
1642	35	34	27
1643	53,6	54	66
1644	59	45	15
1645	26	24	10
1646	18,10	16	20
1647	28,10	29	22
1648	28,4	29	22
1649	23,7	24	20
1650	34	32	
1651	38,14	38	12
1652	24	24	24
1653	44	41	
1654	59,5	59,4	48
1655	76,13	74,4	70
1656	74,12	75	50
1657	57	57	45
1658	48,3	50	30
1659	42	44	30
1660	32,14	31,10	38
1661	40,13	38	
1662	48	51,13	25
1663	30,5	30	22
1664	23,5		15
1665	27	24	30
1666	26	20	20
1667	30	29,6	30
1668	32	30	35
1669	41,10	41	45

Année	Prix moyen annuel (2)		Prix au mois d'octobre (3)
1670	38	39,3	30
1671	22	24,15	15
1672	22,5	21,18	14
1673	31	28	40
1674	41		28
1675	45		18
1676	25		18
1677	28		18
1678	31		30
1679	39,10		18
1680	28		28
1681	37,4		19
1682			19
1683			19
1684			20
1685			19
1686			15
1687			10
1688			18
1689			18
1690			19
1691			20
1692			20
1693			36
1694			52
1695			45
1696			62
1697			32
1698			55
1699			56
1700			25
1701			24
1702			52
1703			50
1704			31
1705			18
1706			8
1707			21,9
1708			35
1709			94
1710			65
1711			47
1712			32
1713			34
1714			61

Année	Prix moyen annuel (2)	Prix au mois d'octobre (3)
1715		40
1716		18
1717		18
1718		33
1719		57
1720		28
1721		27
1722		67
1723		46
1724		38
1725		21
1726		40
1727		Grêle, pas de récolte
1728		72
1729		46
1730		15
1731		25
1732		42
1733		74
1734		29
1735		22
1736		56
1737		33
1738		32
1739		35
1740		44
1741		56
1742		22
1743		30
1744		38
1745		50
1746		32
1747		33
1748		56
1749		42
1750		69
1751		69
1752		30
1753		21
1754		27
1755		24
1756		47
1757		46
1758		46
1759	24	55

Année	Prix moyen annuel (2)	Prix au mois d'octobre (3)
1760	48,15	45
1761	46,10	37
1762	54,13	49
1763	54,13	56
1764	45,10	44
1765	37,10	44
1766	49,12	75
1767	57	42
1768	44,16	41
1769	44,16	55
1770	74,5	62
1771	41,18	70
1772	42,6	59
1773	58	67
1774	62,10	64
1775	69,3	49
1776	59,6	60
1777	70,6	79
1778	63,16	44
1779	22	20
1780	35	28
1781	26	26
1782	48	48
1783	40	40
1784	50	46
1785	12,6	12
1786	38,8	38
1787	44	44
1788	49	48
1789	48,5	52
1790	76	80
1791	200	125
1792	114	66

Année	Vin	Eau-de-vie (4)
1794	6.500	481,19
1795	70	23,12
1796	117	32,5
1797	50	32,40
1798	50	20,40
1799	56,59	19,05
1800	92,66	29,65
1801	144,88	41,64
1802	12,92	71,7

Année	Vin	Eau-de-vie (4)	Esprit trois-six
1803	8,02	47,6	
1804	5,37	37,32	
1805	5,72	40,8	
1806	5,05	33,32	
1807	6,62	33,49	
1808	4,85	35,29	
1809	4,73	41,16	
1810	11,58	63,62	
1811	10,90	52,05	
1812	18,65	55,16	
1813	10,04	47,77	
1814	9,80	57,17	
1815	16,88	89,09	
1816	14,90	107,62	
1817	21,74	119,38	
1818	24,74	118,52	
1819	9,74	48,04	
1820	11,03	45,33	
1821	9,77	46,91	
1822	8,30	39,45	316
1823	6,82	35,86	53,63
1824	6,71	37,85	53,79
1825	6,83	41,85	60,91
1826	7,80	39,85	68,83
1827	7,28	42,40	66,54
1828	6,20		58,18
1829	5,21	32,32	52,18
1830	6,89	38,38	62,68
1831	8,88	43,77	74,78
1832	8,75	48,48	78,09
1833	7,85	42,09	67,13
1834	7	37,03	60,87
1835	5,97	38,38	52,43
1836	7,11	42,42	61,04
1837	8,21	47,14	70,41
1838	8,20	37,04	69,67
1839	8,27	40,40	69,90
1840	7,23		62,98
1841	6,11	36	52,83
1842	4,91		42,73
1843	6,10		53,04
1844	8,54		73,22
1845	10,36	46	88,36
1846	12,99		110,25

Année	Vin	Eau-de-vie (4)	Esprit trois-six
1847	7,94		68,17

(1) Arch. municipales de Béziers, registres sans cote.

(2) De 1589 à 1681. Le premier chiffre de la colonne est la moyenne arithmétique des prix moyens trimestriels calculée par l'auteur. Le second chiffre donne le prix moyen figurant sur les mercuriales, les prix hebdomadaires ou mensuels faisant défaut. Années 1633 à 1673 et 1759 à 1793.

(3) Vin « à trait de cuve » moyenne des prix des cinq premiers tours de presse.

(4) Prix de 1794 à 1847 : exprimés en francs et centimes papier de 1794 à 1800 et en francs or à partir de 1801. Mesures : 1794 à 1800 = muid pour le vin, quintal pour l'eau-de-vie ; après 1801 pour les vins, l'hectolitre, pour l'eau-de-vie et l'esprit le quintal. Quintal ancien de 1794 à 1805, nouveau quintal de 1805 à 1822 inclus. De 1822 à 1847, l'hectolitre. De 1822 à 1847, il s'agit de vin « pour la fabrique » des eaux-de-vie.

(5) Vin « prin » (de premier jet) moyenne. Arch. Hlt, G. 427.

TABLEAU XI

Prix d'achat à la propriété du muid de vin rouge à Frontignan (1633-1661 (1) en livres)

Année	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Moyenne
1633								20-24		15			24,15
1634	19	19			16-20								18,10
1635	20-22	22		25		30		25		14			22,17
										18 (B)			
1636							13		22		20-25		20
1637		30		33		36			30				32,5
1638	31		30-33	36		36		35-40			28-30		33,4
1639			28-30			24-27							27,5
1640	27-33		36		40	37				22-27			31,15
1641	31		36		40		38-40			10-15			18,6,8
1642		14	18-20					16-13			14-19		17
1643		23-25	27-28			24	28-30			40-45			30
1644			40-43	43-46		48				20			40
										23 (B)			
1645				20-22					21				21
				28 (B)									
1646					16-17							12-27	20,5
1647								36-38			17		30,5
1648							22-30						26
1649	24			18-20		20					14-15		18,10
											24-27 (B)		
1650			25			25				30-38			29,10
1651						40						40	
1657										18			
1658	18	18		17-20							27-33		22,3
1659	30						30-33						31
1660		16-18				24			24-29				22,4
1661		24-27				25							25,7

(1) Arch. Frontignan II-9. Livre de barque d'Argeliers. B vin blanc. Ces prix doivent s'entendre non logé, car les futailles sont facturées à part.

TABLEAU XII

*Moyennes décennales des prix du muid de vin rouge
et du setier de blé à Béziers de 1589 à 1847.*
(livres et sols) (1)

Années	Vin		Blé	
	Moyenne	octobre	Béziers	
1589-1598	39,3			
1599-1608	33,6	30,9	3,17	
1609-1618	36,17	35	3,2	
1619-1628	28,12	21,12	4,4	
1629-1638	38,14	34	4,14	
1639-1648	35,18	25,6	5,3	
1649-1658	47,11	37,7	6,3	
1659-1668	33,4	27,4	4,6	
1669-1678	32,10	25,12	4,18	
1679-1688		18,12	5,5	
1689-1698		35,18	6,1	
1699-1708		32	6,1	
1709-1718		44,4	7,1	
1719-1728		39,12	7,7	
1729-1738		37,8	7,1	
1739-1748		39,10	7,18	
1749-1758		42,2	8,13	
1759-1768	46,5	48,16	9,12	
1769-1778	58,10	60,18	12,4	
1779-1788	35,9	35	11,15	
1789-1792	109	81	12,15	
	Vin	Eau-de-vie	Trois-six	Blé
				(ou francs germinal)
1802-1811	7,54	45,67		27,86
1812-1821	14,69	73,49		27,78
1822-1831	7,06	39,06	61,20	22,02
1832-1841	7,44	41,60	65,49	22,14
1842-1847	8,43	41	72,20	23,80

(1) Voir tableaux X et XVII.

TABLEAU XIII

*Prix du barral de vin et de la salmée de blé-froment
à Pont-Saint-Esprit (Gard) de 1674 à 1794
(en livres, sols) (1)*

Année	Vin	Blé	Rapport Blé-Vin
1674	3	11	
1675	3,10	18	
1676	1,10	16	10,6
1677		17	
1678		19	
1679	2,14	20	
Moy.	2,14	16,16	6
1680		19	
1681	2,8	15	
1682	3	14	
1683	3	15	
1684	2,14	15,15	
1685	1,15	17	9,7
1686	1,15	19	10,8
1687		16	
1688	1,4	13	
1689		11	
Moy.	2,5	14,19	6,6
1690	4	16	
1691	5,5	17	
1692	6,12	21,7	
1693	4,10	21,5	
1694	4,16	24	
1695	5,3	23	
1696	3,1	20	
1697	2	23	11,5
1698	3,2	25,5	
1699	4,10	21	
Moy.	4,6	21,4	4,9
1700	4,7	19,7	
1701	3,6	15,10	
1702	3	15,10	
1703	3,17	18,10	
1704	3,12	18,10	
1705	3,10	20	
1706	2,15	20	7,2

Année	Vin	Blé	Rapport Blé-Vin
1707	2,14	18,10	6,8
1708	3	19,10	6,5
1709	4,17	37	
Moy.	3,10	20,5	5,6
1710	9,2	50,7	
1711	6	19,10	
1712	4,10	21,10	
1713	3,6	27	
1714	5,5	25,10	
1715	4,10	18,5	
1716	2,15	18	
1717	2,10	17	
1718	2,13	18	
1719	4,10	24	
Moy.	4,10	23,18	5,3
1720	2,17	31,5	
1721	2,10	19,13	
1722	6,15	22	
1723	9,12	28	
1724	5,8	29	
1725	3,12	28	
1726	3,12	26	
1727	6	23	
1728	6,12	24	
1729	6	28	
Moy.	5,6	25,18	4,8
1730	3,8	26	
1731	2,6	24,10	10,6
1732	3,9	27	
1733	5,12	27,7	
1734	8	26	
1735	4,4	22,10	
1736	6	24,10	
1737	6,5	28	
1738	5,8	24,10	
1739	6	21,13	
Moy.	5	25,4	5
1740	6	25,13	
1741	6	24,10	
1742	5,2	27	
1743	3,12	24	6,6
1744	4,16	25	
1745	7,4	27	
1746	6,12	31	
1747	5	35,7	

Année	Vin	Blé	Rapport Blé-Vin
1748	6	39,10	
1749	7,12	38	
Moy.	5,16	29,14	5,1
1750	8,6	36,4	
1751			
1752	6	29	
1753	2,8	28	11,7
1754	4,3	26,10	
1755	3,4	28	8,5
1756	3,12	28,10	7,9
1757	8,8	29,7	
1758	8,8	36	
1759	8,19	39	
Moy.	4,16	31,4	6,5
1760	7,16	38	
1761	6	29	
1762	4,16	26,7	
1763	4,16	30	
1765	6,1	36	
1766	10	44,7	
1767	11,8	36	
1768	9,18	39,7	
1769	6,14	36,7	
Moy.	7,10	35,1	4
1770	7,17	39,16	
1771	6	38,10	
1772	6,2	44	
1773	4,16	46	9,5
1774	7,16	43,15	
1775	11	40,5	
1776	7,4	38	
1777	8	37	
1778	8,12	40,14	
1779	7,8	42,10	
Moy.	7,9	41,1	5,5
1780	3,8	39,10	11,5
1781	4,12	36	7,8
1782	4,4	40,5	9,6
1783	4,16	41,10	8,6
1784	7,15	40,11	5,2
1785		39	
1786	3,12	43	11,9
1787	7,2	36,4	
1788	6,10	41,10	
1789	6,12	45,10	

Année	Vin	Blé	Rapport Blé-Vin
Moy.	5,8	40,6	7,5
1790	12	47,10	
1791	12	43	
1792	17	56,7	
1793		107	
1794 (été)	220	2.200	

(1) Arch. Pont St-Esprit H.H. 3 dans Arch. Gard. La salmée de froment moyen pesait à Pont St-Esprit, 360 livres poids de table (ou 309 livres poids de marc), soit 149 kgr. 274 ce qui représente environ 200 litres. Le barral pouvait valoir de 45 à 50 litres.

TABLEAU XIV

Moyennes décennales des prix du vin et du blé à Pont-Saint-Esprit (1674-1789)

Années	Vin	Blé	Rapport d'échange	Indice base 100 en 1674-1690	
				Vin	Blé
1674-1679	2,14	16,16	6	100	100
1680-1689	2,5	14,19	6,6		
1690-1699	4,6	21,4	4,9		
1700-1709	3,10	20,5	5,6		
1710-1719	4,10	23,18	5,3	192	164
1720-1729	5,6	25,18	4,8		
1730-1739	5	25,4	5		
1740-1749	5,16	29,14	5,1		
1750-1759	4,16	31,4	6,5	300	238
1760-1769	7,10	35,1	4		
1770-1779	7,9	41,1	5,5		
1780-1789	5,8	40,6	7,5	216	253

TABLEAU XV

Prix moyen trimestriel des vins de Languedoc sur les principaux marchés de la province de 1751 à 1764
(en livres, le muid de Paris (260 litres) (1)

Année	Toulouse	Albi	Castres	Lavaur	Castel-naudary	Limoux	Carcas-sonne	Nar-bonne	Béziers	Pézenas	Mont-pellier	Nîmes	(2)
1751	3 52	30	123	45	47	40	40	49	30	60	52	61	
	4 63	35	146	45	47	46	37	49	45	51	52	36	52,16
1752	1 63	32	130	45	47	41	37	49	50	50	52	43	
	2 59	29	115	45	44	45	38	39	37	50	34	46	44
	3 46	29	98	43	39	37	28	39	35	47	32	35	
	4 38	22	73	25	25	24	18	39	19	39	24	27	
1753	1 35	18	49	25	24	24	21	39	23	29	26	27	
	2 32	14	49	25	24	18	18	39	19	28	20	17	26,3
	3 35	14	57	25	24	16	18	33	19	27	29	17	
	4 35	14	72	25	24	19	18	36	19	25	23	17	
1754	1 35	14	73	23	24	19	18	36	19	28	18	17	
	2 29	16	65	25	24	19	18	29	19	27	18	26	
	3 28	15	44	26	24	18	19	23	19	20	17	20	24,7
	4 35	14	69	24	25	19	17	24	21	24	15	17	
1755	1 24	17	42	21	21	18	17	19	20	23	14,11	17	
	2 24	16	63	21	20	17	17	19	19	24	14,11	16	
	3 21	15	72	21	19	17	16	19	18	26	14,11	23	22,7
	4 26	15	78	21	23	18	20	23	21	23	14,11	17	

Année	Toulouse	Albi	Castres	Lavaur	Castel- naudary	Limoux	Carcas- sonne	Nar- bonne	Béziers	Pézenas	Mont- pellier	Nîmes	(2)
1756	1	33	16	78	21	24	22	29	21	22	14,11	17	
	2	40	17	59	21	25	24	29	20	19	14,11	15	
	3	40	26	64	21	26	29	29	24	24	14,11	21	26,4
	4	40	30	38	21	25	30	29	25	28	14,11	26	
1757	1	40	30	46	21	33	30	29	27	28	18	26	
	2	43	21	40	21	33	33	29	27	28	18	26	28,18
	3	40	24	40	21	33	30	29	23	23	23	28	
	4	40	29	40	21	33	30	29	27	24	25	32	
1758	1	50	26	40	21	33	27	24	23	25	25	26	
	2	40	26	40	26	33	25	27	27	25	25	29	29,2
	3	40	26	40	23	33	22	30	31	26	29	32	
	4	40	23	40	28	31	20	29	35	24	29	31	
1759	1	40	26	40	28	29	22	29	41	24	29	29	
	2	40	25	40	28	28	22	29	25	21	29	29	
	3	40	26	40	29	32	30	29	30	21	28	33	30
	4	40	30	40	28	34	25	29	34	23	25	26	
1760	1	40	24	40	31	36	22	41	32	24	21	25	
	2	40	24	40	31	38	22	40	32	24	23	23	30,3
	3	40	26	54	31	38	23	33	32	24	18	31	
	4	40	24	56	31	35	22	29	32	19	22	31	
1761	1	40	28	56	31	30	22	29	32	24	20	25	
	2	40	32	56	28	32	22	29	32	24	21	23	
	3	40	28	56	30	36	30	29	32	24	21	31	
	4	40	36	56	31	38	27	29	32	19	21	31	28,13

Année	Toulouse	Albi	Castres	Lavaur	Castel-naudary	Limoux	Carcas-sonne	Nar-bonne	Béziers	Pézenas	Mont-pellier	Nîmes	(2)
1762	1	40	36	56	30	33	35	29	32	12	21	23	
	2	40	36	40	31	33	35	29	27	12	18	23	29,10
	3	40	36	40	33	33	36	29	26	13	25	23	
	4	40	36	36	28	33	31	29	32	15	29	35	
1763	1	40	36	40	31	38	37	29	32	19	29	36	
	2	40	36	40	36	42	35	29	36	24	30	43	
	3	40	36	57	42	44	41	34	47	30	32	43	36,15
	4	50	40	62	33	45	51	44	45	34	32	35	
1764	1	54	48	70	39	43	45	44	39	33	32	35	
	2	50	48	70	36	43	50	44	38	30	32	35	
	3												
	4	50	48	70	35	43	45	30		34		35	41,12
1771	1	60	71,5	70	73		39	30,6	42,13	36	29,17,11	43,15	
	2	60	71,5	70	70		38	36	42,13	36	29,17,11	43,15	48,7
	3	60	80	70	76		34	39,3	43	36	29,17,11	43,15	
	4	75	71,5	70	68		34	43	51,4	36	33	43,15	

(1) Etats des subdélégations. Arch. Hlt. C. 2883 - 2931.

(2) Moyenne annuelle arithmétique des prix des 12 marchés.

TABLEAU XVI

Prix moyen des vins de Languedoc de 1751 à 1764
(en livres, le muid de Paris

(280 pintes = 260 litres environ) (1)

Partie Ouest du Languedoc (2)

	1751	1752	1753	1754	1755	1756	1757
Janvier		55	27	28	23	30	32
Février		59	30	27	24	32	32
Mars		55	27	28	23	31	34
Avril		54	25	27	24	32	32
Mai		65	25	27	25	26	30
Juin		48	26	27	25	29	30
Juillet		46	26	24	25	30	30
Août	54	45	26	23	24	32	31
Septembre	54	45	28	27	26	37	32
Octobre	56	35	27	25	27	31	32
Novembre	60	28	27	29	28	29	32
Décembre	59		27	29	30	29	32
Moy. annuelle :	56,12	48,12	26,15	27	25,6	30,13	31,13
	1758	1759	1760	1761	1762	1763	1764
Janvier	32	28,10	31	33	37	35,10	47
Février	32	28,10	31,10	34	37	35	48
Mars	32	32	31,10	32	37	37	47
Avril	32	31	31,10	32	35	38	49
Mai	33	30,10	31,10	34	35	37	49
Juin	32	31	31,10	31	35	36	46
Juillet	29	31	31,10	33	35	37,10	
Août	29	30,10	34	34	35	45	
Septembre	33	34,10	37	37	34,10	46	
Octobre	29	34	34	35	34,10	45,10	
Novembre	28	34	33	36	31	43	
Décembre	28	30	33	37	33	47	46
Moy. annuelle :	30,15	31,6	32,12	34	35	39,8	47,10

1771

Janvier	57	Août	62
Février	58	Septembre	63
Mars	56	Octobre	57
Avril	56	Novembre	66
Mai	56	Décembre	
Juin	56,10	Moy. annuelle :	58,9
Juillet	56		

Bas-Languedoc :
Narbonne, Pézenas, Béziers, Montpellier, Nîmes

	1751	1752	1753	1754	1755	1756	1757
Janvier		49	30	24	18,12	21	25,12
Février		49	29	24	18,14	21	25,12
Mars		49	28	22	18,10	20,4	25,12
Avril		43	25	24	18,14	20,4	25,12
Mai		41	25	24	18,14	18	25,12
Juin		39	24,8	23,8	19,14	18,14	25,12
Juillet		39	24,8	23,8	22,10	18,10	22,12
Août	52	39	24,8	18	22,6	24	27
Septembre	54	39	26	18	18,14	25	27
Octobre	49	32	22	19,12	19,2	25	27
Novembre	44	27	26,8	20,12	19	25	28,4
Décembre	46	26	23	19,12	19	23,6	29
Moy. annuelle :	49	39,7	25,12	21,14	19,9	21,12	26,4

	1758	1759	1760	1761	1762	1763	1764	1771
Janvier	25,12	30	29	23	23,8	29	36,12	36,10
Février	24	35	29	23,8	23,8	29	36,12	36,10
Mars	23	35	28	23,8	23,8	29,8	36,4	36,10
Avril	27	26	28	23,8	21,8	31,8	36	36,10
Mai	26	26	29	23,8	23	32,12	35	38,4
Juin	27,8	26	28	23,8	21,8	33	34,8	38,4
Juillet	28	26	27	23,8	21,8	33		38,4
Août	29	28	27,12	23,8	24,8	38		37,8
Septembre	29,12	29	27,12	23,8	24	41		40
Octobre	30	28	28	23,8	26,12	39		40
Novembre	29,12	27	26	23,8	28	38		43,9
Décembre	29,16	28,8		23,8	28	36,12		
Moy. annuelle :	27,10	28,14	27,14	23,7	24	34,3	35,14	38,5

(1) Etats mensuels des subdélégations. Arch. Hlt. C. 2883 et pour 1771 C. 2931. Moyenne arithmétique des prix relevés sur les principaux marchés.

(2) Marchés de Toulouse, Albi, Castres, Lavaur, Castelnaudary, Limoux, Carcassonne.

TABLEAU XVII

Prix du setier de blé-froment
(en livres, sols, deniers)

Année	Mont- pellier l. s. d.	Béziers l. s.	Narbonne l. s.	Gaillac l. s. d.	Lunel livres	Toulouse l. s.
1196	4.8					
1285	20					
1404	11.3					
	14					
1444	6.5					
1506	18.9					
1507	15					
1508	16.3					
1512	14.10					
1515	20					
	13.9					
1520				2		
1522	22.5			2.15		
1524				2.10		
1525				1.16		
1527				2		
1529				3.12		
1530	19			4		
1531				4.8		
1532				3.13		
1533	1.10					
1534				2.19		
1535	16.7			2.10		
1536				1.14		
1538				3.8		
1539				3.7. 8		
1540				3		
1541	1.10			1.15		
1543				2.13		
1544	1			2.10		
1545				4.13		
1546				4.10		
1551	1.12					
1562	1					
1564	1.8					

Année	Mont- pellier l. s. d.	Béziers l. s.	Narbonne l. s.	Gaillac l. s. d.	Lunel livres	Toulouse l. s.
1565	2.4					
1567	1.5					2.3
1568						1.18
1569	1.10					1.18
1570						2.8
1571						3.8
1572	3.5					7.5
1573	3.3. 6					6.5
1574	5					3.18
1575						5.5
1576	3.3. 6					5.7
1577						4.5
1578	3.3. 6					2.8
1579						4
1580						4.18
1581						4.7
1582						4
1583						5
1584						4
1585						4.15
1586						5
1587						4.5
1588						4.10
1589						4.18
1590	4.10					5
1591						5
1592	6					
1598	5.10					
1600		3.13				
1601		3.10				
1603		3.8				
1606		4.13				
1607		5.15				
1609		3.5				3.15
1610						3.3
1611						3.7
1612		3.3				5
1613		4				5.15
1614		4				6.5
1615		3.5				3.5
1616		3.4				3.13
1617		3.10				3.10
1618	4	4.5				4.15
1619		4.10				5.15

Année	Mont- pellier l. s. d.	Béziers l. s.	Narbonne l. s.	Gaillac l. s. d.	Lunel livres	Toulouse l. s.
1620	4.15	4.15				5.5
1621		4				5.15
1622		4.5				6.5
1623		5				4.15
1624	4	4.2				4.5
1625	4	3.15				
1626		3.10				
1627		4.6				
1628		4.15				
1629		4.17				
1630		6				
1631		6				
1632		4.10				
1633	4.11	3.14				
1634	3	3.10				
1635	4	4				
1636	4.4 (juil.)	4.15				
1637	4.10	5				
1638		4.15				
1639	3.13	4				
1640	3.8	4				
1641	3.12 (avril)	3.14				
1642	3.15 (sept.)	4				
1643		6.13				
1644	7 (avril)	7.10				
1645		5.7				
1646	4.12	5.10				
1647		5.10				
1648	4.18	5.10				
1649		5.18				
1650		6.2				
1651	6.12	6.7				
1652	6.9	6.14				
1653	6.17	7				
1654	6.3	7.14				
1655	5.14	5.8				
1656	5.15	5.14				
1657		5.12				
1658		5.6				
1659		4.10				
1660	4.6	4.1				
1661	4.5	4.7				
1662		4.1				
1663	4	3.17				

Année	Mont- pellier l. s. d.	Béziers l. s.	Narbonne l. s.	Gaillac l. s. d.	Lunel livres	Toulouse l. s.
1664		4.2				
1665	4.15	4.12				
1666	4.15	5.6				
1667		4.6				
1668	3.15	4.3				
1669		4.19				
1670	5	5.10				
1671		5				
1672	3.15	5				
1673	3	4				
1674		3.8				
1675		4.12				
1676		5.4				
1677		5.13				
1678		6.5				
1679		6.5				
1680		6.12				
1681		4.6				
1682		4.6				
1683		5.8				
1684		4.14				6.8
1685		6.3				7.3
1686		5.14				6.7
1687		5.11				5.8
1688		3.13			14	4.10
1689		3.7				3.12
1690		3.17				4.13
1691		6.8				7
1692		5.2				8.8
1693		7.3			20	10
1694		7				12.10
1695		7.3				7
1696		6.2				6.11
1697		6.11				8.5
1698		7.14				9.7
1699		7.7				9.9
1700		7.10				10.6
1701		6.18				9.7
1702		5.16				6.18
1703		5				7.12
1704		6.4				8.4
1705		6.4				7
1706		6				5.18
1707		5.15				5.9

Année	Mont- pellier l. s. d.	Béziers l. s.	Narbonne l. s.	Gaillac l. s. d.	Lunel livres	Toulouse l. s.
1708		4.7				8.7
1709	10.10	14				15.4
1710		6.14				13.7
1711		6.10				8
1712		8.15				11.12
1713		7.6				13.18
1714		7.10				10.3
1715		6.9				6.8
1716		6.13				7.5
1717		5.12				6.1
1718		5.14				6.7
1719	6.10	8.10				10.18
1720	11	10.1				15.5
1721		5.3				8
1722		6.12				8.3
1723		9.10				10.8
1724		8.5				6.5
1725		6				11.6
1726	6	4.15				7.5
1727		6.6				7
1728		7.10				10.6
1729		7.12				10.16
1730		6.15				8.14
1731		6				7.6
1732		6.18				7.12
1733		6.10				9.16
1734		7				9
1735		5.8				8.7
1736		8.5				10.13
1737		8.15				10.6
1738		7.10				10.6
1739		7				10.6
1740	6	7.15				9.3
1741	6	7.5				9.14
1742	6	7.6				10.4
1743	6.4	6.12				8.7
1744	6	6.6				7.12
1745	5	6.3				7.4
1746	6	7.15				9.4
1747	7.10	10.5				14.5
1748	8	12.10				15.18
1749	6.10	10				12.10
1750	7.10	9				13.4
1751	7.10	9.5				13.4

Année	Mont- pellier l. s. d.	Béziers l. s.	Narbonne l. s.	Gaillac l. s. d.	Lunel livres	Toulouse l. s.
1752	6.15	8				13.4
1753	6.5	8				8.12
1754	5	6.5				7.14
1755	6.5	8.10				8
1756	5	8				9.11
1757	6.15	9				10.9
1758	7	9.10				12.7
1759	9	8.4				14.18
1760	7.10	8.6				13.6
1761	6	9.2				11.2
1762	6	9.16	7.17			9.6
1763	6	12.1	8.15			11.5
1764	6.10	11.11	8.11			14.2
1765	7.15	8.10	12.14			13
1766	8.10	7.16	12.2			15.18
1767	8.10	8.8	13.18			15.5
1768	9	12.11	13.2			15.2
1769	9.5	10.17	9.17			15
1770	9	12.4	10.1			16.8
1771		12.14	11.12			16.8
1772		12.1	12.12			16.12
1773		11.13	14.11			19
1774		11.9	12.12			16.17
1775		11.10	12.4			14
1776		12.9	10.2			13.2
1777		14.11	12.1		35	15.17
1778		12.17	12.12		40	19.9
1779	9.10	11.17	12.4		36	14
1780	8.10	9.15	10.18		34	13.8
1781	10	11.7	13.11		38	16.11
1782	10	11.9			38	20.4
1783	9.5	12.6			35	16.18
1784	9	12			36	14.12
1785	9.10	12.8			36	15.8
1786	10	13.2			39	15.18
1787	9	11.2			35	15
1788	9.10	12.11			42	17.4
1789	11	13.13			45	21.7
1790		11.6			42	20.6
1791		12.6				21.2
1792		13.12				25.8
1793						37.4
1794		537				
1795		15.15				

Année	Mont- pellier l. s. d.	Béziers l. s.	Narbonne l. s.	Gaillac l. s. d.	Lunel livres	Toulouse (Francs l'hectolitre)
1796		17.10				
1797		15.50				
1798		12.85				
1799		18.45				
1800		20.80				19.53
1801		29.03				24.52
1802		29.91				23.56
1803		25.92				23.55
1804		29.57				19.70
1805		29.24				15.76
1806		26.98				23.50
1807		24.64				15.50
1808		22.34				16.85
1809		15.66				13.65
1810		28.85				21.95
1811		45.92				30.20
1812		31.94				26.65
1813		26.22				21.65
1814		23.30				
1815		27.11				
1816		35.86				
1817		39.42				
1818		29.60				
1819		21.84				
1820		22.13				
1821		20.67				
1822		21.92				
1823		22.15				
1824		20.54				
1825		18.48				
1826		17.83				
1827		21.43				
1828		25.29				
1829		24.10				
1830		25.27				
1831		23.67				
1832		24.19				
1833		20.75				
1834		19.78				
1835		19.11				
1836		22.56				
1837		23.64				
1838		22.35				
1839		24.10				
1840		23.55				

Année	Mont- pellier l. s. d.	Béziers l. s.	Narbonne l. s.	Gaillac l. s. d.	Lunel livres	Toulouse l. s.
1841		21.74				
1842		22.97				
1843		22.96				
1844		22.39				
1845		23.40				
1846		25.37				
1847		25.84				

SOURCES

Montpellier. — Le setier = 48,92 litres. 1196, 1285, 1561. Petit Thalamus, tome II, p. 339, 552, 581, XV^{me} et XVI^{me} siècles. Inventaires arch. Montp., tome VIII, p. 20, 29, 146 et s. 179, 182, 190, 193, 197, 216, 222, 237, 262, 271, 281, 288, 294, 310, 312, 322, 331, 335, 369, 378. XVII^{me} siècle : 1618-1633. Arch. Montp. H.H. 123. Prix moyens 1634 à 1673; Arch. Montp. H.H. 60, 61. Prix moyens de 1693 à 1726, Saumade cité p. 575. De 1740 à 1770 (prix moyen) et 1779-1789 (prix fin août), arch. Montp. H.H. 123.

Béziers. — Le setier = 65,59 litres. Archives Béziers 1598-1708, prix moyens calculés par l'auteur ou donnés (le plus souvent) par les fourleaux. 1709 à 1758, prix d'octobre (voisin de + à — 10 % du prix moyen annuel). 1759-1792, prix moyen extrait des fourleaux. 1793 à 1847, prix moyen en francs et centimes, à l'hectolitre, sauf de 1793 à 1801 le setier.

Narbonne. — Le setier = 70,60 litres. 1762-1781, marché du 7 août. Arch. Hlt. C. 5148.

Gaillac. — Le setier, 1520-1546 (moyenne 21. 19 s.). De Santi, ouv. cité p. 321.

Lunel. (Prix à fin septembre) la salmée pesait 39 quintaux 16 livres, poids de marc. Arch. Gard, L. 1212.

Toulouse. — Le setier = 93,20 litres. Arch. Toulouse. 1567 à 1591, H.H. 45, moyenne des cours extrêmes de janvier, mars juillet, novembre. De 1609 à 1624, H.H. 85. De 1684 à 1813, H.H. 91.

TABLEAU XVIII

*Rapport des prix moyens du muid de vin
et du setier de blé-froment
sur le marché de Béziers aux XVII^{me} et XVIII^{me} siècles*

1599-1608	8,6	1699-1708	5,2
1609-1618	11,9	1709-1718	6,2
1619-1628	6,8	1719-1728	5,4
1629-1638	8,2	1729-1738	5,3
1639-1648	6,9	1739-1748	5
1649-1658	7,7	1749-1758	4,8
1659-1668	7,7	1759-1768	4,8
1669-1678	6,6	1769-1778	4,7
1679-1688	3,5	1779-1788	3
1689-1698	5,9		

Note: Prix du vin: 1599-1678 et 1759-1792 moyenne annuelle. 1679-1758, prix d'octobre.

Prix du blé: 1599-1708 et 1759-1792 moyenne annuelle. 1709-1758, prix d'octobre.

(Voir tableau XVII).

TABLEAU XXI

Salaires journaliers à Montpellier XV^{me} - XVII^{me} siècles
(sols, deniers) (1)

Année	Charretier	Manœuvre	Vigneron	Nourrice (mois)	Maçon
1343 (2)			12 d 22 à 24 d (3)		
1463 (4)				6 à 20 s	
1472 (5)	7 s 6 d			17 s 6 d	
1473	7 s 4 d				
1490	12 s 6 d	2 s 6 d (6) 2 s 9 d			
1492		2 s 11 d			4 s 2 d (9)
1497	15 s	2 s 9 d			
1504	20 s	2 s 11 d	3 s 6 d (7)		
1508		3 s 8 d (8)			
1516	13 s 9 d			17 s 6 d	
1533				17 s 6 d	
1535		3 s 9 d (8)			
1565	40 s				
1570					8 s
1573	40 s				
1596		10 s (hom.) 4 s (fem.)			
1631		10 s (hom.)			
1633 (9)			14 s		
1641 (10)			14 s 4 s		

(1) Ces salaires, certainement ceux d'ouvriers non nourris sont extraits des comptes des clavares. Arch. Montp. Inv., t. VIII.

(2) Salaire fixé par le sénéchal de Nîmes.

(3) Salaire exigé avant la taxation et certainement après.

(4) Nourrices des enfants trouvés, arch. Montp., cité p. 41, 44, 198.

(5) Charretiers, ouv. cité p. 51, 54, 103, 123, 143, 281, 317.

(6) Manœuvre, cité p. 103, 110, 124, 143, 19.

(7) Moyenne de 12 journées de « foyre » 6 de « podar » et « ligare vites » (déchausser, tailler et lier les sarments), vigne de l'Hôpital St-Eloi, cité p. 145.

(8) Terrassier, cité p. 139, 202, 389.

(9) Arch. Nîmes, LL 20, salaire taxé à Nîmes.

(10) Salaires de vendanges : 14 s. chargeurs et fouteurs, 4 s. coupeurs.

TABLEAU XXII

Le pouvoir d'achat des salaires agricoles du XV^{me} au XVII^{me} siècle (1)

Années	Prix		Salaire journalier				Coefficient d'échange (2)					
			masculin		maçon		Vigneron		Charretier		Magon	
	muid de vin rouge L s	setier de blé L s. d.	manœuvre ou vigneron s. d.	charretier s. d.	maçon s. d.		vin	blé	vin	blé	vin	blé
1489-1500	5.8		2.9	12.6	4.2		39		8,6		25,9	
1500-1509	6.15	1.6.8	3.6	15 à 20			38,5	4,7	7,9	1,1		
1530-1539	6.4	1.1.10	3.9				33	5,5	5,1	0,7		
1560-1570	10.4	1.9.4		40								
1570	13	3.5	6		8		43,5				32	8,1
1570-1580	21.16	3.12		40	8		63	10,3	11	1,8 à 2	54	9
1574	18	4		40					9	2		
1592												
1596	35	5,5	10					15				
(Béziers)												
1595-1610 (3)							66-70	7,7				
1630-1640	30 à 35	4	10				60-70	8				

(1) De 1489 à 1640. Les prix et salaires sont en général ceux pratiqués à Montpellier.

(2) Les coefficients expriment le rapport de la journée de travail d'une part, au muid de vin et au setier de blé d'autre part.

(3) A Béziers,

TABLEAU XXIII

*Salaire journalier moyen de l'ouvrier vigneron
du Bas-Languedoc*

1343	1 à 2 sols à Nîmes.
1500	3 sols, 6 deniers à Montpellier.
1600	9 sols à Montpellier.
1631	10 sols.
1641	10 sols à Nîmes.
1680-85	12 à 15 sols à St-Georges-d'Orques.
1715	16 sols à Montpellier. 8 à 11 sols à Toulouse (1).
1723	10 s. nourris, 20 s. non nourris à Aigues-Mortes (2).
1726	15 s. en moyenne, femme 6 à 8, à Pont-St-Esprit (3). 16 à 20 s. à Montpellier.
1750	15 à 20 s. à Fabrègues (4). 18 s. à Montpellier (4).
1760	20 s. à Montpellier (5).
1763	8 à 10 s. Haute-Garonne (6).
1765	20 sols à Montpellier. 15 sols à Mèze.
1770	20 sols à Montpellier (5).
1788	22 sols à Montpellier. 26 sols à Nîmes.

(1) Théron de Montauge, ouv. cité p. 66.

(2) Arch. Gard, E. Suppl., 1.133.

(3) Arch. Pont-St-Esprit, H.H. 4, folio 10.

(4) G. Saumade, p. 565.

(5) Des Hours-Farel, p. 89.

(6) Théron de Montauge, p. 65.

TABLEAU XXIV

Prix du vin sur divers marchés au XVIII^{me} siècle
(Livres, sols, deniers)

Année	Annonay (1)			Lunel (2) en livres		Montpellier (3) en livres.			Moy.
	l.	s.	d.	vin vieux	vin nouv.	1 ^o	2 ^o	3 ^o	
1700									25
1715									20
1750									50
1751						72			
1752						38			
1753						42			
1754						33			
1755						27			
1756								54	
1757						75			
1758						81			
1759						67			
1760	7	7							
1761	5	13	6						
1762	7	10							
1763	9	16							
1764	6	8							
1765	5	10	6						
1766	8	18	9						
1767	15	14							
1768	15	2	6						
1769	11	19	5						
1770	14	2	2						
1771	14	16	9						
1772	13	13	3						
1773	10	8	5						
1774	13	6	8						
1775	13	9							80
1776	8	14	6	80	60	100	84	68	84
1777	12	6	4	80	60	90	74	58	77
1778	14	2	8	100	75	81	66	54	67
1779	11	14	11	54	40,10	81	66	54	67
1780				22	18	40	30	20	30
1781				72	42	30	21	15	22
1782				50	40	54	45	36	45
1783				84	63	81	68	56	68
						(en hausse)			

Année	Annonay (1)			Lunel (2)		Montpellier (3)			Moy.
	l.	s.	d.	vin vieux	vin nouv.	1°	2°	3°	
1784				100	75				
1785				60	45				
1786				40	36				
1787				60	45				
1788				104	76	95	73	51	73
1789				80	60	95	70	48	71
1790				100	75	95	72	50	72
(mars)									

(1) La saumée = 2 barraux. Arch. Hlt., C. 5344, relevé du siège royal.

(2) Foire de St-Michel (fin septembre). Arch. Gard, L 1212, le muid.

(3) Le muid première, deuxième, troisième qualité, prix moyen. Arch. Montp., H.H. 123, relevé du juge de la banque de 1788 à 1791. Arch. Montp., H.H. 8 ; 1750, arch. Hlt, C. 5080 ; 1700, 1715, 1774 prix à Fabrègues, G. Saumade, cité p. 566 ; 1756, 1759, prix de vin vendu par commissionnaire. Notaire Léoncini, arch. Hérault 161, 1751 à 1755, arch. Hlt, B.B. 440, folios 56, 60, prix isolés, vins supposés : moyens, Domaine de Pignan.

TABLEAU XXVIII

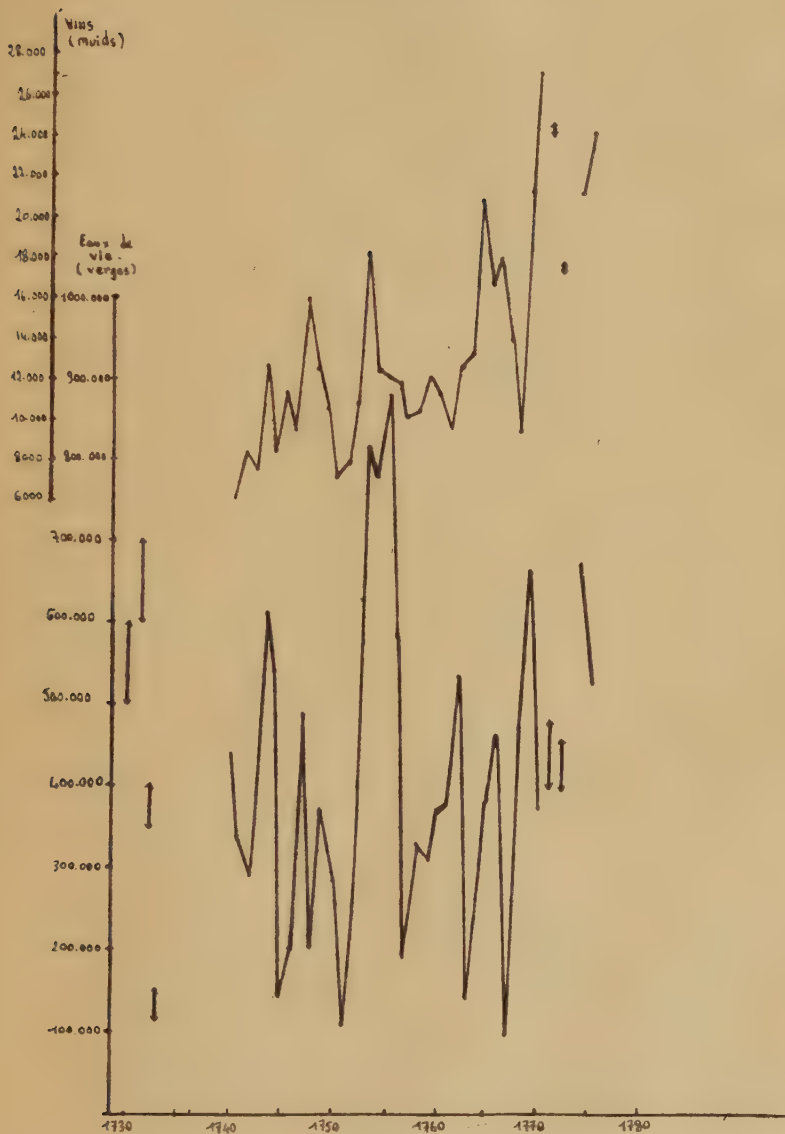
Prix des eaux-de-vie sur divers marchés de Languedoc
(en livres et sols, le muid de Paris)
(280 pintes = 260 litres) (1)
(en sols, le quintal)

	ANNEE 1770								
	Toulouse	Mont- pellier	Albi	Béziers	Ni- mes	Castres	Péze- nas	Carcas- sonne	Limoux
Mai	159,16		133	107,10		224	127,13	112,3	246,3
Quintal	24			16	18		17		
Juillet	133	104,12	133	127,13		224		112,3	246,3
Quintal	24	15,10		19	18				
Août			154,7	141,2		294	147,18	112,3	246,3
Quintal		21		21	18		19,10		
Septem.	154,7					294			
Quintal					20				
Octobre	191,16		166,5	134,8			151,4	112,3	
Quintal				20	24		22,10		
Novem.	191,16						151,4	112,3	
Quintal							22,10		
Décem.	191,16			147,4			145,2	112,3	
Quintal				22	24		21		

	ANNEE 1771								
	Toulouse	Mont- pellier	Albi	Béziers	Ni- mes	Castres	Péze- nas	Carcas- sonne	Limoux
J	191,16		178,2	147,4	24	294	151,4	112,3	246,3
F	191,16		178,2	134,8	24	294	144,9	112,3	246,3
M	191,16		166,5	134,8	24	294	144,9	112,3	246,3
A	191,16		178,3	141,2	24	294	141,2	112,3	246,3
M	191,16		194	134,8	24	294	144,9	112,3	246,3
J	191,16		194	134,8	24	294	144,9	112,3	246,3
J	191,16		178,2	141,2	21	294	144,9	112,3	246,3
A	191,16		178,2	141,2	21	294	151,4	112,3	246,3
S	191,16		213,15	147,4	24	294	157,18	112,3	246,3
O	191,16		178,2	147,4	24	294	162,19	112,3	246,3
N	191,16		178,2	147,4	24	329	171,7	112,3	246,3

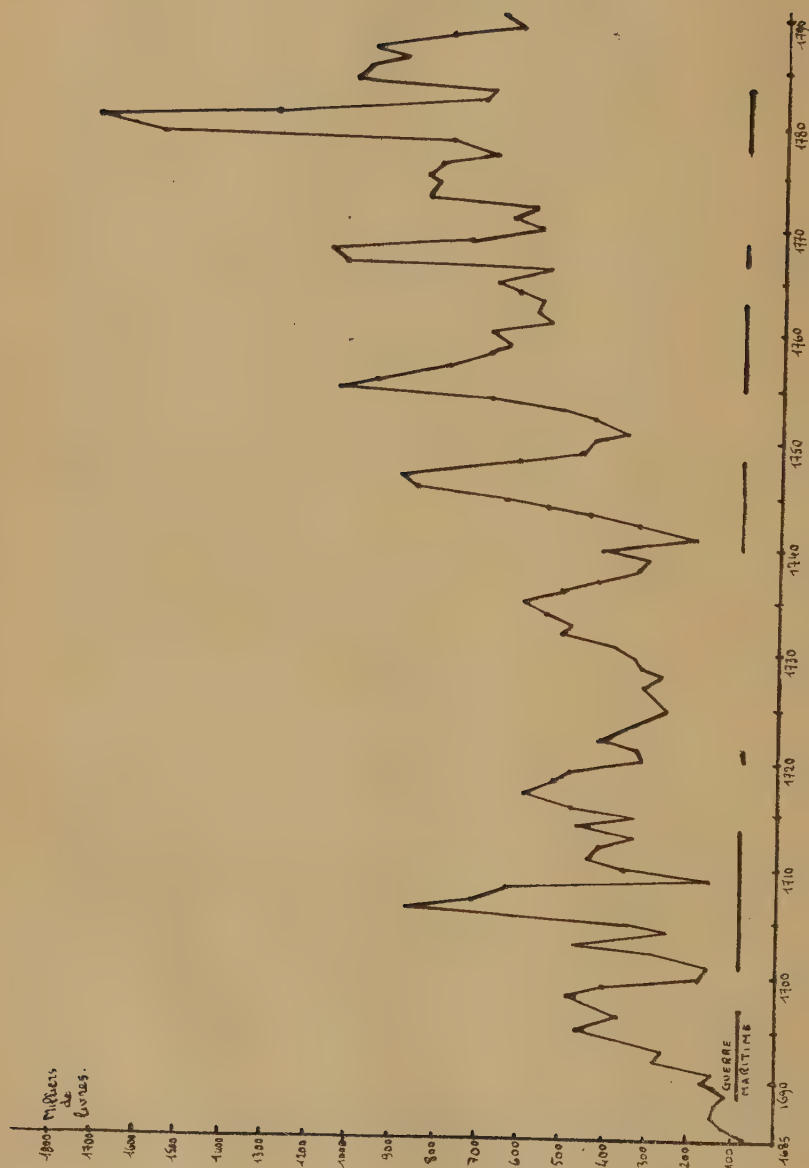
(1) 1770, arch. Hlt, C. 2930. 17 71, arch. Hlt, C. 2931.

GRAPHIQUES



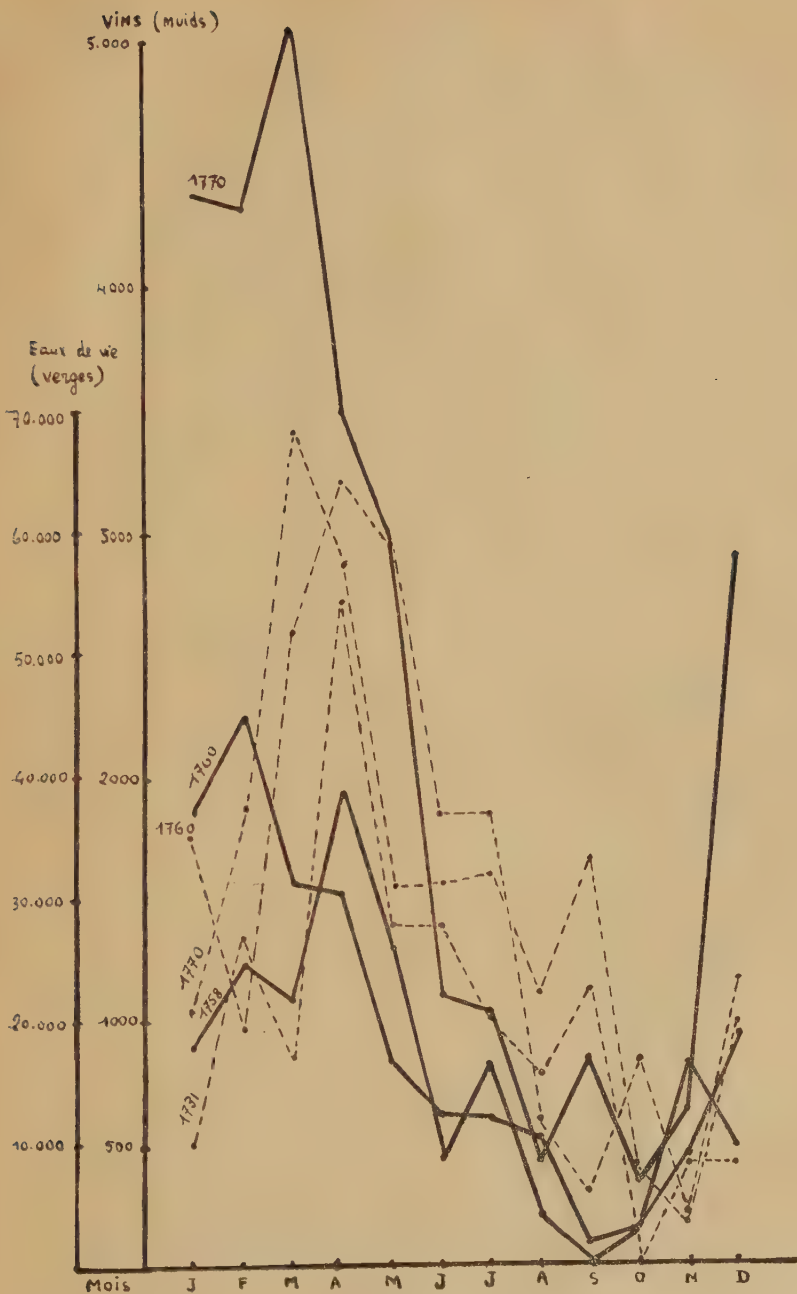
GRAPHIQUE I

Exportation des vins et des eaux-de-vie par Sète au xviii^{me} siècle
(chiffres du tableau III)



GRAPHIQUE II

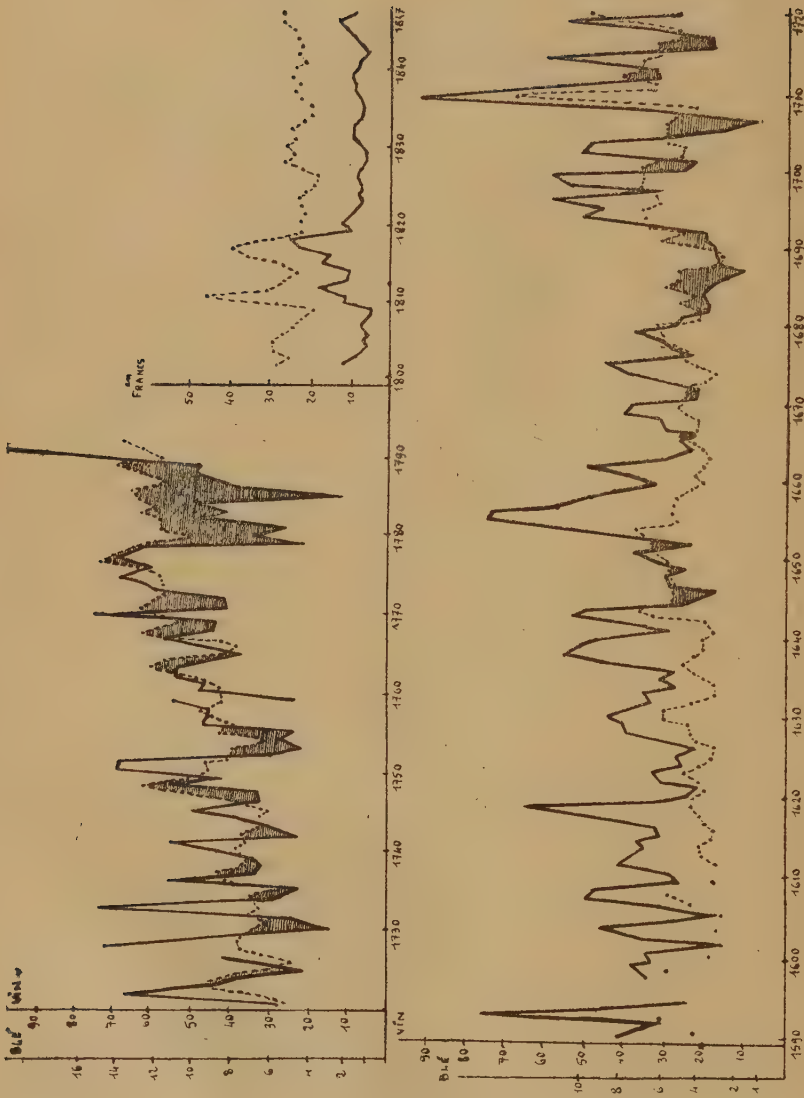
Trafic du Canal Riquet
(de Sète-Agde à Toulouse) recettes brutes, en milliers de livres
de 1685 à 1792 inclus, en milliers de francs de 1798 à 1800
(voir chiffres du tableau II)



GRAPHIQUE III

L'activité du Port de Sète en cours d'année
(chiffres extraits de Archives Hérault, série Etats, 694)
en 1731, eaux-de-vie exprimées en pièces

— vins
- - - - - eaux-de-vie



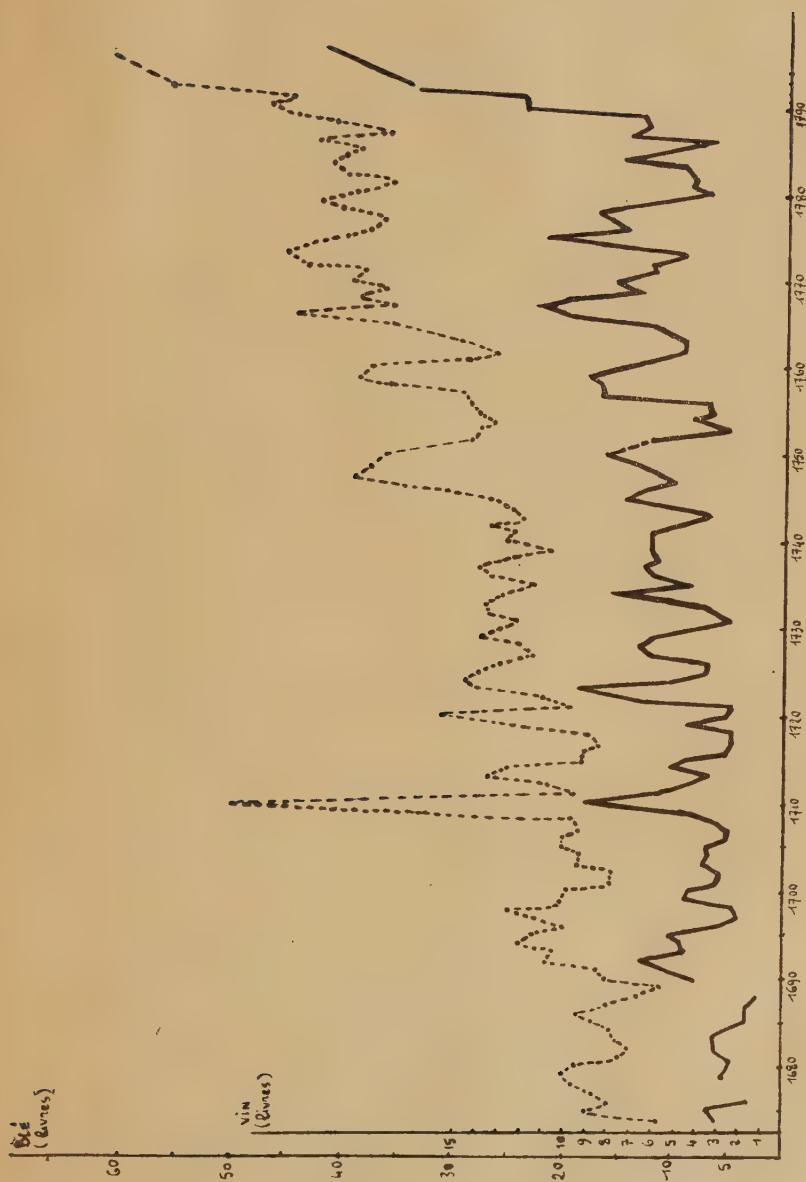
GRAPHIQUE IV

Prix du muid de vin et du setier de blé à Béziers (1590 à 1847)

— vin, de 1683 à 1759, prix en octobre (en livres)

----- blé, prix en octobre de 1709 à 1758 (en livres)

(chiffres du tableau X, en livres)

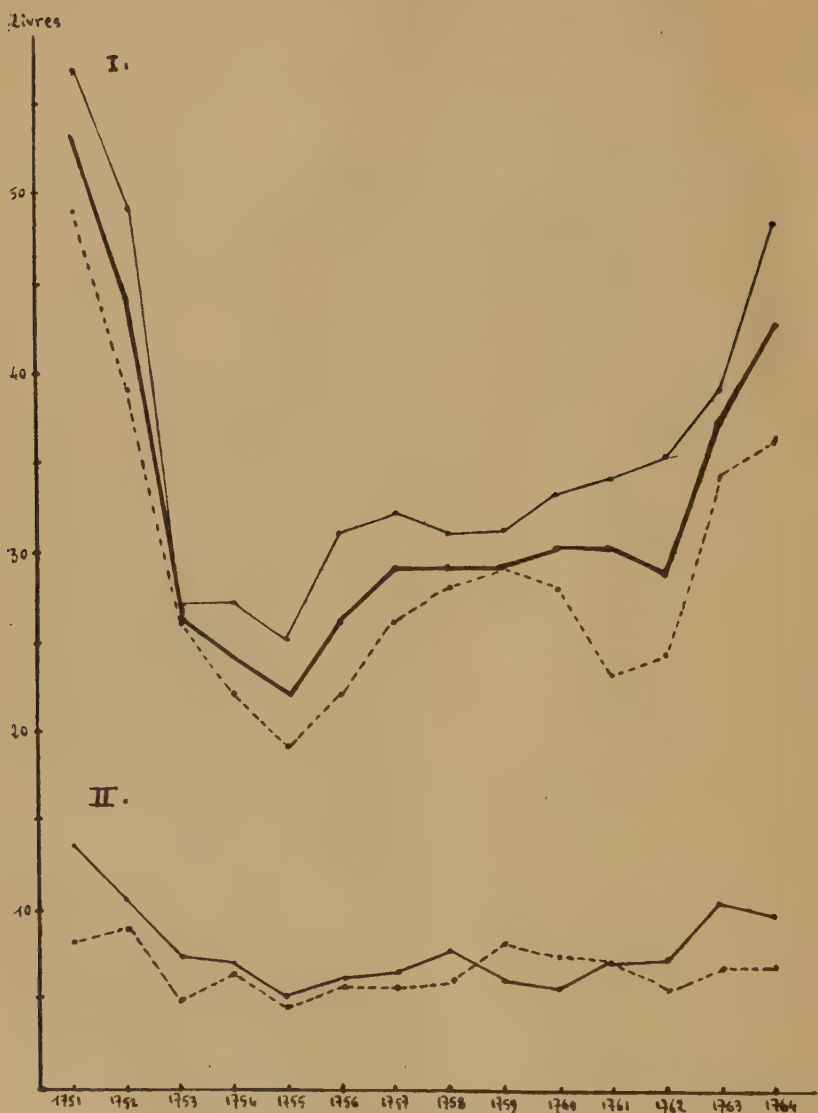


GRAPHIQUE V

Prix du barral de vin et de la salmée de blé
à Pont-St-Espirit (Gard) de 1674 à 1794 (en livres)

— vin
- - - - - blé

(chiffres du tableau XIII)



GRAPHIQUE VI

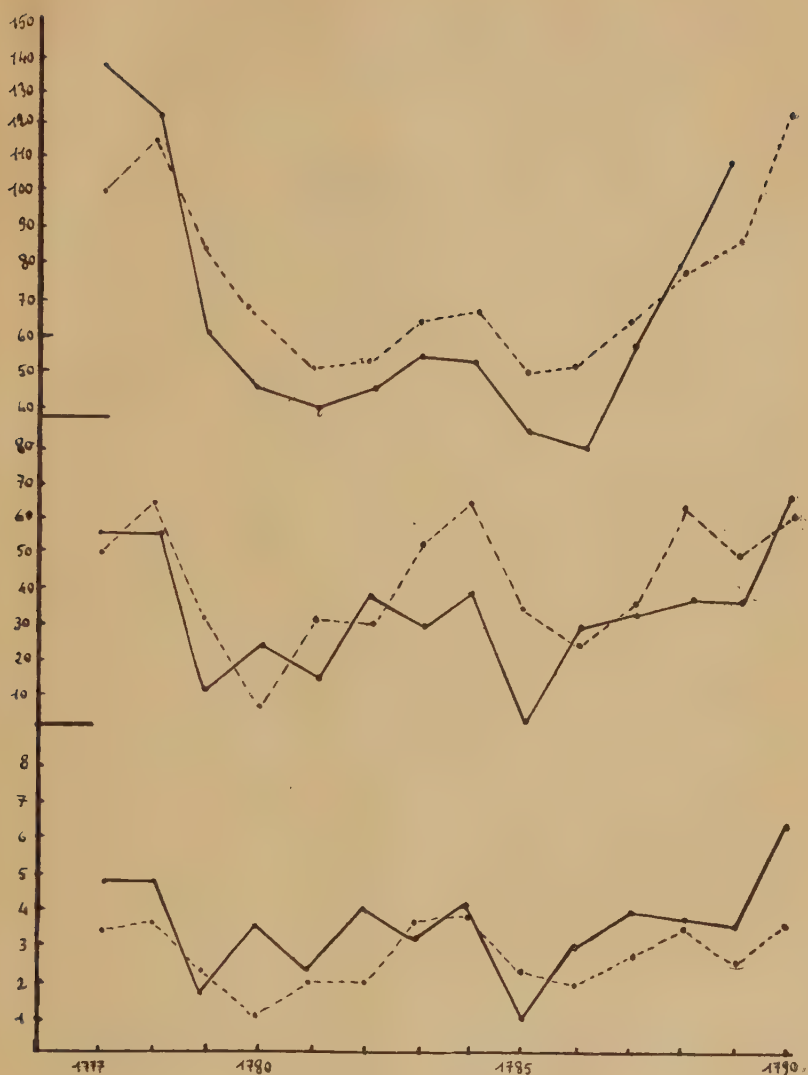
La crise de 1751 à 1764

I. — Prix :

- moyenne du prix du vin sur sept marchés du Haut-Languedoc (en livres le muid de Paris).
- moyenne des prix sur cinq marchés du Bas-Languedoc.
- moyenne des prix sur douze marchés languedociens.

II. — Rapport d'échange muid-setier.

- à Montpellier.
- à Béziers.



GRAPHIQUE VII

La crise viticole de 1777 à 1789 : l'évolution du prix du vin

De haut en bas :

1° Indices du prix du vin (d'après Labrousse)

—— France entière.

- - - - - à Montauban.

2° Prix nominal du vin (en livres, le muid)

—— à Béziers.

- - - - - à Lunel.

3° Indice du prix réel (rapport d'échange muid-setier)

—— à Béziers.

- - - - - à Lunel.

SOURCES

II. — ARCHIVES

Tous les documents cités ne figurent pas ci-dessous. Seuls, les principaux fonds d'archives y sont mentionnés par ordre d'importance.

1° Archives de l'Hérault :

Série A : Nos 115, eaux-de-vie; 129-130 recueils d'arrêts, etc...

Série B : Nos 91 à 94, droits de foraine; 194 à 216, délibérations de la Chambre de Commerce de Montpellier et droits de subvention.

Série B.B. : 440, Grand livre d'un marchand de vin.

Série C : a) *Intendance* 45, 46 — 2846 — 2874 récoltes; 1114 à 1116. Enquêtes de l'Intendant Le Nain (1743); 750 Canal Royal; 759 à 778 Foraine de Sète; 1704 jaugeage des futailles.

2503 mémoire Méjanel de 1727 sur les productions de la province. 2301 à 2328 Foire de Beaucaire; 2883, 2929, 2930, 2920 à 2922 prix des vins; 2848 mémoire sur le commerce de la province.

2929 à 2948 prix des grains de 1770 à 1790. 2846 état de l'agriculture dans la subdélégation de Pézenas (1773-1789); 2819 Tonnellerie de Sète.

2949 mémoires sur le commerce et l'agriculture 1727-1789.

2682 à 2687 Commerce des vins. Ces liasses doivent être constamment rapprochées de la série Etats ci-dessous.

b) *Etats* nos 693 à 699, circulation des vins, vins étrangers, futailles, exportations et récoltes de 1740 à 1770, etc...

c) *Mémoires des intendants* : Le Nain 1744 et St-Priest 1768, C. 2949; de Ballainvilliers C. 47 (voir aussi ces écrits ou manuscrits à la bibliothèque de Montpellier).

d) *Série L.* 1281 règlement de 1785 sur la fabrication des eaux-de-vie; 1282 distillation, 3271 commerce des vins et des eaux-de-vie (1791).

2° Archives municipales :

1° Montpellier :

Inventaires : Tome IV, mémoire de 1768; tome VII, prix du vin au xvii^{me} siècle; tome VIII, prix du vin xv^{me} et xvi^{me} siècles, registres des clavaïres.

Série H.H. C. 18, 21 vin étranger, soquet; H.H. 7, 8, 9, 18, 19, 60, 63, 64, 78 à 83, 122, 140, marchés, commerce des vins, des eaux-de-vie, prix; 217, 218 tonnellerie, etc...

2° Béziers : Registres sans cote : prix des vins de 1590 à 1847, registres du vin récolté hors du terroir.

3° Toulouse : H.H. 94, 39, 46, 86, prix des vins; H.H. 45, 85, 90, 91 prix des grains.

4° Pont-St-Esprit : H.H. 5 prix des vins.

5° Lunel : B.B. 10, 11, 31 vin étranger; A.A. 5, BB 22, CC 61, impôts sur les vins, dixain, soquet, trelzain; BB 2, 20, 21, FF 67, 69, 70 prix des journées de travail dans les vignes.

II. — BIBLIOGRAPHIE

(par ordre alphabétique)

1° Livres :

APPOLIS Emile. — Le diocèse civil de Lodève 1730-1750 Th. lettres 1951. Impr. Coopérative, Albi, 1951.

BARRY J.-P. — La commune de Boissières (Vaunage). *Mémoires Ecole d'Agriculture de Montpellier*, 1952.

BASVILLE (Lamoignon de). — Mémoires pour servir à l'histoire de Languedoc. Amsterdam, P. Boyer, 1734.

BERTRAND R. — Evolution économique et sociale de la commune d'Adissan (Hérault). *Thèse Droit*, Montpellier, 1950.

CAZALET J.-L. — Sète et son commerce des vins de 1666 à 1920. *Thèse Droit*, Montpellier, 1920. Impr. Firmin Montane, Montpellier, 1920.

COSTE J.-E. — Historique et situation économique de la viticulture. Le vignoble de l'Hérault en 1900.

CREUZÉ DE LESSER. — Statistique du Département de l'Hérault, Montpellier, Ricard, 1824.

DAINVILLE (Oudot de). — Inventaires Archives de Montpellier. Préface du tome IX, prix du vin à Montpellier au XVII^m siècle. Tome VIII.

DEGRULLY P. — Essai historique sur la production et le marché du vin en France. Montpellier ou Giard et Brière-Paris, 1910.

DELEUZE S. — St-Georges-d'Orques aux XVII^me et XVIII^me siècles. Montpellier, 1881.

DELMAS G. — Les courtiers en vins. *Thèse Droit*, Montpellier, 1949.

DEVIC Cl. et VAISSETTE Joseph. — Histoire générale de Languedoc... Ed. Molinier. Tomes I à XV. Toulouse. Privat, 1872-1893.

DUTIL Léon. — L'état économique du Languedoc à la fin de l'Ancien Régime (1750-1789), Paris, Hachette, 1911.

EARL J. HAMILTON. — American treasure and the price revolution in Spain, 1501-1650. Cambridge Massachussets. *Harward University Press*, 1934, 428 p.

FABRE Albert. — Histoire de St-Georges-d'Orques. Nîmes, 1884. Histoire de Mèze. Nîmes, Clavel, 1881.

GALTIER Gaston. — La viticulture de l'Europe Occidentale à la veille de la Révolution française d'après les notes de voyage de Thomas Jefferson. Montpellier, *Journée vinicole*, 1952.

Le vignoble et le vin dans le Languedoc oriental du ^x^{me} siècle à la guerre de cent ans. In Etudes médiévales offertes à M. Fliche. Montpellier, Déhan, 1952.

GENDRONNEAU P. — La vigne et le vin dans la Gaule Narbonnaise. Nîmes, 1933.

GERMAIN A. — Histoire du commerce de Montpellier. 2 vol., 1861.

GUILHEM H.-L. — La Blanquette de Limoux. *Thèse Droit*, Toulouse, 1949.

KEYRIG H. — Le privilège des vins à Bordeaux jusqu'en 1789. Paris, 1886.

LABROUSSE C.-E. — La crise de l'économie française à la fin de l'Ancien Régime. Tome I, Paris, 1943.

Esquisse du mouvement des prix et des revenus en France au ^{xviii}^{me} siècle. *Thèse Droit*, Paris 1933.

LACOUR-GAYET. — Histoire du commerce ^{xvi}^{me}, ^{xvii}^{me} et ^{xviii}^{me} siècles. Paris, 1950.

LOMBARD H. — Essai sur l'évolution démographique et rurale de quelques communes de la vallée de la Cèze. Contribution à l'étude de la monoculture de la vigne dans le bassin Rhodanien. *Thèse Droit*, Montpellier, 1950.

LACOSTE-ROMAIN de. — Traité du droit de l'Equivalent créé en 1460. 1616.

MARRES Paul. — La vigne et le vin en France. Armand Colin, Paris, 1950.

MILHAU J. — Etude économique du prix du vin en France. *Thèse Droit*, Causse, Graille et Castelnau, Montpellier, 1935.

Le pouvoir d'achat des viticulteurs. Causse, Graille, Montpellier, 1946.

OLIVIER-MARTIN. — Histoire du droit français des origines à la Révolution. Domat. Montchrestien. Paris, 1948, in-8°.

PIRENNE Henri. — Histoire économique de l'Occident médiéval. Desclée de Brouwer, 1951.

RÈGNE Jean. — La vie économique et les classes sociales en Vivarais au lendemain de la guerre de cent ans. Aubenas, Habauzit, 1926.

RIGAUD J. — Etude économique et démographique du Canton d'Agde. *Thèse Droit*, Montpellier, 1952.

RIOL Jean. — Le vin de Gaillac depuis les origines jusqu'à nos jours. Champion, Paris, 1910.

ROCHE E. — Le commerce des vins de Champagne sous l'Ancien Régime. *Thèse Droit*, Dijon, 1908.

ROSSIGNOL E.-A. — L'arrondissement de Gaillac. Delboy, Toulouse, 1864.

ROZIER-CHAPTAL. — Traité sur la culture de la vigne. Crapart, Paris, 1811.

SALAVERTE Jean. — Le commerce des vins de Bordeaux. *Thèse*, Paris, 1912.

SANTI DE et A. VIDAL. — Deux livres de raison (1517-1550) sur les conditions agricoles et commerciales dans l'Albigeois au ^{xvi}^{me} siècle. Privat, Toulouse, 1896.

SAUMADE G. — Fabrègues 1650-1792. Montpellier, Abeille, 1908.

SORRE Max. — Etude critique des sources de l'Histoire de la viticulture et du commerce des vins et des eaux-de-vie en Bas-Languedoc au xviii^{me} siècle. *Thèse*, Montpellier, 1913.

THÉRON DE MONTAUGE. — L'agriculture et les classes rurales dans le Pays Toulousain depuis le milieu du xviii^{me} siècle. Paris, Toulouse, 1869.

TISSET Pierre et OURLIAC Paul. — Manuel d'histoire du droit français. Librairie générale de droit et de jurisprudence. Paris, 1949, in-8°.

TUDEZ Maurice. — Le développement de la vigne dans la région de Montpellier du xvii^{me} siècle à nos jours. *Thèse Droit*, Montpellier, 1934.

2° *Articles de revues :*

Bulletin de la Société Languedocienne de Géographie :

DAUMAS Max. — Le Lunellois. 2^{me} série. Tome XXII, 2^{me} fas., juillet-décembre 1951.

MARRES P. — L'évolution de la viticulture dans le Bas-Languedoc. 2^{me} série. T. VII, p. 26, 58.

PIQUET J.-R. — Le Frontignan. Tome XIII, 1942.

SERY-AINÉ. — Etat des produits du Canal des deux mers et de ses dépenses à partir de 1685. Tome I, 1878.

Annales du Midi :

BOISSONNADE. — Commerce des vins et des blés à la fin du xvii^{me} siècle. Année 1905.

ENJALBERT. — Le commerce de Bordeaux au xviii^{me} siècle. Janvier 1950.

RENOUARD Y. — Les conséquences de la conquête de la Guyenne par le Roi de France sur le commerce des vins. Année 1948.

Revue des Pyrénées :

BLOCH Camille. — La viticulture Languedocienne avant 1789. Tome VII, 1895.

Revue du Vivarais :

ROSTAING Léon. — La navigation du Rhône et le commerce du Languedoc au xviii^{me} siècle. Année 1912.

Mémoires de l'Académie de Vaucluse :

LIMASSET. — Réglementation du vin dans la Province de Languedoc et particulièrement à Roquemaure aux xvii^{me} et xviii^{me} siècles. 2^{me} série. Tome VIII, 1908.

Revue du Tarn :

DARTIGUES Charles. — Les jurats de Bordeaux et les vins de Gaillac, année 1943-1944.

Bulletin de la Société Centrale d'Agriculture de l'Hérault :

DES HOURS FAREL. — Notes et renseignements agricoles sur l'exploitation d'un domaine aux environs de Montpellier au xviii^{me} siècle. Année 1865.

Revue Historique de Bordeaux :

RENOUARD Yves. — Le grand commerce des vins du Moyen âge. 1952.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

<i>La viticulture et l'économie de la province du Languedoc sous l'Ancien Régime.</i>	1
---	---

PREMIERE PARTIE

<i>Les sources du Commerce, l'évolution de la viticulture et de la fabrication des eaux-de-vie.</i>	7
<i>Section I. — La progression des vignobles et des récoltes, la monoculture localisée.</i>	7
1. Avant le ^{xvi} ^{me} siècle.	8
2. Quelques vignobles du ^{xvi} ^{me} au ^{xviii} ^{me} siècle, Gaillac, Frontignan, Côtes du Rhône.	10
3. Croissance générale du vignoble aux ^{xvii} ^{me} et ^{xviii} ^{me} siècles.	14
4. Structure de l'économie et des récoltes. La production viticole globale à la fin du ^{xviii} ^{me} siècle.	17
<i>Section II. — Le développement des industries de la distillation du vin.</i>	21

DEUXIEME PARTIE

<i>Le développement historique du marché et des débouchés.</i>	27
<i>Chapitre I. — La liberté de circulation des vins et des eaux-de-vie.</i>	29
1. Les voies de communication et moyens de transport.	29
2. Les restrictions à la liberté de circulation.	32
<i>Paragraphe I. — La circulation dans la Province, les prohibitions d'entrée et de débit des vins « étrangers ».</i>	34
<i>Paragraphe II. — La circulation hors de la province.</i>	41
1. Les difficultés de transit des vins de Languedoc par Bordeaux	42

2. La prohibition d'entrée et de transit des vins « étrangers » à Marseille.	50
3. Quelques aspects de la concurrence entre eaux-de-vie de Languedoc et alcools de Normandie, Bretagne, et des Colonies françaises d'Amérique.	52
Chapitre II. — <i>La réglementation de la qualité, des mesures et des futailles</i>	55
Section I. — Les origines et les causes de la réglementation de 1729.	55
Section II. — Le règlement de 1729.	60
Paragraphe I. — La fabrication, le jaugeage des futailles et la responsabilité des tonneliers.	62
Paragraphe II. — Les différentes qualités d'eaux-de-vie. La détermination du degré alcoolique des vins et des eaux-de-vie.	71
Paragraphe III. — La protection de la qualité des vins et des eaux-de-vie. La rivalité entre fabricants et marchands.	76
Section III. — Les Inspecteurs des eaux-de-vie de Sète et les résultats de l'application du règlement de 1729.	88
Paragraphe I. — Les attributions des Inspecteurs des eaux-de-vie de Sète.	88
Paragraphe II. — L'application des dispositions concernant les futailles et les eaux-de-vie.	90
Paragraphe III. — L'essor du commerce et l'extension de l'appareil de vérification.	95
Chapitre III. — <i>Les courants commerciaux</i>	98
Section I. — Centres de production, marchés et courants commerciaux à l'intérieur de la province et vers les provinces limitrophes.	98
Section II. — Les courants commerciaux vers l'étranger et les provinces françaises.	103
1. Le commerce extérieur des vins.	104
a) Avant le xvi ^{me} siècle.	104
b) Les xvi ^{me} et xvii ^{me} siècles.	109
2. Le commerce des eaux-de-vie et esprits.	117
Chapitre IV. — <i>La valeur et le volume du commerce</i>	121
Paragraphe I. — Evolution du volume et de la valeur globale des commerces vinicoles	121
Paragraphe II. — Estimation du volume des divers courants du commerce d'exportation.	126
Paragraphe III. — Le commerce des vins et des eaux-de-vie par Sète.	131

TROISIEME PARTIE

<i>Le fonctionnement du marché, la répartition du revenu viticole.</i>	141
Chapitre I. — Vues d'ensemble sur les frais de la distribution et la répartition du revenu viticole.	143
1. Tableau comptable des frais de distribution. Schémas de la répartition réelle entre les divers groupes professionnels	143
2. La part de la viticulture et de la propriété foncière, leur utilisation.	156
Chapitre II. — Les intermédiaires du commerce : rôle, puissance économique et financière.	164
<i>Section I. — Le droit d'exercer le commerce.</i>	166
<i>Section II. — Les stades et intermédiaires du commerce : taverniers, courtiers, commissionnaires, négociants.</i>	169
<i>Section III. — Rôle, structure et puissance financière du Grand commerce</i>	176
Paragraphe I. — Le rôle économique.	176
Paragraphe II. — Revenus, structure et puissance financière, Montpellier capitale des commerces vinicoles au XVIII ^m e siècle.	178
Chapitre III. — Les frais d'expédition et de transports : tonneliers, voituriers, marinières, péages.	189
<i>Section I. — Les frais d'expédition. La tonnellerie.</i>	190
<i>Section II. — L'incidence des frais de transport et des péages sur les prix des vins et des eaux-de-vie.</i>	196
Paragraphe I. — Coût des transports.	196
Paragraphe II. — Les péages.	201
Chapitre IV. — La fiscalité, les droits de circulation.	204
<i>Section I. — Les impôts sur les vins à l'intérieur de la province.</i>	206
Paragraphe I. — Impôts perçus pour le Roi et les Etats Provinciaux : les aides, le droit de l'Equivalent et les prélèvements extraordinaires.	206
Paragraphe II. — Impôts et taxes perçues par les villes : soquets, droits d'entrée et de subvention.	216
<i>Section II. — Les droits sur les vins et eaux-de-vie circulant hors de la province; droits de sortie, droits d'entrée, de transit dans les villes</i>	221
Paragraphe I. — Réglementation générale des droits de sortie.	221

Paragraphe II. — L'application des tarifs, les exonérations et dégrèvements. Les résistances contre la fiscalité.	224
Chapitre V. — <i>Les prix des vins et des eaux-de-vie. Le pouvoir d'achat viticole.</i>	237
Section I. — Tendances générales des prix du vin ordinaire et des revenus viticoles de la fin du ^{xiv} ^{me} siècle au début du ^{xix} ^{me} siècle.	238
Paragraphe I. — Variations saisonnières du prix des vins rouges au ^{xvii} ^{me} siècle à Béziers, Montpellier et Toulouse.	239
Paragraphe II. — Variations nominales annuelles du prix du vin rouge	243
I. ^{xv} ^{me} et ^{xvi} ^{me} siècles : prix du vin à Montpellier et à Toulouse	243
II. ^{xvii} ^{me} et ^{xviii} ^{me} siècles : La série de prix de Béziers, série languedocienne, ses correctifs au ^{xvii} ^{me} siècle (Montpellier, Frontignan) et au ^{xviii} ^{me} siècle (Pont-St-Esprit).	246
1. Les variations annuelles et les cycles de variations.	248
2. L'évolution nominale des prix du ^{xvi} ^{me} au ^{xix} ^{me} siècle.	251
3. L'inégalité des prix selon les marchés. La série régionale de 1751 à 1764.	252
Paragraphe III. — Le mouvement réel des prix du vin rouge : le pouvoir d'achat et les crises viticoles.	254
I. L'évolution réelle du prix du vin aux ^{xv} ^{me} et ^{xvi} ^{me} siècles.	255
II. — L'évolution réelle des prix du vin aux ^{xvii} ^{me} et ^{xviii} ^{me} siècles. Le rapport d'échange muid de vin et setier de blé.	257
1. Le mouvement du prix réel et les crises au ^{xvii} ^{me} siècle.	259
2. Le mouvement du prix réel, les crises au ^{xviii} ^{me} siècle.	260
3. Les crises viticoles pré-révolutionnaires	263
1. La crise du pouvoir d'achat viticole de 1751 à 1764.	268
2. La crise du pouvoir d'achat viticole de 1779 à 1789.	271
Paragraphe IV. — La condition des salariés agricoles : prix du vin, du blé et salaires du ^{xv} ^{me} au ^{xviii} ^{me} siècle.	274
I. Le pouvoir d'achat du salaire aux ^{xv} ^{me} et ^{xvi} ^{me} siècles.	274
II. Le pouvoir d'achat du salaire viticole aux ^{xvii} ^{me} et ^{xviii} ^{me} siècles.	276
Section II. — Les prix des vins de qualité.	283
1. Le prix des vins muscats.	283
2. Le prix des vins de Gaillac et de l'Albigeois.	288
3. Le prix des vins des Côtes du Rhône.	292
4. Le prix des vins de St-Georges-d'Orques et de l'Hérault.	293
Section III. — Les prix des eaux-de-vie et des esprits de vin.	296
CONCLUSION.	301

TABLEAUX ANNEXES

I. — Valeur et volume des exportations de vins par provinces en 1720, 1725 et 1788.	303
II. — Trafic du canal Riquet. Recettes de 1685 à 1792. . . .	304
III. — Exportation des vins et des eaux-de-vie par Sète au xviii ^{me} siècle.	306
IV. — Exportation des vins et des eaux-de-vie par Sète avant et après 1789	308
V. — Valeur du commerce des vins et eaux-de-vie en Languedoc.	125
VI. — Volume des divers courants du commerce des vins et des eaux-de-vie en 1773.	129
VII. — Prix du vin, rouge à Montpellier de 1478 à 1580. . . .	309
VIII. — Prix du vin blanc et du vin clairet à Montpellier de 1443 à 1587.	311
IX. — Prix des vins à Toulouse de 1527 à 1717.	312
X. — Prix du vin à Béziers de 1583 à 1847, des eaux-de-vie de 1794 à 1847.	316
XI. — Prix du vin aux environs de Frontignan de 1633 à 1664.	323
XII. — Moyennes décennales des prix du vin et du blé à Béziers de 1589 à 1847.	324
XIII. — Prix du vin et du blé-froment à Pont-St-Esprit (Gard) de 1673 à 1794.	325
XIV. — Moyennes décennales des prix du blé et du vin à Pont-St- Esprit de 1673 à 1794.	328
XV. — Prix moyens trimestriels des vins sur douze marchés de Languedoc de 1751 à 1764.	329
XVI. — Prix moyen mensuel et annuel des vins sur douze mar- chés de 1751 à 1764.	332
XVII. — Prix du blé-froment sur divers marchés de la province.	334
XVIII. — Rapport des prix moyens du muid de vin et du setier de blé-froment à Béziers de 1599 à 1789.	342
XIX. — Prix réel du vin à Montpellier et Béziers de 1751 à 1764.	266
XX. — Prix réel du vin en Languedoc de 1777 à 1789. . . .	273
XXI. — Salaires journaliers à Montpellier du xv ^{me} au xvii ^{me} siècle.	343

XXII. — Le pouvoir d'achat des salaires agricoles du xv ^m ^e au xvii ^m ^e siècle.	344
XXIII. — Salaire journalier moyen de l'ouvrier vigneron du Bas-Languedoc	345
XXIV. — Prix du vin sur divers marchés du Languedoc au xviii ^m ^e siècle.	346
XXV. — Prix de vente du muscat de Frontignan à Bordeaux de 1737 à 1742.	285
XXVI. — Prix du vin de l'Albigeois 1521 à 1543.	289
XXVII. — Prix de la pipe de vin de Gaillac (1545 à 1771) et rapport d'échange vin-blé.	290
XXVIII. — Prix des eaux-de-vie sur divers marchés de Languedoc en 1770 et 1771.	348

GRAPHIQUES

I. — Les exportations de vins et eaux-de-vie par Sète au xviii ^m ^e siècle	349
II. — Le trafic du Canal Riquet de 1685 à 1792.	350
III. — Le mouvement du port de Sète en cours d'année au xviii ^m ^e siècle	351
IV. — Prix du vin et du blé à Béziers de 1590 à 1850.	352
V. — Prix du vin et du blé à Pont-St-Esprit de 1673 à 1792.	353
VI. — La crise de 1751 à 1764.	354
VII. — La crise de 1778 à 1789.	355
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE.	357

IMPRIMERIE Paul DÉHAN
MONTPELLIER
